

Jusqu'au bout

Collection L'envers des faits

Nicolas Renahy

Jusqu'au bout

Vieillir et résister dans le monde ouvrier



La Découverte

Composé par Facompo à Lisieux (Calvados)
Maquette de couverture : Ferdinand Cazalis
Dépôt légal : octobre 2024

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner à notre lettre d'information sur notre site www.editionsladecouverte.fr.

ISBN 978-2-348-08130-9

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75 006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

© Éditions La Découverte, Paris, 2024.
34, rue des Bourdonnais, 75001 Paris.

Nota bene

Cet ouvrage intègre plusieurs formes d'écriture inclusive : double flexion, accord de proximité, point médian. Seule la « section retraités » de la CGT de Peugeot-Sochaux n'est pas féminisée, ses membres utilisant toujours le masculin neutre. Pour ne pas alourdir la lecture ni tronquer la réalité, des formes génériques – féminines ou masculines – ont été maintenues, notamment lorsqu'un groupe est exclusivement ou massivement composé de femmes ou d'hommes.

La plupart des femmes et hommes enquêtés ayant souhaité apparaître en leur nom propre, seuls quelques prénoms ont été modifiés.

Introduction

20 novembre 2019, 17 heures. J'arrive chez Christian Corouge, qui m'a invité à séjourner dans sa maison située dans un bourg du Pays de Montbéliard^a. Il m'installe rapidement dans l'ancienne chambre de son fils, nous prenons un café, puis il m'annonce : « Bon, tu fais comme tu veux, tu restes là ou tu m'accompagnes, mais dans une demi-heure je pars à la chorale des retraités CGT Peugeot. » Happé et intrigué par le dynamisme de cet ouvrier retraité qui, comme beaucoup de ceux que j'ai déjà pu croiser, semble être toujours très occupé, je le suis sans hésiter. Quelques minutes après, nous rejoignons une vingtaine de femmes et d'hommes aux cheveux blancs, teints, épars ou grisonnants, aussi enjoués et accueillants que lui. Nous répétons *La Chanson de Craonne* et *Le Temps des cerises*, puis un canon sur l'air de *Frère Jacques*, autant de chansons qui seront bientôt reprises en manifestations. Après la répétition, nous nous retrouvons à quelques-uns pour l'apéro chez Clairette, ancienne déléguée d'atelier à Peugeot. Ce rendez-vous hebdomadaire s'est systématisé depuis que Clairette est devenue veuve il y a trois ans, trois semaines seulement après le décès accidentel de Claude, la femme de Christian.

a. L'expression désigne une intercommunalité, entité administrative et politique qui regroupe aujourd'hui soixante-douze communes et plus de 140 000 habitant·es autour de la ville de Montbéliard (25 000 h.). Son origine datant de 1959, elle est entrée dans les usages et prévaut localement sur l'acronyme PMA, pour Pays de Montbéliard Agglomération.

Alors que ma venue dans la région de Montbéliard avait pour but premier d'enquêter sur les usages sociaux de la forêt, je me retrouve vite *pris* par Christian et sa bande de « copains » et « copines », ouvriers et ouvrières ou retraité·es des usines Peugeot, qui sont pour la plupart militant·es de la Confédération générale du travail (CGT). En quelques semaines, j'intègre sa maisonnée, suis invité avec lui chez ses ami·es, l'accompagne rendre visite à une camarade malade, récupérer ses nouvelles lunettes de vue ou des roues pour la remorque d'un autre camarade, participe avec lui à la coupe du bois comme à ses diverses activités militantes. Présenté comme un copain, j'entre dans nombre de domiciles et assiste aux réunions de la section CGT-retraités, où le secrétaire Bruno m'introduit ainsi la première fois : « Nicolas, un sociologue qui vient travailler sur la forêt mais... il s'intéresse aussi aux vieilles branches ! » La formule, pleine d'autodérision, vise juste. L'incroyable dynamisme du groupe qui m'accueille montre, tel un miroir grossissant, la réalité méconnue du monde ouvrier contemporain : en déclin et vieillissant, certes, mais bien vivant, toujours susceptible d'être une force motrice des luttes sociales.

La condition ouvrière après la retraite : résistances et appartenances

Bruno, Christian, Clairette, Christiane, Viviane et les autres « ancien·nes de Peugeot » que j'ai rencontré·es dans le Pays de Montbéliard entre 2019 et 2024 sont retraité·es depuis une dizaine d'années. Cabossés par le travail en usine, et plus largement par ce que Stéphane Beaud et Michel Pialoux ont appelé la « condition ouvrière¹ », qui implique de fortes probabilités statistiques d'être concernés par la maladie, le veuvage précoce, le célibat, le suicide ou le risque d'endettement, elles et ils sont pourtant loin d'être isolés.

À soixante-dix ans d'âge moyen, la plupart mènent une vie de grands-parents, parfois aussi d'enfant aidant lorsqu'il faut s'occuper d'un parent du quatrième âge ou de sa prise

en charge, mais restent immersés dans des pratiques et une culture propres au monde ouvrier, dont elles et ils demeurent des porte-parole influents. Ni passifs ni « inactifs », ces anciens ouvriers et ouvrières de Peugeot ne sont pas, contrairement aux clichés, des personnes dominées mises en retrait par leur retraite. Grâce à ces « vieilles branches » qui, jusqu'au bout, continuent de lutter, des solidarités, des traditions et des espoirs perdurent malgré la « fin » de la classe ouvrière, régulièrement annoncée depuis trente ou quarante ans.

Ces retraité·es constituent une génération singulière. Issus de milieux populaires, nés juste avant, pendant ou peu après la Seconde Guerre mondiale, elles et ils sont entrés très tôt sur le marché du travail manuel dans les années 1960-1970, au moment de la première massification scolaire. N'ayant pas fait d'études longues, leur existence a été marquée par un « décloisonnement » des groupes sociaux entamé dans les « années 68² ». Chacun et chacune a connu un bouillonnement culturel et une ouverture de son horizon social, en rupture ou en décalage avec des vécus enfantins façonnés par la pauvreté et les injustices. Alors que la chaîne alienait leurs vies et n'a jamais cessé de les renvoyer à une condition subalterne, elles et ils ont pu aussi bénéficier d'une émancipation riche en découvertes comme en paradoxes : quitter un habitat miséreux de la banlieue de Belfort pour une cité d'habitat social et y côtoyer des milieux politisés, dans les associations et syndicats de quartier ; migrer de Cherbourg, Saint-Étienne ou du sud de la Tunisie pour un boulot d'ouvrier spécialisé (OS) et une cité de salariés célibataires, puis rencontrer de vieux résistants communistes, des républicains espagnols, des étudiants et militants trotskystes ou maoïstes ; créer ou intégrer une troupe de théâtre, faire du cinéma politique, s'initier à la lecture ou à la peinture, connaître diverses formes de « révolution sexuelle » ou prolonger le « temps des copains » ; continuer à faire de nouvelles rencontres tout en restant « enchaîné à la chaîne », pour reprendre une formule souvent entendue en entretien.

Durant toute leur vie active, le militantisme syndical à l'usine a constitué pour elles et eux une manière de résoudre ces expériences paradoxales en perpétuant ces formes d'éman- cipation. Une fois à la retraite, une même question se pose à chacun·e : comment prolonger leur engagement et les appartenances sociales qui vont avec, tandis que le monde ouvrier qui a été le leur et a bercé tant d'espoirs est en train de disparaître sous leurs yeux ? Une même conviction les anime : continuer de lutter, résister, en tentant de transmettre aux plus jeunes le sens du combat contre l'injustice. Ces militant·es CGT, anciens salarié·es de l'usine Peugeot de Sochaux, ne résument bien évidemment pas la condition d'ouvrières et ouvriers retraités, ni la variété des formes de militantisme après le salariat. Mais leurs engagements en font des acteurs et témoins de premier plan, des antennes sensibles du groupe ouvrier contemporain et, à maints égards, de la société française dans son ensemble, telle qu'elle évolue depuis la fin des années 1990.

Enquête sur un groupe majoritaire mais invisible

En effectuant une plongée dans le quotidien de ces ouvrières et ouvriers retraités, j'ai voulu prendre au sérieux la question du vieillissement physique et social en vue de proposer une sociologie *des vieillesse*s qui, au-delà de l'âge, articule rapports de classe, de genre et de génération. À rebours des discours essentialisant sur « les ouvriers » ou « les retraités » en général, l'enquête de terrain sociologique permet d'analyser précisément des continuités méconnues ou ignorées au sein du groupe ouvrier. Déjà marginalisé dans l'espace public, celui-ci l'est encore plus lorsque ses membres ne travaillent plus. Alors que, bien souvent, les anciens cadres incarnent l'exemple des « retraités dynamiques », présentés tantôt comme les forces vives des associations, tantôt comme des grands-parents modèles à même de soulager des jeunes parents débordés, les ouvrières et ouvriers à la retraite ne sont généralement montrés dans les médias qu'à travers les images négatives

ou folklorisantes du vieillissement : indécrotables ruraux attachés à la pêche ou à la chasse, « dangers publics » sur la route, victimes anonymes des Ehpad ou bénéficiaires des Restos du cœur, mamie racontant une bonne histoire ou papy poussant la chansonnette à la fin d'un repas alcoolisé. Pourtant, les classes populaires, qui – rappelons-le – constituent toujours aujourd'hui la moitié de la population active en France, sont encore plus majoritaires parmi les retraité·es auparavant salarié·es : six sur dix sont, à parts égales, d'anciens employé·es ou ouvrières et ouvriers³. Que sait-on d'elles, d'eux ? Les taxonomies administratives elles-mêmes tendent à masquer les appartenances sociales : la statistique publique peine à rendre compte des inégalités internes à la catégorie générique de « retraités », tandis que les personnes les moins diplômées, et qui ont donc commencé à travailler plus tôt que celles qui ont fréquenté l'enseignement supérieur, ne sont reconnues par les dispositifs spécifiques de départ à la retraite qu'à travers la formule, technique et euphémisante, de « carrières longues ».

Face à cette invisibilité, politiquement et socialement construite, ce livre entend élargir l'analyse au-delà des seules questions d'isolement, de pauvreté, d'invalidité ou de dépendance. Il invite à considérer l'évidence selon laquelle « la vie continue » après le départ en retraite en articulant la question du vieillissement avec celle d'une condition dominée qui se prolonge au-delà de la vie « active ». Si le passage à la retraite marque bien une rupture, les ouvrières et ouvriers arrivés au terme de leur carrière professionnelle ne cessent pas pour autant de faire face à toutes les facettes de la domination, à commencer par les inégalités de pensions, qui perpétuent les disparités de salaires entre personnes en activité : entre soixante-six et soixante-dix ans, le montant de pension totale des anciens et anciennes cadres est plus de deux fois supérieur à celui des ex-ouvriers et ouvrières⁴. Les retraites des un·es et des autres n'ont donc pas la même valeur car les institutions ne les considèrent pas également. Veillant à ne pas séparer la vieillesse de ce qui la précède, en termes de trajectoires

et de sociabilités mais aussi de mémoires individuelles et collectives, l'enquête permet de prendre toute la mesure des appartenances sociales qui façonnent le quotidien de millions de salarié·es, puis de retraité·es. Ces appartenances ne se limitent pas à l'ancien emploi subalterne occupé dans l'industrie : en quoi le fait d'appartenir à une génération donnée contribue-t-il à structurer l'expérience de ces retraité·es et leur relation aux plus jeunes de leurs camarades ? Comment les inégalités entre femmes et hommes se redéfinissent-elles, une fois arrivée la retraite ? Les origines migratoires et les lieux de résidence ont-ils encore de l'importance après le départ à la retraite ? Que font ces « vieilles » et ces « vieux » quand elles et ils ne travaillent plus ? Dans quelles mesures leurs activités quotidiennes continuent-elles de les lier et, ainsi, de les faire exister en tant que groupe ? Qui, parmi elles et eux, milite encore, qui a arrêté, après avoir longtemps représenté leur syndicat ?

Revisiter la condition ouvrière

Comme l'enquête sur laquelle il se fonde, cet ouvrage tire parti de la cumulativité du savoir sociologique, mais aussi d'amitiés singulières. Enquêter aujourd'hui sur le monde ouvrier, à Sochaux-Montbéliard, même et surtout auprès de retraité·es, m'a conduit à reprendre le fil d'une étape marquante de la sociologie française. Elle met aussi en jeu une filiation intellectuelle : c'est par Michel Pialoux, coauteur en 1999 de *Retour sur la condition ouvrière*⁵ et enseignant pendant trente-cinq ans à la Sorbonne, que j'ai d'abord appris le métier. En 1992, son cours sur le travail dans les sociétés industrielles a grandement participé à me sortir de ma torpeur d'étudiant petit-bourgeois, arrivé à Paris après avoir grandi dans ma Bourgogne natale et suivi deux années d'université à Dijon⁶. Ce cours était nourri de l'enquête qu'il menait alors depuis près de dix ans auprès des ouvriers et ouvrières de Peugeot-Sochaux. Avant même de m'apprendre que l'ethnographie constitue une « théorie en

acte⁷ », Pialoux m'a enseigné la complexité d'une condition ouvrière que j'avais entraperçue à l'école, au football ou au judo pendant mon enfance, sans bien la comprendre. Ce fut un choc, pour moi, de découvrir comment des logiques sociales contraignent certains individus à faire avec la domination au quotidien. Il m'a marqué au point de devenir moi-même sociologue. Pialoux a dirigé mon mémoire de maîtrise sur les ouvriers et ouvrières du monde rural, auprès de qui j'ai enquêté pendant plus de dix ans, jusqu'à la publication en 2005 des *Gars du coin*. J'ai gardé en mémoire l'émotion et la fierté dissimulée de cet enseignant peu assuré lorsque, au printemps 1993, il avait présenté en cours *La Misère du monde*, ouvrage collectif dirigé par Pierre Bourdieu qui venait de paraître, dont il a (co)écrit des chapitres centraux et qui porte la trace de son approche singulière. Les manières de présenter et d'analyser des entretiens utilisés dans le livre, en effet, empruntaient à ses quatre « Chroniques Peugeot » parues en 1984-1985, à la force d'un raisonnement qui part des expériences vécues pour rendre compte des évolutions des marchés de l'emploi, du logement ou de l'éducation, et au « temps d'écouter » qui seul permet de saisir à différentes époques les métamorphoses de la condition ouvrière⁸.

Quand je lui raconte, en 2019, les débuts de ma nouvelle enquête sur les pratiques des ouvriers en forêt, Pialoux me met spontanément en contact avec Christian Corouge, car il sait que l'ancien ouvrier coupe et façonne son bois pour chauffer sa maison l'hiver. Ce dernier, qui a gardé des rapports excellents et réguliers avec ce sociologue devenu ami, m'accueille avec enthousiasme. J'arrive donc en terrain balisé, bénéficiant de la spontanéité de l'un et de l'enthousiasme de l'autre, comme si j'héritais un peu de cette relation singulière entre un intellectuel critique et un ouvrier militant. Entre 1983 et 2006, Christian et Claude Corouge – sa femme – ont régulièrement hébergé Pialoux pour qu'il réalise ses recherches, puis, entre 1989 et 2002, Stéphane Beaud pour les mêmes raisons. Si *Retour sur la condition ouvrière* leur est dédié, c'est que le

couple a largement participé aux enquêtes de ce tandem de sociologues. Christian l'a fait directement, en publiant avec Pialoux, mais aussi en participant à des entretiens menés par le sociologue auprès d'ouvriers et ouvrières qu'il connaissait, et Claude plus indirectement, en assurant le gîte et le couvert et en retranscrivant un temps des entretiens pour Pialoux.

Cette relation privilégiée a une histoire : Corouge et Pialoux se sont rencontrés en 1983 à l'initiative de Bruno Muel et Francine Muel-Dreyfus, respectivement réalisateur et sociologue⁹. Le couple d'intellectuels militants avait fait la connaissance de Christian au début des années 1970 dans le cadre des groupes Medvedkine, expérience rare de collaboration directe entre techniciens du cinéma et militant·es du milieu ouvrier dont les effets durables seront analysés dans ce livre. Cette expérience a familiarisé Christian et quelques autres de ses camarades à la fréquentation de figures intellectuelles, forgeant des amitiés et complicités au long cours : pour parler d'elles et eux, Christian utilise ainsi le terme générique de « copains », comme il le fait pour évoquer les femmes et les hommes de son entourage d'ouvrières et ouvriers militants.

« Tu as pris ton magnéto ? On ne sait jamais... »

Christian est un grand lecteur, les sciences sociales constituent une bonne part de sa bibliothèque, et il est devenu au fil de sa trajectoire atypique une sorte de sociologue amateur : tout en gardant l'inflexibilité du militant, il a appris de la curiosité et de l'empathie du couple Muel et de Pialoux. Il s'est donc vite imposé à moi comme un allié d'enquête – plutôt qu'un « informateur » ou un simple « enquêté » – aussi crucial que précieux. Accueilli chez lui, je prends en quelque sorte le relais de Pialoux, trente-cinq ans après et comme lui-même l'avait fait avec le couple Muel^a. Mais

a. De mon côté, je n'ai fait que croiser Francine Muel-Dreyfus à la fin de sa vie professionnelle, et n'ai pas eu le temps de rencontrer Bruno Muel avant son décès.

le temps a passé. Pialoux ne dispose plus d'une santé lui permettant de continuer à venir régulièrement dans la région et, s'il a prolongé un temps son activité de chercheur après son départ de l'université, il se considère depuis un moment comme définitivement retiré de la vie scientifique. De son côté, Christian ne travaille plus depuis dix ans, ses enfants ont quitté la région depuis longtemps, il est à présent veuf : même s'il a toujours de multiples occupations, il dispose de temps. C'est donc l'évolution de leurs deux trajectoires qui a rendu l'enquête opportune. Mais la reformulation de mes questions de recherche y est aussi pour quelque chose.

Pendant cinq ans, Pialoux n'a eu de cesse de m'encourager, répondant à mes questions sur ses enquêtes passées ou sur telle personne interviewée. Avec bienveillance, il m'a ouvert l'accès à ses archives privées, dans lesquelles j'ai découvert un trésor composé notamment d'analyses manuscrites, de cassettes audio ou encore d'entretiens retranscrits. À chaque séjour chez lui, il m'a redit son plaisir que je poursuive son travail à ma manière, « quitte à [le] critiquer », ce qui m'a permis de puiser dans sa masse impressionnante de matériaux accumulés, utile et actualisée à l'aune d'autres questions et réflexions que les siennes. Outre Christian, que j'ai interviewé de nombreuses fois, comme l'avait fait Pialoux seul puis avec Stéphane Beaud, j'ai rencontré plusieurs ouvriers retraités de Peugeot-Sochaux pour lesquels je disposais d'entretiens menés vingt à trente ans auparavant. J'ai ainsi pu mettre en perspective leurs récits et vécus d'aujourd'hui avec ceux d'hier. Une telle possibilité d'analyse longitudinale offre un moyen précieux et inédit en France¹⁰ pour comprendre les transformations de la condition ouvrière.

Sur le terrain, j'ai toujours eu conscience de venir après d'autres, de m'inscrire dans une histoire qui ne se limitait pas à ma propre trajectoire ni à une filiation explicite. Mais je ne me suis jamais senti en dette : la simplicité de mon hôte et notre connaissance commune et ancienne de Pialoux ont d'emblée créé entre Christian et moi une complicité intellectuelle et une empathie réciproque. Sans qu'il y ait besoin d'en

parler, Christian savait ce que « ma » sociologie doit à celle de Pialoux. Cependant, notre relation s'est nouée sur d'autres bases : Pialoux s'intéressait surtout à la condition ouvrière vécue à l'usine, alors que je m'intéresse d'abord pour ma part, dans la suite de mes enquêtes sur le monde rural, à des activités de loisirs – façonnez son bois de chauffage, bricoler, fréquenter les ami·es – occupant aujourd'hui l'essentiel du temps de cet ouvrier retraité depuis 2011. Et de ce temps dont il dispose, Christian est heureux de pouvoir en consacrer une partie à ma recherche, qui revivifie son lien avec le monde intellectuel : c'est lui qui prend des rendez-vous, participe activement aux entretiens et commente tel ou tel événement ou fait d'actualité lors de nos échanges.

Parallèlement, j'ai vite compris l'importance de sa bande d'ami·es, pour la plupart comme lui retraité·es et militant·es, qui l'accompagnent aux apéros chez les un·es et les autres, à l'Union locale (UL) du syndicat CGT où il se rend très régulièrement, mais aussi dans les mobilisations sociales. J'ai effectué chez lui plus d'une quinzaine de séjours de deux à quinze jours, qui se sont intensifiés après les confinements sanitaires de 2020. Cette présence assidue m'a fait voir son domicile comme un lieu de passage intense : outre sa voisine et amie Martine, retraitée de la fonction publique territoriale, j'y rencontre ses copains bricoleurs ou des voisin·es ou des ami·es de passage. C'est un « autre » Corouge que celui qui avait accueilli Pialoux, puis Beaud et Pialoux, que je rencontre : retraité, veuf, bricoleur, militant aguerri, impliqué de longue date dans l'espace politique local. Je découvre ainsi des nouvelles facettes de ce « personnage », apprenant même à Pialoux, très surpris, que Christian a été conseiller municipal de sa commune dans les années 1970, ce qu'il ignorait malgré les dizaines d'années passées sur le terrain à ses côtés.

Christian s'est totalement impliqué dans ma recherche, prenant goût à son statut d'allié d'enquête. Lorsqu'un jour nous partons à l'UL sans autre motif que d'y retrouver ses copains céguétistes, il se retourne vers moi et, après que nous

avons endossé nos manteaux, me lance : « Tu as pris ton magnéto ? On ne sait jamais... » Nous avons ainsi en grande partie mené l'enquête à deux : l'attention de l'ethnographe a rencontré la soif d'un ouvrier-intellectuel, soif d'expression intarissable tout autant que de compréhension du monde qui l'entoure et auquel il appartient pleinement. Si cet ouvrage prolonge les questions soulevées dans *Les Gars du coin* – sur l'appartenance locale, les loisirs ouvriers, les rapports sociaux de sexe, la socialisation politique, mais surtout sur le lien entre classes sociales, âges et générations –, il a donc la particularité d'avoir été facilité par la familiarité de cet ancien OS avec la sociologie.

En m'intéressant, trente ans plus tard, non plus au groupe des « jeunes » mais à celui des « vieilles » et « vieux » des classes populaires, mon propre vieillissement a constitué dans une certaine mesure un atout. Je me souviens ainsi qu'à vingt-quatre ans j'avais interviewé à son domicile une jeune ouvrière, et que son compagnon – alors occupé à couper du bois en forêt – l'avait appelée trois fois en une heure trente depuis la cabine téléphonique la plus proche pour vérifier auprès d'elle mes intentions. Enquêter aujourd'hui sur des ouvrières et ouvriers retraités simplifie les relations : à cinquante-trois ans, j'ai l'âge de leurs enfants, peu de difficultés à faire comprendre le sens de mon travail, qui constitue aussi – pourquoi le nier ? – une forme d'hommage à leur existence passée et présente, ce qui se manifeste par le fait que la plupart ont souhaité apparaître en leur nom propre dans l'ouvrage, et non en étant masqué par un prénom d'emprunt. Enfin, j'ai rencontré des ex-ouvriers et ouvrières aux profils différents des jeunes « gars du coin » qui étaient salariés de petites et moyennes entreprises (PME), fragilisés, non syndiqués et politiquement démobilisés, dont les vies illustraient bien la fragmentation des classes populaires dans les années 1990 – fragmentation que leurs devenirs confirmen¹¹. Or, à Sochaux-Montbéliard, auprès d'ancien·nes salarié·es de ce qui fut longtemps la plus grande usine de

France, je dois me rendre à l'évidence : bien que réputée morte et enterrée, la classe ouvrière bouge encore.

Quand la lutte des classes continue

« Ah, c'est la classe ouvrière qui appelle ! » : la plaisanterie de Bruno Lemerle, secrétaire de la section CGT-retraités de Peugeot-Sochaux, quand la sonnerie de son téléphone retentit et qu'il doit interrompre une conversation en cours, n'a rien d'innocent. Pleine de sens, elle vient réaffirmer l'existence – fragilisée, souvent niée ou minimisée – de la principale force sociale et politique qui a porté la question sociale en France de la première moitié du XIX^e siècle à la fin du suivant. Mais la boutade exprime aussi la nécessité de répondre aux appels de ses membres. Autrement dit, la formule condense les deux formes de solidarité portées par les syndicats ouvriers. D'un côté, une solidarité primaire, qui consiste dans le soutien à ses compagnons, proches, parents et ami·es, collègues de travail, pour faire face à une position subalterne. De l'autre, une solidarité secondaire : au-delà de l'interconnaissance personnelle, elle incite, voire oblige à soutenir ses camarades, qui ont la même condition prolétaire que soi et les siens. C'est cette solidarité, construite par l'État social à travers des droits acquis par la lutte, que les syndicats aujourd'hui très affaiblis veillent tant bien que mal à faire respecter et, autant que possible, à améliorer. Ces deux formes de solidarité, mises en évidence par Robert Castel en 1995 dans *Les Métamorphoses de la question sociale*¹², s'opposent historiquement aux diverses expériences de patronage, « utopie réactionnaire » ou « à rebours », selon lui, qui maintiennent des liens de dépendance personnelle. À l'inverse, la solidarité primaire est révolutionnaire, en ce qu'elle s'oppose au libéralisme par la force intrinsèque du groupe ouvrier, tandis que la secondaire est socialiste : ambitionnant de lutter contre les effets pervers du capitalisme, elle protège (par la sécurité sociale, notamment) les salarié·es d'exécution de l'accident du travail, de la

maladie grave et de la vieillesse indigente, contrairement aux prolétaires d'antan, livrés à l'arbitraire de la philanthropie et aux aléas du libéralisme sauvage.

Dans la pratique syndicale et le quotidien des ouvriers et ouvrières, les deux formes de solidarité s'entremêlent. Alors que la crise de l'État social et les effets délétères des politiques libérales n'ont eu de cesse de s'accentuer depuis les années 1990, la solidarité paraît toujours plus essentielle dans la vie de Christian et des autres militant·es que j'ai rencontré·es. Si cette section CGT-retraités est à ce point active, c'est sans doute que, dans le Pays de Montbéliard comme ailleurs, la loi du marché a pris le dessus, au détriment des droits sociaux et des vies humaines. C'est aussi que les habitus, forgés dans les années 1960-1970, se trouvent pris en décalage, et comme agressés par la manière dont la question sociale, et avec elle les classes populaires, est traitée par les gouvernements successifs.

Le groupe sait la place qu'il occupe dans l'espace politique local. Son dynamisme et les dispositions durables de ces retraité·es engagé·es sur des questions politiques, économiques ou culturelles font d'elles et d'eux une force d'entraînement invisible et sous-estimée mais pourtant centrale des luttes sociales locales aussi bien que nationales. Que l'on songe aux manifestations contre la « casse du système social » en 2019 ou la réforme des retraites de 2023, aux actions en soutien aux migrants ou à la Palestine, mais aussi aux témoignages transmis régulièrement aux militant·es plus jeunes, comme dans un petit ouvrage sur Mai 68 à Sochaux-Montbéliard, paru en 2018¹³. Des invitations de conférenciers aux expositions sur la grève de 1989 aux usines Peugeot, sur l'histoire des migrations dans la région ou sur d'« invisibles combattantes » pour la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, j'ai pu mesurer sur le terrain l'importance de cette force motrice pour résister au grand basculement de toute une société coincée entre le marteau du néolibéralisme décomplexé et l'enclume d'une extrême droite aux portes du pouvoir. Comme les Gilets jaunes, dont beaucoup se sont sentis solidaires, ces vieilles et ces vieux militant·es disent

« on est là ». Qui les entend ? Dans son *post-scriptum* à *La Misère du monde*, Bourdieu rappelait, en citant Spinoza, la nécessité de « ne pas déplorer, ne pas rire, ne pas détester, mais comprendre », qui résume bien la posture sociologique. Encore faut-il prendre le temps d'écouter les mots, les vies et les cris dans lesquels se jouent les existences et les résistances.

1

La solidarité, ou comment résister au temps

20 juillet 2023, 11 heures, Pays de Montbéliard. Avec Christian, nous passons à Audincourt chercher Viviane, sa grande amie devenue progressivement aveugle depuis cinq ans, pour aller déjeuner chez Lili, une camarade du syndicat, de l'autre côté de l'agglomération, à vingt minutes de route de là. À quatre-vingt-six ans, Lili habite dans la maison acquise avec son mari bien avant le suicide de celui-ci il y a trois ans. Quand nous arrivons chez elle, sa fille Martine, voisine et amie de Christian, est déjà là. Les trois femmes sont, comme Christian, à la retraite et toujours mobilisées à la CGT ; les liens de parenté et d'affection forment aussi la « famille » syndicale. L'ambiance est très chaleureuse. Lili a dressé la table dans le salon pour honorer les invités et faire valoir ses qualités de cuisinière. Viviane vit seule, comme Lili, Martine et Christian. Elle est particulièrement heureuse de sortir de chez elle et de prendre le temps de discuter avec une vieille amie du syndicat qu'elle n'a plus l'occasion de voir si souvent.

Nous partons avant le dessert, qui sera pris plus tard. En effet, à 14 heures a lieu une cérémonie d'hommage à Jean-François, ancien responsable de la CGT d'Audincourt décédé la semaine dernière, à soixante-quatre ans. Près de cent personnes sont réunies sur le petit espace enherbé à côté du parking de l'UL. Les choses se sont organisées rapidement, de manière impromptue : dans la foulée de son incinération en début de semaine dans le sud de la France,

où il avait déménagé avec sa femme Cathy après sa retraite, la famille a proposé de réunir les amis du syndicat. Les gens se saluent et discutent en prenant leur temps. Christian reste avec Viviane pour la guider et bavarder avec d'autres retraitées. Je les laisse, salue Damien et Jérôme, deux des quatre secrétaires actuels de la CGT Peugeot-Sochaux. Ils discutent avec un policier des Renseignements territoriaux – toujours appelés ici les « RG » – qui a téléphoné à Jérôme à midi pour savoir s'il pouvait venir. J'entends parler de cet appel téléphonique à plusieurs reprises, les gens sont surpris et touchés de sa présence. Je lui serre la main, à la suite des autres : « C'est la CGT-RG, c'est ça ? » Ma blague fait rire. Peu à peu, les gens se rapprochent des deux barnums montés pour l'occasion afin de se regrouper autour de photos de Jean-François, tout en se protégeant du soleil caniculaire. La cérémonie peut commencer. Une amie, très émue, prend la parole au nom de l'UL pour lui rendre un dernier hommage :

Jean-François a été de tous les combats, jusqu'au bout. Il avait pour moteur la liberté, la tolérance, la fraternité, la solidarité, la justice, la défense des travailleuses et des travailleurs, des plus humbles, des anonymes, des sans-toit, des sans-emploi, des sans-papiers, des sans-droits. Rendre aux plus humbles leur dignité, rendre à l'humanité l'espoir en un monde fait de justice, de paix et de fraternité. Pour lui, aucun défi n'est insurmontable, aucun objectif n'est inaccessible dès lors qu'il y a une conscience, une volonté, une force. Il n'a jamais plié l'échine, il n'a jamais abandonné le combat, la lutte de classe, malgré les épreuves qu'il a dû traverser, les pressions et répressions patronales. Son parcours militant en est la preuve.

« Compagnon de colère, compagnon de combat, salut camarade »

Juste après, la fille de Jean-François prend la parole. Elle remercie les personnes venues en nombre, puis relit le texte

qu'elle avait écrit pour la cérémonie au funérarium, avant que Jérôme passe *Le Chiffon rouge* dans la sono. La chanson de Michel Fugain est largement reprise. Bruno Lemerle, responsable de la section CGT-retraités de Peugeot-Sochaux, lit à son tour le texte qu'il a préparé. Il détaille quelques luttes menées coude à coude, dont « la grande grève de 1989 : sept semaines de lutte côté à côté, conclues par un succès, et qui ont marqué à vie celles et ceux qui l'ont vécue. » Il loue les « talents d'organisateur, de rassembleur » de Jean-François, sa « capacité à marier le sérieux du travail syndical et la bonne humeur de la convivialité. Nos réunions se concluaient bien souvent par cette formule, restée dans nos mémoires : “Alors, on la boit quand, l'apéro ?” » Mais il évoque aussi des souvenirs d'une autre nature : « Vous habitiez comme moi et Lina [son ex-femme] dans la tour des Buis [dans une des cités les plus paupérisées du Pays de Montbéliard]. Bien souvent, le soir, on se retrouvait pour partager un verre ou même le repas. En discutant des prochaines actions, en plaisantant et en refaisant le monde. » La fin de son discours est empreinte de beaucoup d'émotion :

Plus tard tu es parti à Paris, et nos contacts se sont espacés. Nous nous sommes retrouvés quand tu es venu dans le Pays de Montbéliard, et tu m'avais demandé de calculer ta future retraite, dont tu n'as pas profité bien longtemps. Et de te conseiller dans les démarches, parce que si tu avais dû t'adapter à l'informatique, tu n'étais pas un fanatique des démarches en ligne. Avec Cathy, tu t'es installé dans le Midi, mais chaque fois que tu passais dans le Pays de Montbéliard pour voir ta famille, tu ne manquais pas de passer dire bonjour à l'Union locale. Car nous étions aussi d'une certaine façon un morceau de ta vie et de ta famille. Compagnon de colère, compagnon de combat, salut camarade !

Après cette dernière phrase, saluée par des applaudissements, la responsable de l'UL reprend le micro pour entonner *L'Internationale*, l'« une des chansons préférées de Jean-François ». À la fin du refrain qui fait suite

au deuxième couplet, Jérôme baisse doucement la sono et les gens applaudissent de nouveau. Mais Bruno reprend *a cappella* au premier couplet en levant le poing, et tout le monde le suit.

Cette cérémonie montre un groupe ouvrier vieillissant et, pour une partie, malade. Elle semble reproduire l'image doublement misérabiliste qui circule souvent dans les débats publics sur les vieux ouvriers et ouvrières : au mépris de classe déjà mis en exergue vingt-cinq ans plus tôt par Beaud et Pialoux, qui contribue à la « dévalorisation systématique des représentants ouvriers¹ », s'ajoute à présent les effets de l'âge, qui renvoient ces retraité·es à un passé dépassé. Puisque leurs corps ont vieilli, la tentation est forte de croire que leurs syndicats, leurs valeurs et leurs pratiques seraient obsolètes. Le « communisme syndical² » qui les a façonnés durant les années 1960 et 1970 apparaît depuis longtemps « désarmé³ ». Dans nombre de discours médiatiques et politiques, la classe ouvrière est renvoyée au xx^e siècle, avec son *Internationale*, son drapeau rouge, ses fautes de langage, ses merguez et canettes de bière. Quant aux retraité·es, ils ne sont considérés comme « plus dynamiques et connectés que les plus jeunes ne l'imaginent⁴ » que lorsqu'ils sont implicitement assimilés à d'anciens cadres. Dans les représentations dominantes, leurs conditions matérielles d'existence et leur trajectoire sociale avant la retraite importent peu : leur âge, leur génération et leur statut d'inactif tendent souvent à passer au premier plan. En revanche, quand il s'agit de l'image d'une personne grabataire, on présuppose vite qu'il s'agit de retraité·es des milieux populaires : comme dans la chanson de Jacques Brel, ces « vieux » n'ayant « plus d'illusions », « même riches, ils sont pauvres ».

Pourtant, si Jean-François a été emporté en quelques semaines d'un cancer foudroyant quatre ans seulement après son départ en retraite, et si le vieillissement du groupe est physiquement perceptible à travers le nombre de têtes grisonnantes parmi la centaine de personnes présentes

à la cérémonie^a, pour ces retraité·es, le deuil et le vieillissement sont loin de se réduire à une fatalité. La famille du défunt a tenu à cette cérémonie, qu'elle a organisée dans l'urgence avec les camarades du syndicat : il s'agit de réaffirmer l'importance du groupe et la force de la fraternité ouvrière. Les ami·es en témoignent chacun à leur manière : « Jean-François a été de tous les combats, jusqu'au bout. Il avait pour moteur la liberté, la tolérance, la fraternité, la solidarité... », dit la représentante de l'UL ; « Nous étions aussi d'une certaine façon un morceau de ta vie et de ta famille », reprend Bruno. Porteuses et porteurs de la solidarité, les camarades continuent d'en restituer la mémoire. Elle ne s'arrête pas au passé, au travail syndical qui se concluait par un apéro, ou au fait de considérer qu'habiter dans les cités avec les plus précaires est un acte politique propre aux années 1970-1980 – « Jean-François était un des rares permanents d'origine populaire et habitant un quartier populaire tout en sachant naviguer dans l'appareil » de la CGT, me précise Bruno en aparté après la cérémonie. Elle ne se borne pas non plus à la grève victorieuse de 1989, qui vit Jacques Calvet, alors P-DG de Peugeot, contraint d'entrer en négociation avec l'intersyndicale. Trente-cinq ans plus tard, ces ouvrières et ouvriers, une fois retraité·es, ne font pas que puiser dans leurs dispositions militantes forgées au temps de leur activité professionnelle. Pour honorer leur camarade et collègue disparu, ils se réunissent en nombre, drapeaux CGT levés autour de deux grandes photos de Jean-François.

Sur la première, prise durant les manifestations de 1989, on voit un homme de trente-quatre ans, avec les cheveux longs coupés à la mode mulet, une moustache et un bandana rouge. Sur la seconde, prise en 2020 lors d'une mobilisation contre la réforme des retraites, ce même homme est devenu un retraité qui porte des lunettes, des cheveux ras clairsemés et un blouson fermé qui masque son embonpoint. Mais sur

a. La cérémonie a lieu en semaine, les salarié·es présent·es ont dû poser un bon de sortie de l'usine.

chacun des portraits, Jean-François affiche son appartenance au syndicat par un autocollant placé au niveau du cœur ou une chasuble rouge. Devant l'UL, ignorant les voitures qui circulent sur cette route passante d'Audincourt même si plusieurs manifestent leur soutien par des coups de klaxon, les militant·es retraité·es de la CGT continuent de faire corps en écoutant les hommages de leurs responsables, en pleurant et en chantant ensemble *Le Chiffon rouge* et *L'Internationale*. Elles et ils continuent de lutter en épaulant Damien, Jérôme et les autres, en charge actuellement du syndicat. Ce sont les forces vives des manifestations contre la réforme des retraites de l'hiver 2022-2023. Manifestations historiques qui, à Montbéliard comme partout en France, n'ont jamais autant rassemblé et se sont déroulées sans débordements, dans la bonne humeur. Les RG ne s'y trompent pas : depuis plus de vingt ans qu'il est en poste dans la région, leur agent a préparé de nombreuses manifestations avec Jean-François et ses amis de la CGT, comme l'atteste cette remarque à un autre retraité CGT de Peugeot que j'ai pu entendre pendant un défilé : « Avec toi, j'ai confiance, depuis le temps qu'on se connaît ! » Les RG font en effet eux aussi partie d'un réseau d'interconnaissance élargi qui, avec les élus locaux et les journalistes de *L'Est républicain* ou de France Bleu Belfort-Montbéliard, participe à la reconnaissance des ouvrières et ouvriers militants.

Vieillissement et solidarité vont de pair : ce sont les deux faces du groupe de retraité·es que je rencontre dans la région au cours des quatre années d'enquête, depuis 2019. Mais ces deux faces renvoient à une réalité bien plus générale, celle d'une classe ouvrière contemporaine vieillie, que l'on n'ose plus qualifier comme telle tant le militantisme ouvrier est fragilisé et la conscience de classe en forte baisse parmi les classes populaires⁵, contrairement aux salarié·es les plus qualifiée·es. La génération des salarié·es d'exécution aujourd'hui à la retraite, entrée sur le marché du travail et dans le militanthisme dans les « années 68 », a fait la force du monde ouvrier, durant des décennies, y compris pendant la période de désin-

dustrialisation ultérieure. En cela, elle constitue la trace de ces luttes en train de disparaître, que ces vieilles et vieux militants semblent vouloir prolonger « jusqu’au bout ». Mais elle donne aussi à voir l’extrême fragilisation de la condition ouvrière, dont ces retraité·es engagé·es sont à la fois des révélateurs, des victimes et des témoins privilégiés.

Victimes et témoins de la fragilisation du groupe ouvrier

Depuis le début des années 2000, le groupe ouvrier continue de se « déconstruire⁶ ». Les grands bastions des industries automobiles, sidérurgiques ou textiles ont disparu ou sont en « restructuration permanente », comme le sont les conditions de travail qui l’accompagnent⁷. Comme dans la plupart des pays d’Europe de l’Ouest, l’immense majorité de la main-d’œuvre de la grande industrie française a été délocalisée à l’étranger. Les ouvrières et ouvriers qui travaillent toujours dans l’industrie ne sont à présent plus embauchés dans d’immenses usines mais majoritairement dans des PME, tandis qu’avec le développement des secteurs tels que la logistique, le transport ou le nettoyage, les activités industrielles ont été tertiarisées. Le cas de Peugeot-Sochaux illustre bien ce processus : l’usine comptait 36 000 ouvrières et ouvriers en 1973 alors qu’elle n’en totalise plus que 3 400 cinquante ans plus tard (dont 14 % d’intérimaires) ; et si elle a employé jusqu’à près de 40 000 salarié·es à son apogée en 1979, elle n’en compte plus que 5 300 fin 2023. Elle ne constitue plus qu’une petite fraction de l’immense groupe mondial Stellantis. Issu de la fusion en 2021 des groupes Peugeot Société Automobile (PSA) et Fiat-Chrysler Automobiles, le groupe est implanté dans plus de trente pays, compte près de 300 000 salarié·es et a dégagé des revenus nets de 180 billions d’euros en 2022⁸. À partir des années 1990, les constructeurs automobiles ont massivement délégué la conception de produits et leur livraison « juste à temps » à des sous-traitants⁹, vidant progressivement la grande usine

de Sochaux, en partie au profit de la zone d'activité voisine de Technoland. Regroupant 4 200 salariés dans 200 entreprises de l'industrie et des services, celle-ci est installée sur 180 hectares, en bordure immédiate d'autoroute, à quelques kilomètres à l'est de Sochaux.

En trente ans, la morphologie et le paysage économique du Pays de Montbéliard se sont ainsi complètement transformés. On ne peut plus écrire, comme le faisait l'historien Nicolas Hatzfeld en 2002, que « l'Usine reste le cœur de cette nébuleuse urbaine de 120 000 habitants dont l'influence s'étend à une cinquantaine de kilomètres à la ronde¹⁰ ». L'usine reste, certes, mais en modèle réduit. En 2022, Stellantis a définitivement supprimé le service de ramassage de bus qui pendant soixante-dix ans a convoyé les salarié·es sur le site – l'un des symboles de l'omniprésence de Peugeot localement¹¹, mais au-delà sur les départements du Doubs, de la Haute-Saône et du Jura^a. Nombre de ses bâtiments ont été détruits, d'autres vendus à des sous-traitants, certains terrains accueillent à présent des commerces. La Maison des syndicats a elle aussi déménagé dans un immeuble en périphérie d'Audincourt, et il faut nécessairement une voiture pour s'y rendre. Christian habite à vingt minutes de là et, entre son domicile, ceux de Viviane et Lili et l'UL, nous avons passé trois quarts d'heure en voiture et roulé près de cinquante kilomètres en tournant autour d'un « cœur » qui n'en finit pas de s'essouffler et de perdre de sa centralité. Toute la morphologie sociale de la région se trouve modifiée par ces choix économiques.

Entre 2009 et 2020, l'arrondissement de Montbéliard a ainsi vu sa population active diminuer d'un cinquième, et la part ouvrière de cette population active de plus d'un

a. Le niveau élevé des salaires et le prestige construit autour de la marque Peugeot permettaient de recruter jusque dans le Territoire de Belfort proche, mais aussi l'Alsace du Sud et les Vosges. 11 500 personnes (soit près de la moitié des effectifs de l'usine) étaient transportées quotidiennement au début des années 1960, 13 300 en 1970.

quart. Ce sont à présent les retraité·es qui constituent la catégorie la plus importante (plus d'un tiers des ménages). Tandis que toutes les tranches d'âge en dessous de soixante ans ont perdu des effectifs, la part des 60-74 ans dans la population a en effet augmenté de 18 %, celle des 75 ans et plus de 24 %. Sur la période, le taux de chômage est toujours supérieur à la moyenne métropolitaine, particulièrement chez les 55-64 ans. Si l'on tient compte seulement des personnes en activité (en excluant donc les moins de quinze ans, scolaires, étudiant·es, retraité·es et autres inactifs et inactives), la part des ouvriers et ouvrières est toujours dominante en 2020 (quinze points de plus qu'à l'échelle nationale), mais la proportion d'emplois dans l'industrie locale a chuté de 30 % en une décennie seulement, à présent largement dépassée par celle du secteur du commerce, des transports et services^{a12}. Parallèlement, le nombre de travailleurs et travailleuses résidant en France et employé·es dans l'Arc jurassien helvétique a augmenté de 88 % pendant la décennie 2000¹³ : en termes d'emploi, c'est de l'autre côté de la frontière que se situe désormais le cœur du Pays de Montbéliard, le marché suisse ouvrant un nouvel Eldorado séparant pour nombre de jeunes les « vieux », sédentaires et liés à Peugeot, des « Suisses »¹⁴. Ce qui reste des groupes ouvriers actifs renvoie donc aujourd'hui à un univers où le « déplacement » est le maître mot : salariat dans le secteur de la logistique et des transports¹⁵ ou bien mobilité quotidienne pour se rendre sur son lieu de travail dans le pays voisin. Numériquement dominants, les retraité·es de Peugeot ont dès lors une place centrale dans le « système local des styles de vie¹⁶ ». Elles et ils représentent un monde qui n'a plus vraiment cours, mais sont bel et bien là, incarnant des formes de sociabilité et de solidarité en voie d'extinction.

a. L'industrie ne regroupe plus que 28 % des emplois, tandis que le secteur du commerce, des transports et des services divers est relativement stable en effectifs, mais sa proportion augmente mécaniquement à 39 %.

Décédé à soixante-quatre ans, Jean-François « n'a pas profité bien longtemps » de sa retraite. À soixante-quatorze ans, Viviane est devenue aveugle après plusieurs années de dégradation progressive de sa vue. Le suicide du mari de Lili et père de Martine a mis un terme à des années de dépression. Une ancienne secrétaire de l'UL a succombé aux conséquences de son alcoolisme très rapidement après la fin de sa vie active. Momo, retraité de la fonderie, se bat contre l'asbestose, cette maladie du monde ouvrier qu'il a contractée en travaillant des années dans un atelier rempli d'amiante¹⁷, mais lutte aussi pour la reconnaissance de son affection comme maladie professionnelle¹⁸. Ces vies rapidement dégradées ou abrégées incarnent une réalité éclairée par les études statistiques : de même qu'« on se suicide plus, et même beaucoup plus, en bas de la hiérarchie sociale qu'au sommet¹⁹ », de même a-t-on « d'autant plus de chances de “réussir” son vieillissement quand on appartient aux milieux privilégiés, et d'autant plus de chances de le “rater” si l'on a été ouvrier et précaire toute sa vie²⁰ ». En France, l'écart d'espérance de vie à trente-cinq ans entre cadres et ouvriers ou ouvrières est de trois ans pour les femmes et de six ans pour les hommes, chiffres qui passent à huit et dix ans lorsqu'on ne considère que l'espérance de vie « sans incapacité »²¹.

Plusieurs facteurs expliquent de tels écarts entre groupes sociaux. En premier lieu les inégalités économiques et culturelles d'accès aux soins, ce dont témoigne le handicap de Viviane, dû à un glaucome mal soigné. L'aire urbaine de Montbéliard est particulièrement sous-dotée en offre de soins depuis la mise en place de la territorialisation des politiques sanitaires, accélérée à partir des années 1990²². L'activité médicale a été déconcentrée, avec la fermeture en 2017 des hôpitaux publics de Montbéliard et de Belfort deux mois après l'ouverture du nouvel « Hôpital Nord Franche-Comté » à Trévenans, commune de 1 200 habitant·es à équidistance des deux villes. Cinq ans plus tard, en mars puis en octobre 2023, le directeur de cet hôpital est contraint de déclencher à deux reprises le « plan blanc », usuellement réservé aux situations

de crise en contexte épidémique, pour faire face à la saturation des services d'urgence et au manque de lits et de personnel. Cinq plans blancs se sont ainsi succédé depuis le premier confinement sanitaire de mars 2020. La situation est notamment due à la pénurie de « médecine de ville » : le ratio de médecins généralistes et spécialistes hors offre hospitalière dans l'agglomération de Montbéliard est l'un des plus faibles de France avec Lens et Béthune²³. Elle entraîne des conséquences très concrètes sur la vie des retraité·es : du fait des délais d'attente et du coût du reste à charge des appareils dentaires, d'anciens ouvriers bricolent eux-mêmes leur dentier avec plus ou moins de succès, recollant un morceau cassé à l'aide de colle extraforte ou cherchant à remettre en place un crochet métallique qui agresse la gencive. Depuis la découverte du défaut de soin de sa vue par un ophtalmologiste négligent, il y a cinq ans, Viviane est suivie par un spécialiste de Dijon, à 165 km, soit plus d'une heure trente (et seize euros de péage) de route. C'est son vieil ami Christian qui, par son fils, a trouvé ce soignant et a véhiculé Viviane pendant plusieurs années. Comme pour Jean-François qui avait sollicité Bruno pour calculer sa retraite, c'est la solidarité entre militant·es du milieu ouvrier qui permet de faire face aux aléas de la vie.

Certaines pratiques plus fréquentes chez les ouvriers et ouvrières que dans d'autres milieux expliquent aussi en partie ces problèmes de santé à l'âge de la retraite, comme la consommation de tabac ou d'alcool²⁴. La faute d'accord – volontairement comique – marquée dans l'expression de Jean-François « alors, on la boit quand, l'apéro ? » illustre sur le registre de l'humour cette place centrale – et socialement déviante – de l'alcool et du tabac en milieu ouvrier²⁵. Mais ce sont d'abord les conditions de travail spécifiques aux salarié·es subalternes de l'industrie qui expliquent les fortes inégalités d'espérance de vie et d'espérance de santé selon la profession. L'ergonome Serge Volkoff explique ainsi que « certaines caractéristiques du travail ont des effets délétères à long terme sur la santé. Ils peuvent se manifester dès le milieu

de la carrière, davantage – statistiquement parlant – vers la fin de la carrière et, encore plus, après elle. Les connaissances dans ce domaine mettent surtout en évidence le rôle de l'exposition aux toxiques, dont les cancérogènes [...], le travail de nuit qui a des effets directs ou indirects, notamment sur le fonctionnement de l'appareil cardiovasculaire, et tout le champ des efforts physiques comme les manutentions lourdes, mouvements répétitifs, vibrations...²⁶ ».

C'est donc surtout après le temps du travail en usine que le groupe ouvrier, tout en gagnant le droit au départ à la retraite, paie au prix fort les conséquences de conditions de travail délétères. Malade et vieillissant, il continue cependant de se montrer solidaire, en dépit de son incontestable recul au plan symbolique et électoral²⁷. Car même au temps de la retraite, c'est-à-dire lorsque la répétition des gestes en chaîne n'est plus subie, l'accident ou les horaires postés ne sont plus craints, la solidarité est, « pour les membres de la classe, une nécessité : c'est par le groupe, par l'insertion dans celui-ci, lorsque l'on est ouvrier, qu'on peut acquérir un peu de sécurité²⁸ ». Elle n'a rien de mécanique, car en matière de sociabilité aussi l'inégalité domine : parmi l'ensemble des groupes sociaux, les ouvrières et ouvriers ont le réseau social le moins étendu et sont les plus isolés²⁹. La formation des associations et des syndicats a toujours constitué pour elles et eux un combat ; c'est en tant que collectif structuré par la lutte que la classe ouvrière est devenue un nom du peuple³⁰. C'est ce combat de la solidarité que Bruno, Viviane et les autres ont continué sous mes yeux. Mais comment est-il mené alors qu'elles et ils ont quitté l'usine et la condition de salarié subalterne ? Quelle énergie collective continue de les animer ?

« Papy et mamie font de la résistance » : les effets au long cours de la grève de 1989

La section CGT-retraités Peugeot-Sochaux est particulièrement active. Elle compte plus de trois cent cinquante

membres, dont une trentaine (les plus valides et engagés) se réunit tous les mois. Le slogan qui lui sert de présentation sur son site internet, « Papy et mamie font de la résistance », n'est pas usurpé : au courrier mensuel des retraité·es s'ajoutent la confection et la diffusion de tracts, de mémos actualisés sur l'évolution des droits à la retraite ou l'organisation de nombreuses manifestations. La section est en effet un fer de lance des actions militantes locales, tant pour épauler celle des ouvriers et ouvrières encore en activité à l'usine que pour participer aux mobilisations (contre la réforme des retraites, notamment), monter une chorale de chants révolutionnaires ou organiser des événements culturels (exposition sur l'histoire des migrations dans la région, conférences...). À tel point que d'ancien·nes enseignant·es ou fonctionnaires territoriaux rejoignent la section CGT-retraités Peugeot pour que leur retraite ne signifie pas un isolement militant. Alors que les personnes retraitées tendent à devenir « périphériques³¹ » dans les sections syndicales, rapidement perdues face aux nouveaux enjeux professionnels et parfois marginalisées par les camarades encore en activité, la crise du militantisme qui frappe durement et durablement le groupe ouvrier contribue paradoxalement à leur donner un rôle central dans la vie militante et les mobilisations collectives.

Le dynamisme de cette section doit beaucoup à son secrétaire, Bruno, âgé de soixante-sept ans en 2023, et à son ami et alter ego de soixante-treize ans Christian, ainsi qu'au premier cercle qui les entoure, composé notamment de Christiane et Clairette, deux anciennes collègues de l'atelier de garniture. Ce cercle renvoie aux temps forts du syndicat, lors des années 1980, où il menait avec d'autres les luttes ouvrières. La grève historique de 1989 a ainsi solidifié ce sous-groupe et lui confère une place dominante dans la section. La mobilisation des salarié·es de Peugeot-Mulhouse et Sochaux en septembre-octobre 1989 a constitué un événement exceptionnel car la grève et les négociations ont débouché sur de nombreux acquis. La précédente grève de 1981 n'avait rien donné d'autre qu'un surcroît de contrôle patronal et la casse

des groupes militants formés dans les ateliers³². Par la suite, il n'y a pas eu de mobilisations massives, et cette grève de 1989 fut donc « la der des ders³³ » chez Peugeot. Seules les mobilisations interprofessionnelles contre la réforme des retraites de 2022-2023 ont eu un écho comparable dans la région.

Le trentième anniversaire de cette « grève victorieuse » a été célébré en 2019, notamment par le montage d'une vidéo, d'une exposition et la tenue de conférences dans la région. À partir des images d'époque (issues de films, journaux et émissions TV ou captations de militant·es) numérisées par un camarade de la section CGT-retraités, Bruno a reconstitué en cinquante-trois minutes les différentes étapes du mouvement, de la décision de débrayer à Sochaux le 13 septembre 1989 – après celle des collègues de Mulhouse – au défilé victorieux du 23 octobre, en passant par nombre d'épisodes : étapes de l'occupation de l'usine, manifestations successives à Montbéliard, Mulhouse et Paris, déclarations publiques du patron de PSA, Jacques Calvet, puis publication de ses feuilles d'impôts par *Le Canard enchaîné*, dégradation des voitures de journalistes par le service d'ordre de Peugeot, distribution des « paies de grève », échauffourées avec les cadres, venue à l'usine occupée de l'ancien secrétaire général de la CGT Henri Krasucki, de l'écrivain polémiste Jean-Edern Hallier ou encore d'huissiers de justice³⁴... En février 2020, lors d'une conférence après le visionnage du film dans un bar associatif dijonnais, Bruno explique les raisons du succès :

On bénéficie d'une solidarité locale et nationale extraordinaire. Vous rechercherez combien il y a de conflits sur lesquels on peut trouver, à chaque journal télévisé local et national, quelque chose sur le conflit. Pratiquement chaque jour ! On sort des années 80, les années « socialistes » entre guillemets, on nous a expliqué que la classe ouvrière, elle n'existaient plus, qu'il n'y avait plus d'ouvriers, qu'on était passé dans la société postindustrielle, que finalement les gens dans les usines, c'étaient des gens derrière des ordinateurs et que la production était faite toute seule... Et brusquement, on réapparaît. On réapparaît, de toutes

les couleurs, de toutes les nationalités, de tous les accents, et avec des salaires qui permettent quand même difficilement de vivre. Donc on va bénéficier de cette couverture médiatique avec une toute petite chance, c'est que le mur de Berlin n'est tombé qu'un mois après. Parce que sinon les journaux télévisés auraient été occupés par autre chose. Et il y a un mouvement de solidarité dans la France entière et à l'étranger, parce qu'on a reçu des chèques de partout.

Solidarités locales et caisse de résonance nationale sont donc indissociables pour expliquer le succès de ce mouvement social. Mais, en contrepoint de l'effervescence collective de septembre et octobre 1989, Bruno évoque les « années "socialistes" », qui pour lui ont fait disparaître la classe et la condition ouvrières des espaces politiques et médiatiques, et la chute du mur de Berlin, qui, par « chance », n'a lieu que le mois suivant, en novembre. Michel Pialoux avait suivi la grève sur place à l'époque, en compagnie de Stéphane Beaud. Lorsque je l'interroge à ce sujet en novembre 2022, il m'explique ce qu'a pu signifier symboliquement cet enchaînement des événements pour les ouvriers et ouvrières :

[19]89, ce qui est extraordinaire, c'est que c'est aussi la chute du mur de Berlin. Les ouvriers sont exaltés à Sochaux, mais tout le monde est focalisé sur cette chute du Mur. Le contraste était très fort entre cette effervescence à Sochaux, la flambée de soutien dont Peugeot a dû tenir compte, et la crise à Berlin Est. Le prestige du PCF n'était pas haut à l'époque... Pour les ouvriers de Sochaux, cette chute est très étonnante, ils ont du mal à y croire. J'ai fait un entretien, non enregistré, avec [un délégué CFDT] en novembre 1989 après la grève, il me dit : « Michel, tu y crois, toi, à ces histoires de mouvement en RDA ? C'est les Américains qui soulèvent ? C'est des bobards. C'est pas possible que tout le monde veuille quitter la RDA, qu'ils laissent tout tomber ! Il faut qu'il y ait une intervention extérieure. » Lui me dit ça alors qu'il n'avait pas de révérence particulière pour l'URSS. Mais il m'apparaissait heurté.

Le contraste entre les deux événements met d'autant plus en évidence le caractère exceptionnel de la grève victorieuse :

pour des générations d'ouvrières et ouvriers militants, en dehors même de celles et ceux qui étaient adhérents communistes, le fait que l'URSS existe et tienne tête aux États-Unis a constitué un rempart idéologique contre le libéralisme économique, une garantie de la pérennité de l'idéal communiste qui, d'une manière ou d'une autre, portait leur engagement. Or, après plusieurs années de forte accélération du déclin du Parti communiste français (PCF) et de louanges de la société postindustrielle par le gouvernement socialiste (et nombre d'intellectuels avec lui), on voit brusquement les ouvriers et ouvrières réapparaître à la faveur de cette grève inattendue et un peu miraculeuse. Comme un pied de nez, une ultime bravade de la classe ouvrière. Élu avec un autre camarade par l'assemblée des 1 500 grévistes pour aller négocier avec Jacques Calvet à Paris, Bruno incarne toujours aujourd'hui cette grève devenue légendaire. Et, au-delà, la force d'un collectif mobilisé capable de mener des combats au long cours en entraînant avec elle médias, élus locaux et représentants syndicaux nationaux.

Les effets de cette grève ne se sont donc pas limités aux gains directs, aux augmentations de salaire et aux primes, à l'annulation des licenciements et des sanctions contre les grévistes, ni à la mémoire de l'unité exceptionnelle entre intersyndicale et non-syndiqués réunis derrière des slogans fédérateurs : « On veut des sous ! », « 1 500 balles »... « Une solidarité comme j'en ai vu une là, j'aurais jamais pensé que ça existe. Je pourrais vivre cent ans, je l'oublierai jamais », dit avec émotion un jeune ouvrier qu'on voit dans le film de 1989. De nombreux ouvriers et ouvrières sans expérience militante se sont syndiqué·es au moment de cette grève, telle Christiane, comme elle me le raconte en juillet 2023 : « On était une dizaine de filles de [l'atelier de] garniture quand même. Hier soir encore, j'ai sorti les photos, je les ai regardées. J'aime bien de temps en temps, je les regarde³⁵. » Au-delà, les rapports de pouvoir au sein de la CGT se sont reconfigurés. À la suite des événements de 1989, Bruno est devenu secrétaire général du syndicat et a assumé des responsabilités

nationales. Il a convaincu Christian de reprendre un mandat de délégué, alors que ce dernier avait pris des distances avec le syndicat. Lors de cette grève, des amitiés nouvelles se sont nouées, par exemple entre Bruno et Christian, ou entre Christiane et Clairette, qui avec les copines de garniture ont lutté « comme les mecs³⁶ » et avec eux. La grève victorieuse a renforcé des habitus militants qui continuent de se déployer bien après le passage à la retraite ; ce haut fait est rappelé pour armer la solidarité et les combats contemporains.

Un apéro des « 89 » chez Clairette

Ces ouvriers et ouvrières à la retraite ne font cependant pas que puiser dans leur passé. L'amitié qui les lie, forme de solidarité affective et matérielle, continue d'être façonnée par les aléas de l'existence (soucis de santé, de famille, veuvage) et leur mode de vie ouvrier. Loin d'un vieillissement synonyme de déprise ou de déchéance, les groupes de pairs continuent de modeler leurs membres au quotidien. L'un de ces groupes, que je fréquente depuis 2019, est composé de veufs ou veuves (Christian, Clairette et Viviane), célibataires (Christiane), divorcés (Jean-Luc) ou d'hommes en couples recomposés relativement indépendants dans leurs fréquentations amicales, dont les épouses ou compagnes sont cependant connues et appréciées (Bruno, Hasan, ancien collègue de Christian, ou Damien, technicien, l'un des secrétaires actuels de la CGT-Peugeot). En dehors d'Hasan qui a encore un fils en lycée professionnel et de Christiane et Damien qui n'ont pas d'enfant, les membres de ce groupe ont des enfants qui sont aujourd'hui des adultes autonomes ayant quitté le Pays de Montbéliard : la garde des petits-enfants ne concerne éventuellement que les périodes de vacances scolaires. Si coûteux affectivement que soient le veuvage ou le célibat prolongé, une telle disponibilité est centrale dans la capacité à entretenir des relations amicales. Elle explique, en partie, l'intensité des engagements et des combats passés et présents, grâce aux liens affectifs qui se sont développés

au sein du groupe depuis des années et à un profond attachement aux logiques de solidarité.

« Un groupe comme nous »

C'est ce dont témoigne l'échange entre Christian, Christiane et Clairette en août 2022, un an avant le décès de Jean-François, alors que Bruno est immobilisé chez lui depuis plusieurs mois par une hernie discale. Confortablement installés dans les canapés entourant la table basse du salon de Clairette, nous discutons en buvant et grignotant tranquillement pendant près de trois heures. Christiane parle de la dureté du travail à la chaîne, où elle a été postée de nuit pendant dix ans jusqu'à sa retraite après la fermeture de l'atelier de garniture. Puis la question de ce qui fait le groupe émerge :

- Christian : Cette section des retraités, ou tout au moins ce groupe... tu le dis, toi, Christiane, et Clairette aussi, a permis d'avoir des échanges et des débats d'idées qu'il n'y a pas forcément dans l'organisation syndicale quand t'es en réunion. Parce que quand t'es en réunion...
- Christiane : Non mais parce que quand on se retrouve entre nous on discute, des fois on parle de... [hésite]
- Christian : Plus librement mais ça devrait être ça la vie je veux dire, ces échanges permanents de choses où on apprend. [...] On a, quand on fait une bouffe ou n'importe quoi, il y a des moments où ça déconne, et il y a des moments beaucoup plus sérieux où chacun amène des trucs et... ça pousse à la réflexion. C'est comme ça aussi qu'on grandit je veux dire. [...] Quand on raconte nos conneries qui sont souvent plus anar qu'autre chose, et qu'on moque le PC, le PS, etc., il y a un moment donné c'est un choix volontaire de se dire : autant aller jusqu'au bout dans la connerie, pousser jusqu'au bout, parce qu'il en restera toujours quelque chose. Ça interpelle, ça, ça fait mûrir des idées. C'est un peu ça tout le temps...
- Clairette : Tout à fait, tout à fait...
- Christian : On a envie d'apprendre, de voir les choses différemment.

- Clairette : Tu sais, je pense qu'il y a pas beaucoup de groupes comme nous.
- Christiane : Oh, il y doit y en avoir quand même.
- Christian : Tout le sujet est là.
- Clairette : Non non, mais je pense pas.
- Christian : Tout le sujet est là, et moi je pense comme toi. C'est assez rare de voir... Il a fallu des situations particulières et la grève de 89 sûrement qui a formaté. Et puis les amitiés. Le bon comme le mauvais, qui a soudé quelque chose à un moment donné. Mais sans tomber uniquement dans l'aide matérielle, il y a tout un truc qui sort du lot par rapport aux discussions, par rapport à plein de choses.
- Clairette : Moi je sais que... tu vois on discutait hier soir, on discutait hier soir de Bruno. Ça nous fait mal au cœur de voir Bruno comme ça. Que, tu vois, franchement ça... oui mais tu en as qui disent « bon ben il est malade ».
- Christiane : Oh je sais pas. Il y en a plein quand même, Bruno il est quand même apprécié.
- Clairette : Tout à fait, tout à fait. Mais entre apprécier, dire « il est malade, il a une sale tête, il a maigri », et puis moi... moi ce que je ressens, c'est pas pareil, c'est pas pareil !
- Christian : Forcément, t'es plus intime avec Bruno, je veux dire. T'as traversé des choses différentes³⁷.

Cette discussion enregistrée, au cours de laquelle je n'interviens que très peu, a lieu chez Clairette, soixante-treize ans, qui habite une maison d'un quartier de « chalandonnettes^a »³⁸ à Montbéliard, acquise dans les années 1980 avec Jacques, son mari décédé en 2016 qui fut, comme elle, ouvrier chez Peugeot durant toute sa vie active. Cette soirée-là, le groupe est réduit à Christiane, célibataire très proche de Clairette, et Christian, qui a perdu sa femme Claude une semaine avant

a. Entre la fin des années 1960 et le milieu des années 1970 est menée, sous la houlette du ministre de l'Équipement et du Logement Albin Chalandon, une « politique de la maison individuelle groupée », forme d'intervention directe et centralisée de l'État dans la production de maisons bas de gamme à destination des classes populaires. Dévalorisées, ces maisons et la politique qui les produit conduiront à une rapide « perte de légitimité de l'intervention étatique dans la construction privée ».

le décès de Jacques. Plusieurs ami·es proches sont absents, notamment Bruno et Jean-Luc qui seront évoqués dans la discussion. Bruno est immobilisé par sa hernie. Jean-Luc, tout jeune retraité de soixante ans, se repose après un infarctus. Viviane, devenue progressivement aveugle, dépend de son fils ou de ses ami·es pour tous ses déplacements : même si ses proches l'assistent, la visitent régulièrement ou viennent la chercher pour les « manifs », son handicap l'a fatallement éloignée des sociabilités directes. Les membres du groupe sont peu ou prou de la même génération, née entre la fin des années 1940 et le milieu des années 1950, mais leur amitié dépasse cette seule appartenance. Jean-Luc, Hasan, quarante-neuf ans, ou Damien, quarante-cinq ans, sont avec quelques autres femmes ou hommes des habitués moins réguliers des « apéros chez Clairette ». Les héritages politiques diffèrent, de même que les engagements syndicaux (en termes de forme et d'intensité), mais toutes et tous ont été des ouvrières et ouvriers CGT de l'usine de Peugeot-Sochaux, et la plupart délégué·es à un moment ou un autre de leur vie. Très mobilisé·es pendant la grève de 1989, elles et ils racontent non sans fierté que le groupe est parfois surnommé « les 89 »^a. Cette histoire commune prolonge donc leur appartenance au monde militant des salarié·es Peugeot bien après la fin de leur vie active. Mais leur amitié a d'autres ressorts, plus récents et découlant de leur expérience d'ouvrières et ouvriers retraités qui « traversent des choses » en commun. Clairette l'indique quand elle répète que ce qu'elle ressent pour Bruno, « c'est pas pareil », et lorsqu'elle témoigne, émue, sur le ton de la confidence, de sa reconnaissance à l'égard du groupe :

– Clairette : Oui, comme toi, comme... par exemple je t'ai déjà dit, moi je, je... [émue, se reprend] tu vois, d'être venu

a. Pour Françoise, qui milite à la section retraités Peugeot mais a quitté la condition ouvrière depuis longtemps et passé la majeure partie de sa vie active dans la fonction publique territoriale, « les 89, tu sais, c'est vraiment le clan » : « À un moment donné, j'étais avec eux, mais j'ai senti tout de suite que je n'avais rien à faire là », dit-elle en entretien (réalisé le 25 janvier 2023 chez Christian).

à l'enterrement de Jacques, et ben c'est quelque chose de... que je peux pas... Huit jours après au même endroit à la même heure ! [elle fait référence à l'enterrement de Claude, la femme de Christian, en novembre 2016].

- Nicolas [sidéré] : Putain.
- Christian [gêné] : C'est comme ça, c'est, c'est... voilà, on va pas...
- Clairette : Non mais oui voilà, mais c'est des choses que tu peux quand même pas oublier et puis qui te soudent. Voilà, qui te soudent.

*La mécanique de la solidarité :
« des choses qui soudent »*

Pour celles et ceux qui ont passé leur vie active à « monter ces putains de bagnoles », comme le répète souvent Christian, l'emploi du verbe « souder » par Clairette a évidemment une résonance particulière. Que Christian ait eu le courage d'assister à l'enterrement de Jacques au crématorium de Montbéliard une semaine après celui de Claude est quelque chose que Clairette ne peut « quand même pas oublier ». Mais au-delà de cette séquence dramatique, le passage à la retraite, les séquelles physiques de vies ouvrières et le fait, pour la majorité, de vivre seul·e, ont systématisé les formes de solidarité entre ami·es. Dans la suite de la conversation, Clairette et Christiane mettent en avant le dévouement de Jean-Luc :

- Clairette : Et puis Jean-Luc aussi qui est, qui est très gentil, qui rend service. Qui a son caractère.
- Christian : Qui est différent mais...
- Christiane : ... Il a plus de mal à se mettre dans le groupe.
- Clairette : Mais ce qui est dommage c'est que quand il est avec nous, tu vois, il parle pas. [...] Si, si on est tous ensemble là, tu l'entendras pas de la soirée.
- Christian : Tu le connais pas. Tu le connais quand il... Jean-Luc, il aime bien avoir le rôle de quelqu'un qui travaille. Il sait faire des trucs... ça lui donne un rôle. Aussitôt qu'il est assis, il a plus de rôle à jouer. Il prend pas la parole, Jean-Luc.

- Christiane : Mais il est pas tout seul, nous non plus.
- Clairette : Il est comme nous.

Dans un milieu ouvrier où les différences de genre sont marquées, les hommes veillent à « faire le bois » des femmes (c'est-à-dire prendre en charge la coupe de leur lot de bois en forêt communale, les livrer à leur domicile et veiller à la gestion du stock) ou à entretenir leurs voitures. Inversement, les femmes les invitent à manger, préparent des repas ou prennent soin du moral et de la santé de chacun.

Depuis les décès consécutifs de Jacques et Claude, le groupe s'est donc resserré et « soudé ». La disponibilité des un·es et des autres a changé les habitudes et les apéros par exemple deviennent plus réguliers. Ils ont rituellement lieu après les manifestations chez Clairette (à Montbéliard, ville dans laquelle elle est la seule de la bande à habiter), chez Christiane ou Christian de manière quasi hebdomadaire, ou, de temps en temps, chez d'autres connaissances. Dans la logique de la bande, les restrictions sanitaires de 2020, liées au covid, ont été vécues comme une forme de provocation. Les ami·es ont pu falsifier des attestations de déplacement et prendre leur voiture pour perpétuer leurs apéros, avec encore plus de régularité dans ce contexte exceptionnel où la solitude était éprouvante. En dehors de Christian, abstinente depuis trente ans³⁹ et pour qui il y a toujours son soda préféré en réserve au frais, tout le monde s'est mis à consommer du gewurztraminer, vin blanc au prix abordable, autrefois considéré comme un « vin de luxe » et qui fait l'unanimité, déclassant les vins de Bourgogne que j'apporte lors de mes séjours. Les apéros sont le plus souvent « dînatoires » (adjectif trop « distingué » pour être utilisé par la bande), car y sont servis des biscuits achetés en supermarché puis des pizzas surgelées ou des plats plus élaborés. Mais ils peuvent aussi se transformer en véritables repas avec appréciations des savoir-faire et échanges de recettes.

Au-delà de la disponibilité aux autres et des aspects alimentaires, la « soudure » de la bande est culturelle et, indissolu-

ciablement, politique. Depuis 2016, nombre de vacances en commun ont été organisées, en France ou à l'étranger. Christiane et Clairette partaient déjà ensemble quand Jacques faisait des séjours de marche avec ses propres amis, et voyagent à présent une semaine par an, aimant toutes deux aller l'été au soleil « bronzer et ne plus penser à rien ». Si elles ont renoncé à partir une semaine en Tunisie pendant l'été 2023, c'est que, lors d'un apéro au printemps, Christian les a informées de la situation politique du pays, rappelant que jusqu'en 1975, il « engueulait les collègues » qui passaient leurs congés d'été en Espagne car c'aurait été « cautionner le système politique de Franco ». Pour le mariage de son fils unique à Sétif en 2018, Viviane a emmené Bruno, Christian, Christiane et Clairette en Algérie, pays où chacun se rendait pour la première fois. Christian me raconte qu'il a alors absolument tenu à faire visiter au groupe un château utilisé par les militaires français pendant des décennies avant la décolonisation, et récemment transformé en musée de la résistance kabyle à l'issue d'une longue restauration^a : « Le mec responsable du musée, il nous dit : "Vous êtes les premiers Français qui viennent." Et c'est bien : tu vas boire un thé, et le mec il te fait visiter l'expo⁴⁰. » D'autres voyages ont eu lieu ensuite, notamment dans la Manche, dont Christian est originaire.

La discussion d'août 2022 montre bien le poids essentiel de Christian dans la socialisation politique de Christiane et Clairette. Plus globalement, c'est lui qui oriente l'échange et lui donne une dimension réflexive. Les deux « copines » acquiescent, complètent. Christiane est plus en retrait que Clairette. Contrairement à elle, elle ne dispose pas d'héritage militant et n'a adhéré à la CGT que suite à la grève de 1989. Il y a aussi là un effet des dispositions de genre, comme quand par exemple Christian rabroue Clairette lorsqu'il est question de Jean-Luc par un doux mais ferme « tu le connais pas » (c'est-à-dire pas autant que lui, puisque Christian

a. Le château El Mokrani à Bordj Bou Arreridj.

considère Jean-Luc comme étant son ami le plus cher). Cet effet est encore plus évident lorsque Bruno est présent, tant il possède, comme Christian, un charisme populaire⁴¹ de militant ouvrier à l'aise dans la prise de parole et en quête explicite d'intellectualisation : ce sont ces deux hommes qui incarnent le « noyau » de la CGT-retraités. Si Christiane et Clairette restent des « ouvrières rebelles⁴² », elles ne cherchent pas à rivaliser avec eux. Les rapports de genre n'échappent pas aux logiques de domination internes aux classes populaires, mais le groupe fonctionne aussi grâce à des différences à travers lesquelles s'exprime la solidarité.

Face au deuil

Claude, la femme de Christian, venait de fêter ses soixante ans et n'était en retraite que depuis quinze jours au moment de son décès accidentel en 2016. L'entourage de Christian s'est alors beaucoup inquiété pour lui du fait de ses deux tentatives de suicide au tournant des années 1980⁴³ et de son ancienne dépendance à l'alcool. Il a bénéficié du fort soutien affectif de ses enfants et petits-enfants malgré la distance géographique, mais aussi d'un intense élan de solidarité, ses amies l'invitant chez elles ou lui apportant des repas pour s'assurer qu'il continue à s'alimenter. Viviane l'a reçu quotidiennement pendant plusieurs mois pour qu'il puisse épancher sa tristesse. Ses copains ouvriers ont essayé de le sortir pour aller au bois ou bricoler. Mais les décès en 2016, à une semaine d'écart, de Claude et Jacques ont constitué un séisme dont les secousses continuent de structurer le groupe militant. L'événement a changé le cours des relations sociales. À l'intérieur de l'univers des militant·es CGT, c'est à ce moment-là que se forme le groupe resserré des « 89 » réunis pour les « apéros chez Clairette », tel qu'il m'est donné à observer lorsque j'arrive sur le terrain trois ans plus tard : une bande solidaire qui n'est plus « uniquement dans l'aide matérielle » (Christian) mais aussi dans le soutien affectif, car ce que ses différents

membres ressentent les uns envers les autres, « c'est pas pareil » (Clairette).

Le deuil constitue une « rupture biographique⁴⁴ » d'autant plus forte que, dans le cas de Christian comme dans celui de Clairette, il marque la fin brutale d'un long rapport amoureux. Claude et Christian ont été mariés pendant près de quarante ans, chacun·e a adopté la fille de l'autre suite à leur mise en couple, ils les ont élevées ensemble et ont ensuite eu un fils. Tous deux étaient par ailleurs très engagés dans le militantisme. De son côté, Clairette a connu Jacques à l'âge de seize ans (lui en avait vingt-quatre) et après « cinquante ans de bonheur » il s'est plaint de fortes douleurs au dos en rentrant du bois. Les examens ont révélé un cancer des os trop avancé pour être soigné, et Jacques est décédé deux mois plus tard. Le couple vivait une retraite active, faite de sociabilités amicales, de voyages, de garde de leurs petites-filles, de militantisme pour Clairette et de sport pour Jacques. À plusieurs reprises pendant mon enquête, Christian remarque autour de lui des décès rapprochés de conjoint·es retraité·es formant un « couple uni » (celle ou celui qui reste déclarant rapidement une maladie ou « se laissant mourir » après le départ de la femme ou du mari). Une manière sans doute de me signifier qu'il se pense en sursis, comme Clairette qui, ne supportant plus les soirées solitaires, se met au lit le soir dès dix-neuf heures en espérant s'endormir au plus vite. C'est de cette perte d'appétence que me parle Clairette en juillet 2023, perte que peu de gens peuvent mesurer en dehors de Christian :

- Nicolas : Tes petits-enfants, tu les as beaucoup gardés ?
- Clairette : Disons que les filles [*ses petites-filles*], on les a beaucoup gardées bien entendu, parce que Jacques était encore là et on était beaucoup plus jeunes. Mais le gamin [*son petit-fils*] je... on, je l'ai moins gardé, puisqu'il est né en janvier et Jacques est mort en novembre. Donc il l'a pas connu pratiquement. Et puis moi je l'ai moins gardé, il est venu, il vient quand même, mais on l'a moins gardé que les filles. Avec Jacques, on les emmenait à droite à gauche.

Mais le gamin aime bien quand même venir ici, là je vais l'avoir à la fin du mois d'août. Mais j'ai moins envie du fait que Jacques est plus là. Et j'ai même moins envie d'aller à L. [*chez son fils et sa belle-fille*] du fait que Jacques est plus là. Mais c'est comme ça, c'est, c'est con mais...

– Christian : C'est pas con, je partage les mêmes choses... On vit pas trop bien Clairette, on vit pas trop bien.

– Clairette : Non. Ben...

– Christian : Mais bon c'est comme ça.

– Clairette : Et puis les deux on peut en parler, parce que t'en parles avec quelqu'un qui n'a pas vécu ça... Tu ne peux pas en vouloir aux gens. Mais quand ils te disent « il faut reprendre le dessus », alors là...

– Christian : Ça c'est terrible. « Pourquoi tu refais pas ta vie ? Pourquoi tu reprends pas le dessus ? Pourquoi... » C'est terrible⁴⁵.

Trois jours avant cet entretien, Christian me parlait déjà de sa proximité avec Clairette. Avec rudesse et anxiété, il racontait sa vie de veuf au quotidien. Comme Clairette qui me répond par un « on » quand je lui demande si elle s'est beaucoup occupée de ses petits-enfants, Christian évoque l'omniprésence de Claude sept ans après son décès :

Le coup de massue de la mort de Claude a fait que je suis pas capable de refaire ma vie. J'ai essayé, j'essaie, mais je reste continuellement amoureux de Claude, elle est présente, je ne veux surtout pas enlever ça de ma tête. Ça a permis que je grandisse et que je devienne militant autrement grâce à sa présence [...]. Avec Clairette, j'arrivais à discuter de ça, parce que, euh, elle me dit : « Moi, je serais pas capable de m'en remettre avec le Jacques. » Je dis : « Je comprends, je, j'ai pas envie de... tu peux pas te remettre de ce genre de choses. » [...] Tu fais comment le soir, tu fais comment dans la journée ? Pour vivre, pour le repassage, la bouffe, et tout ça, toutes ces choses qu'on a pratiquées à deux qui brutalement s'arrêtent. Et t'es confronté, entre deux bagnoles que tu retapes comme ça parce que c'est une espèce de plaisir, tout d'un coup tu te dis : « Putain, j'ai oublié d'acheter le pain, putain j'ai oublié d'acheter les pâtes, qu'est-ce que je mange ?

Mon frigo est vide. » Ce frigo sur lequel je griffonnais une référence de bouquins sur un papier, et sans rien dire la semaine d'après je l'avais à la maison, Claude l'avait commandé. Même lire devient difficile après ça, douloureux. Et puis il y a la lessive, et puis il y a le repassage, et il y a un tas de trucs qui se cumulent^a. Et là tu te dis : non, c'est l'horreur, c'est... c'est une horreur. Et donc il faut arriver à vivre avec⁴⁶.

Les confidences de Christian me renvoient à mes propres expériences : depuis la mort de ma mère, mon père rechigne à cuisiner pour ses enfants et petits-enfants, alors qu'il lui arrive de recevoir à déjeuner ses ami·es ou les membres de son réseau catholique. Sans le vouloir, Christian me fait comprendre que la douleur du deuil est matérielle, se niche dans des habitudes concrètes, dans des pratiques régulées par une division du travail domestique qui d'un coup doit être assumée seul dans des objets anodins mais chargés de souvenirs. Pourtant, la douleur de mon père m'apparaît moins vive que celle de Christian. Nous parlons ainsi de foi religieuse, qui fait que mon père s'adresse toujours à ma mère douze ans après sa mort, persuadé qu'elle l'entend et qu'il « la retrouvera ». Avec Christian, nous convenons qu'une telle croyance peut aider à supporter le deuil, car elle vient compléter des ressources sociales porteuses de reconnaissance^b. Mais, pour un ouvrier ou une ouvrière athée, comment arriver à vivre avec le deuil, sans l'autre mais aussi sans l'oublier ni « refaire sa vie » parce qu'on s'en sent « incapable » ? Après trois heures de conversation, alors que nous passons à table dans la cuisine de Clairette, je suggère aux deux amis une hypothèse :

– Nicolas : Vous avez été tous les deux très amoureux de vos conjoints, ça s'est fait très vite pour tous les deux, et c'était imprévu. Et c'est une banalité de dire ça, mais... la vie continue après. C'est-à-dire qu'après le veuvage vous

a. Claude lavait le linge que Christian repassait.

b. Ancien éducateur, mon père a conquis une légitimité sociale, qu'il a pu prolonger dans ses activités de retraité.

avez continué d'évoluer, vous avez votre douleur qui est au fond, viscérale, qui est là, qui partira jamais. Mais votre groupe de copains...

- Christian [*me coupe*] : ... est fondamental.
- Clairette : Oui, moi je t'ai dit, j'ai de la chance d'avoir le groupe, d'avoir mes voisins, ça c'est... ah oui !
- Nicolas : Et du coup tu continues à évoluer.
- Clairette : Oui, oh ben oui, je suis d'accord avec toi. Mais moi je te dis, j'aime tellement le monde que je pourrais pas... t'as, t'as des gens qui voient personne, ça les dérange pas, mais moi c'est pas possible. Non, mais on a de la chance nous, tu sais le confinement, il s'est pas fait dans les règles, hein !
- Christian : T'es obligé de trouver des relais, mais c'est pas des choix volontaires d'appartenir à un groupe. Je veux dire, c'est la continuité de ce qu'il y avait, sauf que c'est devenu plus proche parce qu'on est dans le même cas. Mais avec des solidarités... J'ai vu un truc, c'était à Étupes [*une commune proche de Sochaux, où un rond-point a été occupé quelques heures par les manifestant·es à l'aube du 7 mars 2023, sixième journée de mobilisation nationale contre la réforme des retraites*], et c'était marrant parce que je suis un peu en dehors de ces groupes de jeunes militants, tu vois. J'ai ma vie, ils ont la leur, voilà. Et le moment à Étupes où la nana force le passage avec sa bagnole et me heurte un peu le genou. Et là, tout d'un coup, Bruno gueule et tous ces jeunes donnent des coups de pied plein la bagnole ! On touche pas aux copains ! Tout d'un coup, tu te dis qu'ils sont quand même vachement vigilants, très protecteurs. Et voilà... t'assistes à des choses comme ça, ça me fait toujours penser à ces gestes de solidarité quand Clairette est en panne, ou des trucs où t'as un réseau qui se met en place, bon. [...] Je crois que sans groupe, sans être militant aussi, ça aurait été beaucoup plus compliqué que ça⁴⁷.

L'appartenance au groupe à l'âge de la retraite renvoie à plusieurs types de sociabilités, qui se superposent ici. Elle permet de rester fidèle à ses engagements dans « la continuité de ce qu'il y avait » avant, lorsque ces ouvrières et ouvriers étaient salarié·es et militant·es en activité, mais aussi

de réactiver, par la répétition des apéros et des coups de main, une soudure pour lutter contre les affres de la vieillesse et du deuil. En cela, la bande d’ami·es, qui préexistait au deuil, permet de faire face à celui-ci et elle se reconfigure ensuite par l’intensification des manifestations de solidarité interne. L’appartenance renouvelée au groupe permet de continuer à éprouver cette force populaire qu’est la solidarité : le fait d’être dominé peut être contrecarré par le collectif. Au rond-point d’Étupes, après l’accélération de la conductrice et la pluie de coups de pied qu’elle a provoquée sur sa voiture^a, Bruno m’explique : « Quand quelqu’un met un copain en danger, on ne rigole plus, on se défend⁴⁸. » Mais au-delà de démonstrations ponctuelles en situation de conflit, la solidarité doit plus fondamentalement pouvoir « faire avancer » le groupe en vue de transformer la société.

« Nos conneries » : l’humour et l’amitié pour « avancer ensemble »

La valeur de solidarité à laquelle se réfèrent Bruno et ses camarades, régulièrement et fortement rappelée, renvoie à des convictions politiques. Mais elle répond aussi à un besoin face à la domination qu’implique la condition ouvrière, et aussi face aux dissensions internes au syndicat. Peu après la cérémonie d’hommage à Jean-François, Bruno rappelle en petit comité « le nombre de fois où [il s'est] foutu sur la gueule avec [celui-ci] » et le fait qu’« avant de quitter l’UL, Jean-François a dit aux autres “mefiez-vous de Bruno !” ». Christian se souvient d’un autre épisode : lors du début du mouvement social d’octobre 2018, « quand on décide d’aller rencontrer les Gilets jaunes dans le local de FO [*Force ouvrière*], on se fait insulter [par des camarades CGT]⁴⁹ ». On le sait, le militan-

a. Avoir assisté à cette scène m'a évidemment rappelé ma non-appartenance au monde ouvrier : alors que Bruno et les jeunes militants ont réagi avec une vivacité sidérante, je n'ai eu le temps que de me protéger en montant sur le trottoir, et regarder les autres agir.

tisme ouvrier est fait de désaccords stratégiques et politiques. À Montbéliard comme ailleurs, la mainmise du PCF sur la CGT a longtemps été très forte et a entraîné d'âpres luttes intestines. Les batailles des années 1968 entre les syndicalistes dans la ligne du PCF et les différentes fractions de « gauchistes⁵⁰ » sont encore perceptibles et structurantes dans les sociabilités locales et les rapports de pouvoir au sein de la section CGT-retraités. Ainsi, Bruno et Christian ne se définissent pas ou plus comme strictement communistes (le premier n'a jamais adhéré au Parti, le second en a été exclu il y a cinquante ans), et tous deux se rejoignent aujourd'hui autour d'un certain anarcho-syndicalisme, historiquement très présent dans la région. Ils s'opposent idéologiquement aux trotskystes membres ou ancien·nes de Lutte ouvrière (LO), qui constituent un autre sous-groupe important. En réunion, chaque prise de parole témoigne, ne serait-ce que par sa forme, de socialisations politiques et manières de se mobiliser distinctes : ces vieilles divergences, anodines en apparence, font aux yeux des intéressés toute la différence.

Au sein même du petit groupe des « 89 », de fortes disparités existent : entre femmes et hommes, mais aussi entre ouvrières et ouvriers fondamentalement manuels et celles et ceux qui aspirent à des formes de culture les transformant en « intellectuels d'institution⁵¹ ». Elles sont sources d'inégalités et de conflits, mais peuvent aussi se transformer en ressources. Afin que ces différences solidifient le socle amical plutôt qu'elles ne le fragilisent, mieux vaut en rire. Le recours à l'humour et à l'autodérision est certes inhérent au monde militant en ce qu'il aide à atténuer les conflits propres au processus de politisation⁵², mais, au-delà du militantisme, rire et autodérision participent de l'expression d'un ethos ouvrier où l'« exigence d'égalité⁵³ » est centrale : être différent est une chose, en tirer une fierté en est une autre et peut exclure du groupe. Rire de soi et de ses pairs est alors une manière de réaffirmer le « nous » populaire, de marquer « son acceptation en commun des conditions communes de vie⁵⁴ ». Chez les jeunes comme

chez les retraité·es, la « bande de potes » constitue l'espace familier et protecteur au sein duquel on éprouve son unité⁵⁵. Mais lorsque sa vie d'ouvrier ou d'ouvrière est derrière soi, que le vieillissement, la maladie ou le deuil mettent à l'épreuve, le groupe est un antidote à la solitude et à la souffrance, et le rire y tient une place décisive car il exprime simplement la solidarité qui relie ses membres.

En juillet 2023, un nouvel apéro a lieu chez Clairette, où je rejoins Christian et Christiane, ainsi que Bruno, qui a retrouvé une pleine santé. Clairette évoque ses vertiges liés à un déséquilibre de la thyroïde : « L'autre jour, je suis allée aux courses, j'avais le caddie, ça allait pas très bien. Je vais déposer le caddie, mais je me dis : mais il faudrait presque un déambulateur⁵⁶ ! » Rappelant ses problèmes de l'année passée, Bruno fait rire tout le monde en inventant une histoire de couronne mortuaire : « Quand j'avais si mal au dos que vous me voyiez avec mes deux cannes, vous disiez "il est bientôt mort, c'est fini" [rires et dénégations]. J'ai bien vu, quand vous avez commandé la couronne... [éclats de rire]. » Personne n'avait commandé de couronne, évidemment. Mais Clairette en profite pour le remettre à sa place, hilare : « Tu crois qu'on veut bouffer des sous pour une couronne pour toi ? Non, mais tu rigoles ! » De tels moments de joie collective offrent un moyen de faire avec son vieillissement, mais aussi d'assumer ses limites et ses travers, les un·es se chargeant de rappeler aux autres qu'il faut savoir en rire. Lorsque Bruno veut raconter une histoire arrivée récemment à une connaissance commune de la bande, il se fait ainsi rabrouer par tout le groupe :

- Christian [*sur un ton lassé, comme si Bruno radotait*] : Mais je sais, je connais aussi...
- Bruno [*jouant l'autoritaire*] : Laisse tomber, c'est moi qui cause !
- Christiane : C'est toujours toi qui causes [rires] !
- Clairette [*à Christian*] : Arrête, t'as pas raison !
- Christian : J'ai peut-être pas raison mais j'ai pas tort non plus !

Ces petits jeux sont monnaie courante : ils font le sel de la camaraderie, qui passe par la moquerie et l'autodérision. Ainsi, Bruno et Christian plaisent sur leur caractère bavard, tandis que, face à eux, Christiane peine à prendre la parole mais Clairette n'hésite pas à les contredire. La familiarité du groupe restreint facilite ces jeux, qui se produisent aussi à plus grande échelle lors des réunions de la section CGT-retraités⁵⁷. Ainsi Christian, anticlérical radical qui surnomme le Christ « l'Acrobate », aime à répéter « pas de compromis avec la calotte, jamais ! », tout en appréciant les joutes rituelles en réunion avec Jean, jeune retraité catholique :

Il s'arrange tout le temps pour se foutre en face de moi.
Il sait que je vais le provoquer, il sait qu'il va répondre.
Parfois il ose même plus argumenter : « Toi, tu me fais chier ! » Mais, intelligemment je veux dire, gentiment. Il y a ce point de bascule, ce moment où on va le chahuter, mais tout en restant quand même dans des idées, hein [*c'est-à-dire en ne visant pas la personne*]. Le groupe se forme avec les différences, en acceptant les différences de l'autre, et... Et on avance ensemble. Quand je dis « on fait nos conneries », c'est ça, c'est ce rapport de taquinerie, qui est pas méchant. Et qui en même temps fait qu'il y a compréhension de l'autre. Donc il renvoie la bille, mais il y a la compréhension de l'autre.

Les « conneries » ne se limitent cependant pas au fait de se railler, comme dans n'importe quelle bande d'ami·es proches. Ce qui compte, c'est qu'on « avance ensemble », comme Christian le dit : leur « connerie anar », c'est une propension à s'autoriser à exprimer des idées ne reposant pas sur une certitude totale, éprouvées dans l'entre-soi familier et protecteur de la bande, souvent avec provocation, « parce qu'il en restera toujours quelque chose. Ça interpelle, ça fait mûrir ». Le fait que ce soit « un peu ça tout le temps » indique la centralité de cette quête commune, inégalement distribuée et productrice de hiérarchies : Christian connaît bien la coupure entre celles et ceux « qui parlent » et celles et ceux « qui ne parlent pas » et qui, comme Jean-Luc, « aime[nt]

bien avoir le rôle de quelqu'un qui travaille ». Des hommes comme lui, mais aussi comme Akram, Hasan ou Miguel, les trois copains plus jeunes qui viennent très régulièrement bricoler les voitures des copains et copines dans le garage de Christian, constituent une « base », au sens manuel et affectueux du mot – car tous possèdent un coup de main spécifique qui les singularise –, ouvrière et militante – ils sont engagés à la CGT ou dans des relations d'entraide matérielle.

Que l'aspiration qui l'oriente soit intellectuelle ou manuelle, cette amitié est donc antidote à la solitude en même temps que forme de politisation. Christian le dit plus tard au cours de l'apéro :

Prendre une carte à la CGT, ça veut dire à un moment donné que tu dois plus vivre comme avant. T'es pas un ouvrier comme avant, t'as une carte ! Ça veut dire que, quelque part, tu as appris une importance du mouvement social en tant que tel, d'une transformation de la société, et ta vie devrait être liée à ça. Ça veut pas dire que tu deviens un curé, ça veut pas dire que tu deviens un moine. Mais ça veut dire que t'as les idées beaucoup plus claires, et tu dois, toute ta vie, avancer.

Pour la plupart de ces militant·es, les héritages et socialisations politiques des années post-Mai 68 les y ont préparés, la grève victorieuse de 1989 les a rapprochés et les épreuves subies depuis la retraite ont créé cette soudure susceptible de produire des étincelles affectives entre les personnes. Comme l'expliquait Siegfried Kracauer, l'amitié consiste à « s'épanouir ensemble sans se perdre dans l'autre [...]», pour se posséder grandis : le « vécu intérieur », l'aspiration « à arracher au cours du temps ce que son existence périssable a de plus précieux, à l'en extirper et, à sa manière, l'éterniser » incitent à des relations qui dépassent la simple camaraderie, la collégialité professionnelle ou la relation d'interconnaissance. L'amitié devient alors une « satisfaction discrètement sensuelle dont la fraîcheur tient souvent au fait d'être ensemble. [...] Lorsque des amis sont ensemble, les étincelles jaillissent de part et d'autre dans la conver-

sation, de leur être commun naissent souvent des actes et des pensées décisives⁵⁸ ».

*

Lutter en vieillissant, ce n'est donc pas seulement persister à militer, tracter et coller des affiches, organiser des manifestations ou des occupations de ronds-points. C'est continuer à être solidaire, fidèle au combat qu'on a pu mener avec un·e conjoint·e disparu·e, entretenir la voiture ou fournir le bois de chauffage aux copines qui vivent seules, prendre soin des copains dans l'épreuve, entretenir les amitiés auxquelles on est viscéralement attaché. Pour cette génération d'ouvrières et ouvriers retraités, il est ainsi possible de continuer, bien après les années post-Mai 68 ou la grève de 1989, mais aussi après le temps de l'activité professionnelle, à lutter, à « changer sa vie » grâce à la solidarité que l'on développe entre pairs, et à « changer le monde »⁵⁹ en mettant ce principe de solidarité au service des « damnés de la terre » et « forçats de la faim ». Pour autant, c'est bien au temps de leur jeunesse, pendant et après les « événements de Mai », qu'elles et ils ont vu s'ouvrir le champ des possibles culturels et se sont forgé des dispositions critiques à l'égard de l'ordre social. Héritant de formes d'injustice subies par leurs familles, en éprouvant d'autres dès leur enfance, ces ouvrières et ouvriers à la retraite ont rencontré un contexte sociopolitique historiquement favorable à leur mise en mots et en revendications militantes qu'elles et ils ont, d'une manière ou d'une autre, transmises à leurs enfants malgré des vents particulièrement contraires.

La mémoire longue des injustices

L'expérience du vieillissement, surtout après le départ en retraite, est susceptible de procurer « un plaisir particulier, le plaisir de la reviviscence¹ ». Le philosophe italien Norberto Bobbio louait en ces termes ce moment où « tu retrouves les années perdues depuis longtemps, les jeux auxquels tu jouais lorsque tu étais enfant, les visages, la voix, les gestes de tes compagnons d'école, les lieux, surtout ceux de l'enfance, les plus lointains dans le temps mais les plus limpides dans la mémoire² ». Au cours de l'enquête, j'ai souvent été le témoin de discussions entre d'anciens ouvriers ou ouvrières se rappelant les bons moments de la vie d'usine, mobilisant des anecdotes drôles ou croustillantes. Je le constate lors d'une visite de Christian chez Viviane, en septembre 2022. Après le repérage par Christian des menus travaux à réaliser pour adapter l'habitat de Viviane à son handicap, nous sortons fumer sur la terrasse de l'appartement, où nous restons près de deux heures, profitant des rayons du soleil de la fin d'après-midi. Attablé avec eux, j'assiste à ce spectacle amusant où l'un·e renchérit sur les histoires de l'autre, comme je le note le soir dans mon journal de terrain. Je suis leur public et en même temps celui à qui on explicite le contexte des anecdotes, ce qui ajoute bien sûr au plaisir.

La discussion tourne autour des rigolades à l'usine. En voici une qui nous fait rire aux éclats tous les trois, y compris Viviane qui la connaît de longue date et aurait pu la raconter

elle-même à force de l'avoir entendue : au début des années 1980, une ouvrière s'adresse un jour à Christian, son délégué du personnel, pour obtenir un bon de sortie. Il l'accompagne alors auprès du chef d'atelier, qui lui demande le motif de la sortie. L'ouvrière esquive la question, mais le chef insiste : « Tu comprends bien que je peux pas distribuer les bons de sortie comme ça ! » « Chef, j'ai la chatte qui miaule ! » finit-elle par rétorquer. Sidéré, le chef lui donne son bon de sortie sans ne plus rien oser dire... Christian explique que la femme communiquait par radio cibi depuis l'atelier avec son amant routier originaire de l'Europe de l'Est, et qu'ils se donnaient rendez-vous lorsque le camion approchait de l'usine afin qu'elle le rejoigne dans sa cabine³.

Une fois à la retraite, se remémorer des anecdotes et revivre de bons moments passés en commun offre une manière de prolonger l'appartenance au groupe ouvrier, la réminiscence de certains pans de la vie d'usine faisant partie de ces « plaisirs particuliers » dont parlait Bobbio. Mais, quand une solide confiance entoure la rencontre, les souvenirs d'enfance évoqués en entretien sont moins empreints de nostalgie et de plaisir que ceux du philosophe : les enfances d'intellectuels et d'ouvriers ne renvoient pas aux mêmes expériences vécues. Non que celles des derniers soient tout entières faites de douleurs et de privations. Mais avoir grandi parmi « les cassos de l'époque », comme me le dit Lili avec franchise et pudeur, lors d'un entretien chez elle en décembre 2022, ou plus communément avoir été un.e enfant du peuple dans les années d'après-guerre, a façonné une trajectoire marquée du sceau de l'injustice. Injustices sociales tout d'abord, avec en premier lieu l'orientation en apprentissage au moment où les portes du système scolaire et les filières générales commençaient à s'entrouvrir. Mais aussi injustices politiques, avec par exemple la mémoire toujours vive d'un père déporté à Dachau ou bien le racisme vécu en contexte postcolonial avant la migration en France. Ces expériences précoces, auxquelles s'ajoutent pour les femmes toutes les injustices liées au poids de la domination masculine sur leurs trajec-

toires^a, ont été, pour beaucoup de ces ouvriers et ouvrières, de puissants motifs d'engagement militant. Dans le contexte singulier des années post-1968, elles ont forgé une contre-élite ouvrière dans la grande industrie. Et, parce que c'est souvent dans l'intimité des histoires de famille que s'éprouvent les grands événements politiques⁴, elles ont participé à l'éducation donnée aux enfants.

Les groupes Medvedkine, un utopisme de « paumés »

Ouvrières et ouvriers pendant toute leur vie active, sortis sans diplômes ou avec un certificat d'aptitude professionnelle (CAP) du système scolaire dans les années 1960-1970, ces militant·es retraité·es échappent souvent aux analyses savantes des logiques biographiques de l'événement 1968. Celles-ci sont en effet essentiellement fondées sur une explication univoque en termes de massification scolaire des années 1960 et de mobilité sociale, descendante ou ascendante⁵. Les sociologues et politistes qui ont analysé les trajectoires biographiques postérieures au « moment 68⁶ » ont par ailleurs peu pris en compte les ouvriers et ouvrières qui n'ont pas quitté leur condition, soit parce qu'ont été étudiées « les aspirations des jeunes ouvrières à s'échapper de cet univers en leur offrant des ressources pour penser un autre destin social⁷ », soit par intérêt prioritaire ou exclusif pour d'autres populations.

Or enquêter aujourd'hui sur les retraité·es du monde ouvrier, c'est rencontrer des femmes et des hommes qui n'ont pas connu de réelle ouverture des possibles professionnels à la sortie de l'enfance. Issus des classes laborieuses, elles et ils en sont devenus des membres actifs en entrant dans la grande industrie automobile, très majoritairement comme ouvrières ou ouvriers spécialisés (OS). Mais la classe ouvrière au tournant des années 1970 est alors en pleine mutation ;

a. Sur ce point, voir le chapitre 3.

encore très structurée par les besoins de la grande industrie, elle se renouvelle fortement, attirant comme jamais en France jeunes femmes, immigrés et ruraux. Sa jeunesse et sa « forte bigarrure » ont constitué, comme l'a montré l'historien Xavier Vigna, les piliers de sa mobilisation en Mai 68 et dans ses suites⁸. Et ce particulièrement à Peugeot-Sochaux où l'usine double ses effectifs entre 1960 et 1978. La « génération singulière⁹ » – celle née dans l'entre-deux-guerres qui a solidifié politiquement la classe ouvrière autour de la CGT et du PCF – est massivement devenue qualifiée dans l'usine. Elle voit alors lui succéder, non sans frictions, une jeunesse ouvrière dont une frange s'ouvre à d'autres formes de luttes et de conflictualité sociale¹⁰. Les mobilisations de mai-juin 1968 illustrent la « transgression des frontières sociales » qui s'est produite bien au-delà des étudiants. Les rencontres avec les jeunesse d'autres milieux, formes de « passage de frontières et [de] décloisonnement de l'espace social qui ont marqué le moment 1968 », ont, malgré les « retours du (refoulé) social » ultérieurs, marqué au fer rouge les vingt ans des vieux d'aujourd'hui¹¹.

Cette transgression s'est notamment réalisée à travers le choix de s'établir en usine d'étudiants révolutionnaires¹². Avant de devenir historiens, Yves Cohen ou Nicolas Hatzfeld furent établis aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard. Mais à Besançon puis à Sochaux, les convergences entre mondes ouvrier et intellectuel prirent aussi une autre forme, tout à fait singulière : celle d'un cinéma social expérimenté ensemble. Après un premier documentaire tourné en 1967 pendant la grève de l'usine Rhodia de Besançon, le réalisateur Chris Marker et des militants locaux créèrent les groupes Medvedkine^a. Cette utopie concrète se fondait sur la rencontre entre des techniciens du cinéma et des ouvrières et ouvriers autour de la croyance en une « appropriation subversive de pratiques culturelles¹³ ». Le réalisateur Bruno

a. Le nom est choisi en hommage au réalisateur soviétique Alexandre Medvedkine.

Muel (1935-2023) a témoigné avec force de ce que fut cette jonction entre des mondes qui n'auraient « jamais dû [se] rencontrer, encore moins travailler ensemble » : « Ça ne se faisait pas, ça ne se fait toujours pas, ou si rarement, [de faire collaborer] quelques dizaines d'ouvriers des usines Rhodiaceta de Besançon et Peugeot de Sochaux, d'un côté, une poignée de cinéastes, réalisateurs et techniciens, de l'autre, qui ont décidé, à cette époque qui n'est justement pas n'importe laquelle, de consacrer du temps, de la réflexion et du travail à faire des films ensemble¹⁴. » Ces groupes, dont Christian et sa première femme Dominique ont fait partie, ont ainsi réalisé quatorze films jusqu'en 1974, avec pour objectif de donner à comprendre de l'intérieur la condition ouvrière, de « montrer ce qu'il faut surmonter d'interdits culturels, on pourrait dire “usurper” de savoir, pour se donner les moyens de lutter à armes égales contre ceux qui pensent que chacun doit rester à sa place¹⁵ ». Un extrait d'entretien avec Bruno Muel mené par Michel Pialoux en 1986 permet d'éclairer le sens et la portée de cette expérience improbable :

Dans cette équipe de techniciens il y avait quelque chose de très important, c'est que la moitié d'entre nous était d'origine ouvrière [...]. Autre chose importante aussi, c'est qu'on était des techniciens, on voulait être des techniciens. Aucun d'entre nous ne se posait soit en réalisateur, soit en intellectuel du cinéma. Et on ne l'était pas, d'ailleurs ! C'est peut-être ce qui a fait la faiblesse de nos films d'ailleurs [*rires*]... Autre chose encore, c'est qu'on était politisés, mais qu'on n'était absolument pas sectaires [...]. Et je crois surtout qu'on est arrivés avec une espèce de... de bonne volonté, portée par l'époque, avec l'idée qu'on ne savait pas, qu'on avait beaucoup à apprendre et qu'on ne savait pas de quoi même on allait parler. Je crois en fait qu'on était arrivés, beaucoup d'entre nous... des gens très secoués, assez névrosés... et qui transféraient leurs névroses, leurs problèmes personnels sur d'autres et qui arrivaient avec une espèce de confusion, un langage confus... qui allait de plain-pied avec le langage confus des mecs de la chaîne. On

parlait le même langage qu'eux... On était aussi paumés qu'eux. C'est ça le principal truc d'ailleurs...

Mais vous êtes paumés de façons différentes...

De façons différentes, oui, et pour d'autres raisons bien entendu. Mais le résultat... quand on discutait ensemble, on n'était absolument pas à même de leur donner des leçons de quoi que ce soit [...].

En ce sens vous étiez assez différents des gauchistes, qui, eux, venaient...

Ah ben oui, très différents ! On était très différents du PC... Mais on était très différents des gauchistes [...]. J'ai amené une fois un copain gauchiste là-bas, ça a été un bide total. Il s'est mis à leur dire : « Ah mais vous lisez pas assez, il faut lire ça... » J'ai été obligé de le protéger, je l'ai rembarqué dans le train le lendemain [...] Ils voulaient lui faire sa fête [...]¹⁶.

Cette rencontre entre ouvriers et techniciens du cinéma « qui parlaient le même langage de névrosés » survenait dans un contexte de ruptures familiales : fils de notaire, Bruno Muel coupe alors les relations avec sa famille ; les ouvriers qui s'impliquent dans les groupes Medvedkine de Sochaux sont, à une exception près, des jeunes ayant quitté leur région et famille d'origine. Mais de telles trajectoires s'inscrivaient dans la configuration singulière des années post-Mai 68 et de son « humeur anti-institutionnelle¹⁷ », avec en son centre les découvertes culturelles et les amitiés interclassistes. « Notre posture n'était pas de faire de l'entrisme, comme certains trotskystes, écrit Muel, mais de nous trouver là où vivaient et se battaient nos amis¹⁸. » Les étincelles qui ont jailli de ces relations amicales ont forgé un certain type d'engagements militants qui continuent de se manifester, cinquante ans plus tard. Elles expriment, sous une forme paroxystique, un idéal d'émancipation sociale où le dépassement des différences sociales, l'internationalisme et l'accès à la culture ont une place centrale.

La formation d'une contre-élite ouvrière

Cet accès à la culture a suivi des voies singulières devenues visibles, comme les groupes Medvedkine. Mais, du fait d'un contexte contre-culturel particulièrement porteur dans ces années post-1968, il a aussi pu emprunter des voies plus ordinaires, intégrées aux sociabilités locales. Dans les deux cas, une contre-élite ouvrière a émergé, faite d'OS travaillant à la chaîne et s'opposant, autrement que les militants en place, aux manières d'être et de travailler des ouvriers « peugeotistes » en quête de promotion professionnelle¹⁹. Pour cette contre-élite bigarrée, le salut est ailleurs. « On avait envie d'apprendre, dit Christian, je crois que c'est ça qui était déterminant. Je crois que 68 a été bouleversant pour nous parce que c'est la vie étudiante qu'on n'a pas eue. [...] C'est légitime de réclamer sa part. Et c'est ça : se trouver légitime pour parler culture²⁰. »

« Il faut qu'on se transforme »

En avril 2023, je suis en promenade avec la petite bande des « 89 », dans le Haut-Doubs, lorsque Christian reçoit un appel de Francine Muel-Dreyfus, la femme de Bruno Muel. Sociologue retraitée, c'est elle qui, avec son mari, a suscité en 1983 la rencontre entre Christian et Michel Pialoux. Lorsque Francine lui apprend le décès dans la nuit de son mari, malade depuis longtemps mais qui allait mieux ces derniers mois, Christian s'isole un moment, très touché. Puis, vient le temps des coups de téléphone. Prévenir les anciens des groupes Medvedkine ou leurs enfants, et Michel bien sûr, en essayant de trouver les mots. Prévoir le voyage en région parisienne pour l'enterrement, en passant prendre les copains de Besançon. Arriver la veille pour ne pas être en retard et dormir chez un camarade. Francine a demandé à Christian de prendre la parole pendant la cérémonie, au nom des ouvrières et ouvriers des films de l'époque. Comme pour chaque prise de parole publique, il angoisse et rumine pendant plusieurs

jours un propos qui, lors des obsèques, touchera juste, sans être lu :

Cette façon qu'il avait de saisir les regards dans sa caméra, cette façon douce de mettre le groupe des dominés en avant par rapport à cette puissance industrielle, nous a tous transformés. Mais en même temps, il y avait Francine, qui nous alimentait notamment sur les questions de féminisme, ce qui était très rare à l'époque dans les milieux ouvriers, qui étaient très phallocratiques. Et tout d'un coup on découvre un univers qui nous est pas familier, où il faut qu'on se transforme. Et on obtient ça : le droit de lire, le droit de se passionner. Et ça nous a transformés complètement dans nos vies. Tous les membres de mon groupe Medvedkine de Sochaux sont devenus soit amoureux de peinture, soit de littérature, soit d'écriture. Moi mon problème, c'est l'écriture. J'ai jamais réussi à écrire deux mots, je crois que j'ai la honte de la page blanche devant moi. Mais par contre, comme lecteur, ou pour prendre la parole, ça a toujours été assez facile.

Et Bruno, c'était ça. C'était le regard compatissant, jamais dans la pitié, mais toujours dans la révolte, acceptant que des révoltés puissent s'exprimer, que les gens puissent exprimer leur violence. Leur violence verbale, mais aussi physique. Parce que, quand même, dans ces grandes usines, faut pas croire, les coups de poing on les prend dans sa gueule, hein ? C'est pas une maison de repos, l'usine, c'est des jours de mise à pied qui tombent en permanence.

Un copain, Pol Cèbe, qui était animateur culturel du comité d'entreprise, disait tout le temps : « Avec un patron, on peut discuter de salaires, on peut discuter d'horaires de travail. Mais aussitôt qu'on emploie le mot "culture", là c'est pas possible. C'est une chasse gardée, c'est à eux, on pourra pas leur prendre. Et notre boulot à nous, dans les groupes Medvedkine, c'est comment aborder les problèmes culturels d'une façon différente. »

Et Bruno, c'est tous ces combats-là. Francine, c'est tous ces combats-là. On se retrouve complètement. C'était quand même étonnant de rencontrer Bruno Muel à dix-sept ans et demi, et de rester ami avec lui jusqu'à soixante-douze ans. C'est ça le cheminement, c'est ça l'amitié, c'est ça

la camaraderie, c'est ça le combat et c'est ça la lutte. C'est ça la dignité, c'est pas de se coucher en permanence, c'est d'arriver à avoir une telle évolution, même dans sa vie individuelle, dans la vie de mes propres copains et camarades, c'est d'arriver à vouloir transformer la société... On la verra jamais, cette société transformée, peut-être. Mais ça reste ce rêve qui nous permet de nous maintenir en vie, de dire que les cons resteront des cons mais qu'il y a quand même des mecs bien quelque part. Bruno faisait partie de ces mecs bien, c'était mon camarade, mon ami, mon frère.

« On découvre un univers qui nous est pas familier, où il faut qu'on se transforme » : à travers cet hommage, Christian rend compte de cette utopie qui, à dix-sept ans, a changé sa vie et celle de nombre de ses camarades. Évoquant publiquement des « handicaps » qui l'ont poursuivi toute sa vie, il a le sentiment d'avoir pu les compenser en se donnant le « droit de se passionner », grâce à la fréquentation d'intellectuels eux aussi « névrosés » et « révoltés », qui ont trouvé à « aborder les problèmes culturels d'une façon différente », sans esprit de charité (« jamais dans la pitié »), dans un même élan de « révolte ». Bruno Muel avait bien résumé les profils au sein de cette « équipe de techniciens » qui ne « se prenaient pas pour des intellectuels du cinéma », pour partie issus du monde ouvrier. Mais qui étaient ces jeunes travailleurs avec lesquels Bruno et Francine ont un temps compagnonné au-delà des groupes Medvedkine ?

Stratégies patronales et renouvellement du groupe ouvrier

Cette expérience prend place dans un ensemble de conquêtes et découvertes culturelles au cours d'une période qui marque une forte rupture générationnelle interne au groupe ouvrier. La rupture est d'abord d'ordre structurel et découle de la gestion de la main-d'œuvre ouvrière. Au tournant des années 1970, l'usine de Peugeot-Sochaux continue sa croissance mais change sa politique de recrutement et de formation. Tandis

que l'État prend plus largement en charge l'enseignement professionnel, l'entreprise entre dans une logique de production de masse, au détriment d'une logique d'excellence qui prévalait depuis l'entre-deux-guerres (idéal de « haut niveau de qualité » des voitures et de « formation d'un esprit de corps » dans le personnel)²¹. Elle ferme en 1970 l'« école Peugeot », sa filière d'apprentissage, démultiplie les chaînes de montage et, comme la majeure partie de la grande industrie française de la période, élargit son vivier de recrutement. Des milliers de femmes, d'immigrés étrangers et de l'intérieur renouvellement et accroissent le prolétariat industriel : dans la France de 1968, « les jeunes ouvriers de quinze à vingt-quatre ans représentent, à eux seuls, le quart de la classe ouvrière²² » ; à Peugeot-Sochaux, « manœuvres et OS constituent les trois quarts de l'effectif²³ », qui passe de 20 000 en 1960 à 30 000 en 1970 et 39 000 en 1979. Le film des groupes Medvedkine *Week-end à Sochaux* met en scène cette nouvelle logique : des recruteurs envoyés dans toute la France (mais aussi au Maghreb, en Turquie ou en Yougoslavie) qui font miroiter de bons salaires dans la « plus belle région de France », une arrivée en gare solitaire et l'envoi à l'hôtel puis en foyers de travailleurs, des tests manuels idiots qui décident de l'affectation quelle que soit la qualification technique ou l'expérience antérieure. Il s'ensuit une confrontation entre générations ouvrières, y compris chez les militant·es : si la première génération est qualifiée et formée à l'école Peugeot, la suivante vient de loin pour occuper des postes déqualifiés.

Christian et Bruno Lemerle, embauchés respectivement en 1968 et 1979 par Peugeot, décrivent la même expérience d'arrivée à Sochaux. L'un quitte Cherbourg avec son CAP d'ajusteur en poche, l'autre, qui a abandonné le lycée à l'âge de seize ans, n'a pas de diplômes mais déjà plusieurs années d'expérience du travail ouvrier à Saint-Étienne et Vénissieux. Tous deux sont embauchés comme OS et découvrent le travail à la chaîne, le premier en carrosserie, le second en tôlerie. Un jour de décembre 2022, tous deux évoquent auprès de moi leurs souvenirs de ce moment particulier :

- Bruno : Je pense que celui qui vient de loin et qui vient tout seul se souvient de son arrivée...
- Christian : L'entrée à la gare de Montbéliard, et puis les murs de l'usine ça va, là t'as compris !
- Bruno : Depuis la gare, il faut aller à l'hôtel, l'hôtel n° 1, en longeant les murs de l'usine. Alors en plus tu sais pas où c'est. On t'a dit « c'est par là », tu longes le mur, bon. Ça fait 10 km à longer le mur. Ça, ça doit être un 3 janvier, il fait un froid de canard, il neige déjà à moitié. Tu te dis : « Qu'est-ce que je suis venu foutre là ? » [...]
- Christian : Sochaux avait l'avantage d'avoir beaucoup de jeunes travailleurs à l'époque, donc t'es, t'es seul devant ces murs d'usine quand t'allais à l'hôtel n° 1. Mais rapidement tout le monde était confronté à la même situation, donc tu finissais à avoir des potes avec qui tu t'entendais plus ou moins bien [...].
- Bruno : T'es dans des apparts de célibataire, t'as quatre piaules, donc t'es huit, deux par piaule. Donc t'as le frigo avec ses huit casiers, et ses huit emplacements pour mettre les huit cadenas²⁴.

Le changement de politique industrielle de Peugeot a eu pour effet de rassembler des jeunes hommes déqualifiés ou non qualifiés qui, du fait de leur extériorité à l'ancien système de formation d'une élite ouvrière locale et de cette logique d'accueil massive et impersonnelle, sont devenus « potes » puisque « tout le monde [est] confronté à la même situation²⁵ » de célibataire logé en foyers de jeunes travailleurs^a. Mais ces rencontres se font dans un contexte de violence exacerbée. C'est là le deuxième motif de rupture générationnelle : la grande usine telle qu'elle se transforme à cette période n'est « pas une maison de repos » et, comme le résume Christian, « les coups de poing, on les prend dans sa gueule ». Cette violence est telle que ce sont

a. La rencontre avec les cinéastes des groupes Medvedkine survient suite à la grève des loyers des jeunes travailleurs hébergés en foyers (300 hommes pour 8 femmes à Bethoncourt) qui débute en octobre 1970. Les jeunes ouvriers reversaient 60 % de leur salaire au bailleur, lié à Peugeot, contre un lit dans une chambre double (avec interdiction d'y inviter des femmes et fouilles régulières), un repas chaud et un petit déjeuner par jour (cuisiner dans les chambres étant également prohibé, ils ne mangeaient donc pas en rentrant de l'usine le soir).

les CRS qui, le 11 juin 1968, attaquent les piquets de grève des salariés de Peugeot, en blessant sept ouvriers par balle et en tuant deux, Pierre Beylot et Henri Blanchet²⁶. Au-delà du cas sochalien, les tensions renvoient au contexte national de crise politique et à ses suites, ces « années 68 » où la violence policière contribue à rapprocher milieu étudiant et milieu ouvrier²⁷. Le profil des jeunes ouvriers qui militent se diversifie, quitte à s'opposer aux syndicats en place. Bruno Lemerle témoigne du poids que cette violence a eu sur sa trajectoire d'ouvrier :

Je suis un enfant des années 70, enfin un adolescent des années 70. Donc t'es quand même dans un truc où 68 est tout neuf, où tu penses qu'il y a l'avenir ouvrier, je vais le dire comme ça [...]. J'ai pas d'attaches, même si je suis le neuvième de la famille. Si tu veux, moi la famille ça m'a rapidement gonflé [...]. Je vais finir mon année scolaire 72-73, puisque c'est l'année où j'ai seize ans. Et je reprends pas l'école à la rentrée 73. J'ai seize ans, je vais au boulot, et voilà, c'est moi qui fais le choix. Au printemps, il y a la grève de Peugeot Saint-Étienne. Et nous, au bahut, on crée des comités de soutien aux grévistes. Tu sais, la grève de Peugeot Saint-Étienne, ça a un impact énorme sur la ville. Et ces comités de soutien vont être très, très mal vus par les organisations syndicales, qui disent : « Qu'est-ce qu'ils viennent nous faire chier les mômes ? Ils ont quinze ans, seize ans et puis ils viennent apporter du soutien. Rentrez chez vous, allez faire vos devoirs ! » Voilà...

Déjà, la connaissance avec le mouvement ouvrier comme ça. Et la réaction de Peugeot, qui envoie ses milices. Alors on n'est pas là quand les milices interviennent, mais on est là dans la journée qui suit où il faut se tabasser les flics quand même, hein, il faut reprendre l'usine. Parce que la négociation qu'il y a entre les syndicats et la police, si tu veux c'est : « On fait évacuer les milices, mais vous n'occuez pas l'usine. » Bon. Après c'est pas complètement con, parce qu'on a occupé le quartier, et quand t'occupes le quartier il y a plus rien qui rentre dans les usines si tu veux [rires]. Mais moi, je suis un peu dans ce truc-là. Je pense que ça pèse ensuite dans ma décision de dire : « Je vais à Sochaux. » Parce que Peugeot je connais, parce qu'on se les est coltinés si tu veux. Et on s'est coltiné les flics²⁸.

Bruno résume bien ce que le « moment 68 » change dans le groupe ouvrier. Les transformations du système scolaire ont donné aux enfants d'ouvriers des ambitions culturelles, sans pour autant que l'école s'ouvre réellement à eux et leur offre des alternatives à leur avenir de classe. Quand la probabilité d'accès à l'enseignement supérieur des filles et fils d'ouvriers augmentait de 1,3 à 3,4 % entre 1962 et 1966, elle passait dans le même temps de 38 à 58,7 % pour les enfants de professions libérales et cadres supérieurs... et de 54,4 à 71,5 % pour ceux d'industriels²⁹. Christian a rejoint une école d'apprentissage à la sortie de la classe de quatrième, « parce qu'un gosse d'ouvrier, on ne se posait pas de question : ça va en apprentissage », me raconte-t-il en août 2022, en ajoutant : « J'en veux encore à mon prof de français, mais alors beaucoup³⁰... » Bruno, qui a pu accéder au lycée général, n'hésite pas quant à lui à tourner le dos au système scolaire parce qu'« il y a l'avenir ouvrier » : alors que la ville de Saint-Étienne est précocement touchée par la crise industrielle des années 1970-1980, la vivacité des luttes a forgé en lui des convictions politiques précoces et une appétence durable pour le militantisme. Pris dans le « 68 stéphanois³¹ », il se tourne vers un horizon qui lui paraît plus porteur : celui de l'émancipation de la classe ouvrière par elle-même.

Chech'Papiers : quand des OS tunisiens faisaient du théâtre militant

La contre-élite ouvrière qui se forme au tournant des années 1970 se nourrit aussi d'autres enthousiasmes que celui de ces jeunes hommes. Inséparables de la figure de l'OS³², les immigrés arrivent dans le Pays de Montbéliard avec des aspirations culturelles, sources de transformations. Figure de l'usine, ayant « du poids » à la CGT et dans son atelier^a pendant les quarante et un ans où il a travaillé à la chaîne³³, Hamid a

a. Comme le note Michel Pialoux, qui l'interviewe en juillet 1991. À chaque fois qu'il a été présenté aux élections de délégués du personnel par la CGT, il a été élu avec un score très élevé. Ce charisme est analysé dans le chapitre 5.

été embauché chez un sous-traitant d'Alsthom à son arrivée dans la région en 1972, puis à Peugeot-Sochaux deux ans plus tard. Émigrant de Tunisie vers la France à vingt-deux ans, après avoir mûri son projet pendant plusieurs années, il a été un élève studieux, surtout « bon en français et en rédaction française ». Il sympathise avec un enseignant français expatrié en Tunisie, comme il me le raconte chez lui un jour de janvier 2023³⁴ : « J'étais son copain. Il était mon prof, mais en même temps, c'est mon copain. Je lui fais ses courses, je jouais avec sa fille... » Tandis que son frère aîné est devenu guide touristique en migrant du sud du pays vers Tunis, Hamid, en prenant son relais, a l'opportunité de rencontrer de nombreux Belges, Français et Suisses : « Il ramenait les touristes de Tunis, il les ramène [*au village*], il reste une nuit. Pendant ce temps-là, moi je les prends et puis je les monte sur des ânes ou des calèches et des chameaux, et on fait le tour de l'oasis. Et j'ai fait connaissance avec plein de gens... » Sa familiarisation avec l'Europe francophone se prolonge au-delà de son métier de guide par des envois de livres, puis par une correspondance soutenue avec une jeune Française rencontrée *via* le courrier des lecteurs de *Salut les copains*. Il invite alors cette jeune femme au mariage de son frère et ils ont une relation amoureuse. Mais celle-ci tourne court : « On a fait ce qu'il y avait à faire [...] et quand j'ai proposé de la rejoindre [*chez elle*] à Noël, à ma plus grande surprise elle m'envoie une lettre et elle me dit : "Mon ami Hamid, c'est en Tunisie. Ici tu n'es pas mon ami." Moi, j'étais [*soupir*]... C'est quoi ça ? »

Cette première découverte du racisme le politise, dans une Tunisie qui a abandonné récemment le socialisme. Quand il arrive dans le Pays de Montbéliard en tant que travailleur célibataire, comme Christian avant lui ou Bruno peu après, son engagement culturel et politique est précoce, tant du fait de sa trajectoire que de l'importance des réseaux d'extrême gauche qui y sont alors implantés :

Quand on est jeune à l'époque, on n'a pas le droit d'habiter dans des appartements. Il faut qu'on soit marié. J'avais

fait des demandes pour avoir un appartement, mais non. Y a une fille de l'extrême gauche, qui était infirmière, elle me dit : « Écoute, je vais prendre la maison à mon nom mais c'est toi qui paies, tout ça. » Je lui dis : « Y a pas de souci, et puis je dis qu'on vit ensemble. » C'étaient des maoïstes [...]. Bon, le patron [*propriétaire*], il s'est rendu compte que c'est pas elle qui habite. C'est moi et puis mon copain. Et puis, tous les gens qui n'ont pas de maison, ils viennent chez moi. On était trois ou quatre, hein ! Après, on a fait des connaissances à un centre de rencontres international, des gens qui viennent de Belgique et tout ça. Et nous on fait des animations de théâtre, nous avons le groupe de théâtre. On a fait des amitiés. Et puis après, ces amis-là viennent en voiture d'Allemagne, Suède, Norvège, Belgique...

Jusqu'aux années 1990, la troupe de ces immigrés tunisiens appelée Les Chech'Papiers joue régulièrement et entretient les liens tissés au milieu des années 1970 avec d'autres milieux que le seul monde ouvrier. « Une metteuse en scène suédoise est venue ici, elle a fait un film sur nous, sur les Maghrébins. On est devenus des amis. Tous les ans, elle venait. » La « vie étudiante » d'Hamid s'est ainsi particulièrement trouvée prolongée en dehors de l'usine et du seul militantisme ouvrier, dans l'espace local. C'est aussi dans ce lien entre sociabilités locales et solidarités d'usine que des femmes OS se sont politisées.

Des jeunes ouvrières du coin : s'ouvrir des horizons

Les anciennes OS que j'ai rencontrées n'ont pas de grande traversée à raconter. Elles sont issues du monde ouvrier voisin de Belfort, ou bien du Doubs, de la Haute-Saône, des Vosges et du Jura ruraux, mais surtout de celui des « familles Peugeot » locales. Si l'entreprise a massivement recruté ses OS hommes à distance, elle n'a pas eu à aller très loin pour trouver à embaucher des femmes. À partir de la fin des années 1960, l'entrée sur le marché du travail salarié est massive pour ces générations de jeunes Françaises,

et la métallurgie constitue l'un des secteurs professionnels où la proportion de femmes augmente le plus depuis l'après-guerre³⁵. Tant et si bien qu'à la fin des années 1970, en France, « une femme de moins de vingt ans a plus d'une chance sur trois d'être embauchée comme OS³⁶ ». Pour celles qui ont grandi dans les cités de l'agglomération de Montbéliard, la présence des sections PCF a pu les familiariser avec le militantisme. Mais le changement est plus global : il touche à l'éducation. L'accès à la lecture joue un grand rôle. La bibliothèque créée par le comité d'entreprise Peugeot-Sochaux, tenu par les syndicats CFDT et CGT après leur victoire aux élections professionnelles de 1966, connaît un grand succès et la plupart des militant·es rencontré·es ont lu à l'époque des romanciers engagés tel Roger Vailland. « Ah *Beau Masque*, j'ai rêvé d'avoir un mec comme ça ! » me dit en riant Viviane en juillet 2023 au sujet du personnage principal, ouvrier d'origine italienne, de ce roman éponyme. Et d'ajouter, plus sérieusement : « Quand t'es jeune, c'est un bouquin qui fait cogiter. » Plusieurs ouvrières témoignent aussi de l'effet de l'essor des collections de livres de poche, de l'existence d'une librairie tenue par le PCF qui en vendait, des émissions de radio et magazines pour la jeunesse, ou de la diffusion de la télévision, qui permet par exemple à nombre de filles d'ouvriers d'entendre s'exprimer Arlette Laguiller, jeune candidate à l'élection présidentielle de 1974, au sein même d'un foyer parental conservateur. Françoise dit ainsi : « Quand Arlette Laguiller s'est présentée, j'étais chez moi et puis la télé était allumée, et puis j'écoute... Elle parlait des ouvriers, tout ça. Et puis je dis tout fort à mon père : "C'est pas mal ce qu'elle dit sur les ouvriers !" Il s'est levé et il m'a foutu une gueulante comme c'est pas permis ! J'avais dix-huit ans³⁷. »

C'est aussi le cas d'Annie. Née en 1952 d'un père ouvrier Peugeot et d'une mère au foyer, elle a grandi avec ses frères et sœurs dans une famille de droite. En entretien, elle me raconte : « Pour mon père, c'est de Gaulle qui a sauvé la France, tu vois. Ma mère, elle suivait pas du tout

[*la politique*]. J'avais quand même un frère qui était plutôt Mitterrand, lui. Alors quand j'ai voté Arlette ! » Dans ce contexte, et même si Annie n'a pas de souvenir de découverte culturelle à l'école (« je foutais rien à l'école », me dit-elle sèchement), elle a commencé à pratiquer la lecture à la maison avec ses sœurs :

- Nicolas : Les premiers bouquins ou les premiers films qui t'ont marquée, t'as des souvenirs ?
- Annie : J'avais bien aimé Émile Zola.
- Nicolas : Que t'avais lu à l'école ?
- Annie : Non, je m'en rappelle pas, de l'école. J'étais mauvaise élève, je foutais rien à l'école, je foutais rien. J'aimais pas l'école.
- Nicolas : Mais enfant, ado, tu lisais ou pas ?
- Annie : On lisait des magazines. Je me rappelle, ma mère disait : « Ah, vous lisez sur vos bouquins ? ! » Mais c'étaient pas des livres, c'étaient des magazines, je me rappelle pas avoir lu des bouquins. Avec ma grande sœur surtout. Elle a quatre ans de plus que moi, elle était toujours dans les magazines, donc je lisais des magazines aussi. *Salut les copains*, des conneries comme ça³⁸.

Mais c'est surtout une fois OS chez Peugeot, par les rencontres qu'elle fait autour de la garde des enfants ou dans son immeuble HLM, que la sociabilité féminine lui ouvre de nouveaux horizons :

J'ai fait des rencontres quand même sympas, quand j'étais dans l'atelier. J'ai connu une copine qui est devenue la marraine de mon fils. Une autre qui m'a emmenée en Algérie, parce qu'elle était mariée avec un Algérien. Il y avait aussi Christiane S., qui était à la CFDT à l'époque. J'ai pu faire des débrayages, elle m'a appris certaines choses. Et puis elle était cultivée, elle aimait beaucoup lire. Elle m'a aussi un petit peu entraînée là-dedans, dans la lecture. Je l'apprécie beaucoup, cette femme, elle est toujours vivante. [...] Elle, elle m'en a prêté, des livres ! Et puis j'avais une voisine, plus tard, quand j'ai eu ma fille, j'ai gardé son fils. C'était des profs. Et elle m'a ouvert l'esprit sur plein de choses. Et c'est toujours mon amie.

Dans ces années 1970, les sociabilités féminines constituent une autre voie de politisation par la culture, où la rencontre avec des femmes de milieux sociaux plus dotés scolairement est possible alors même que l'on devient ouvrière non qualifiée. Les grandes mobilisations féministes, loin de ne toucher que des femmes d'origine bourgeoise et des étudiantes, ont aussi concerné des femmes d'origine populaire et des ouvrières. Mais la séquence de formation politique a souvent été plus lente dans cette province ouvrière de Sochaux-Montbéliard que dans les grandes villes universitaires : ce n'est ainsi que dans les années 1980 qu'Annie entre à Lutte ouvrière (LO). Cependant, pour les ouvrières non qualifiées qui ont participé à la contre-élite militante en devenant déléguées du personnel, ces apprentissages ont eu des effets durables et profonds.

Quand les injustices de l'enfance rejoaillissent

Pour Rose-Marie Lagrave, la vieillesse, « heure de vérité », est un « moment où se font les comptes et les décomptes sociaux³⁹ ». Si la différenciation sociale de la mise en mémoire qui s'opère alors reste largement à analyser, les cas des personnes rencontrées pendant mon enquête témoignent de la récurrence, en milieux populaires, des souvenirs traumatisques d'injustices vécues dans l'enfance. Alors que ce sont plutôt des « frustrations » tant sociales que politiques qui expliquent nombre d'engagements de militant·es en ascension ou déclassement⁴⁰, ce sont ces injustices qui ont poussé à dire un premier « non » fondateur et structurant, puis à lutter une fois entré dans le monde du travail subalterne. De tels souvenirs ont souvent pour cadre l'école. Quand j'interroge Jean-Luc sur son engagement, il m'explique qu'il a grandi dans une famille ouvrière « de droite » où personne n'a jamais eu « une carte syndicale ou une carte politique », mais qu'il a « toujours été contre l'injustice » : « Si tu veux, moi, j'ai eu des périodes où j'étais à l'école, où j'ai été accusé pour des choses que je n'avais pas faites : j'ai été accusé à tort et je me suis révolté⁴¹. » Pour Georges, plus âgé mais qui a grandi

dans un contexte familial similaire, ce fut plus tardif. En tant que jeune appelé en Algérie, ce sont les exactions commises par l'armée française et dont, à l'âge de vingt ans, il a été le témoin direct, qui l'ont révolté : « C'est seulement après que j'ai commencé à avoir une conscience politique. Après c'était tout différent, tu vois⁴² ? » Quelques femmes évoquent le cadre domestique, les violences patriarcales ou l'inégalité des rapports conjugaux. Françoise se souvient par exemple que sa mère lui répétait : « Travaille pour avoir un métier, pour pouvoir dire merde à ton mari⁴³. »

Le cas de Françoise ouvre à une compréhension intime et familiale de l'injustice et des motifs d'engagement qu'elle peut susciter. C'est au sein du foyer où l'enfant grandit que l'injustice du monde résonne, et que jaillissent les rapports de domination entre les adultes. Dans *Résister à la chaîne*, Christian évoquait, avec véhémence mais aussi beaucoup d'implicites, la déportation de son père communiste et les silences qui ont suivi son retour de Dachau. C'était un autre temps : en 1983, il s'énervait contre les intellectuels gloseurs et critiques surplombants du communisme qui ignorent la condition d'OS. Jetant sur la table, devant Michel Pialoux, une médaille de guerre ramenée d'Allemagne par son père, il disait son attachement au seul héritage paternel jamais reçu, cette « espèce de médaille infâme qui coûtait deux ou trois centimes à cette époque-là » : « Ma culture c'est ça. C'est simplement que j'en saurai un peu plus que mon père et c'est aussi tout ce que j'aurai fait pour les OS⁴⁴. » Alors délégué de trente-trois ans tentant de « gérer son identité » en pleine « crise du syndicalisme », il reliait confusément son militan-tisme à son histoire familiale. Il en va autrement lorsque, passé soixante-dix ans, il commence un vaste et précieux travail de collecte de la mémoire ouvrière auprès d'anciens qui militaient à son arrivée dans la région.

En juin 2022, il me sollicite pour mener un entretien croisé avec Annette Paléo afin d'évoquer le parcours du père de celle-ci. « Il faut quelqu'un d'extérieur pour poser les questions, tu feras ça bien », me dit-il. Médecin récemment retraitée,

Annette est l'un.e des quatre enfants d'Antoine et Balbina Paléo. Communiste, réfugié politique espagnol, militaire emprisonné (et vraisemblablement torturé) sous Franco puis déserteur parti dans le maquis espagnol, Antoine était devenu fondeur chez Peugeot, militant au PCF et délégué CGT. Annette a livré un témoignage émouvant sur ses idéaux adolescents à la fin du film *Week-end à Sochaux*, espérant un avenir sans chômage ni frontières, tandis que son père ne fait qu'apparaître subrepticement dans les films des groupes Medvedkine. Discret devant la caméra, il a cependant eu un rôle central dans la formation syndicale de Christian et de nombre de jeunes ouvriers des années 1960-1970 : « Antoine pour nous était la figure, l'exemple même du mec qui ne se fait pas raconter des salades par un patron. » C'est pour évoquer sa trajectoire et le « souvenir qu'il a laissé » que Christian a sollicité sa fille, restée dans la région et qu'il n'a jamais perdue de vue, mais aussi pour tenter d'accéder à un homme plus intime, qui a toujours été très secret sur son passé dans l'Espagne franquiste. Au bout d'une heure de discussion chez elle, Annette répond à cette attente, en donnant à l'entretien une tournure qui va surprendre Christian, subitement renvoyé à sa propre histoire familiale. « Mon père faisait partie d'une immigration récente et différente, c'est-à-dire politique, raconte-t-elle. Donc il amenait un bagage, un vécu que les autres peut-être ne comprenaient pas trop, et puis une colère. Il amenait une colère⁴⁵. » Après avoir évoqué l'histoire d'Antoine en Espagne, quelques-uns de ses faits d'armes syndicaux, son lien aux techniciens du cinéma et son importance dans la sociabilité du centre culturel de Clermoulin acheté par la CGT pour le comité d'entreprise Peugeot^a, Annette parle, soudain, de lui de manière plus intime :

a. Dans le même entretien, Annette raconte cet épisode de la vie militante locale : « À Clermoulin, Pol Cèbe, c'était la culture, et il y avait de sacrées discussions entre Pol Cèbe et mon père [qui lui répondait] : "La culture c'est bien, mais il faut aussi que les gens soient nourris. Si tu veux que les gens viennent à Clermoulin, il faut qu'ils puissent pécher, il faut qu'ils puissent manger des frites, il faut qu'ils puissent poser leur caravane." Je ne dis pas qu'il y avait du mépris, mais pour Pol, c'était pas intéressant... Alors que mon père

– Annette : Moi, je trouve que aussi bien Bruno [*Muel*] que Christian, c'est pas qu'ils l'idéalisent, mais ce n'était pas que ça, mon papa. [Récemment] j'ai envoyé un message à Bruno, je parlais de ses cauchemars, de ses hurlements la nuit. Moi, j'ai souvent entendu mon père hurler la nuit. C'était pas que l'usine, c'était plus ancien. Ma mère l'avait toujours entendu. Il se battait contre quoi ? Je suis en train d'ailleurs de lire un bouquin par rapport à la guerre d'Espagne, et là tu comprends les mecs qui ont survécu, qu'est-ce qu'ils ont dans la tête ! Et je disais, c'est fou le nombre de Noël ou de Nouvel An qu'il nous a gâchés [...]. C'était les autres d'abord et, comme je le disais, il se refusait au bonheur, c'est ça. Et ça, Bruno a eu du mal à l'entendre, mais c'est dommage qu'il ne l'entende pas parce que ça fait partie de mon papa aussi. Je veux dire l'amitié, la fraternité, la solidarité, ça c'était clair. Mais parfois, il y avait une souffrance de sa part qu'il n'allait pas montrer, parce que s'il le montrait, alors il parlait de lui et de sa souffrance, et, ça, il ne voulait pas se le permettre.

– Christian : Mais on le savait.

– Annette : Je ne sais pas. Bruno, il est tombé des nues.

– Christian : Oui, mais ça y est, il a compris. Parce qu'il est comme ça aussi, Bruno.

– Annette : Je pense que tous les gens qui se battent sont comme ça.

Il existe des militant·es « tombé·es » dans le syndicalisme dès l'enfance, qui « assurent inconsciemment la reproduction de la geste militante⁴⁶ », comme Annette et Christian. Annette a toujours sa carte au PCF et son mari est élu du Parti depuis de nombreuses années. Christian avait un père ouvrier dans des petites entreprises puis à l'arsenal de Cherbourg, militant de la CGT et du parti. Mais ce que vise Annette en évoquant son père et « les gens qui se battent », c'est cette attention épidermique aux iniquités provoquée ou renforcée par des expériences traumatiques de guerre, de privation de liberté, d'impuissance face aux soubresauts d'une histoire humaine

avait vraiment compris qu'il faut attirer les gens aussi par le ventre et leur faire découvrir des films, des bouquins. Mais ça a été des discussions, oh la la ! »

dont on est le témoin direct. Ses mots ravivent la mémoire que Christian garde de son propre père :

J'avais aussi connu ça avec mon père, qui racontait jamais et qu'était dans le même état. C'est des trucs durs qu'on raconte pas [...]. Je l'ai vu ne pas pouvoir parler quand on lui parlait des camps. Jamais, jamais il n'a répondu à une question. Et c'est pour ça qu'on s'est tous barrés, parce que c'était trop compliqué. Il ne voulait pas raconter. Il ne raconte pas, sauf que toi, comment tu fais quand tu es ado ? Tu ne vis pas une vie normale. C'est compliqué de vivre dans cette situation-là, d'avoir un père qui ne veut pas raconter, et quand vraiment on le poussait à la roue, il se barrait trois jours et ma mère était très inquiète, parce qu'est-ce qu'il fait pendant ces trois jours ? Et donc on évitait cette confrontation en permanence.

Christian comprend mieux son histoire familiale grâce aux mots d'Annette sur la sienne. Le silence de son père était vraisemblablement, comme chez toute personne souffrant du « syndrome du survivant », un « silence sur soi », c'est-à-dire une manière de rester présent auprès de ses proches face à l'impossibilité de communiquer l'horreur et l'humiliation⁴⁷. Mais Christian se remémore également l'« ado » qu'il était dans ce contexte familial. Le silence sur les camps se rejoue lorsque, au début des années 1960 (il a alors dix ans), la famille écoute chaque soir à la radio la liste égrenée des appelés morts en Algérie, en espérant ne pas entendre le nom du frère aîné. Ici comme ailleurs, les « silences des hommes » survivants aux conflits de l'histoire « ne sont pas solitaires », ce sont toujours des « silences familiaux », comme l'écrit Raphaëlle Branche⁴⁸. Il est encore question de silence imposé lorsque Christian parle du portrait de Staline accroché dans le salon familial : avec l'intransigeance politique d'un tel père, « t'as pas tellement le droit à la parole, t'as pas le droit d'avoir un avis politique différent [...]. Critiquer Staline, c'était pas possible, alors que, comme gosses, les événements des pays de l'Est en 68 nous effrayaient ». À l'instar de ses trois frères, il quitte précocement le domicile familial, et

ce départ lui apparaît comme une évasion d'un monde sans avenir : « On a chacun trouvé du boulot ailleurs, soit par la SNCF comme deux de mes frangins, soit à la Marine mais à Toulon pour un autre. Et pour moi, c'était venir ici pour s'écartez de ce père qui prenait trop de place⁴⁹. » Mais Christian perçoit à présent que, comme le besoin de justice, les silences nés de la déportation ont structuré son militantisme et se sont reproduits sous son propre toit. Le syndrome du survivant s'est transmis de père en fils sous la forme d'une « incapacité au bonheur », inextricablement liée à l'interminable lutte contre les injustices.

« Je vais souvent au Struthof avec mes petits-enfants »

L'évocation par Annette des repas de fêtes de famille a particulièrement remué Christian. Le « roman social familial⁵⁰ » – c'est-à-dire le rapport qu'entretient un individu avec son histoire familiale et la manière dont celle-ci est à l'œuvre dans ses engagements et pratiques – se nourrit en effet d'abord de moments collectifs, tels les rituels de fin d'année, qui suscitent nombre d'attentes affectives et mémorielles. Chez les « gens qui se battent », ces moments privés, intimes, sont susceptibles d'ouvrir les vannes de l'histoire lorsque tous les malheurs du monde arrivent à table avec la dinde. Dans le dialogue noué avec Annette, Christian en vient progressivement à dévoiler sa propre expérience de père, et ces moments où « tu gâches tout » :

Moi aussi, je suis dans le même cas que ton père. J'ai à peu près les mêmes trucs, les Noëls gâchés, les souffrances des autres, le débat qui ne se fait pas, qui ne se fait jamais. Tu es dans ta solitude. Tes combats menés que tu sais très bien que les patrons vont te les bouffer le lendemain. Que tes copains ne vont pas forcément te trahir, mais vont être indifférents à une situation que toi tu portes. Je m'y retrouve moi tout à fait dans ton père. J'ai vécu la même chose [...]. Je crois que je suis malheureux depuis le début,

mais pareil que ton père, à savoir que les moments de bonheur extraordinaires avec tes enfants, avec le militantisme qui remplit ta vie... en fin de compte de voir tous ces gens souffrant à côté, t'as pas envie de bonheur. C'est regrettable [...]. Et je crois qu'on est plein de militants comme ça à rêver d'un autre monde. Et voyant ce qui se passe, t'es confronté à un truc, à un dilemme : prendre ton petit bonheur individualiste ou [*militer*]... Tu gâches tout, systématiquement, et c'est dur pour les enfants. Moi, mes enfants aussi m'en veulent pareil. Ils m'en veulent pas, c'est pas le mot, mais c'est vrai qu'il y a des trucs qui sont gâchés parce que tu n'as pas su les vivre normalement, simplement, dans le moment.

Quand le militantisme « remplit la vie » au point de « gâcher » la vie de famille, l'apprentissage de la geste politique aux enfants et de la mémoire familiale qui l'accompagne ne semble pas aller de soi. D'autant que, contrairement aux militant·es de la bourgeoisie intellectuelle, les membres de la contre-élite ouvrière n'ont pas mis en place des stratégies de transmission politique permettant d'éduquer les enfants à un « destin collectif » alternatif, façonné par une « redéfinition critique des normes familiales⁵¹ ». L'absence d'héritage, la rareté des photos de famille, la distance à la culture légitime, l'importance des engagements militants jointe aux contraintes d'un quotidien marqué par les urgences et les nécessités (Christian doit par exemple travailler de nuit pour payer les quelques années de fac de son benjamin, Erwan) ont maintenu à distance les logiques de transmission des membres les plus cultivés de la génération soixante-huitarde. Christian poursuit :

Mes filles ont toujours été confrontées à l'absence à cause du militantisme et de ces horaires de boulot, et aux fatigues. Donc c'est différent là... t'es dans le dur. Nous, on n'est pas des intellos, on est dans les mauvais horaires de travail, dans les périodes de chômage de Claude, dans les licenciements, dans la désespérance des établissements scolaires : qu'est-ce que vont devenir les gosses ? On est ailleurs, quoi⁵².

Dans nos échanges en marge de l'enquête, Erwan me confie qu'à ses seize ans il a trouvé *Le Capital* de Marx posé par son père sur sa table de chevet : « J'ai dû me débrouiller sans explications⁵³ ! » C'est ainsi que la transmission a opéré, à travers les implicites et les « trucs gâchés », mais surtout par imprégnation et mimétisme. La parole qui primait était celle de l'action militante. Pour Christian, c'est par l'exemple que ses enfants ont été à même de se forger un « esprit critique » :

Il y a eu beaucoup d'absences, mais en même temps les critiques par rapport à l'organisation syndicale se faisaient à table avec Claude [*la seconde femme de Christian*], où il y avait les enfants. C'était pas secret, tu rentrais de réunion, t'es très en colère, t'en débats. Et ils assistent aussi aux travers de la CGT, aux critiques qu'on formule au PC ou en campagne électorale. Alors, ça forme un tout : d'un côté, le père et la mère militants sur un point de vue, mais d'un autre côté un esprit critique par rapport à un mode de fonctionnement qui correspond pas. Et ils ont assisté à tout ça, donc ils sont pas... ils sont pas vierges, je veux dire, quand ils arrivent dans les débats. Et je vois quand Erwan parle de son boulot, je vois cet esprit critique. Alors ça, on a transmis à nos enfants je crois⁵⁴.

Une fois jeunes adultes, les trois enfants de Christian et Claude ont, chacun·e à leur manière, pris de la distance avec leurs parents militants. Comme les autres enfants de retraité·es qui sont sorti·es de la condition ouvrière en obtenant le bac, Erwan et ses deux aînées ont quitté la région industrielle de Montbéliard et fait leur vie ailleurs. Mais, même engagés dans des relations salariales « où il y a beaucoup moins de conflits qu'à l'usine », tous et toutes ont gardé la mémoire des luttes menées par les parents et vécues dans la maisonnée. La pudeur et le « silence sur soi » (hérité) expliquent que c'est indirectement que les parents apprennent que leurs enfants sont syndiqués à la CGT dans leurs milieux professionnels respectifs... Qu'Erwan et sa femme aient choisi le prénom d'un camarade et figure forte du syndicat pour leur premier fils est un autre signe de la cohérence du roman

familial, de la place qu'y prend le militantisme ainsi mis en mémoire.

La transmission s'effectue évidemment par d'autres voies avec la génération des petits-enfants. Dans ses analyses de la constitution de la « mémoire collective », Maurice Halbwachs relevait le rôle d'un grand-parent qui fait découvrir à l'enfant « une période et une société anciennes [...], avec tout le relief et la couleur d'un personnage qui est au centre de tout un tableau, qui le résume et le condense⁵⁵ ». L'éclat de la contre-élite ouvrière – notamment le fait que le grand-père soit un personnage au verbe haut et doté d'une grande culture des luttes – rend la transmission de la mémoire des injustices encore plus directe et aisée⁵⁶. Christian, qui, adolescent, « dévorai[t] Jack London », a offert ses romans à ses petits-enfants : « Quand t'es enfant, c'est lui qui te permet de rêver quand t'es pas bien, ça te permet de te libérer complètement d'un carcan. Moi ça m'a permis de survivre, Jack London⁵⁷. » Sur la question de la déportation, il revient lors de la conversation avec Annette et moi sur l'importance et les bienfaits d'un « saut de génération » :

J'ai beaucoup plus de contacts avec mes petits-enfants qu'avec mes enfants. Avec eux, je vais souvent au Struthof, ce que je n'aurais jamais fait avec mes enfants. Je ne les aurais jamais amenés dans un camp de concentration. Par contre, quand c'est mes petits-enfants qui me demandent, j'emmène. Pol [*son petit-fils*] y est allé trois fois, il connaît par cœur, parce que c'est autre chose, c'est une autre démarche. On voit bien que ça saute une génération.

L'ancien camp de déportation alsacien du Struthof, devenu lieu de mémoire en 1960, offre ainsi à Christian un lieu où le silence se rompt et où la mémoire des injustices se transmet. Peut-être un jour aura-t-il la force d'aller jusqu'en Allemagne sur les traces de son père déporté à Dachau : « Pol et Maya [*deux de ses petits-enfants*], me dit-il ému, se sont mis d'accord en vacances : "Quand on aura le permis et qu'il [Christian] pourra plus conduire, on l'emmènera à Auschwitz⁵⁸." »

*

Pour Christian, comme pour les autres retraité·es avec qui il lutte, la fidélité aux appartenances de classe occupe une place de premier plan, bien avant d'envisager des débats idéologiques ou stratégiques. Les groupes Medvedkine ont cessé leurs activités en 1974, et les relations avec les cinéastes et techniciens ont ensuite été sporadiques. Les ouvrières et ouvriers qui sont restés en usine ont pu un temps en nourrir de l'amertume⁵⁹, mais les amitiés interclassistes qui ont perduré sont devenues précieuses, une fois venu le temps de la retraite. L'hommage de Christian à Bruno Muel en témoigne, de même que la photo qu'il a affichée dans sa cuisine où l'on voit le réalisateur accompagné de ses collègues cinéastes Yann Le Masson et René Vautier, également décédés depuis peu. Après cette brève expérience, les ouvriers ont continué à militer dans leur section CGT avec l'arme de la culture, forts d'une confiance en soi qui va se révéler précieuse dans leurs actions et pour repenser leur condition d'OS.

Au-delà des seuls membres des groupes Medvedkine, la transformation de soi qu'ont opérée les engagements et les rencontres des « années 68 » a été telle qu'entretenir la mémoire de ces luttes et de leurs motifs intimes est devenu une manière de rester fidèle à soi-même, jusqu'au bout. Lutter en vieillissant, c'est ainsi « réclamer sa part de culture » pour « continuer à avancer ». Et si Christian ne lit plus *Le Monde* et *Libération*, comme il l'a longtemps fait⁶⁰, c'est parce que plus aucun marchand de journaux ne les vend dans le Pays de Montbéliard. Il faut aller jusqu'à la gare TGV de Belfort, à plus de vingt minutes en voiture, pour trouver ces quotidiens dans un lieu fréquenté surtout par des cadres. Aujourd'hui Christian lit *Mediapart* tôt le matin sur sa tablette, en râlant contre la mise à jour tardive du site d'informations, et son fils l'a abonné à plusieurs chaînes télévisées spécialisées en émissions historiques. De son côté, Viviane, qui tout au long de sa vie d'OS a pratiqué

l'art en amatrice, ne voit à présent plus que quelques ombres d'un œil et ne reconnaît plus les gens qu'à leur timbre de voix. Cela ne l'empêche pas d'épater ses ami·es en se remettant à la sculpture, puisqu'elle ne peut plus peindre. Son énergie reste celle d'une génération pionnière de l'émancipation des femmes de la classe ouvrière.

Les « copines » : lutter, s'émanciper, vieillir

En avril 2023, je présente mon projet d'ouvrage à la bande des « 89 ». Il s'agit alors pour moi de mettre à l'épreuve mes hypothèses, au-delà de la seule relation privilégiée que j'ai nouée avec Christian depuis 2019, en associant collectivement ses camarades les moins loquaces, en clarifiant à cette occasion les motifs de ma présence auprès de toutes et tous. Jusqu'à présent, j'ai en effet observé deux types de réactions chez ces militant·es, tous et toutes délégué·es du personnel durant leur vie active, et qui ont donc régulièrement dû prendre la parole en public : même si parler de leurs trajectoires peut heurter ces porte-parole habitués à ne jamais se mettre en avant afin de représenter le collectif et non leurs intérêts propres, les plus à l'aise n'ont aucun problème avec mes questions et la présence du magnétophone. Mais pour d'autres, et particulièrement pour la majorité des femmes, je perçois des réticences, liées à une difficulté à parler de soi, à une forme de pudeur ou tout simplement à leur distance au monde intellectuel que je représente. Cette distance renvoie à l'opposition classique entre intellectuel·les et manuel·les, qui traverse le monde social¹. Défendre hier les collègues d'atelier avec ses mots d'ouvrière et continuer à manifester dans la rue aujourd'hui est une chose ; s'exprimer devant un homme, sociologue qui « a plein de diplômes » et « écrit des bouquins » en est une autre. Rien de surprenant dès lors à ce qu'une écoute quasi religieuse s'installe au sein du groupe lorsque je me mets à lire mon synopsis. Jusqu'à ce que

Viviane s'autorise à me reprendre, lorsque j'utilise la formule « ils et elles » en omettant de respecter l'ordre alphabétique : « elles et ils ! » corrige-t-elle fermement.

Cette réaction n'a rien d'anodin. Elle suggère l'existence d'un féminisme populaire qui se prolonge bien après la retraite : face au patronat comme au patriarcat, certaines ouvrières continuent d'« en découdre² », jusqu'au bout. Cette radicalité n'est pas partagée de la même manière ni affirmée avec le même aplomb par toutes. Pour certaines, le mot « féminisme » rebute, tant il apparaît accaparé par des élites privilégiées qui, indirectement, peuvent stigmatiser leur identité et leurs pratiques de femmes du peuple, pourtant aussi « respectables » que d'autres³. Cette ambiguïté n'est pas propre au monde ouvrier : on la retrouve, sous d'autres manières, dans le monde agricole où ont été observées des formes de féminisme qualifiées de « silencieuses » ou « paradoxales »⁴. Elle s'est par ailleurs traduite de manière diffuse dans les syndicats ouvriers depuis les années 1970-1980⁵. Si, à la CFDT, la mobilisation des femmes a pu passer par la défense d'une « autonomie de genre vis-à-vis d'hommes dominants dans le champ politique », leur affirmation au sein de la CGT s'est faite dans une « plus grande cohérence de leur univers familial, social et militant autour d'une sociabilité communiste » : les rétributions individuelles de l'engagement, valorisées à la CFDT, tendent à être censurées à la CGT, où prime l'appartenance collective à la « famille cégétiste⁶ ».

Pourtant, ce sont bien des émancipations à la fois individuelles et collectives dont témoignent les combats de Viviane et des autres femmes membres de la CGT-retraités que je rencontre. Nées au tournant des années 1950, ces ouvrières aujourd'hui retraitées ne se sont pas engagées dans les organisations gauchistes ou féministes, mouvements avant tout étudiants et dont la base sociale était « intellectuelle et liée au secteur public⁷ ». Elles n'en demeurent pas moins marquées par le « moment 68⁸ », dont le souffle a orienté le parcours de ces protagonistes de l'émancipation féminine en donnant sens

à leur condition d'ouvrière, y compris aujourd'hui, malgré ou en raison de leur vieillissement.

Lili : s'émanciper avant Mai 68

Si, à partir de la fin des années 1960, les jeunes ouvrières du coin ont pu accéder à des formes d'indépendance, et si le syndicalisme ouvrier s'est progressivement ouvert aux luttes féministes, ce n'est pas seulement dû à la féminisation des emplois subalternes et aux retombées de Mai 68. En amont de cette période, des pionnières ont pu ouvrir des brèches. « Les “années zéro” ont toujours une vie antérieure », et, avant 1968, s'est jouée une « nouvelle donne⁹ » dont les effets biographiques peuvent se lire dans le parcours de Liliane, que tout le monde appelle Lili, veuve de quatre-vingt-cinq ans que je rencontre en décembre 2022.

Après avoir eu, comme elle dit, une « enfance de cas social » et avoir « souffert de la faim », après s'être échappée de son milieu en étant enceinte et en ménage à l'âge de quinze ans, Lili a vu sa vie subitement métamorphosée à vingt ans, en 1957 lorsque, avec son mari Marcel et leurs deux jeunes enfants, ils ont quitté les faubourgs populaires de Belfort pour s'installer dans les premières cités HLM du Pays de Montbéliard^{a10}, à Béthoncourt puis à Audincourt. L'accès à un logement HLM a constitué tout d'abord un allègement du travail domestique : accès à l'eau, à l'électricité et au tout-à-l'égout. Cette amélioration du confort matériel avait cependant un prix et, pour accéder aux biens électroménagers, Marcel a dû travailler de nuit :

Quand il est sorti de l'armée, il a été de nuit, tu peux être sûr que là on a vu la différence ! Moi j'avais pas de machine à ce temps-là, avec trois gosses. J'ai eu le frigo,

a. Peugeot favorise la construction des grands ensembles à partir de 1953 à l'aide du 1 % patronal. Entre 1953 et 1962, 2 500 familles d'ouvriers sont logées dans les cinq premières grandes cités de plus de 1 000 logements.

la machine à laver... Je me levais le soir pour écouter le frigo [rires]¹¹ !

Pour les femmes d'ouvriers de cette génération, l'amélioration de la condition féminine a pu s'accompagner d'une forme d'émancipation dans l'espace public, avec le développement des associations, l'ouverture très progressive des syndicats aux femmes, mais aussi l'implantation rapide de sections du PCF dans les nouveaux quartiers populaires. Lili fait partie de ces femmes pour qui, dès la fin des années 1950, militer a ouvert des horizons inédits¹². On peut même considérer que son mariage avec un jeune ouvrier communiste, puis la vie en cité et la découverte d'une sociabilité féminine dans une section locale du parti, ont changé radicalement son destin social. Ainsi, quand le dernier de ses quatre enfants a eu sept ans, Lili a voulu travailler pour que l'aînée puisse entrer au lycée (« j'ai toujours dit que si elle faisait des études, on n'aurait jamais eu le pognon »), mais aussi pour s'émanciper de Marcel : « J'essay[ais] de m'embaucher, il y tenait pas. Il a fallu que ça soit un copain [*du Parti*] qui m'emmène pour faire les usines [...] Il voulait pas que j'aille travailler, il a rien fait pour l'arranger. "Ça tu l'as voulu", il me disait^a. »

Elle entre ainsi chez Peugeot en tant qu'OS à trente ans. Rapidement promue déléguée CGT de son atelier, très active au Secours populaire, elle devient élue municipale d'Audincourt, ville de 18 000 habitant·es de la région de Montbéliard, entre 1977 et 1983. C'est à travers ses mots et ses engagements d'aujourd'hui que Lili raconte son enfance dans l'entre-deux-guerres.

a. Lili complète, résumant toute l'ambivalence des ouvriers communistes de cette génération : « Il me disait pas non, parce que tu vois c'est un militant aussi. Les autres c'est [bien], mais toi, ta femme, tu veux pas qu'elle fasse ça hein ! Et combien de fois on en a eu des gens comme ça ! Il y a des fois, moi, ça me prenait la tête. »

« On était des cas sociaux »

L'histoire familiale de Lili permet de se rappeler ce qu'étaient, dans l'entre-deux-guerres, la condition féminine et le sort des fractions ouvrières les plus déshéritées, qui plus est dans une région frontalière de l'Allemagne. Sa famille, d'origine alsacienne, s'est d'abord installée dans un quartier pauvre de Belfort. Ses origines ont marqué son enfance : sa langue maternelle est l'alsacien et elle a appris le français sur le tas, dans son quartier et à l'école, tandis que son père a été mobilisé dans l'armée allemande pendant la Grande Guerre. Gazé par l'armée russe sur le front de l'Est, il ne s'est jamais réellement remis physiquement et psychologiquement. Devenu alcoolique (« à 10 heures du matin il était déjà saoul ») et violent avec les ainé·es de ses sept enfants, il a quitté sa femme alors qu'elle était enceinte de Lili. Plus tard, celle-ci « s'est mise avec un pauvre Marocain », balayeur à l'usine Alsthom ne ramenant qu'un tout petit salaire. Lili a arrêté l'école à quatorze ans après un parcours haché par la Seconde Guerre mondiale. Elle ne garde que des mauvais souvenirs de ses expériences scolaires :

- Il y a le truc de la guerre, aussi. On a eu des coupures [de scolarisation]. On avait déjà du retard... il aurait fallu faire au moins la quatrième année pour faire le [certificat d'études]... alors j'ai rien eu, je suis nulle !
- *Et l'école ça t'a laissé quel souvenir ? C'était plaisant ?*
- Euh... pas vraiment, non, non. Comme on sortait vraiment de... [hésitante]. On était des cas sociaux, hein ? Ma mère, elle faisait partie des cas sociaux. Donc on est beaucoup moins bien vus par les autres. On n'avait pas de contact normal, posé, avec les autres [...]. Ma sœur était un peu... Dans la récréation, elle se battait avec les garçons. Mais c'est elle qui me protégeait. Dans les écoles, on se faisait le plus petit possible [...] Et puis, si tu veux, au niveau des devoirs, on arrivait à peine à la maison que la mère elle nous envoyait aux commissions, ou la voisine nous envoyait aux commissions. Elle s'occupait pas [de savoir] si on faisait nos devoirs ou pas.

Le statut de « cas sociaux » ne tient pas au seul mode de vie de la famille. Le fait d'être une mère élevant seule ses sept enfants constitue un stigmate puisque l'octroi des allocations familiales dépend alors de l'existence d'un homme salarié dans le foyer :

J'ai deux frères qui se sont engagés en Indochine. Si bien que, si tu veux, quand ils travaillaient, c'étaient eux le chef de famille. Mais comme le Julien et le Jojo, ils se sont engagés les deux, il y avait plus que mon frère Marcel. C'était le seul qui travaillait – enfin, quand il travaillait ! – et c'était lui le chef de famille. Alors, quand il avait un peu d'argent ça allait. Parce que, dans ce temps-là, l'allocation c'était le chef de famille qui la touchait. Mais le Marcel il était un peu bohème... Un coup, il était parti avec la paie et l'allocation !

Dans ce contexte de misère sociale, Lili était une enfant d'une extrême timidité : « À quinze ans, j'osais même pas demander au facteur si j'avais du courrier ! » raconte-t-elle. Lorsqu'elle rencontre Marcel, de quatre ans son aîné, elle tombe vite amoureuse. Il a « fait l'école », dont il est sorti avec un CAP, avant de devenir ouvrier à l'usine Alsthom de Belfort et jeune militant de la CGT :

Marcel, il nous a épatis parce qu'il s'exprimait [bien], il avait des savoir-faire puisqu'il avait quand même fait l'école [...]. C'est vrai, j'étais en admiration, moi. Et puis voilà, ça s'est trouvé comme ça. Et puis, après, il m'a pas lâchée hein ! Voilà, voilà comment je l'ai eue [*sa première fille, Martine*], à quinze ans et demi.

À son retour de l'armée, attiré par la politique salariale attractive de Peugeot dans les années 1950¹³, par la reconnaissance professionnelle qu'offrait alors l'entreprise et par la stabilité familiale qui l'accompagnait, Marcel a postulé à l'usine de Sochaux. Il y est devenu ouvrier professionnel en fonderie en 1959. La famille a déménagé et un nouveau monde s'est ouvert à Lili.

« Un monde à soi » : de nouvelles appartenances libératrices

Le récit de Lili doit beaucoup aux conditions de notre rencontre. Le contexte de l'entretien favorise en effet une prise de parole, qui, pour une femme comme elle, très éloignée du monde de la culture savante que je représente, est plutôt rare dans l'espace public. C'est par Martine, sa fille aînée, beaucoup plus disponible depuis son divorce, amie et voisine de Christian, ancienne employée municipale qui a toute sa vie milité à la CGT, que j'ai rencontré Lili, veuve depuis le décès de Marcel deux ans plus tôt. Quinze jours avant cet entretien où elle me raconte son parcours, j'avais été invité à déjeuner chez elle avec eux deux (elle fréquente Christian depuis cinquante ans dans le cadre des activités à la CGT). Si bien que, si Martine et Christian me préviennent que Lili appréhende l'enregistrement de son témoignage, je ne lui suis plus complètement inconnu. Pendant l'entretien, Martine et Christian n'hésitent pas à intervenir, apportant une précision, reformulant une question ou enrichissant la conversation sur un sujet d'actualité, à l'instar de la question des migrants qui la préoccupe beaucoup^a. La familiarité qui préexiste à notre rencontre lui permet de se livrer sur sa vie et sur les nombreuses relations qu'elle a pu tisser dans le cadre de ses engagements. Si les logiques de domination genrée au foyer, à l'usine, à la CGT ou dans l'espace politique local sont présentes tout au long de l'entretien, elle insiste tout autant sur les conditions de possibilité de son émancipation et de sororité entre femmes ouvrières et militantes. La réalité qu'elle évoque pendant nos échanges semble par ailleurs avoir été partagée par ses nombreuses amies.

a. Au beau milieu de l'entretien, Lili et Christian évoquent le court-métrage *Les Trois Cousins* de René Vautier, dont Christian lui a prêté le DVD. Ce film raconte l'histoire de jeunes paysans algériens venus chercher du travail dans la France de la fin des années 1960. C'est un film « chouette, qui m'a fait pleurer », dit Lili. Cela l'amène à évoquer la situation actuelle des migrants : « Parce que tu te dis il y en a combien aujourd'hui des gosses comme ça ? Tu peux pas rester insensible avec ça ! »

Lorsqu'elle était « ménagère », comme on le disait encore dans les années 1960, l'arrivée en cité depuis Belfort a d'abord été difficile :

C'étaient des blocs, il y avait rien. Moi, je venais de la ville, je pouvais quand même aller aux courses. Là, je pouvais pas. Tout-à-l'égout, il y avait encore pas [...] Il y avait pas de car, il y avait rien du tout [...] J'avais ma mobylette. Mais j'allais rarement [*au supermarché alors distant*], c'est plutôt Marcel qui allait [*en voiture*]. Voilà. Et puis quand il fallait faire quelque chose pour les gosses, c'est lui qui les emmenait.

Mais une fois les infrastructures de la cité installées, Lili s'est vite intégrée aux sociabilités locales *via* le centre social et l'association culturelle de quartier. Elle a suivi des cours ménagers : « J'ai appris la couture. Ça, j'étais fière, je leur faisais des belles choses [*à ses enfants*]. » Elle a facilement participé à ce nouveau monde où les ressemblances de classe sont fortes : « C'est vrai que tous ces blocs, sur Bethoncourt, ça venait tout des gens de l'extérieur, les maris bossaient aux usines de Sochaux [...]. On était une bonne équipe ! »

Son mari, Marcel, sorti qualifié d'une école professionnelle de Belfort, puis embauché plus tard dans la prestigieuse fonderie Peugeot, a milité à la CGT dès son entrée à l'usine Alsthom, à dix-sept ans. Figure de la CGT de Sochaux, on devine son influence dans la socialisation politique de Lili. Mais celle-ci a aussi rapidement trouvé à se constituer un monde propre en se faisant des amies. Une fois le ménage installé à Bethoncourt, Marcel est entré au PCF, et Lili a rejoint avec lui la section locale : « Je vendais aussi *L'Huma*, des trucs comme ça. Oui voilà, on était une bande de copines, là. » Après la naissance de leur quatrième enfant en 1961, elle a décidé, à vingt-quatre ans, de ne plus en avoir de nouveaux et a eu recours à l'avortement grâce à des contacts fournis par ses amies militantes : « J'ai été deux fois en Suisse. Ici ça existait pas, on pouvait pas le faire. »

Tandis que Marcel était très impliqué à la CGT où il était élu et représentait le syndicat au comité d'entreprise de Peugeot, Lili s'est émancipée : elle s'est beaucoup impliquée au Secours populaire et a pratiqué la gymnastique, puis plus tard la randonnée. Martine confie ainsi : « Il est clair que les repas du dimanche, c'était pas la peine, elle marchait ! » En 1968, elle est entrée à l'usine au plus bas de la hiérarchie industrielle, en tant qu'OS polyvalente travaillant en doublage (sur des horaires allant de 4 h à 13 h une semaine, et de 13 h à 22 h la semaine suivante). Mais elle n'a pas tardé à se faire remarquer. « J'ai tout de suite cherché à me syndiquer. Mais j'ai eu du mal, je te garantis ! [...] Quand je le revoyais [*le délégué de son atelier*], je disais : "Alors ?" » Impatiente de s'engager, elle ne comprenait pas les réticences du camarade. Une fois reconnue dans le syndicat, elle est sollicitée et accepte de se présenter comme déléguée et est élue pendant un mandat au début des années 1970, s'inscrivant dans le mouvement des « ouvrières [qui] ont pris la parole et refus[é] d'être traitées comme des mineures et des simples d'esprit », comme l'écrit Danièle Kergoat¹⁴. Le fait d'être élue a contribué à lui donner une visibilité dans l'espace militant. Son couple a déménagé pour se rapprocher de son atelier à Audincourt, où elle a entretenu des amitiés intenses avec des femmes du PCF, notamment Renée Lods, figure locale du Parti, connue pour son engagement dans la Résistance.

Certes, Lili est entrée dans le militantisme par l'intermédiaire de son mari. Et, à la CGT comme au PCF, elle est toujours restée, d'après Christian et Martine, la « femme de Marcel » du point de vue des camarades des sections où les mandats les plus importants ont longtemps été réservés aux hommes¹⁵. Mais aux élections municipales de 1977, pendant ces années où le PCF déclarait être le « parti des femmes¹⁶ »^a,

a. Tandis que le pourcentage d'élues municipales en France n'est que de 8,3 % en 1977, le PCF est le parti qui compte alors la plus grande proportion de femmes, en termes d'adhésions (la féminisation avoisine les 30 %) comme de candidates aux différentes élections.

c'est elle et non Marcel qui est sollicitée pour être sur la liste, même si elle s'est d'abord montrée réticente :

Ils ont fait la liste pour les élections, et moi je voulais pas. Je ne voulais pas ! J'ai dit : « Non, moi je veux pas, je n'aime pas ça. J'aime bien faire les trucs comme ça, d'aller faire le porte-à-porte, des trucs comme ça. » « Mais on te met en fin de liste, comme ça tu seras pas élue. Parce qu'il en faut »... Ils voulaient des femmes. D'abord, le Marcel il faisait la gueule, parce qu'il aurait bien voulu être sur la liste [*rires*] ! Alors, je te dis pas ce que j'en ai bavé, moi ! « Alors si vous êtes sûrs que je suis pas élue, allez-y. » Ça a passé quand même... [...] Renée Lods, alors là, elle m'a mis le grappin dessus ! Non, j'ai bien travaillé avec elle. Vraiment, j'ai connu bien des choses avec...

Comme nombre d'ouvrières et employées qui ont trouvé dans le salariat, malgré son caractère subalterne et alienant, la possibilité d'échapper à l'enfermement domestique, le « monde à soi¹⁷ » de Lili n'est pas centré sur la seule activité professionnelle. Elle est en effet heureuse d'avoir quitté l'usine en préretraite à cinquante-six ans, tant son travail lui pesait après trente ans de carrière. Quand je lui demande si elle est « contente de ne plus aller bosser », elle me répond dans un soupir : « Putain, ça c'est sûr ! À un tel point que j'évitais de passer vers l'usine... Rien que pour pas la voir ! » En dehors de son foyer, son monde, c'est celui des « copines » – au double sens d'amies et camarades – qu'elle s'est faites grâce à ses activités militantes.

Ce monde s'est peu à peu défait, réduit, rétréci : nombre des personnes évoquées au cours de nos échanges sont décédées, souvent de longue date. Mais Lili ne se laisse aller à aucune nostalgie. Ce qu'elle regrette, c'est surtout d'être à présent limitée physiquement en raison d'une maladie pulmonaire et de ne plus pouvoir marcher, tandis qu'au début de leur retraite Marcel et elle faisaient « des vingt, vingt-cinq kilomètres ! » Voire davantage : « On a même fait plus que ça ! » Elle ne fréquente donc plus les ami·es du club de marche et ne peut plus non plus « aller à la gym », mais

pratique désormais le stretching et le qi gong. Le reste du temps, elle voit ses enfants et leur famille – « j'ai des gosses, ils sont merveilleux ! » dit-elle –, elle a « pris des cours pour pouvoir pianoter sur internet » et communiquer ou jouer en ligne avec ses petites-filles.

Son lien avec sa fille aînée, Martine, reste marqué par une grande affection. Âgées respectivement de quatre-vingt-sept et soixante-douze ans, la mère et la fille vont ensemble au cinéma ou au théâtre une fois par semaine, elles se donnent des nouvelles tous les jours et prennent régulièrement la voiture pour se rendre visite (elles habitent à vingt minutes de distance). Tandis que Lili était bénévole au Secours populaire, Martine l'est quant à elle à la Banque alimentaire. Également retraitée, elle a été d'un grand soutien pour Lili au moment du décès de Marcel et dans la période qui l'a précédé, quand la vie à ses côtés « devenait impossible » alors qu'elle-même était très malade. Ce communiste grand lecteur de théorie et littérature prolétariennes était devenu rapidement sourd et progressivement aveugle une fois à la retraite, après quarante ans de travail en fonderie. Il ne supportait plus ses handicaps, qui le rendaient irascible et tyrannique.

Aujourd'hui, l'emphysème pulmonaire de Lili s'est stabilisé. Mais cette maladie incurable est dégénérative et, d'après Martine, Lili peut « mourir d'un moment à l'autre ». Le deuil et la maladie n'ont pas eu raison de leur détermination à en découdre. Toujours militantes, Lili et Martine ont souvent manifesté ensemble en 2023 contre la réforme des retraites. Appartenant à deux générations différentes séparées par le « moment 68 des féministes¹⁸ », elles se sentent cependant concernées par les mêmes menaces, en tant que retraitées de milieux populaires : l'endettement, la maladie, l'isolement et l'incertitude de voir leurs droits acquis ne pas être transmis à leur descendance.

Des soixante-huitardes pas comme les autres

La génération des ouvrières entrées à l'usine et dans le militantisime au début des années 1970 a bénéficié des espaces ouverts dans les années 1960 par des femmes telles que Lili. Mais leur émancipation doit aussi beaucoup à la configuration singulière de la contre-élite ouvrière qui a permis d'élargir l'accès à la culture et les horizons offerts sur place à cette jeunesse féminine. Plus viscéralement et sans refuser explicitement de reproduire le destin maternel comme l'ont fait les féministes soixante-huitardes¹⁹, ces ouvrières aujourd'hui retraitées se caractérisent par une soif d'indépendance multiforme.

Une soif d'indépendance multiforme

La majorité des jeunes femmes des années 1970 qui entraient à l'usine comme OS étaient des filles d'ouvriers chez Peugeot, sorties rapidement du système scolaire sans diplôme ou avec un CAP sans rapport avec leur emploi. Leurs origines étaient toutefois très diverses, représentatives de la relative hétérogénéité de la classe ouvrière de l'époque. Dans le seul petit groupe fréquentant aujourd'hui la section CGT-retraités de Peugeot, chaque histoire individuelle renvoie à une fraction différente de la société française populaire d'après-guerre. L'analyse des socialisations aux normes de féminité de Clairette et Christiane, toutes deux OS en garniture pendant quasiment toute leur vie active, suffit à comprendre le caractère multiforme de ce commun désir d'émancipation féminine.

L'une et l'autre ont grandi à la campagne, mais dans des contextes familiaux très différents. Clairette vient d'un village agricole en déclin, distant de trente-cinq kilomètres de Montbéliard, où ses parents tenaient l'unique café de la localité. Sa mère était issue d'une famille très catholique et son père, qui travaillait également comme ouvrier chez Peugeot, était militant céguétiste : « Quand il y avait des élections, il n'y avait qu'une voix communiste... on savait que c'était mon père ! Tous les autres, c'étaient des voix de droite²⁰ ! » Le père de Christiane était au contraire conserva-

teur, titulaire d'un CAP de boucher, résistant dans le maquis jurassien de Saligney^a avant de s'engager dans l'armée, puis de se faire embaucher comme gardien chez Peugeot suite à une maladie pulmonaire l'ayant empêché de partir comme soldat en Indochine. Christiane n'avait que deux ans lorsque ses parents, originaires d'une commune rurale proche de Besançon, sont venus s'installer en 1951 dans un village à douze kilomètres de l'usine. Elle se souvient que son père avait refusé que son épouse quitte sa fonction de ménagère : « Elle aurait pu travailler au comptoir d'escompte à Montbéliard, mais mon père voulait pas qu'elle travaille²¹. » Celui-ci était si tyrannique avec sa mère, ses deux plus jeunes sœurs et elle que Christiane a enfoui profondément ses souvenirs d'enfance. Aujourd'hui âgée de soixante-quatorze ans, elle en est encore traumatisée. Elle revient toutefois en entretien sur cette page douloureuse de son histoire :

Nous, on posait pas de questions, t'avais pas le droit de... T'avais pas le droit de causer. [...] T'avais pas le droit de bouger, un regard du père, t'avais tout compris, tu bougeais ni pied ni patte. [...] Ma mère, c'est ce que je lui reproche, elle nous a jamais... elle nous a jamais soutenues. Je vois avec ma sœur, que des fois mon père s'énervait après, qu'il collait une claque, c'est moi qui intervenais. [...] J'ai pas de souvenirs d'enfance, et ça me manque. J'ai pas de souvenirs d'enfance parce qu'il fallait pas bouger, c'était... J'étais la petite fille sage. Mon père était tellement rigide !

Clairette, au contraire, a « bien vécu chez [s]es parents ». Avec son frère aîné, leur dialogue animait la famille. Son témoignage regorge de souvenirs d'enfance heureux. En matière d'éducation sexuelle, tandis que Christiane n'a « rien appris » de sa mère et a dû attendre son premier emploi de vendeuse à quinze ans pour que sa cheffe lui parle des cycles

a. Le père de Christiane a seize ans quand, en juillet 1944, quarante-quatre maquisards tombent dans une souricière dressée par les Allemands. Vingt-deux d'entre eux sont tués.

menstruels et lui explique comment utiliser les tampons et serviettes hygiéniques plutôt que de « vieux torchons », Clairette se rappelle, elle, de l'ouverture d'esprit et de la franchise de sa mère :

J'avais des parents qui, qui parlaient franchement, qui... moi [*ma mère*] m'a préparée, qu'un jour j'aurais mes règles. Ma mère était très ouverte parce que je vais te dire, elle recevait un magazine [*féminin*] [où] t'as des femmes qui écrivent, qui ont des problèmes. Et puis elle avait lu, il y avait une femme qui parlait de la sodomie, que son mari voulait la sodomiser, et puis elle, elle voulait pas. Et puis moi, je pense que sodomiser, ma maman elle comprenait pas trop ce que ça voulait dire. Alors, elle me dit : « Mais lis-moi voir ça ! » Elle me dit : « Ça veut dire quoi ça ? Ça veut dire qu'il veut la prendre par derrière ? » Ben j'ai dit oui. « Ben elle en fait un blabla pour ça ! » Tu vois ? Donc c'est pour te dire qu'elle était vraiment [*ouverte*]...

Être élevée par une mère qui tient un café, qui est abonnée à un magazine féminin et se montre curieuse des questions intimes posées par les courriers du cœur d'une telle presse féminine dans les années 1960²² et qui s'en ouvre – même de façon ponctuelle et limitée – à sa fille adolescente, renvoie à une socialisation de genre diamétralement opposée à celle qu'a vécue Christiane. Celle-ci « ne connaissai[t] rien du tout » et a été initiée aux questions de sexualité hors de sa famille « avec [s]on premier mec ». Les « événements parsemant le parcours sexuel et procréatif » sont donc l'un des « creusets de la conscience de genre²³ », y compris pour les jeunes ouvrières de l'époque. Clairette a toujours été très sociable et indépendante, sa grand-mère l'appelait « la petite mûrie », expression qui pour Christian désignerait « une gamine qui n'en fait qu'à sa tête, qui est difficile à faire rentrer dans le rang », mais qui selon elle était un « mot grossier » – « presque une petite salope ». Clairette estime qu'elle a eu « de la chance » : « Je me suis jamais retrouvée enceinte [*avant d'accoucher de son fils en 1970*]. Et, euh... il faut dire aussi que je suis sortie jeune, à quatorze ans... j'ai

toujours respecté mes parents, j'ai adoré mes parents, [mais] ils ont jamais rien pu faire de moi ! »

Christiane, à l'inverse, raconte qu'elle était une enfant toujours « sauvage et solitaire ». Adolescente, elle savait se « débrouiller ». Ainsi, avant le vote de la loi Neuwirth en décembre 1967, elle apprend comment s'approvisionner en pilules contraceptives dans la Suisse voisine. Elle prend également à cœur l'apprentissage de la féminité de sa première sœur Martine (la seconde est handicapée mentale) et de sa sœur adoptive, Marie, fille d'une amie de la famille arrivée dans le foyer quand Christiane avait quatorze ans :

Non mais je connaissais rien, je connaissais rien du tout ! C'est pour ça aussi que j'en veux à maman, elle nous a pas expliqué, rien... On en parlait avec la Marie l'autre jour de l'importance de s'être soudées, elle me dit : « Heureusement que t'étais là ! » Elle est arrivée, moi j'avais quatorze ans peut-être, donc j'étais là pour [elle], même pour Martine, tu vois pour un petit peu leur expliquer, leur apprendre, les emmener.

Malgré des éducations très différentes, Christiane comme Clairette ont eu la volonté farouche de s'émanciper de la tutelle parentale. Clairette a travaillé dans une petite usine de fabrication de flippers à Baume-les-Dames dès l'âge de quinze ans ; elle a rencontré son futur mari l'année suivante et s'est fait embaucher dans l'atelier de garniture de Peugeot quand elle s'est mariée et installée avec lui à Montbéliard à l'âge de dix-huit ans. Christiane était vendeuse dans une maroquinerie entre quinze et vingt ans, âge où elle a rejoint également l'atelier de garniture. Elle était certes poussée à travailler par son père dès que possible, mais le contraste était tel entre le contexte familial sclérosant et le monde du travail qu'elle a ressenti une véritable sensation d'émancipation : « Quand je travaillais en maroquinerie, là j'ai découvert la vie. »

« Découvrir la vie » et prendre pied dans l'espace public

Tout en continuant d'habiter chez ses parents, la fille « sauvage » a commencé « un petit peu à sortir, limite, parce que j'avais pas vingt-et-un ans [âge de la majorité légale, à l'époque], hein... », précise-t-elle. Encore mineure, elle bénéficie du développement des loisirs juvéniles : « Le vendredi soir, on retrouvait des copains, des copines. » Pour la bande, c'était la fréquentation des bowlings qui faisait découvrir les villes des environs, au-delà d'Audincourt : « On allait beaucoup à Mandeville, on allait en Suisse. Beaucoup en Suisse ! Et des fois jusqu'à Mulhouse. » Elle avait une mobylette qui lui permettait de se rendre au travail et de retrouver ses ami·es propriétaires d'une voiture :

J'avais pas le permis à cette époque-là, j'allais à mobylette. J'ai maudit cette mobylette : quand t'arrivais, qu'il pleuvait, que t'étais trempée, que tu t'étais maquillée... c'était l'horreur ! À dix-huit ans, j'ai vite passé mon permis [...]. J'avais économisé pour m'acheter ma voiture, j'avais payé le permis et puis j'avais acheté ma voiture, ma 2 CV, à un gars d'Héricourt. [...] Ah ma 2 CV, ma deudeuche !

En 1971, année où Christiane obtient son permis et achète sa première voiture, une enquête de l'Insee révèle le clivage social entre ménages français quant à la possession d'une automobile : quasiment tous ceux dont le « chef de famille » était industriel, gros commerçant, profession libérale ou cadre supérieur étaient alors équipés d'une voiture, quand plus d'un tiers des ménages de contremaîtres et ouvriers qualifiés et près de la moitié de ceux d'ouvriers spécialisés et manœuvres ne l'étaient pas et ne l'avaient jamais été. Cette ségrégation se doublait alors d'un « privilège masculin : les femmes ne représent[aien]t que 2,2 % des conductrices habituelles²⁴ ». Le permis de conduire restera longtemps « principalement réservé à des femmes relativement diplômées », et la proportion de femmes qui en sont titulaires mettra plus de vingt-cinq ans à rattraper le taux masculin²⁵. Cette aspiration à conduire se retrouve justement chez les femmes que

je rencontre durant mon enquête, y compris chez celles qui ont grandi en ville. Viviane, originaire d'Audincourt où elle a toujours vécu, a aussi très vite voulu passer le permis et avoir sa « deudeuche ». Contrairement à Christiane ou Clairette, non diplômées, elle a obtenu un CAP d'employée de collectivité en 1968 qu'elle qualifie de « CAP de merde », « de rien du tout », « qu'ils ont dû me donner », en évoquant son absence d'appétence pour les métiers de services très féminisés²⁶. Avant d'entrer à vingt ans à l'usine comme ses futures amies de la CGT, elle a occupé pendant deux ans plusieurs emplois non qualifiés de dactylographe, vendeuse ou ouvrière en Suisse. La première embauche était motivée par un unique but : « Je suis restée sept, huit mois là, [car] je voulais m'acheter une voiture. Je voulais m'acheter une voiture, je voulais des sous, je voulais... Voilà ! »

Le cas de Viviane montre que pour les premières filles d'ouvriers des cités qui entraient à l'usine à cette période, l'émancipation féminine empruntait d'autres voies que le seul accès à la mobilité. Avec ses parents et ses trois frères cadets, elle a en effet grandi jusqu'à l'âge de sept ans dans un grenier du centre-ville d'Audincourt. « Il y avait qu'une chambre et une cuisine, et puis voilà, hein. Y avait pas de salle de bains à cette époque-là, pas de WC [...]. Y avait deux lits, un lit pour mes parents et un lit pour nous quatre, un grand lit », raconte-t-elle. Puis la famille s'est vu octroyer un grand appartement dans les premiers HLM construits dans la ville.

En [19]57, on est venus du centre-ville, on avait deux kilomètres à faire, on est venus dans la rue de Valentigney. Ici, à Audincourt, c'étaient les premiers immeubles qui ont été construits. Et on était contents, parce qu'on avait un F5, on avait tous une chambre, c'était bien, hein ! Et puis on avait une salle de bains, quand même... On avait le fourneau avec le charbon de bois à cette époque-là. La corvée de charbon, moi j'aimais pas ça, hein ! Mes parents étaient contents, ma mère était contente quand même, elle avait... on se lavait plus dans la cuvette, sur l'évier, quoi²⁷.

On se souvient de Lili évoquant son bonheur de rencontrer de jeunes couples, à son arrivée en cité, de trouver dans son quartier une sociabilité féminine communiste très intense. Fille d'ouvrier cégeétiste et de femme au foyer, Viviane souligne la nouveauté des loisirs et des sociabilités de voisinage en bas des immeubles lorsqu'elle était enfant : « Quand on est arrivés, y avait un terrain et ils ont mis des balançoires, des machins, des bancs, un terrain de boules, voilà, ils ont fait des trucs. Puis, nous, les jeunes, on était assis sur un banc. Je crois que j'étais la seule fille avec au moins cinq garçons, pis on discutait... » Elle mentionne aussi la présence d'autres milieux : « J'habitais dans un quartier ouvrier, y avait quand même pas mal de cocos. Qu'est-ce qu'il y avait ? Y avait des profs, ils étaient socialistes, les profs, à cette époque-là. Y avait un flic... voilà. On avait quatre blocs, mais dans la rue où j'habitais, ils travaillaient tous chez Peugeot. » Enfin, elle se souvient des vacances en colonie organisées par le comité d'entreprise Peugeot-Sochaux. C'est à propos de ses loisirs et de sa bande de copines que Viviane est la plus diserte :

– Viviane : Avec les filles, on est allées à la gym ensemble aussi. Et la gym, c'était tenu par les communistes [...]. Il y avait L'Espérance [*un club de gym*] qui est était tenu par les communistes – c'était pas loin de chez nous encore en plus –, et puis l'autre, je sais plus comment ça s'appelle, l'autre qui était tenu par les curés. Et les copines que j'ai gardées, qui étaient à l'école, et ben elles allaient toutes à la gym [...]. [Aujourd'hui] on est trois, quatre, on n'est pas beaucoup. Il y en a plein qui sont décédées quand même [...] Ou qui sont parties, qui sont parties du coin [...] Ça fait déjà longtemps qu'on se connaît. Puisque le samedi soir on sortait ensemble, on allait danser ensemble. [...] J'avais quinze ans quand j'ai commencé à aller danser. On allait danser le dimanche après-midi. C'était 5 francs l'entrée, de 14 h à 17 h. Je m'en allais de chez mes parents, je prenais mes deux copines qu'étaient dans la rue Charles Allemand là, pas très loin et puis on allait jusqu'au Moulin rouge [...].

- Nicolas : Et c'est quoi comme danse que tu appréciais, que tu faisais ?
- Viviane : Moi, j'adorais le rock ! Oh, le rock'n'roll, moi j'ai aimé le rock'n'roll ! Mais bon après tu danses la valse, le paso doble, le tango. J'adore ça, moi. [...] Et j'aimerais bien danser encore, mais je ne peux plus. Enfin, je ne peux plus... si, je pourrais, avec un bon partenaire. Mon partenaire de danse, il est parti dans le Sud, dans une ville de droite, à Fréjus [...].
- Nicolas : Et tu trouvais... il y avait assez de partenaires masculins ?
- Viviane : Pas beaucoup de partenaires masculins, on dansait plus entre filles. À cette époque-là, on dansait plus entre filles. Mais après, quand ils voyaient que des filles savaient danser, les partenaires masculins, ils venaient. Mais, bon, y a des fois, ils dansaient mal. Je m'arrêtai au milieu et je disais : « Non, non, je ne veux pas danser avec toi, je suis fatiguée ! »

Ces copines, Viviane les fréquente pour certaines depuis l'enfance et elle continue d'aller avec elles au restaurant une fois par mois. Son capital social et symbolique local²⁸ dépasse donc ses relations syndicales. La pérennisation de ses amitiés enfantines témoigne de son inscription et de sa notoriété dans la région, de même que son mariage en 1972 avec Pierre, un ouvrier professionnel issu de l'école d'apprentissage Peugeot, non syndiqué, qui s'est illustré comme excellent footballeur amateur. Forte tête, il n'a jamais accepté les propositions de professionnalisation du FC Sochaux parce qu'il s'agissait du « club des patrons ». Jusqu'à son décès, quelques années après leur séparation, il comptait ainsi parmi les figures locales. Viviane quant à elle, malgré son statut de simple OS, disposait aussi d'une importante surface sociale, au-delà des mondes usiniers et syndicaux. Dans les bals populaires et les boîtes de nuit de la région où elle se déplaçait avec sa bande de copines durant sa jeunesse, elle s'est forgé une réputation de forte femme tenant tête aux hommes qui la « fatiguaient ». Elle s'est par la suite fortement impliquée dans les activités de la Maison des jeunes et de la culture (MJC)

d'Audincourt, où elle s'est initiée à la peinture et dont elle a été la présidente entre ses trente-cinq et ses quarante-huit ans. Fait rare pour une femme de milieu populaire, elle s'est construit un capital d'autochtonie pour elle-même, et non pour un mari ou compagnon²⁹.

Avorter, devenir mère célibataire, divorcer

Au-delà de l'accès au travail salarié, échapper au destin de ménagère et à l'assignation au foyer supposait pour ces générations d'ouvrières de développer une conscience de genre à travers l'appropriation de leur corps et de ses fonctions reproductive. Ainsi pouvait s'apprendre une « capacité de résistance par la transgression³⁰ ». L'épreuve douloureuse de l'avortement en constitue une, autant morale que légale puisque celui-ci était proscrit jusqu'en 1975 et s'effectuait en général sans le dire à ses parents. Être enceinte sans avoir d'emploi stable faisait courir le risque de la dépendance, alors qu'avoir un emploi et une bonne paie permettait de se projeter dans une vie de femme émancipée, au risque cependant d'avoir à subir la déchéance familiale et le déshonneur. Devenue mère célibataire par choix, Annie témoigne :

- Nicolas : T'entres jeune à l'usine, à quel âge ?
- Annie : J'avais même pas vingt ans. Mais avant j'ai travaillé chez Lépée, l'usine d'horlogerie à Sainte-Suzanne. J'étais en horaire normal. Et puis mes parents m'ont dit – enfin c'était surtout mon père – d'aller chez Peugeot parce que ça gagnait mieux. C'est vrai qu'à l'époque ça gagnait mieux. Ça a vachement changé, hein ! Oh punaise ! [...]
- Nicolas : Et tu es mère célibataire peu après, c'est ça ?
- Annie : Oui, à vingt et un ans, mon fils naît en [19]73 [...] C'est un choix d'être mère célibataire, hein. Voilà, je voulais un petit garçon, je l'ai eu [...]. J'habitais encore chez mes parents. J'étais enceinte, ils m'ont foutue dehors. Oui, c'était une période quand même assez... assez difficile, mais je m'en suis sortie, hein ! Ça m'a même endurcie, ça m'a forgé mon caractère quand même, tu vois³¹ ?

Contrairement à Lili, Annie et d'autres militantes entrées à l'usine après 1968 ont décidé du moment de leur première maternité – ou de ne pas enfanter, comme Christiane, restée célibataire sans pour autant renoncer à toute vie affective, et affirmant par exemple son indépendance en s'achetant seule une maison dans son village. Cette fraction féminine de la contre-élite ouvrière s'est par ailleurs efforcée de mettre en place des rapports plus équilibrés en matière de répartition des tâches domestiques³². Malgré son travail et ses multiples engagements, Lili est restée une femme de sa génération. Elle est demeurée dans un rôle de ménagère exemplaire, elle a « toujours fait des bidons » (des gamelles contenant le déjeuner) à Marcel parce que quand ce dernier « mangeait à la cantine il était malade ». À l'inverse, Clairette loue le sens pratique et les attentions de Jacques : « Nous, on se partageait les tâches, il faisait tout ce que j'aimais pas faire », « Et c'est lui qui s'est beaucoup occupé de ma maman quand elle commençait à perdre la tête, des fois quand elle téléphonait le soir, il allait dormir chez elle, des fois trois fois dans la semaine, hein³³ ! » Viviane quant à elle considère que Pierre, jusqu'à ce qu'il devienne alcoolique à la fin de leur mariage, était « un mec bien » qui ne lui a « jamais posé de problèmes » et « s'occupait du gosse » quand elle « prenait le sac à dos » pour partir en voyage seule ou avec une copine. Elle est par ailleurs fière d'affirmer qu'elle et ses copines ont vécu de manière « assez libre » :

Il y avait quand même beaucoup de nanas qui étaient divorcées ou qui étaient veuves. [...] Mais moi, toutes les nanas avec qui on sortait, elles étaient assez libres. La Chantal, ça faisait son troisième mari, alors euh bon [rires]... La Véro, elle a jamais eu de problèmes. Moi, j'avais pas de problèmes. Moi, franchement, j'avais un mari qui était cool plutôt, qui était super sympa.

Si les expériences vécues par Annie, Christiane, Clairette ou Viviane les singularisent par rapport à d'autres ouvrières militantes de la génération précédente, cette soif d'indépen-

dance multiforme ne caractérise certainement pas l'ensemble des jeunes femmes ouvrières de leur génération. En plaçant le travail salarié au premier plan et en recherchant des rapports conjugaux plus équilibrés, ces militantes ont doublement remis en cause une division générée des rôles très établie dans les classes populaires³⁴. Quitte à assumer les coûts d'un célibat définitif, d'un divorce, ou l'indignité du statut de mère célibataire.

La vie de militante avant et après la retraite

Comparativement aux usines très féminisées, comme celle de lingerie Chantelle ou celles de produits électroménagers Moulinex, la question de la place des femmes au travail et dans les syndicats se pose différemment chez Peugeot. Car même si des sous-groupes féminins existent, ils ont toujours été minoritaires. Dès lors, les ouvrières forment un public « agi plutôt qu'agissant³⁵ ». En témoigne le surnom de « parcs à moules » dont ont été affublés dans les années 1970 les ateliers massivement féminisés où ont travaillé durant l'essentiel de leur vie active Clairette et Christiane (garniture) et Annie et Viviane (contrôle) – surnom aussi en usage à cette époque à Renault-Flins³⁶. Ce qui ne signifie pas que les ouvrières de Peugeot sont restées sans armes face à cette sexualisation, loin de là.

La « gueularde » et la « sauvage »

Christiane, « la sauvage », a été marquée par son premier jour dans la plus grande usine de France, avec la découverte de la masse de salari·es, du bruit des machines, dans un atelier de garniture composé de femmes surplombées par les bureaux des chefs, dans une logique de contrôle panoptique : « Moi, je sortais de ma campagne. Comme j'étais assez solitaire, j'ai pas trop bougé de mon coin une fois que j'ai eu ma place. » Cette première impression d'un univers puissant, impersonnel, qui en imposait par sa taille démesurée, correspondait bien à la réalité d'une industrie hors normes, mais elle était d'abord

ressentie par les jeunes recrues sans expérience ouvrière ni connaissances, comme en témoignent à leur façon les maoïstes établi·es dans l'industrie automobile des années 1970³⁷. Clairette, qui avait auparavant déjà travaillé dans une « usine de merde » où « quand t'allais aux toilettes, le chef chronométrait », garde un meilleur souvenir de Peugeot. Dans son atelier, elle retrouvait une femme de son village, avec laquelle elle travaillait sur la même machine, était surprise d'avoir un quart d'heure de pause après trois heures de couture, et de voir une collègue qui venait les dépanner avec « deux verres de sirop et d'eau chaude ». Viviane a vécu une expérience similaire dans l'atelier de contrôle final des voitures. Même si le rythme du travail y était déjà mécanisé, les cadences étaient raisonnables, les pauses régulières, la main-d'œuvre conséquente, la sociabilité importante. La maîtrise du rythme de production permettait d'accélérer puis de bénéficier de pauses plus longues, pendant lesquelles les anciennes apprenaient le tricot aux cadettes. La jeunesse de ces femmes OS et la proximité des ouvriers ont entraîné une diffusion rapide des modes vestimentaires (minijupes, panty, etc.) et des jeux de drague. Quand les femmes s'asseyaient en jupe dans une voiture, raconte Viviane, « y a les gars qui disaient : "Oh, la nana !" Et y en a une qui était un peu plus âgée que nous, elle a soulevé sa robe, pis elle a dit : "Vous voulez voir quelque chose ? Ben, tiens, regardez !" [rires] On a rigolé des sacrés coups quand même, hein ! Oh la la ! Moi j'ai aimé cette période-là ».

Ce regard nostalgique sur le passé de l'usine des années 1970 ne tient pas seulement au fait que ce sont aujourd'hui des retraitées qui parlent de leur vingtaine. Il découle surtout des souvenirs bien moins heureux qu'a laissés la réorganisation du travail dans les années ultérieures. Hubert Truxler, dit Bébert, OS en carrosserie pendant quarante ans, qui a écrit pendant toute sa vie active des chroniques du travail à la chaîne à Peugeot-Sochaux, considère ainsi que l'*« accumulation de gags jusqu'à saturation, c'était ça l'ambiance d'après 1968*³⁸ ». L'accélération des cadences au début des années 1980 change la donne et accompagne le vieillissement des

corps : « À l'époque 1982-1988, les cadences sont au maxi [...]. Que de changements ! Les OS ne s'amusent plus (ou presque). Ils n'en ont plus le temps, ils ont mûri aussi [...] Production, production, plus de décompression. Beaucoup d'ouvriers ont les nerfs bousillés³⁹. » Christian ne disait pas autre chose à Michel Pialoux en 1984, quand il raconte que, avec ses collègues, « des fois on s'amuse à mettre la chaîne en panne » pour le plaisir de « foutre le bordel » et « recommencer le même chahut qu'avant⁴⁰ », c'est-à-dire celui de leurs vingt ans, dans les années 1970, quand le pouvoir ouvrier était plus fort. Au-delà des « gags » et du « bordel », c'est, selon Beaud et Pialoux, une culture d'atelier qui s'affirmait dans les secteurs d'OS : un ensemble de « petites batailles », de « petites victoires » qui permettaient d'opposer « radicalement le “Nous” du groupe ouvrier et le “Eux” des autres, de ceux qui ne particip[ai]nt pas à cette culture, que l'on rejet[ait] violemment et dont on se moqu[ait] (les “fayots”, les chefs, les “cravates”, c'est-à-dire les cadres)⁴¹ ».

Le cas de Viviane illustre bien comment les femmes ont pu s'approprier cette culture. Embauchée à l'usine en mars 1970, elle s'est syndiquée six mois plus tard : « Mon père me disait : “Si tu vas à Sochaux, il faut que tu te syndiques, c'est tout !” » Deux ans après, elle est devenue déléguée au comité d'hygiène et de sécurité^a, et a enchaîné les mandats tout en continuant de travailler à la chaîne : représentante CGT au tribunal du contentieux de l'incapacité (TCI) de la Sécurité sociale, mais aussi conseillère aux prud'hommes (fonction qu'elle occupera encore cinq ans après sa retraite) et déléguée au CE dans les années 1990, parce qu'il « fallait des femmes », explique-t-elle. Dans l'atelier, elle a toujours eu autour d'elle « un groupe soudé : avec des copines, tout ça, on a toujours été cinq, six, même si elles étaient pas syndiquées, elles étaient plus de mon côté que du côté du patron. Quand il y avait quelque

a. Les CHS deviennent les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) en 1982. Ces derniers disparaissent en 2020 et voient leurs missions désormais exercées par des comités sociaux et économiques (CSE).

chose, elles étaient toujours avec moi ». Viviane a développé une forme de virilité au féminin⁴² : « Moi je gueulais de toute façon, alors... Tu peux demander, ils m'appelaient la gueularde ! [rires]. » Elle est fière de se présenter comme une déléguée qui savait « clouer le bec des chefs ». Dans l'atelier comme en situation de représentation syndicale, elle savait, « comme les mecs », exprimer sa fierté ouvrière⁴³, et, avec les copines, il lui arrivait même d'engager un bras de fer viril avec eux. Quand elle raconte la grève de 1989, elle décrit ainsi l'arrivée des copains de la CGT dans l'atelier :

Alors, moi je dis : « Allez, on y va, tous en grève ! » [Et, face aux hommes non grévistes des autres ateliers], l'Étienette avait le micro et elle disait : « Ils rampent, mais qui c'est... ? », et puis derrière, nous on criait : « C'est les mecs, ils ont pas de couilles au cul ! » Oh la la la la, on en a fait !

Christiane représente une autre forme de résistance à l'ordre usinier. C'est en 1989 qu'elle a participé à sa première mobilisation. L'événement a clairement marqué un tournant dans sa vie : la veille de notre entretien, elle a regardé les photos de la grève. Elle dit avoir été portée par l'effervescence collective : « Premier jour, il y a Patricia qui est partie [*en grève*], deuxième jour, une autre nana, et puis après tu dis : "Merde, il faut y aller. Tu peux pas rester et ne pas y aller." Donc après moi aussi je suis partie⁴⁴. » Elle s'est syndiquée pendant le mouvement et est devenue dans la foulée déléguée CGT de son atelier, et confie avoir regretté « de ne pas avoir milité plus tôt ». Pourtant, son absence d'engagement militant pendant vingt ans ne signifie pas que « la sauvage » se laissait faire, ni qu'elle acceptait certaines pratiques en vigueur dans l'atelier, particulièrement celles d'ouvrières zélées prêtes à tout pour devenir monitrices – seule promotion possible pour les femmes OS puisque les postes qualifiés étaient réservés aux hommes^a – y compris accélérer les cadences :

a. D'où, m'explique Viviane, la tentation d'accepter les avances de chefs « pas toujours très réglos », puisque la promotion comme monitrice se faisait selon leur bon vouloir.

Mais moi, tu sais, quand j'avais un souci, moi je montais voir le chef de service, il y avait pas de problème, c'est pas... Je me laissais pas emmerder, c'est tout ! [...] Il y en avait qui passaient monitrices... elles contrariaient pas le chef, quoi. Quand il y avait une nouvelle voiture qui sortait ou des transformations dans les coiffes^a, une fois qu'elles avaient bien compris, elles bourraient comme des connes, elles cassaient le rythme. Et elles mettaient tout le monde dans la merde ! Et, par contre, il y en a quelques-unes, après ça, elles passaient monitrices. Je montais voir le chef, j'appelais le contremaître et puis je disais : "Ça va pas !" Ah non, non, je me suis jamais laissé faire !

Dès son embauche, Christiane a participé à sa manière à la culture de résistance des OS. Même si elle restait en retrait du groupe, « dans son coin », elle ne s'est cependant « jamais laissé faire » et n'hésitait pas à s'opposer aux comportements qui plaisaient aux chefs et assuraient les petites promotions des ouvrières les plus zélées. La question des cadences en chaîne et du rythme collectif à respecter est ici centrale : se distinguer en accélérant, c'était renier l'appartenance au groupe en risquant de le diviser. Christiane s'est positionnée rapidement contre ces ouvrières zélées, a développé une forme de quant-à-soi populaire qui mettait à distance la hiérarchie et défendait celles qui se retrouvaient « dans la merde », quand quelques-unes « cassaient le rythme ». Une telle attitude délimite le domaine réservé du groupe avec ses exigences en termes de conditions de travail comme de loyauté⁴⁵. « La sauvage », n'a ainsi jamais perdu de vue le « nous » du groupe ouvrier.

« Mettre une femme déléguée, c'est enlever un mec »

Dans une usine et un groupe ouvrier clivé entre ouvriers professionnels (OP) et ouvriers spécialisés (OS)⁴⁶, l'absence de perspective d'ascension professionnelle est forte pour le personnel non qualifié, particulièrement pour les femmes⁴⁷,

a. Les doublures en tissu qui recouvriraient les sièges.

les immigrés et les syndicalistes CGT⁴⁸. Aucune des femmes actives de la section CGT-retraités Peugeot n'a ainsi connu de promotion. Christiane a chèrement payé sa syndicalisation en 1989 : après la fermeture de l'atelier de garniture, elle a été envoyée à la chaîne et a travaillé de nuit pendant dix ans, jusqu'à son départ en préretraite à l'âge de cinquante-neuf ans. « La cheffe du personnel a pas voulu me trouver d'autre poste, dit-elle, alors que toutes mes copines qui travaillaient en garniture [*en avait trouvé un*]... J'étais fatiguée, je n'en pouvais plus. Je dormais plus. »

Christian, qui a mené en interne le combat de la féminisation du syndicat, évoque les conséquences personnelles de l'engagement des femmes avec Françoise, membre de la section CGT-retraités, ouvrière établie quelques années à l'usine Alsthom avant de faire carrière dans la fonction publique :

- Christian : On a décidé, avec Philippe Marchaux, de mettre les femmes majoritaires dans la section syndicale, ça veut dire [...] d'aller convaincre les mecs qu'ils allaient quitter leurs quinze heures [mensuelles de délégation syndicale] pour mettre des femmes à leur place. J'aime autant te dire qu'ils tiraient la gueule, hein ! Mais on a réussi quand même. On était vachement fiers après, parce que ça marchait bien. Mais au départ, c'était compliqué comme combat.
- Françoise : En plus, les femmes, elles ont le combat à l'usine en tant que déléguées ou syndiquées, enfin en tant que représentantes syndicales, mais y a aussi le combat qu'elles mènent des fois à l'intérieur de leur famille...
- Christian : Oh, ben elles ont divorcé, après [...]. On le savait bien que ça allait créer des problèmes dans le couple, à un moment donné, il y a la rupture de vies incompatibles, quoi⁴⁹.

Faire valoir un « droit à l'indisponibilité » domestique rendait ces militantes encore plus singulières et suscitait de nombreux conflits de loyauté entre leur famille et leurs camarades⁵⁰. Rares sont les ouvrières très engagées à la CGT

qui, telle Viviane, n'ont pas divorcé. Inversement, du point de vue des syndicats, la féminisation constitue un combat permanent⁵¹. Après près de dix ans de mobilisation interne, les femmes déléguées de la CGT de Peugeot-Sochaux étaient plus nombreuses à la fin des années 1970. Christian convient aujourd’hui qu’il a alors pensé le combat gagné, puisque ces déléguées sont pour la plupart restées élues jusqu’à leur retraite :

Nous, quand on est partis, je dirais pas que c’était l’abondance de femmes, mais c’était bien réparti. Il y avait deux femmes au secrétariat, trois au CE, il y avait une femme obligatoirement par CHSCT. Donc y avait pas de souci, enfin pas trop, il fallait continuer à progresser. Mais dans le contexte actuel, c'est pas évident...

En effet, lorsqu’en août 2022 j’assiste à l’assemblée générale annuelle du syndicat, je ne dénombre que dix femmes parmi les quatre-vingt-dix personnes présentes. Et, parmi ces dix femmes, il y a une déléguée et neuf retraitées. Sachant que le personnel féminin constitue désormais à peine 20 % des effectifs du site, je comprends alors mieux ce qui rend le « contexte actuel », marqué par l’érosion du groupe ouvrier et le vieillissement des militant·es, si peu « évident ».

Redevenir de « simples militantes »

La retraite est synonyme de fin des mandats syndicaux – même si cette fin est parfois progressive pour les plus engagé·es comme Viviane, conseillère prud’homale jusqu’à soixante-cinq ans. Pour des femmes qui, en marge d’un rôle domestique renégocié, se sont construit une place dans le syndicalisme, la transition pourrait paraître abrupte. Mais ce serait oublier la dureté du travail à la chaîne, la fatigue provoquée par le travail posté et l’enchaînement des gestes répétitifs. Quand je les questionne sur ce point, les ouvrières déclarent toutes souffrir de troubles musculosquelettiques, principalement aux épaules. D’usure morale, aussi, à force

de fréquenter tous les jours des collègues « résigné·es » dans ces années de fin de vie active. Au regain d'espoir qui a fait suite à la reprise économique des années 1998-2001 ont en effet succédé maintes désillusions⁵².

En dehors de Viviane, qui a refusé tous les aménagements proposant un départ anticipé et est restée à l'usine jusqu'à soixante ans « pour les faire chier [*les patrons*] jusqu'au bout⁵³ », la plupart des retraitées sont parties dès qu'elles ont pu. Au niveau national, les ouvrières et ouvriers aux carrières longues sont les plus concernés par les départs anticipés, après les anciennes professions intermédiaires, et par les départs pour invalidité et inaptitude au travail⁵⁴. Annie se souvient précisément de son départ à la retraite (à cinquante-neuf ans), en 2011, et de la « délivrance » qu'il a représenté pour elle :

Quand j'ai su que je partais, quelle délivrance ! Ce qui était lourd, surtout, c'étaient les ouvriers qui étaient tellement... pas le moral, à se plaindre, tu vois. Pff... c'était lourd ça, tu vois, c'était lourd. Résignés. Oh ! [soupir] [...] Quand je suis partie, j'ai fait un pot. On n'avait plus le droit à l'alcool, hein ? J'ai acheté de l'alcool. Et j'ai invité, bon il y avait la section et aussi des ouvriers que j'aimais bien, qui étaient sympas, qui étaient honnêtes. Et on a fait ça pendant la pause casse-croûte, et ça s'est bien passé. J'ai bien aimé, tu vois, c'était bien. Ils avaient fait une collecte. Je me rappelle même pas combien j'ai récolté, mais j'avais une belle enveloppe. Voilà c'était... Mais j'étais contente de partir, hein ! Oh la délivrance ! Pendant des jours et des jours [après], je pensais que je devrais être au boulot à cette heure-là. Quand j'allais me promener, quand j'allais faire du vélo. Ah ouais. Et le fait qu'on rêve, tu vois, ça arrive qu'on rêve de la chaîne. J'ai rêvé il y a pas longtemps encore, je sais plus pourquoi. Punaise, j'étais au boulot et j'arrivais pas à rattraper la voiture, elle descendait. Tu vois comme ils peuvent nous esquinter le cerveau, la cervelle ? Tu vois⁵⁵ ?

Comme Christiane, Christian et tant d'autres qui ont dû alterner travail de jour et travail de nuit chaque semaine, Annie est restée insomniaque. Mais elle ne s'en plaint que

pour conclure en militante que c'est l'usine qui, douze ans encore après la fin de l'activité, « esquinte le cerveau ». Elle se considère au contraire comme une femme toujours active : « Quand on est en retraite on a le temps de faire plein de choses », dit-elle. Locataire en HLM, elle a déménagé dans un petit appartement, pour anticiper la modicité de sa pension (un peu plus de 1 300 € par mois en 2024). Attentive aux conséquences de l'inflation sur son budget, elle continue toutefois à fréquenter les salles de cinéma, et a pu faire quelques voyages à l'étranger. Elle accueille régulièrement ses petits-enfants, mais « moins que l'autre mamie qui a une maison », tandis qu'elle continue de se rendre à la bibliothèque municipale (« J'ai une DMLA [*dégénérescence maculaire liée à l'âge*], mais bon pour le moment j'arrive à lire ») et fait beaucoup de vélo. L'absence de responsabilités militantes ne lui coûte pas, elle se contente de fréquenter les ami·es de LO et de la section CGT-retraités (en étant notamment assidue de sa chorale), et participe aux diverses mobilisations organisées localement. Elle a rejoint toutes les manifestations contre la réforme des retraites de 2023 : de « sacrées manifs [...], on savait qu'on pouvait pas gagner, mais c'était super ! Avec plein d'anciens qu'on ne voyait plus, là il y en a qui sont réapparus ».

Outre les effets du passage à la retraite, le poids des inégalités de genres et des routines syndicales contribue à faire des anciennes déléguées de « simples militant[-es]⁵⁶ » qui, ici comme dans d'autres organisations, sont reléguées aux fonctions les plus manuelles et subalternes. Si la section est aussi dynamique et rayonnante, c'est de l'avis général grâce à son secrétaire charismatique Bruno^a. Mais le charisme a son pendant : « Bruno, il est tellement haut que t'as toujours l'impression de ne pas être à son niveau », me dit-on par exemple – alors que lui-même cherche à déléguer et à responsabiliser les militantes. Comme la section s'est ouverte aux retraitées de la fonction publique, dont les formes de militan-

a. Voir chapitre 1.

tisme différent de celles des ouvrières, s'ensuivent des accusations de « fierté » ou, réciproquement, de « jalousie⁵⁷ » entre retraitées de milieux différents, qui ne se rencontrent pas habituellement. Ces critiques et ces petits conflits ne menacent pas cependant l'unité du groupe. Ils prolongent, d'une autre manière, les anciennes appartenances professionnelles. Se satisfaire de son statut de simple militante une fois « inactive », c'est, pour les anciennes ouvrières, autant jouir de la « délivrance » de ne plus être enchaînée à l'usine et d'« avoir du temps » qu'être fidèle au « monde à soi » qu'elles se sont créé. C'est aussi profiter de la retraite pour vivre des amitiés : Clairette et Christiane, qui ne se fréquentaient pas avant la « grève victorieuse » de 1989 tout en travaillant dans le même atelier de garniture, n'ont eu de cesse de se rapprocher depuis leur retraite, puis après le décès de Jacques, le mari de Clairette. Celle-ci a hébergé son amie et s'en est occupée plusieurs mois suite à l'opération de l'épaule droite que Christiane a subie récemment, après quarante ans de travail à la chaîne et deux chutes. Dans leurs voisinages respectifs, leur proximité alimente les ragots sur leur supposée lesbianité, ce qui les fait beaucoup rire.

*

Comme pour la virilité des hommes⁵⁸, les formes de féminité sont plurielles au sein des classes populaires comme chez les classes dominantes. En milieu populaire, l'anti-intellectualisme, ou tout simplement la distance au monde des idées, fait que le féminisme s'exprime dans des aspirations et des pratiques, sans être nécessairement revendiqué ou estampillé comme tel. Nulles traces de groupes institués d'ouvrières Peugeot non mixtes n'ont par exemple été retrouvées, contrairement à ce qui a pu se faire depuis les années 1968 en milieux agricole, étudiant ou enseignant. Alors que, dès la fin des années 1950, des femmes comme Lili ont commencé à être élues syndicales sur des mandats jusqu'alors occupés par des hommes, s'accordant le droit

d'exister en dehors du seul rôle de ménagère, les militantes de la génération suivante ont ouvert des brèches. Elles sont les pionnières d'une redéfinition du féminin et du masculin, que l'on observe de manière plus régulière aujourd'hui⁵⁹, notamment au regard du droit à s'accorder du temps « pour soi » et à accéder, au-delà du seul salariat, à une existence dans l'espace politique et syndical. Mais c'est bien « par le bas », selon des voies et des modèles propres, que le féminisme s'affirme dans le monde ouvrier, et non par imitation de celui qui expérimentent les femmes urbaines diplômées.

« La base » : bois, bricole et manifs

Malgré les douze ans qui les séparent, malgré l'absence d'activités culturelles communes et des manières de militer différentes, Christian considère que « Jean-Luc, c'est la base ». Avec lui, il fait son bois, bricole les voitures des ami·es dans son garage ou gère concrètement les mobilisations. Contrairement à Bruno et au noyau dur des « apéros chez Clairette », qui représentent plutôt le pôle culturel et intellectualisant du groupe des « 89 », la « base », c'est d'abord une amitié masculine, forgée par la pratique manuelle. Cela ne doit pas conduire à minorer son importance affective : Jean-Luc est la première personne à qui, anéanti, Christian a téléphoné pour demander de l'aide immédiatement après l'accident mortel de sa femme Claude en 2016. La solidarité matérielle, en milieu populaire, est toujours précieuse.

Les membres de la base peuvent varier en fonction des compétences et disponibilités. Elle exprime un entre-soi masculin fait de techniques, de savoir-faire, d'habiletés qui sauvent un chantier et font les réputations individuelles, de coups de main qui construisent l'honneur du groupe. Elle est le signe d'une continuité entre appartenances professionnelles, familiales et amicales, tout autant que du caractère collectif du « goût de l'activité » qui réunit travail ouvrier à l'usine et travail à-côté – ces bricoles que l'on réalise pour son propre compte, en dehors du salariat¹. Il n'y a aucune raison que cette base ouvrière disparaîsse au moment du passage à la retraite. Bien au contraire : conti-

nuer à bricoler est une manière de profiter du temps libéré. Et de repousser le vieillissement en restant un ouvrier usant de ses mains.

L'analyse de la « bricole » telle que la pratiquent ces ouvriers à la retraite montre comment la sociabilité manuelle se prolonge au-delà de la vie à l'usine. Elle permet aussi de faire un pas de côté dans la compréhension de la condition ouvrière. Avec le recul, et aussi parce qu'elle n'est à présent plus possible car épiée et lourdement sanctionnée par l'entreprise, la « perruque », cette manière de détourner les moyens de production de l'usine pour son propre compte ou pour les copains, dénommée « pinaille » à Sochaux-Montbéliard, se trouve au cœur des récits et anecdotes. Cette forme illégale de bricole constituait le privilège des ouvriers professionnels – exclusivement des hommes – qui détiennent un savoir-faire et échappent au rythme du travail à la chaîne effectué par les OS. La pinaille a cependant impliqué les différentes catégories de personnel, qui toutes pouvaient en profiter. Elle révèle *a posteriori* un « système Peugeot », où il n'était pas tant question de vol de matériel à l'usine que d'apprentissage et de transmission du savoir-faire : d'affirmation du pouvoir du groupe ouvrier. Ce système a aujourd'hui disparu, mais continue de structurer la condition ouvrière de celles et ceux qui l'ont connu. Et la bricole, elle, continue de faire l'honneur du groupe, par le savoir-faire qu'elle permet d'exposer tout autant que par la solidarité qu'elle exprime dans l'espace local. À la base des mobilisations, elle rend possibles des combats insoupçonnés.

Jour de fête en forêt

En élargissant la focale au-delà de la seule relation salariale et en tenant compte des sociabilités résidentielles, on peut mieux comprendre la spécificité des modes de vie ouvriers et les manières socialement différencierées de s'approprier l'espace environnant. En 2024, le Pays de Montbéliard regroupe 140 000 habitant·es réparti·es sur 450 km², soit une densité

de population trois fois supérieure à la moyenne nationale. Dans cet espace essentiellement urbain, la plus grosse ville, Montbéliard, ne totalise cependant que 25 000 habitant·es, et huit communes sur dix en comptent moins de 3 500. L'usage de la voiture est donc quotidien. Petits centres urbains, bâtiments industriels, publics ou commerciaux, cités HLM et zones pavillonnaires côtoient les prés, les champs et... la forêt, omniprésente.

La région est en effet l'une des plus boisées de France. Comme dans la majorité du quart nord-est de la France, ce sont les forêts publiques qui dominent (quand les forêts privées représentent les trois quarts des surfaces boisées métropolitaines), et celles communales plutôt que celles domaniales. Chez les familles ouvrières, des pratiques et des formes de « droit d'usage collectif sur le terroir² » s'observent dans leur rapport à la nature : chasse, cueillette, pêche, randonnées, etc. Ce sont des « coutumes », au sens que l'historien britannique E. P. Thompson donnait aux moyens concrets par lesquels une culture populaire s'approprie « son propre espace matériel³ ». Aller « faire son bois » en forêt communale constitue ainsi une habitude courante et ancienne pour nombre d'anciens de Peugeot. Tout en étant réglementée par l'Office national des forêts (ONF) et les municipalités, cette pratique donne lieu à l'expression de nombreuses formes de sociabilité au sein des parcelles attribuées le temps de la coupe. La culture matérielle des ouvriers d'usine trouve particulièrement à s'y exprimer⁴.

Ainsi, tous les hivers depuis trente ans, Christian est mobilisé par la coupe de son bois. Au début des années 1990, il a acheté avec Claude la moitié d'un vieux corps de ferme dans le centre du village de Béthoncourt, en contrebas des cités HLM où il avait jusqu'alors vécu depuis son entrée chez Peugeot en 1968. Après un premier hiver à « se ruiner » en chauffant la maison avec des radiateurs électriques, le couple s'est vite rendu compte que, du fait de la rudesse du climat dans la région et de la présence de trois adolescent·es à la maison, une solution devait être trouvée. Christian avait

entendu parler des affouages, cette pratique qui, depuis le Moyen Âge, consiste, pour les habitant·es de communes propriétaires de forêts, à obtenir, en contrepartie d'une somme modique, un lot de bois à aller couper soi-même⁵. Il s'est alors acheté une tronçonneuse et a appris sur le tas à façonnez son bois de chauffage en regardant faire les autres affouagistes : couper un arbre, l'ébrancher et le débiter. Au printemps, toute la famille était mobilisée pour débardez, c'est-à-dire ramener à la maison les morceaux coupés en un mètre de long, en les transportant dans la remorque de la voiture ou d'un tracteur. En forêt, il a rencontré les « vieux du village » et découvert une sociabilité inconnue : aider un voisin de coupe à ressortir la lame d'une tronçonneuse coincée dans un tronc ou à débiter un arbre mal tombé, boire un verre ensemble, partager sa connaissance de la forêt et des astuces techniques du travail de coupe. À l'usine, il s'est rendu compte que nombre de copains faisaient eux aussi les affouages dans la commune où ils avaient fait construire leur maison. De là est née son amitié avec Jean-Luc, qu'il ne fréquentait jusqu'alors que dans le cadre des activités de la CGT. Depuis, chaque hiver, ils s'aident mutuellement à réaliser leur coupe de bois.

L'hiver 2022, ayant raté l'inscription au tirage des lots en mairie de Bethoncourt, c'est dans une commune voisine où habite Christiane qu'il prend une parcelle d'affouage, dont les ami·es se partageront le produit. Le travail de coupe prend du temps, et certains le réalisent seuls. Mais pour les anciens de la CGT, c'est l'occasion de mobiliser son réseau de camarades. Un samedi du mois de février, Christian a organisé la venue d'une dizaine de connaissances en forêt. À huit heures du matin, il a déjà affuté ses quatre tronçonneuses et préparé le matériel nécessaire. Quand Jean-Luc et deux ami·es (Martine et Jérémy, le fils de Viviane) nous rejoignent chez lui, le rendez-vous prend la tournure d'une expédition. Nous partons chez Christiane, qui a préparé le casse-croûte avec Clairette, et buvons joyeusement le café pendant qu'elle remplit les thermos. Damien (quarante-cinq

ans, technicien et secrétaire de la CGT-Stellantis) arrive avec ses chiens, suivi par Bruno. À dix heures, toute la troupe se met en mouvement et gare les voitures en bord de route, à côté de la forêt. La brouette de Christian sert à transporter les tronçonneuses, ainsi que les bidons d'essence et d'huile.

Arrivée sur la parcelle, Clairette s'installe dans son fauteuil de camping pliable, que Jacques utilisait habituellement pour la pêche et qu'elle est heureuse de ressortir de son garage. Une fois le matériel déposé, le travail s'organise spontanément. Chacun sait ce qu'il a à faire : Damien et Jean-Luc sont là pour « faire tomber » les arbres marqués par le technicien ONF, les autres hommes débitent les troncs en morceaux d'un mètre, en mettant de côté les branchages qui, depuis la fin des années 1990, doivent être laissés en forêt afin de régénérer le sol. Auparavant, ils étaient directement brûlés sur place, ce qui donnait lieu à des rassemblements pour se réchauffer et bavarder. Seul Bruno n'utilise pas de tronçonneuse mais, malgré ses douleurs lombaires, il manie merlin et coins^a pour fendre les plus gros troncs dans leur longueur. Christiane, Martine et Clairette chargent les piles quand les troncs sont fendus, ou font un tas spécifique de charbonnette^b et, vers midi, préparent le repas. Quand je remarque l'ardeur de Bruno à la tâche, il lance à la cantonade : « C'est la seule chose que j'ai apprise chez Peugeot : arriver au boulot le premier, travailler le dernier pour être le seul qui travaille quand les chefs arrivent ! »

À neuf, le travail avance vite. D'autant qu'à 11 heures, Thomas nous rejoint, heureux que Christian ait fait appel à lui, car cela fait plusieurs années qu'il ne l'a pas aidé aux affouages alors qu'il aime ce travail. Christian avait pris soin

a. Un merlin est un outil servant à fendre le bois, soit à l'aide de son côté tranchant (comme on le fait avec une hache), soit avec son autre côté, similaire à une masse, avec lequel on peut frapper sur un coin, petite pièce en acier forgé placée dans une fente que l'on peut ainsi élargir.

b. Bois de petit diamètre, utile pour démarrer un feu.

de lui après le suicide de son père, un grand ami de l'usine et du syndicat, il y a une quinzaine d'années. Mécanicien de trente-cinq ans, il travaille désormais dans une usine suisse après avoir passé plusieurs années à Peugeot-Sochaux, où il a été formé. En tant qu'ouvrier posté, il gagne 4 200 euros par mois grâce à la prime de nuit de 1 000 euros.

Christiane, de son côté, ne chôme pas mais s'octroie le temps de prendre des photos. Tout le monde met du cœur à l'ouvrage dans une ambiance rigolarde. Pendant que Christian prépare avec Martine un feu dans sa brouette (il avait pris ses outils pour dévisser sa roue et ainsi éviter qu'elle n'explose) pour griller chipolatas, saucisses de Toulouse et merguez, nous prenons l'apéro. Jean-Luc fête aujourd'hui ses soixante ans, nous trinquons à sa santé et à sa retraite – même s'il ne travaille plus depuis trois ans, bénéficiant d'un départ anticipé. À la fin du repas, il sort de son sac un gâteau acheté la veille – une « forêt-noire », forcément ! La prise de photos, le barbecue pittoresque, qui rappelle, dans un format réduit à une brouette, les grands feux de rémanents entre affouagistes dont Christian est nostalgique, et l'anniversaire de Jean-Luc : la journée est festive⁶.

Physiquement exigeante, la pratique des affouages est aussi dangereuse, et souvent effectuée entre père et fils ou bien entre voisins. Elle concerne avant tout les ouvriers stabilisés, propriétaires de leur logement, et particulièrement les retraités. Ce jour de fête en forêt est une manière de réaffirmer la solidarité ouvrière, entre hommes et femmes, entre personnes en activité et retraitées, où chacun participe à sa mesure – le fauteuil de camping de Clairette, qui ne peut plus lever le bras droit et travaille avec modération, fait rire tout le monde. Il s'inscrit dans un cycle de dons et contre-dons : Christian passe beaucoup de temps en forêt, aide et se fait aider, et donne volontiers du bois à ses ami·es. Toutes les personnes présentes sont ainsi inscrites dans un circuit d'entraide avec Christian, qui assure le lien entre personnes retraitées et en activité issues de différentes générations ouvrières. L'appartenance à Peugeot est centrale,

comme l'indique la boutade de Bruno, mais la présence de Thomas et de Jérémy, ouvrier municipal, donne à voir un univers aujourd'hui plus éclaté. Avec Damien, Jean-Luc mais aussi Christiane et Martine, Christian est très attaché à cette forme d'écologie morale populaire, c'est-à-dire à cette gestion collective coutumière des ressources naturelles⁷ à laquelle il donne une coloration politique en revendiquant sa défense. En effet, en raison du vieillissement de la population locale, mais surtout de la concurrence de modes de chauffage alternatifs (principalement les pellets et granulés de bois commercialisés par une filière bois en pleine croissance), significative de la rationalisation économique de la forêt, l'usage est en perte de vitesse : les volumes délivrés pour l'affouage ont baissé de moitié entre 2011 et 2022 en Nord Franche-Comté⁸.

La dépense physique qu'occasionnent les affouages compte beaucoup aussi : elle est une manière de s'entretenir dans un espace naturel, d'organiser son travail en étant, contrairement à l'usine, « son propre chef⁹ », et d'utiliser son temps libre de manière productive quand d'autres, en particulier chez les diplômé·es de classes moyennes et supérieures, préfèrent les loisirs récréatifs et fréquentent la forêt à cheval ou en VTT¹⁰. Cette appétence pour la transformation matérielle des matières est à la base de la condition ouvrière, elle est une occasion de continuer à exhiber son habileté manuelle après la retraite, pour les autres mais avant tout pour soi-même. D'autant plus que les connaissances que les ouvriers titulaires d'un CAP ont appris à l'école Peugeot, en lycée technique ou en lycée professionnel, ont ensuite mis des années à devenir un savoir-faire perfectionné à l'usine. Dans une grande industrie automobile où le travail est très standardisé, une autre pratique, la pinaille, s'est longtemps trouvée au cœur de l'apprentissage du coup de main.

La pinaille, une société dans l'usine

La perruque, ou pinaille, qui désigne un travail dit « détourné », revêt des formes et des sens très différents selon les contextes. Mais on peut retenir la définition générique qu'en donne Robert Kosmann, fraiseur mécanicien qui en est devenu l'historien : une « utilisation de matériaux et d'outils par un travailleur sur le lieu de l'entreprise, pendant le temps de travail, dans le but de fabriquer ou transformer un objet en dehors de la production réglementaire de l'entreprise¹¹ ». À Sochaux-Montbéliard, la pinaille s'invite sans cesse dans les conversations, témoignant de la nostalgie d'un monde disparu mais aussi, sous forme de rappel opiniâtre, du caractère artisanal du travail ouvrier, y compris dans la grande industrie. Pour qui a travaillé chez Peugeot jusqu'aux années 1990, elle évoque encore aujourd'hui autant l'ordinaire que l'extraordinaire du quotidien.

L'extraordinaire est convié dans les mots et la manière de raconter comment, avant que les gardiens ne se transforment et se démultiplient en « vigiles », on jouait de leur surveillance paresseuse en remplissant les sacoches de sa mobylette (parfois tellement alourdies qu'il arrivait que le garde-boue touche la roue arrière) ou en sortant une pièce très travaillée pour une bouchée de pain, avec un « un bon de récup' à 15 francs »^a. Ou encore en rappelant, comme le fait Miguel, des anecdotes qui en disent long sur des rapports de force aujourd'hui bien différents :

Max-la-ferraille, il disait « bon, d'abord les pinailles, et après on se met au boulot », donc déjà on faisait les trucs pour les copains – il fallait dépanner Pierre, Paul, Jacques – et après on bossait pour le patron¹².

Mais la pinaille relève aussi de l'ordinaire car elle est visible partout, jusqu'aux domiciles : un cendrier s'avérant

a. Les bons de récupération permettaient d'acheter légalement à l'usine des pièces considérées comme inutiles à la production. Le procédé pouvait permettre de sortir de l'usine un objet « pinaillé ».

être un piston de moteur de 205 ; un bouchon de fût de peinture poli transformé en plateau de cuisine ; une trousse d'écolier, des gants ou des chaussons fabriqués en garniture avec du cuir ou des housses de sièges (il arrivait marginalement aux ouvrières de « pinailler ») ; une « palette », tournevis plat au bout écrasé et arrondi, précieux outil façonné pour aller chercher des pièces dans des endroits peu accessibles, caché des chefs pour éviter qu'ils n'industrialisent le procédé, et aujourd'hui toujours à portée de main du retraité bricoleur. Forme d'affirmation et d'émancipation de soi et du groupe, la pinaille représente un « détournement politique » de l'ordre industriel en ce qu'elle organise le don et la réciprocité en marge d'un univers hyper hiérarchisé, c'est donc aussi un « moyen de resserrer les liens entre les membres du groupe local »¹³. Miguel ne dit pas autre chose : « C'était une question d'échange : je te rends un service, tu me rendras un service quand tu pourras. » Pour lui, la bataille a été perdue au tournant des années 2000, quand la pinaille a été emportée avec les autres formes de solidarité qui existaient dans son atelier :

Ça a traîné jusqu'en 2000, oui. Moi, j'ai vu le changement de la boutique, vraiment, dans les années 2000. En [19]99, on sentait un peu le vent mais ça allait, on était bien, tout le monde était solidaire. Mais il y a quelques anciens qui sont partis à la retraite et ça a changé un peu. Et en 2000, je m'en rappellerai toujours, c'est quand je suis passé de nuit, là j'ai vu le changement. Ah ouais, mais carrément ! Les gens étaient pourris, salauds, étaient égoïstes, pensaient qu'à leur gueule, quoi. Chacun sa merde, le bon Dieu pour tous.

Le souvenir de Miguel corrobore l'analyse de Beaud et Pialoux du déclin progressif du pouvoir des professionnels au cours de la décennie 1990¹⁴. C'est à partir du départ des anciens qui comptaient en tôlerie que les choses ont changé, selon lui.

David, quarante-quatre ans, a vécu directement ce début de la fin de la plus grande usine de France, où, pendant

longtemps, à côté des différentes chaînes de montage, les ateliers spécialisés exigeaient de fortes compétences. Jusqu'aux années 1990, dit-il, « il y avait tous les corps de métiers dans l'usine¹⁵ ». Les logiques de délocalisation, de sous-traitance et de spécialisation des sites du groupe PSA ont anéanti cette société dans une usine où l'on « pouvait faire ses courses ».

Les « derniers apprentis »

David est, à sa façon, un bon exemple de la rupture entre ces deux époques. Il est issu d'une « famille Peugeot » au sens où ses parents ont fait toute leur carrière dans l'entreprise, sa mère comme OS et son père comme professionnel au service d'entretien. Il est aussi le produit d'un « système Peugeot » puisqu'en 1994, à seize ans, scolarisé en lycée professionnel, il est entré en fonderie pour y faire son apprentissage avec sa bande de huit copains. L'un de ses enseignants est un ancien professionnel de l'usine, qui y avait gardé des amis, et était chargé de leur envoyer ses bons éléments. David a alors intégré ce qui restait de l'école Peugeot : bien que cette dernière ait fermé en 1970, les modeleurs sur bois continuaient d'être formés directement par l'usine jusqu'à ce que la fermeture de la fonderie soit annoncée en 1996. Interrogé cette même année par Michel Pialoux sur les « portes ouvertes » organisées par Peugeot, Bruno réagissait alors ainsi :

Ils présentent comme de grands succès techniques des ateliers qui sont en quasi-liquidation : quand on parle des outillages, de la fonderie, etc., en fait ils veulent fermer ces secteurs-là. C'est une sacrée contradiction, quand même, qu'ils ont à gérer : « Regardez notre savoir-faire, regardez si on sait bien faire, mais demain on ne le fera plus¹⁶ ! »

Pour David et sa bande, directement concernée par cette contradiction que leur recrutement et leur présence dans l'atelier incarnaient alors, ce sont les anciens qui ont permis d'en ménager les effets :

Mon chef, un coup il me dit : « Bon ben là, c'est officiel, tu sais, ça va fermer. » J'étais en CAP, je sentais qu'on allait

me donner qu'un CAP, [*alors qu'*]ils nous avaient dit qu'on ferait un bac pro. On était les derniers vrais apprentis, si tu veux. Parce qu'après, l'apprentissage s'est fait avec des écoles, mais nous, on était vraiment à l'école Peugeot, on était les derniers. Et là on s'est dit, les huit : « Ça va pas le faire, faut que tout le monde passe un bac. »

La force du groupe de copains qui s'étaient projetés dans un avenir commun de professionnels leur a permis, avec le soutien des anciens de fonderie, de conjurer le risque d'inertie et de déclassement. Au moment où un monde ancien, qu'ils venaient d'intégrer, commençait à décliner, les huit amis ont trouvé une session de formation en Greta^a « qui correspondait à peu près à ce qu'[ils] avai[en]t fait », et un financement du Fongecif^b. Les anciens ont organisé le travail collectif pour que les jeunes embauchés ne travaillent que les matins (« on ne faisait pas de journée complète, pas de doublage, rien du tout. Et on avait une paye complète ») afin de suivre leurs cours les après-midis. Tous ont obtenu leur bac pro en tant que candidats libres. Avant que la fonderie ne soit fermée, le chef a conseillé à David et à trois de ses amis de faire une formation spécifique de quatre mois en région parisienne, qui leur assurait d'être promus techniciens dans un autre atelier. David y travaille toujours aujourd'hui, alors que des rumeurs annoncent de nouvelles fermetures d'ateliers, dont le sien. Dans ce contexte de restructuration permanente¹⁷, la fonderie reste sa référence. « Alors que ma mère en a toujours chié en chaîne », dit-il, son père se vantait de n'avoir « jamais travaillé » pour Peugeot parce qu'il « pinaillait à gogo » pour retaper sa maison : « Tu vois la baraque ? Tu mets Peugeot dehors, tout se casse la gueule ! » David considère, lui, avoir appris à travailler grâce à la pinaille : « Ce qu'il y avait de

a. Les groupements d'établissements publics locaux d'enseignements (Greta) sont des structures de l'Éducation nationale qui organisent des formations pour adultes dans pratiquement tous les domaines professionnels.

b. Le Fonds de gestion des congés individuels de formation, désormais appelé Transitions Pro, est un organisme paritaire qui permet de financer la formation individuelle des salariés.

bien avec c'te pinaille, c'est que les anciens t'apprenaient à travailler. » Et de citer l'exemple d'alliages de métaux spécifiques, qu'il n'aurait jamais appris à réaliser en moulant en série des pièces de moteurs. Ces alliages lui ont été enseignés quand, avec ses copains amateurs de jeux de rôle, ils s'étaient fabriqué des « épées de Conan le Barbare » grandeur nature. « Le plus dur, me dit-il, ça a été de les sortir de l'usine... »

Quand les « dinosaures » tenaient les chefs

« Maintenant c'est fini, c'est un autre monde », estime David. Pendant plusieurs décennies, la pinaille aidait à réguler les rapports sociaux dans l'entreprise. Sans être généralisée (certains ouvriers et certaines ouvrières s'y opposaient), nécessitant une autonomie et un accès à la matière dont seuls les professionnels disposaient, ce jeu dangereux – car toujours combattu – avait besoin d'une « somme de complicités¹⁸ ». Certains chefs fermaient les yeux à condition de profiter des modes d'atelier qui voyaient apparaître de nouveaux objets façonnés, tels les faux décodeurs Canal + mis au point dans les années 1980 par deux électriciens qui furent licenciés après une plainte de la chaîne TV obligeant la direction du site à mener une enquête interne. « Mouillée », la maîtrise était alors « tenue » par le groupe¹⁹. Il en allait de même avec le vol, et ce jusqu'aux plus hauts rangs de l'usine, comme le raconte Jean-Pierre, un ancien professionnel délégué cégepiste qui a quitté la région une fois en retraite. En 1992, peu avant la grève nationale des transporteurs routiers, il fut nommé par ses supérieurs « responsable de l'essence », chargé d'alimenter les voitures neuves tombées en panne dans l'usine :

À l'époque, on rentrait nos bagnoles dans la boîte : on va quand même pas payer de l'essence alors qu'il y en a plein les citernes ! Et donc, quand j'allais faire les jerricans, je prenais quatre jerricans pour la journée, quand il y avait pas de bagnole en panne, le restant il fallait bien le mettre quelque part ! [...] Et puis il arrive la grande grève des transporteurs. Et là, on n'avait plus le droit de mettre que trois litres de carburant dans les bagnoles, c'était comme ça. Et il y a le père Silvant, chef de service, ingénieur, directeur

adjoint à Foltz [*P-DG du groupe PSA de 1997 à 2007*], avenue de la Grande-Armée [*au siège du groupe à Paris*], il vient me voir et il me dit : « Il faut me faire le plein. » Je dis : « Non, trois litres. » Il me dit : « J'en ai rien à foutre, moi, de leurs conneries ! Il faut que je roule ce week-end, tu me fais le plein et puis c'est tout ! » Je dis : « Et pis moi ? Moi, je roule pas ce week-end ? » Il me dit : « T'as qu'à faire comme moi ! » [rires]. À partir de là, tout est parti en vrac, on n'arrêtait plus de faire des pleins ! [rires] C'était bien, on rigolait bien... Mais [*les routiers*] ont repris le boulot, les cons, et quinze jours après, il vient me voir en me disant : « Dis, la grève elle est finie là, il faut peut-être arrêter de faire des pleins. Tu peux en faire un par mois comme ça, mais non, pas systématiquement, quand même. Parce qu'ils vont bien voir qu'il y a un déséquilibre²⁰. »

Comme la pinaille, le vol dans l'entreprise ne consistait pas fondamentalement en un geste militant. C'était une forme de quant-à-soi, de résistance ordinaire à l'ordre usinier susceptible de concerner toutes les catégories de personnel, au sein d'une « économie cachée²¹ ». Christian, comme Jean-Pierre, se souvient avec nostalgie de cette époque. Contrairement à ce qu'il disait à Michel Pialoux dans les années 1980, le vol n'était pas seulement un phénomène « arriv[ant] tous les jours dans l'usine », qui permettait à la direction de mettre un militant à la porte après une fouille²². Son regard a changé, depuis qu'il est libéré du lien salarial et du combat syndical sur site. L'abondance des anecdotes que j'ai pu recueillir sur le vol et la pinaille permet d'historiciser des pratiques révolues mais présentes dans toutes les mémoires, car elles correspondent à une époque exemplaire du pouvoir symbolique de la classe ouvrière. Les militants CGT ont résisté en tentant de prolonger ces pratiques quand l'ordre social ancien a périclité, que le groupe a progressivement perdu le pouvoir informel instauré par les professionnels, que les solidarités en place se sont érodées et que la direction a durci ses méthodes de coercition^a.

a. Ce dont témoignent, dans un entretien mené en 1993 par Michel Pialoux, Christian et un collègue OS en garniture, Driss, n'en revenant pas qu'un ouvrier

L'anecdote de la grève des transporteurs est en ce sens hautement significative : dans la décennie 1990, pour voler de l'essence comme pour réaliser une pinaille, c'étaient encore les ouvriers qui détenaient les clés. Les batteries neuves de voiture faisaient aussi partie du butin. Pendant un temps, il était toléré par certains chefs, eux-mêmes « pris dans la combine », de se servir dans le stock de Peugeot pour son usage personnel. Mais, comme le suggère Jean-Pierre, il s'agissait aussi de démontrer la force du groupe ouvrier quand il exposait ses principes de solidarité :

Un soir tard, un hiver, deux gamines sont en panne de bagnole sur le parc. [...] On leur démonte la batterie, on leur en met une neuve, « Combien qu'on vous doit ? », « Ben rien, on enverra la facture à la direction... Tu te barres et tu fermes ta gueule, tu dis jamais qu'on t'a mis une batterie neuve ! » On n'allait pas laisser la petite intérimaire sans batterie ! [...] Le lendemain [...] elles recherchaient [notre] camionnette, parce qu'elles avaient emmené une bouteille de whisky. Tu vois la gentillesse des gamines qui n'en reviennent pas, qui sont toutes perturbées... J'ai même connu des voleurs honnêtes ! Un jeune qui était en panne, qui me dit : « Il me faut une batterie. » [...] Il me la ramène le lendemain dans un sac, elle était trop grande ! Je lui dis : « T'as quand même pas repassé le portillon avec la batterie ?! » Ben il me dit : « Si, qu'est-ce que tu veux que j'en fasse ? Et puis je suis honnête moi, j'en ai besoin que d'une ! » [...] Et le chef d'équipe qui était au courant, il regardait de loin, il me disait : « Mais vous n'en finirez jamais non ? », et je dis : « Quoi ? Quand t'es en panne, tu fais quoi, toi ? » « Comme toi... », il me répond.

Les syndicalistes les plus en vue, qui ont porté la culture d'atelier dans l'usine Peugeot, étaient forts de victoires

ait été « mouchardé » par un autre : « L'ambiance, maintenant, c'est zéro : le gars, on mange avec lui, on boit et tout, on rigole avec lui, et après on le moucharde pour qu'ils le chopent à la portière ?! C'est pas des hommes, ça ! » conclut Driss, tandis que Christian complète : « Ça c'était jamais fait, ce genre de trucs. Jamais. [...] Et maintenant, Peugeot porte systématiquement plainte. » (Entretien de 1993. © Archives privées de Michel Pialoux.)

comme la grève de 1989 ou la reconnaissance en 1997 de la discrimination syndicale et du calcul, depuis couramment utilisé, de son préjudice par le juge des référés²³. Ils bénéficiaient alors d'un rapport de force relativement favorable pour l'ensemble des salariés en France. La CGT, largement en tête des élections professionnelles, possédait de nombreuses et nombreux délégué·es (41 % des voix et 31 élus au CE en 1992). Certains d'entre eux disposaient d'une large surface sociale et médiatique, tels Bruno, chargé de missions nationales, Jean-Pierre, un temps secrétaire du syndicat, ou Christian, dont les écrits avec Pialoux dans les années 1980 étaient lus par les cadres, certains lui demandant parfois conseil avant de prendre une décision pour éviter un conflit dans l'atelier ou une bataille aux prud'hommes. Représentant·es d'un ordre ancien en train de disparaître, celles et ceux que les cadres appelaient alors les « dinosaures », ou les « intouchables », étaient toutefois en train de vieillir. Christian témoigne :

Le directeur du bâtiment C nous avait dit, à Viviane et à moi : « Quand les dinosaures seront partis, on pourra faire le ménage. Et on est patients. » Donc les chefs connaissaient exactement l'état des forces, du mécontentement, de comment ça allait se canaliser ou pas se canaliser. Mais ils ont le temps de faire les choses²⁴.

Ce temps, le groupe ouvrier n'en disposait pas. Pris dans les restructurations de sa condition, il s'est vite fragilisé.

Le cerisier d'Akram

L'usine de Sochaux ne compte plus aujourd'hui que 5 300 salariés, dont seule la moitié sont ouvriers ou ouvrières. Au cours de mon enquête, le processus de désindustrialisation de l'usine s'est poursuivi à un rythme soutenu : le site a perdu un quart de ses effectifs, le nombre d'intérimaires a chuté à 500 en 2023, contre 2 100 fin 2019. Le groupe ouvrier est particulièrement touché par les réductions d'emploi, et

la morphologie du salariat change profondément. En même temps que le site s'appauvrit, il se spécialise dans les tâches d'ingénierie à destination des autres marques et usines du groupe Stellantis. C'est donc logiquement que le syndicat de cadres CFE-CGC est arrivé en tête aux élections professionnelles de 2022, avec près d'un tiers des suffrages. Le premier collège, celui des ouvriers, est à présent celui où le taux d'abstention est le plus élevé, et tous les syndicats ouvriers historiques ont réalisé des scores particulièrement bas : 18 % des voix pour la CGT, 17 % pour la CFDT et 12 % pour FO. « Forcément, il n'y a plus d'ouvriers dans cette usine ! C'est une majorité de cadres ! » commente un membre de l'Union locale le lendemain des élections²⁵. Cette évolution prolonge le départ des « dinosaures » et la disparition d'un type de société ouvrière dans les ateliers. Mais elle ne signifie pas la fin des logiques de solidarité ouvrière autrefois portée par les professionnels et prônée par les syndicats, qui se perpétuent au-delà de l'usine, notamment dans l'espace résidentiel.

Dès la rénovation de sa maison achevée au début des années 1990, Christian a reconstruit une vieille grange dans son jardin pour en faire un petit garage. Cela fait maintenant trente ans que ce garage est un lieu de passage, où les copains se retrouvent pour bricoler, faire les vidanges ou réparer leur voiture et celles de leurs proches et parent·es. Il est le fief de la base, aujourd'hui composée de Jean-Luc (OS multicomptént après avoir travaillé en carrosserie, peinture et retouches) et Hasan (peintre professionnel), militants de la CGT, ainsi que de Miguel (tôlier de quarante-cinq ans) et Akram (cinquante-sept ans, mécanicien auto), tous deux en invalidité après avoir été en long arrêt maladie – le premier pour un problème pulmonaire, le second pour des douleurs au bras droit qui le poursuivent depuis vingt ans, consécutives à un accident du travail.

Akram, lui aussi, bénéficie de ces solidarités matérielles en dehors de l'usine. S'il n'a, contrairement à ses compères, jamais travaillé chez Peugeot, il a été employé dans des

garages automobiles de petite taille. Comme l'immense majorité des ouvriers de l'artisanat et des services, il est confronté à des formes de domination personnalisée²⁶. Akram n'a donc pas d'histoire syndicale. À présent non salarié, ayant encore un enfant étudiant et une épouse qui alterne CDD d'aide-soignante en Ehpad, travail ouvrier chez Stellantis ou ses sous-traitants, et périodes de chômage et d'arrêt maladie du fait de tendinites récurrentes, Akram essaie de compléter les revenus du foyer en retapant des voitures ou en trouvant des « bons plans ». Sans vivre d'une économie de subsistance ni être coupé des institutions ou d'une trajectoire d'ascension sociale (tous les enfants du couple sont bacheliers, l'une des filles est ingénier), il a besoin de continuer à travailler, pour des raisons tant pécuniaires qu'existantielles. La relation qu'il entretient avec Christian est significative de la force que peuvent avoir des relations de voisinage forgées par la bricolage, dont le rôle est encore plus important depuis la disparition de la pinaille. La « centralité populaire²⁷ » d'espaces perçus comme « périphériques » lorsqu'ils sont observés avec surplomb est particulièrement frappante dans l'histoire et les modalités de leur amitié.

Les deux amis se sont rencontrés il y a dix ans, lorsque Akram a eu besoin de ramener chez lui cinq stères de bois achetés à la mairie. Un voisin lui a donné le nom de Christian, qui possédait encore son tracteur et lui a rendu service sans accepter de dédommagement :

– Akram : Il m'amène le bois chez moi, il le décharge, il le range. Je rentre du boulot, je trouve le tas de bois. Je passe le voir pour le remercier, je lui dis : « Tiens, prends quelque chose. » « Ah non, non, non ! il me dit, c'est bon. » Et puis : « Tiens, j'ai une [Citroën] AX, tu veux pas voir pourquoi elle veut pas démarrer ? »

– Christian : Et voilà ! T'avais mis le doigt dans l'engrenage, t'es rentré dans le cercle des initiés [rires] !

– Akram : D'un côté, c'est mieux. Moi je préfère ça, en fait, il y a assez d'argent [qui régente le monde] [...]

quand tu rencontres des gens qui sont bien, autant être bien avec eux. Et puis ça fait plaisir d'avoir des amis, il y a tellement de cons²⁸ !

Les allusions d'Akram à l'argent et à l'omniprésence des « cons » laissent deviner le poids de nombreuses déconvenues et d'un certain isolement. Mais il est devenu le mécanicien attitré du garage de Christian, tandis que ce dernier le fournit en bois de chauffage, considérant que « c'est des arrangements normaux ». « Quand la C4 de [la fille d'Akram] avait ramassé une bagnole dans le cul, Miguel a redressé la tôle, Hasan a repeint la bagnole, et Akram est arrivé avec la moitié d'un mouton après. Ah, c'est vraiment un folklore, quand même ! » plaisante Christian. La nature de la relation dépasse cependant le seul folklore. Akram a un statut social fragile, il n'a jamais été inscrit dans un collectif de travail mobilisé et intégrateur, et a déjà été victime de stigmatisations racistes qui l'ont marqué : l'amitié qui s'est nouée entre eux lui est précieuse. L'anecdote de la branche de cerisier d'Akram, tombée chez son voisin, permet de le comprendre.

En juillet 2023, cela fait une semaine que Christian m'héberge. Akram est dans son garage quasiment tous les jours pour une réparation importante sur une voiture. J'assiste ainsi aux discussions sur les aléas de la réfection de sa cuisine, sur le problème de turbo de la voiture de Christian ou l'écran cassé du téléphone portable de ce dernier, qu'un cousin d'Akram pourrait réparer. Un après-midi, Akram demande à Christian de venir voir son jardin pour régler un souci qui l'ennuie depuis un moment : le tronc de son cerisier en bordure de terrain s'est fendu en deux en mai dernier suite à un gros orage, une énorme branche est tombée sur la clôture, la haie et le jardin des voisins. Sur place, nous inspectons la découpe à réaliser. L'arbre est imposant et mesure plus de dix mètres. Nous allons frapper à la porte des voisins. La propriétaire nous ouvre, appelle son mari dès qu'elle reconnaît Akram : le mari a prévenu

son assurance car ils ont « déjà eu des problèmes », et il veut éviter tout souci si quelqu'un se blesse chez eux pendant qu'on débarde le bois. Akram veut se passer, lui, de frais et de complications. Il propose de signer une décharge et explique que Christian et moi sommes « des professionnels, [qu']il n'y a pas de souci à se faire » (ce qui, après coup, nous fera bien rire). Le voisin est méfiant, mais Christian et moi percevons bien que notre présence le rassure. Le ton change quand sa femme demande si Akram ne voudrait pas « à tout hasard » vendre une partie de son terrain, car le couple aimeraient agrandir le leur. Il acquiesce d'emblée car la vente l'arrangerait aussi, puis nous nous entendons pour venir le samedi après-midi suivant et accéder à leur terrain afin de couper la branche et la débarrasser. Akram nous ramène chez Christian, tout content, rigolard et soulagé d'éviter un conflit de voisinage. Je suis surpris par l'ampleur de son exaltation : il nous donne du « président Christian » et du « président Nicolas », et veut nous inviter dans le « meilleur restau du Pays de Montbéliard ». Ce n'est en fait pas la première fois qu'Akram sollicite Christian pour des démarches auprès de « Français », comme il dit. Trois jours plus tard, nous tronçonnons et dégageons la branche pendant qu'Akram débarrasse les branches dans son camion avec son fils et ses neveux, avant de faire affaire avec les voisins. La semaine suivante, nous sommes invités à dîner chez Akram et son épouse Bassira, qui a préparé un délicieux couscous. Damien a également été convié car Christian sait qu'il n'a pas le moral : il souffre de l'ambiance pesante en ce moment à l'usine et est très occupé par la « paperasse » à régler suite au décès récent de son père. La soirée est festive, c'est une occasion de souder les liens entre les membres de la base²⁹.

L'anecdote de la coupe de la branche de cerisier illustre l'inégalité d'assise sociale entre Akram et Christian, et la ressource relationnelle que peut constituer un militant retraité pour un ouvrier en marge du système salarial ayant souffert de différentes formes de discriminations, notam-

ment racistes (comme de la part de ce client dont il venait de remorquer la voiture mais qui l'a congédié au motif qu'il ne voulait pas de « quelqu'un comme lui »). Alors même qu'il incarne la quatrième génération d'une immigration algérienne dans la région et que son père disposait de l'assise d'un commerçant renommé, la reconnaissance sociale dont il pouvait disposer lorsque, jeune mécanicien, il jouait dans un groupe de rock amateur semble s'être envolée. Il n'a, depuis, pas rencontré que « des gens bien », sa vie professionnelle a été semée d'embûches et, désormais en invalidité, sa sociabilité est à présent surtout centrée sur sa famille. Mais, rompu à une logique de solidarité amicale faite de dons et de contre-dons de savoir-faire, il cultive de précieuses ressources face à l'isolement qu'engendrent sa situation professionnelle et sa santé précaire. Car la base désigne d'abord un univers populaire où, sans être coupé des institutions, on sait être économique et « débrouillard³⁰ », et où les travaux manuels matérialisent une forte solidarité morale et matérielle.

Dans la rue contre la réforme des retraites

Les affouages et la bricole, comme autrefois la pinaille, renvoient à un univers populaire où le rapport à soi-même est marqué par un usage instrumental du corps : outil pour fabriquer, façonner, auquel on consacre moins d'égards que dans les milieux favorisés, celui-ci doit pouvoir répondre présent lorsqu'on le sollicite. Quand on est issu du monde ouvrier, que l'on a passé sa vie active à l'usine et une partie de ses loisirs à bricoler, il n'y a aucune raison que la retraite vienne marquer un changement radical de son rapport au corps et à soi-même. Bricoleur à mes heures, j'éprouve une certaine complicité avec Christian et sa base, mais je reste à leurs yeux, avant tout, un intellectuel éloigné des réalités matérielles. Martine, l'amie de Christian, me le rappelle subtilement un jour de mobilisation du printemps 2023, où nous devons être rapidement sur les lieux de la manifes-

tation contre la réforme des retraites : à la fin d'un déjeuner pris ensemble, se penchant à mon oreille, elle me demande de me dépêcher car Christian trouve que je suis « toujours long à me préparer »³¹.

Quand une activité de bricole ou une action militante est prévue, les ouvriers retraités sont, dès le réveil, particulièrement efficaces. En ce jour de manifestation, l'énergie déployée par les anciens de Peugeot me sidère. Dès la veille, la préparation de la sixième des quatorze journées d'action nationale contre la réforme des retraites bat son plein. Christian a distribué des tracts le matin avec des camarades et, après mon arrivée chez lui en milieu de journée, nous rejoignons les militants à l'Union locale. Avec Bruno, ils ont repéré que le député macroniste de la circonscription a fait dévisser la plaque de sa permanence dans une rue par laquelle passera le cortège le lendemain, ce qu'ils interprètent comme une manière d'éviter une possible dégradation de son local. Ils ont l'intention de la remplacer par une autre. Christian a amené un morceau de plexiglass qui protégera l'inscription, il faut trouver une formule. Après plusieurs propositions, Jérôme, secrétaire général du syndicat, propose un jeu de mots qui emporte vite l'adhésion de tous dans les rires. Bruno imprime l'affiche sur un fond jaune, au format d'une plaque professionnelle tournant le patronyme du député en dérision pour souligner son manque de courage. Vers 15 heures, avec Bruno et Christian, nous nous installons à l'arrière du camion qu'a loué Jérôme pour faire la tournée du Pays de Montbéliard et appeler à la manifestation du lendemain, en privilégiant notamment les quartiers populaires. Jérôme a équipé le camion d'une sono, qu'il gère tout en conduisant au pas, en ayant installé ordinateur et amplificateur sur le siège passager. Nous finissons la tournée vers 18 heures, en repas-sant poser le camion et boire l'apéritif à l'UL. L'ambiance y est enjouée, la tournée a été un succès, donnant lieu à de nombreux gestes de soutien.

Après le dîner, Christian et moi commençons à coudre dix sacs de gravats sur lesquels on peut lire « 64 [ans] non

merci », inscriptions peintes dix jours auparavant par les militants présents dans les tribunes du stade accueillant le match de football à domicile du FC Sochaux-Montbéliard. L'idée est d'en faire une banderole pour la manif du lendemain après-midi. Nous passons un câble électrique dans la couture de l'ouverture des sacs, puis Christian donne un coup d'agrafe ; cela nous prend près de deux heures. Je file ensuite au lit et dors à peine trois heures, Christian deux : nous devons être sur les ronds-points à 4 heures précises pour bloquer l'arrivée des camions de livraison et ralentir l'embauche des ouvriers et ouvrières du matin.

La longue journée commence par l'occupation du rond-point de Montbéliard sur la route de l'usine. Nous retrouvons quelques militant·es de la section CGT-retraités et de FO. Les voitures d'intérimaires qui débauchent quittent l'usine en nombre, c'est impressionnant. « Forcément, maintenant qu'il n'y a plus de bus ! » commentent Bruno et Patrick, qui tendent un flambeau, chacun d'un côté du passage piétons menant à l'usine. Près d'un conducteur sur deux klaxonne en signe de soutien. À 5 h 30, nous rejoignons le rond-point de Sochaux où entrent les camions de livraison. Avec les autres militant·es de l'intersyndicale déjà présent·es, nous sommes alors une cinquantaine, dont une dizaine de Gilets jaunes. L'entrée de l'usine est bloquée par des palettes, la circulation freinée sous forme de barrage filtrant. Un feu a déjà été allumé au milieu du rond-point, l'ambiance est chaleureuse. Les gens rigolent, parlent politique. Des croissants ont été achetés par certain·es. À partir de 7 h 30, Bruno échange avec Richard, le délégué de l'Union locale du syndicat FO, pour savoir à quel moment aller au rond-point qui mène aux sous-traitants de l'usine, à trois kilomètres de là. Nous remontons dans les voitures et partons en file indienne. Les gendarmes nous attendent en nombre. Richard entend leur chef échanger au téléphone avec son propre responsable hiérarchique, visiblement très remonté et qui aurait donné l'ordre de « tous les gazer ». Mais le chef parvient à le raisonner et décide de simple-

ment rester présent sur les lieux, dans la mesure où il n'y a qu'un barrage filtrant avec distribution de tracts, sans réel blocage. Le capital militant³² de Bruno et Richard, qui sont d'emblée allés voir les gendarmes en arrivant, et qui participent à cadrer les militants les plus exaltés, n'est sans doute pas étranger à cette décision. Ce n'est qu'en fin de matinée que le groupe se disperse.

Pendant le déjeuner, Bruno, qui n'a dormi qu'une heure la nuit précédente et doit mener le défilé de la CGT tout l'après-midi ainsi que prendre la parole au nom de l'intersyndicale, fait rire ses camarades en moquant le fait que je sois « fatigué à ne rien faire ». Je ris aussi de bon cœur à cette raillerie qui me remet à ma place. Dans cette ambiance joviale, nous rejoignons la place du Champ de foire, à Montbéliard, d'où démarre la manifestation. Devant le camion CGT, les retraités sont en tête, et Bruno et Damien ont les micros en main pour lancer ensemble les chants. À la fin de la journée, tout le monde reconnaît que la mobilisation a été un succès : elle a rassemblé plus de 5 000 personnes, chiffre important pour la ville. La pose de la nouvelle plaque du député a eu beaucoup de succès. Pour la « bande des 89 », il est l'heure d'aller se retrouver comme d'habitude chez Clairette pour clore cette journée par un apéro³³.

Outre l'énergie des militant·es et le savoir-faire relationnel de Bruno et Richard, ces quarante-huit heures de mobilisation quasi continue révèlent la permanence d'un sens pratique ouvrier chez ces retraités. Passer deux heures un soir à coudre une banderole ; diviser et organiser le travail de préparation (qui achète et apporte les flambeaux ? les chasubles ? etc.) ; repérer qu'un député a fait enlever la plaque de sa permanence et qu'une alternative satirique peut être vissée à sa place^a, la confectionner, prévoir d'apporter vis et visseuse dans son sac à dos ; équiper un camion d'une sono

a. Ce qui signifie qu'il n'y aura pas de dégradation d'un bien personnel, comme Christian s'en défendra auprès des RG venus le sermonner pendant la manif : « J'ai vissé dans les chevilles au mur du député qui a enlevé sa plaque. »

et gérer l'amplification et la prise de parole des camarades tout en conduisant : toutes ces pratiques qui préparent et accompagnent la manifestation sont caractéristiques de ce travail militant invisible mais qui participe au succès des mobilisations. À chaque événement militant, j'ai ainsi pu observer ce sens pratique en actes. Cette manière singulière de se comporter distingue les anciens ouvriers de leurs camarades issus d'autres milieux sociaux. Lors de l'accueil d'un conférencier ou d'un rassemblement de soutien aux migrant·es avec des associations et partis de gauche, d'un repas festif qui réunit tous les membres de l'intersyndicale à la fin de la mobilisation contre la réforme des retraites, il y a ainsi toujours besoin de celles et ceux qui ont le « goût du concret³⁴ », confectionnant, préparant ou gérant les banderoles, les repas, le service d'ordre ou le stationnement des véhicules. Certain·es peuvent toutefois mal vivre l'assignation à ce type de rôle : j'ai entendu plusieurs fois Christian et Jean-Luc se plaindre d'être considérés comme les « ouvriers de service », c'est-à-dire de subir une forme inconsciente de mépris de classe de la part de camarades issus de milieux plus aisés, incapables de mettre en œuvre un sens pratique aussi développé que le leur, mais parfois, aussi, prompts à se donner le beau rôle sur le devant de la scène en ignorant ou en déconsidérant le travail, invisible mais essentiel, de la base³⁵.

*

« Bricoleurs pendant leur temps libre, les ouvriers continuent à “bricoler” pendant le temps contraint³⁶ » écrivent les sociologues Michel Bozon et Yannick Lemel. On l'a vu, une fois à la retraite, ils prennent plaisir à raconter leurs souvenirs épiques de la vie d'usine, sans cesser de pratiquer leurs activités manuelles habituelles, s'occuper de leur habitat, aider des proches ou, pour ceux qui continuent de militer, s'impliquer dans les tâches concrètes de leur syndicat. La bricolage constitue une manière de rester fidèle à soi-même,

de rester en cohérence avec les gestes et les manières d'être qui ont fait toute une vie³⁷. Continuer à militer en valorisant les travaux manuels, c'est montrer, à soi-même et aux autres, que « l'on n'a pas changé³⁸ ». Mais bricoler ne signifie pas rester isolé dans son atelier, seul face à son passé. C'est, avant tout, prolonger des groupes d'appartenance qui ont préexisté au passage à la retraite, une sociabilité masculine intergénérationnelle, à travers laquelle se transmettent des savoir-faire et un sens pratique aux plus jeunes que l'on emmène au bois, qui aident à réparer une voiture ou avec qui on milite dans le syndicat. Dès lors, le groupe perdure, la classe ouvrière s'affirme sans se replier sur elle-même, contrairement au discours misérabiliste qui déclare régulièrement la fin d'un « monde » qui n'en finit plus de mourir. Il résiste aussi. Pourtant, certain·es ancien·nes ont bel et bien disparu. Et une question taraude celles et ceux qui militent jusqu'au bout, interrogeant sur de possibles renoncements ou trahisons : que sont devenu·es ces retraité·es qui ne militent pas, ou plus ?

Lâcher la lutte, ne pas se renier

« Alors, il est intégriste, Hamid ? » Telle est la première question que Viviane nous pose, à Christian et à moi, quand nous passons la voir après avoir rendu visite à Hamid pour un entretien. Le lendemain, Bruno et les camarades de l'UL auront la même interrogation : dans la section CGT-retraités, le fait qu'Hamid ne fréquente plus le groupe suscite des interrogations. Si d'anciens ouvriers maghrébins du syndicat, désormais retraités, ont été revus dans les manifestations, ils ne viennent plus aux réunions. Lorsqu'il était actif, Hamid était un membre important du syndicat en même temps qu'un militant aux multiples engagements, associatifs et politiques. Qu'est-il donc devenu ? C'est l'autre question que se posent Christian et Viviane, qui ont perdu le contact et savent seulement qu'à son départ en retraite il y a huit ans, ses enfants lui ont offert un pèlerinage à La Mecque.

Comme dans tout cercle d'interconnaissance, la disparition d'un-e de ses membres sans raison valable inquiète, car elle remet en question le sens même de l'appartenance au groupe et sa pérennité. Et, pour ces personnes restées mobilisées, le passage à la retraite ne constitue pas une raison valable au désengagement. Une dispute, un désaccord politique, un conflit interpersonnel, une maladie ou un déménagement dans une autre région le sont. L'absence de motif entraîne donc un soupçon qui, en milieu politisé, est synonyme de désertion ou de trahison. Les cas d'anciens qui ont quitté le syndicat quand ils (plus souvent qu'elles) ont

accepté une promotion, « piqué dans la caisse », entamé une carrière d'élu du centre ou de la droite sont régulièrement rappelés. Ce sont les épouvantails du militantisme ouvrier qui, en déshonorant la lutte collective, donnent à ceux qui restent des raisons de réaffirmer la valeur des modèles de fidélité et de l'espoir collectif. « Un bon militant [...], un copain qui au lendemain de la retraite a tout arrêté », c'est ce qui « surprend le plus » : derrière ce genre de disparition, le « désenchantement » et le « dépérissement de l'esprit militant¹ » guettent.

En 1991, Michel Pialoux avait interviewé Hamid et Gérard, tous deux OS à la chaîne à Peugeot-Sochaux. Le premier était alors une figure locale de l'immigration maghrébine, délégué très populaire dans son atelier, qui témoignait des conditions de travail en carrosserie « aux actualités de FR3² ». Le second avait « la réputation d'un "rouge" dans l'usine comme en dehors de celle-ci », puisqu'il avait exercé des responsabilités au PCF dans les années 1970. Gérard était « l'"ouvrier-paysan" type, complètement pris dans les réseaux de la vie locale, qui a[vait] des loisirs de paysan, qui chass[ait], qui pêch[ait]³... ». Comme Hamid, Gérard lui non plus ne donne plus aucune nouvelle au groupe depuis son départ à la retraite il y a plus de vingt ans. On sait juste qu'il vit toujours dans un coin de sa Haute-Saône natale, à cinquante kilomètres de Montbéliard. Mais cette zone rurale, anciennement ouvrière, communiste et marquée, jusqu'aux années 1980, par la matrice politique de la Résistance, vote désormais à l'extrême droite. Les électeurs et électrices de la commune où il réside ont très largement voté pour Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2022, et les deux députés du département élus en 2022 sont membres du Rassemblement national (RN). Aux élections législatives de 2024, le député de la circonscription de Gérard a été réélu dès le 1^{er} tour : il a recueilli 50 % des suffrages exprimés à l'échelle de la circonscription, et 54 % à celle de la commune. De la même manière qu'elles et ils sont inquiets au sujet d'Hamid, Bruno, Christian,

Viviane et les militant·es de la section retraités Peugeot le sont aussi pour Gérard : à près de quatre-vingts ans, aurait-il lui aussi viré de bord^{a4} ?

Les entretiens menés au début des années 1990 par Michel Pialoux avec Gérard et Hamid constituent la matière première de chapitres centraux de *La Misère du monde*, ouvrage collectif dirigé par Pierre Bourdieu. Ils donnent à voir le désarroi de militants en train de vivre la « fin d'un monde » ; celui avec Hamid a inspiré *Deux jours, une nuit*, film des frères Dardenne sorti en 2014 et mettant en scène la crise de solidarité en milieu ouvrier. « L'idée de départ, expliquait Bourdieu en réunion préparatoire à cette enquête collective, c'est de dire qu'il y a un malaise et de se demander comment il peut être converti en symptôme. Les gens ne se sentent pas bien et ne savent pas où ils ont mal. Il y a un travail à faire avec eux pour qu'ils le sachent⁵. » Il demandait alors à son équipe d'interroger à la fois « des experts pratiques, [...] des praticiens des problèmes sociaux », et « des gens qui sont placés dans des lieux sensibles de l'espace social et qui sont aptes à devenir de bons informateurs, de bons "historiens" de leur maladie ». Synthétisant ces deux directions, Pialoux proposait d'interviewer « des militants syndicaux, gestionnaires du social [...]. Des experts eux-mêmes en porte-à-faux avec leur position ». Publiée en 1993, la recherche collective, dénommée « enquête "Malaises"⁶ », dressait une sorte de photographie de la France au tournant des années 1990. Les Français, à de multiples niveaux de l'espace social, commençaient alors à éprouver directement les effets du retrait de l'État social dans leur vie quotidienne. L'« effritement de la société salariale⁷ » avait eu des conséquences concrètes dans les collectifs de travail et les familles : l'opposition entre ouvriers permanents et temporaires révélait l'avenir obscurci des enfants et l'impossibilité

a. Cette crainte exprime avant tout la peur du groupe : les passages du vote communiste au vote FN/RN sont rares. Si le vote à l'extrême droite se nourrit de la décomposition de la gauche, le maintien de ses réseaux contraint localement l'essor du FN/RN.

de transmettre, comme le soulignaient Pialoux et Beaud dans un autre chapitre de *La Misère du monde*⁸.

Trois décennies plus tard, l'opportunité de retourner à la rencontre de Gérard et Hamid me permet de faire un pas de côté par rapport aux militantes et militants retraités qui vont jusqu'au bout de leurs espoirs de (re)conquêtes sociales. Alors que les politiques libérales se sont confirmées et diffusées au fil des années, que disent aujourd'hui ceux qui témoignaient déjà de leur désarroi pendant le second septennat de François Mitterrand (1988-1995) ? En quoi leurs trajectoires de désengagement éclairent-elles les conditions de l'engagement prolongé des militantes et militants retraités ? Alors que Bourdieu insistait dans *La Misère du monde* sur les « effets de lieux » et le « déclin » de certains équilibres hérités de la France d'après la Libération et Mai 68, que nous disent aujourd'hui Gérard et Hamid des effets du libéralisme économique sur leurs territoires de retraite et leur condition de retraités ?

Le vieux communiste et la nouvelle ruralité

L'attention portée aux militantes et militants qui prolongent leurs engagements syndicaux une fois à la retraite ne doit pas faire oublier que l'arrêt du militantisme est la norme, tant celui-ci dépend des conditions d'emploi et des collectifs de travail. D'autant plus lorsque la pénibilité du travail des OS sur les chaînes s'est aggravée, que les groupes « qui soutenaient résistance individuelle et résistance collective » ont progressivement disparu, entraînant une « difficulté de plus en plus grande à effectuer un travail syndical » et « une sorte de blessure, une déception très profonde⁹ », comme le soulignait Pialoux dans *La Misère du monde*. En 1991, Gérard dénonçait autant le comportement de chefs qui « cass[aien]t les groupes » que l'attitude de collègues devenus « capables de n'importe quoi ! Moucharder, n'importe quelle vacherie¹⁰ ! ». Le climat à l'usine lui apparaissait délétère (« voilà l'ambiance ! ») et, à l'âge de quarante-huit ans, il « ne

[pouvait] plus [se] voir là-dedans », n'ayant « plus rien à espérer », et s'avouait désireux de partir dès que possible. Il n'est donc pas étonnant de l'entendre aujourd'hui raconter avoir bénéficié dès 1998 d'un arrêt maladie prolongé, puis d'un plan de départ à la retraite anticipé.

« Je suis allergique de là-bas »

Comme l'entretien qu'avait mené Pialoux à l'époque, celui que je réalise avec Gérard en décembre 2022, à son domicile de Haute-Saône, a été négocié par Christian à ma demande. Les deux amis militants ne se sont pas revus depuis plus de vingt ans, ils sont heureux de prendre et se donner des nouvelles de leurs connaissances communes : Christian participe activement à l'échange, mais il semble être, pour Gérard, un fantôme sorti d'un passé auquel il est resté « allergique » :

– Gérard : L'année avant [*sa retraite*], je savais que j'allais partir. J'[en] ai profité pour me faire opérer du genou. Je me suis fait opérer du genou au mois de janvier, j'ai traîné toute l'année. Au mois de novembre, ils m'ont appelé, ils m'ont dit, voilà, que je partais à la fin de l'année, [qu'] il fallait vite que je retourne [...] pour prendre des jours qui me restaient. Parce qu'il me restait des jours de RTT, je sais plus quoi c'était à l'époque. Alors je suis parti, j'ai retravaillé un jour. [...] Et puis après c'était fini, j'ai jamais remis les pieds à la boutique !

– Christian : T'es jamais [*revenu*]... ?

– Gérard [*il le coupe*] : Jamais !

– Christian : Tu y es retourné, à Montbéliard, quand même ?

– Gérard : Oui, j'étais hier à Décathlon. Acheter des cartouches, acheter du matériel [*de chasse*].

– Christian : mais c'est étonnant quand même, on te voit jamais !

– Gérard : Non, non... je suis allergique de là-bas. [...] quand je suis par-là je sens encore l'usine. J'ai mis une barrière par là-bas. Terminé¹¹ !

Cette « allergie » est circonscrite : ce n'est pas la ville de Montbéliard en elle-même qui continue d'irriter Gérard, mais

l'usine et tout ce qui s'y rattache, CGT comprise. « J'en ai plus rien à foutre de tout ça [...], je vois des gars du secteur ici, mais autrement... là-bas, non. J'y vais pas là-bas. » Même si, lorsque nous le quitterons trois heures et demie plus tard, il dira à Christian que « ça fait plaisir de s'être revus », puis lui téléphonerà quelques semaines plus tard pour l'inviter à déjeuner, et s'il ne « regrette rien de tout ce qu'il a fait », les anciens camarades le renvoient à un monde qui ne le concerne plus : celui de la « nouvelle usine » mise en place par la direction dans les années 1980-1990 et qu'il a voulu oublier en se recentrant sur ses appartenances locales, son « secteur », comme il le dit. La relation épidermique à son passé d'ouvrier chez Peugeot est telle que, lorsqu'il lui arrive de rejoindre des manifestations, il préfère aller dans d'autres villes que Montbéliard. L'un des grands intérêts de cet entretien réside dans la confrontation de Christian avec cette réalité qu'il n'imaginait pas. Les réponses évasives de Gérard à certaines de mes questions, la difficulté du dialogue entre les deux anciens compères et la confusion que Christian éprouve en quittant le domicile de Gérard en témoignent. En 1991, Gérard disait pourtant de Christian : « C'est moi qui l'ai dressé, celui-là¹². » Ils évoluent à présent dans des univers sociaux étanches depuis deux décennies. Alors que je viens de démarrer la voiture, l'ancien apprenti syndicaliste n'en revient pas de la distance qui s'est creusée entre eux :

T'as traversé une vie commune pendant trente ans, et puis y a plus rien de commun, quoi. [...] Bon, par contre, il m'a soulagé, il n'a jamais voté au Front national, il a jamais voté à droite. Ça, ça reste. Mais il s'est beaucoup refermé sur lui-même, hein ? Il est devenu vieux. Dans son monde. Pourtant, il en a des anecdotes ! Parce qu'il en a fait dans l'usine !

Mesurant la distance à la fois sociale et culturelle qui s'est creusée entre eux, Christian semble aussitôt comprendre son ancien camarade :

En même temps, les gens qui ont vécu l'usine comme étant une espèce de fardeau en permanence, s'en échappent et

essaient d'oublier. C'est ça aussi [...]. Il a tourné la page du salariat, de l'usine, c'est un monde dur qu'il n'aimait pas. Et le syndicat était lié à ça.

« S'échapper » de l'usine, c'est en effet, pour bon nombre d'ouvriers et d'ouvrières qui se désengagent à l'heure de la retraite, pouvoir investir d'autres univers sociaux. Si Gérard se montre, tout au long de l'entretien, rétif à se remémorer sa vie d'usine et sa vie militante « là-bas », il parle plus volontiers du « secteur ». Dans cet « ici », il a toujours cultivé ses appartenances amicales et familiales. Il y a aussi hérité d'une mémoire politique qui l'a construit et qu'il a prolongée, mais qui se voit aujourd'hui de nouveau mise à l'épreuve.

Une mémoire à l'épreuve

Malgré la « blessure » et la « déception très profonde » liées à l'effondrement de la classe ouvrière telle qu'elle existait alors chez Peugeot, Pialoux considérait au début des années 1990 qu'un espoir collectif continuait de porter Gérard et nombre de ses camarades, persuadés que « la mémoire ne peut être abolie¹³ ». Cette mémoire communiste, fondamentalement politique et familiale, s'inscrit dans une histoire locale et une filiation très particulières. Gérard appartient en effet à une génération pour laquelle « ligne [politique] et lignée se confondent : la vérité communiste est celle des siens [...], un héritage qu'il est impensable d'abandonner ou de profaner¹⁴ ».

Né dans une famille paysanne pendant l'Occupation, Gérard est fils d'un communiste engagé dans un maquis qui fut très actif dans la lutte armée contre l'occupant, avant d'être élu conseiller municipal dans un village voisin. Ce père, abonné au journal *La Terre*, fondé en 1937 par le petit paysan et jeune député Waldeck Rochet¹⁵, futur secrétaire général du PCF, était très impliqué dans le Parti : « Jacques Duclos est venu manger chez nous », raconte fièrement Gérard. Né en 1944, il a interrompu sa scolarité au lycée pour rapidement travailler quelques années dans une usine de son « secteur », avant de se faire embaucher chez Peugeot à vingt-deux ans. Quand il s'est

marié avec Françoise, employée municipale et comme lui d'origine paysanne, le couple s'est installé dans le village de celle-ci, voisin de celui où Gérard avait grandi. Il y a fait construire un pavillon en 1973. Un ami (résistant) de son père fut maire (communiste) de la commune pendant plus de quarante ans. En 2022, Gérard continue de voter pour le Parti. « Moi je suis né comme ça, voilà », dit-il simplement. La mémoire qui l'habite est celle d'un militantisme forgé à distance de la grande industrie mêlant « chasse, pêche, nature et communisme¹⁶ », le legs de la Résistance et de ses réseaux ruraux est fondamental pour lui, de même que ses origines paysannes et les sociabilités populaires auxquelles il participe dans les environs.

Après s'être fait embaucher par Peugeot en 1966, attiré par la bonne paye et les avantages de l'entreprise (un bus de ramassage passait depuis quelques années directement dans son village), Gérard a pris le relais de cet héritage dans les années 1970-1980 en s'impliquant activement dans la section départementale du Parti. Cette appartenance fondait son engagement à la CGT. Elle primait aussi sur lui, puisque Gérard n'a jamais voulu être en position éligible sur une liste syndicale afin de préserver son implication politique. Cette matrice communiste est toujours présente chez lui, mais, en rompant avec ses réseaux de « là-bas » à la fin des années 1990, il s'est trouvé confronté à un « monde défait¹⁷ » : « Y a plus de section, il y a plus rien ici », lâche-t-il. Les alliés politiques locaux sont progressivement décédés, et le « secteur » a profondément changé en quelques années, comme un miroir de son propre vieillissement.

Entre 1990 et 2020, le déclin démographique de la communauté de communes dans laquelle s'intègre le village où vit Gérard, déjà amorcé dans les années 1960, s'est poursuivi : selon les données du recensement, cette zone rurale, composée d'une trentaine de petits villages (aucun ne dépasse 2 000 habitant·es), a perdu près d'un·e habitant·e sur dix, et près de quatre sur dix sont aujourd'hui retraité·es. Ce vieillissement s'est accompagné d'un profond bouleversement de la morphologie sociale de la population active, composée pour les trois quarts de

personnes travaillant en dehors de leur commune de résidence, pour plus de la moitié dans le commerce, les transports et services et l'administration, la santé et l'action sociale. Cette économie de services et de soins a pris la place d'une économie encore très majoritairement productive trente ans auparavant, où deux tiers de la population active vivaient de l'industrie et de l'agriculture. Dans cette zone historiquement peuplée d'ouvriers ruraux, cœur d'un petit bassin houiller au début du xx^e siècle, le chômage s'élève à présent à quatre points de plus que la moyenne nationale ; surtout il n'y a plus qu'un tiers d'ouvriers et d'ouvrières et 3 % d'exploitant·es agricoles (contre respectivement 55 % et 9 % en 1990)¹⁸. Les évolutions de l'espace local ont été si profondes et rapides qu'elles ont vite eu des répercussions politiques, entérinant la disparition de l'univers constitutif de la mémoire politique de Gérard. Ainsi, dans son village, Marine Le Pen a recueilli 43 % des voix au premier tour de la présidentielle de 2022 et 68 % au second tour. Dans la circonscription, le candidat de la Nupes n'a pas atteint le second tour des législatives qui ont suivi.

La politique : « c'est une catastrophe »

Gérard ne participe plus depuis longtemps au jeu politique. L'arrêt de ses engagements militants n'a cependant ni aboli sa mémoire, ni modifié en profondeur ses idées et convictions. Mais le diagnostic d'une évolution « catastrophique » de l'offre politique, sur laquelle Christian et lui s'entendent, n'a pas le même sens pour l'un et l'autre en termes d'engagement, puisque Gérard « n'y croi[t] pas », ou plus :

– Gérard : J'en discutais encore hier en revenant de Montbéliard avec ma femme. Je lui ai dit : « Regarde tout ça, Montbéliard, Sochaux et toutes ces municipalités de droite, partout autour. Un gars comme Sommer^a, voilà, il va se foutre chez Macron. Attends, c'est quoi, ça ?

a. Denis Sommer, ancien ouvrier Peugeot et délégué CGT que Gérard et Christian ont bien connu, a quitté l'usine et est devenu gestionnaire d'entreprise dans les années 1990. Il a été membre du PCF puis du PS, élu maire de

- Christian : D. [*le village où vit Gérard*] aussi, quand on s'est connus, c'était un patelin coco ici, c'est devenu quoi maintenant ?
- Gérard : Pff c'est... c'est devenu comme c'est, quoi, tu vois bien. Non, c'est pas à droite quand même, mais bon, c'est un peu la chèvre et le chou : c'est la petite gauche, il faut quand même dire ce qui est. S'il faut faire l'amour avec celui-ci, celui-là, on le fait [...].
- Christian : Plus la crise va s'accélérer, plus la tentation de l'extrême droite existe. On a toujours vu les sociétés passer à l'extrême droite dans les cas de crise, rarement dans les périodes où ça va mieux. Les périodes où ça va mieux, les gens ont des rêves. Ils s'inventent des sociétés.
- Gérard : Moi, j'y crois pas.
- Christian : Si, moi j'y crois, ça vient.
- Gérard : On a quand même ici deux députés qui ont passé à ça [*l'extrême droite*]. [...] Celui qu'on a ici, il vient de Bretagne, de je sais pas où [...]. Dans toutes les communes ici, c'est le Front national qui arrive en tête. On peut pas dire qu'on est embêté par les étrangers, les immigrés, c'est pas ça...
- Christian : [...] Moi ce qui me révolte le plus, si tu veux, il y a le score, mais ça a aussi libéré la parole. C'est-à-dire que tous ceux qui fermaient leur gueule l'ouvrent.
- Gérard : Oui.
- Christian : Alors maintenant, voilà, c'est libéré. Allons-y, les cons : vengez-vous. C'est, c'est... C'est une catastrophe.
- Gérard : C'est une catastrophe, oui. [...] Aujourd'hui, c'est plus pareil, ça n'a plus rien de comparable. Les gens ne sont plus motivés.

En évoquant ces trahisons et en s'accordant sur ce constat de « catastrophe », Gérard semble converger avec Christian. Mais ses mots disent aussi son désenchantement (« j'y crois pas... Les gens ne sont plus motivés ») et, finalement, sa distance au combat politique. À de nombreux moments pendant l'entretien, il laisse Christian parler en ne faisant

qu'acquiescer et n'émet pas de condamnation morale du RN quand celui-ci l'y invite. Plus tard, il assume même de mettre « les écolos dans le même paquet que les Le Pen et le Front national ». Rapidement, Christian, qui était heureux de me présenter un ancien camarade qui a compté pour lui et qu'il était curieux de revoir, est déçu des silences et des réponses laconiques de Gérard. « Bah raconte, bon dieu de merde ! » finit-il même par s'énerver. À force de ne plus être activés, les souvenirs des engagements passés semblent s'estomper chez Gérard. Ou du moins ont-ils perdu l'importance qu'ils ont toujours pour Christian. Lorsque celui-ci lui rappelle qu'en mai 1968, avec les camarades de l'usine, il avait eu accès aux dossiers du personnel de Peugeot, Gérard précise qu'il était fiché parce qu'il « lisait *L'Humanité* pendant les heures de travail ». Mais il ne reste de ce temps-là que le coup d'éclat, aucune envie de rendre compte du sel de l'histoire : ce sel a disparu du quotidien de cet ancien ouvrier dont la mémoire politique n'est plus entretenue par les mêmes supports.

Sur tous les sujets directement politiques, Gérard parle spontanément – et significativement – de ce qu'il a « vu à la télé », devant laquelle « des fois [il est] révolté » et qu'il finit par éteindre, exaspéré par ce qu'il voit et entend. Le journal télévisé régional et le quotidien local sont aujourd'hui ses principales sources d'informations. Par contrecoup, l'entretien avec son vieil ami fait percevoir à Christian – qui, avec la poursuite de son engagement syndical, a gardé l'habitude, prise à l'usine, de lire la presse nationale quotidienne – qu'il est toujours « connecté ». Il se dit « désarçonné » par le désengagement de Gérard, qu'il a trouvé « bougon » : « Il est en colère, mais contre tout le monde. [...] À force de vivre en dehors de tout, il est déconnecté. Ça me fait chier de le dire, mais c'est comme ça. La vie sociale à l'usine, ça alimente aussi. » Paradoxalement, alors qu'à la fin des années 1980 les militants de l'usine semblaient appartenir à une « génération qui vieillit », perçus comme des « “abrutis” résignés » et « alcooliques »¹⁹ par les jeunes ouvriers, c'est à présent le syndicat qui protège les vieux ouvriers à la retraite

d'un vieillissement plus rapide. Perdant son pouvoir dans l'entreprise, la CGT n'est plus en mesure de mobiliser autant qu'elle pouvait encore le faire dans les années 1990, mais ses fonctions se sont élargies.

De son côté, le monde de Gérard s'est recomposé. Face à l'« allergie » à la vie d'usine et grâce à la « barrière » qu'il a mise il y a vingt-cinq ans avec l'univers ouvrier de Sochaux-Montbéliard, il a reporté son investissement²⁰ sur ses appartenances familiales et amicales. Son habitus politique n'a « cessé d'évoluer²¹ », y compris longtemps après son départ en retraite. À présent, il occupe son temps en s'adonnant à ses passions – la chasse, le jardin et la bricole –, qui continuent de l'ancrer dans le monde ouvrier mais à distance du militantisme et du monde des idées que représente Christian. C'est ainsi que l'on comprend ses silences. Retiré de tout collectif de travail, il ne croit pas aux « rêves » de ceux qui « s'inventent des sociétés ». Signe qu'il a bien tourné la page et que ses préoccupations sont autres que celles de Christian, il ne manque pas de préciser que pour nous recevoir, il n'est pas allé chasser le jour où nous le rencontrons.

« Ça fait cinquante ans qu'on chasse ensemble »

Une fois à la retraite, Gérard peut donc consacrer son temps libre à ses activités rurales favorites : chasse, bois, jardinage, pêche et bricole. Le monde auquel s'oppose à présent Gérard est celui, pêle-mêle, des touristes en camping-car qui abandonnent leurs déchets sur place, des Parisiens qui « n'ont jamais rien vu », des écologistes qui « sont contre tout », des normes qui l'empêchent de vider l'eau de son étang ou imposent l'interdiction de la pêche à la grenouille... « Par contre il vaut mieux aller manger des grenouilles dans les restaurants, qui viennent de Pologne, de je sais pas où, qui ont des cuisses qui sont grosses comme ça, que tu sais pas comment elles ont été élevées, d'où ça vient ! » s'indigne-t-il. Dans un contexte de concurrence accrue des usages de l'espace rural et de mise en place de normes environnementales,

tales, les allochtones convoitant l'espace local sont soupçonnés d'ignorer les savoir-faire transmis ou patiemment acquis afin de s'ajuster à la nature locale. Nombre de processus bureaucratiques semblent menacer l'autochtone de Gérard, en limitant ou contrôlant ses pratiques, restreignant de fait son autonomie matérielle et symbolique. La chasse est l'activité sur laquelle il est le plus disert, tant elle l'occupe et le préoccupe. La réintroduction du lynx dans la région le révolte : « Automatiquement, le gibier a baissé. »

Gérard et ses amis ont chassé pendant cinquante ans le gros gibier (sanglier, chevreuil, chamois) dans les forêts domaniales proches, sur un lot adjugé par l'ONF, et non dans une société communale. Cette forme de chasse prisée, à l'accès socialement sélectif, donne un indice de la position historiquement haute de son « équipe » dans la hiérarchie sociale locale, les classes populaires chassant usuellement soit dans les forêts communales, soit en assistant les chasses bourgeoises²². Mais, signe de l'incertitude dans laquelle ce type de chasse se trouve actuellement, Gérard mélange aujourd'hui quand il en parle l'usage du présent et de l'imparfait :

- Gérard : On était, on était douze, on partage ça à douze. [...] C'est tous des copains, il y avait pas une parole plus haute que l'autre, il y a jamais eu de problèmes pour le partage [du gibier]... jamais rien. Chacun son tour, on fait à manger pour tout le monde. Quand il fait beau, les femmes montent, on mange tous ensemble dans la cabane...
- Nicolas : Comme vous étiez quand même bien engagés au PC et à la CGT, des discussions politiques, ça arrivait avec les copains ?
- Gérard : Ah oui, oui. Ça arrivait, des fois ça grinçait. Ah ben oui, ils savaient tout sur moi, hein ! [...] Mais ça nous, non, non, il y avait une amitié au-delà. [...] C'est une chasse qui était super. Ça fait, toute l'équipe de copains qu'on est, ça fait cinquante ans qu'on chasse ensemble, tout bien, jamais... jamais rien. Et puis là ça fait quelques années, ils ont lâché des lynx. Ils ont foutu des lynx là-dedans, et puis automatiquement le gibier a

baissé. Alors l'année dernière, on a résilié le contrat [*de location du terrain de chasse à l'ONF*].

La bande d'amis a voulu renégocier le prix de la location (de plusieurs milliers d'euros) pour compenser la baisse de gibier, mais, à l'ONF, « ils ont pas voulu, ils l'ont mise en adjudication ». L'hiver 2022, ils chassent toujours ensemble, mais dans une réserve privée. Cette solution paraît temporaire, tant les désaccords pointent avec le responsable de cette chasse bourgeoise, un cadre supérieur vivant hors de la région et qui « n'y connaît rien » :

Lui, il croit que c'est comme à B. [*un village d'une zone proche mais aux réserves de gibier plus fournies*], [où] tu donnes un coup de pied dans un buisson, t'as quinze sangliers qui s'en vont. Là-haut, c'est pas ça. [...] Moi, je m'interdis rien. Je lui ai dit : « Moi, je te préviens, du jour de l'ouverture à la fermeture, moi je tire tout. » Alors là, il a dit : « Pas de doublé, pas de ci, de ça... » Alors je crois qu'on va se mettre d'accord nous, notre équipe, pour qu'on foute tous le camp.

L'opposition entre les pratiques de tir (doubler les prises *vs* n'en faire qu'une) dont parle ici Gérard est le fruit de la généralisation progressive, depuis les grands domaines de chasse bourgeoise, d'une chasse gestionnaire qui cherche à assurer la croissance des réserves animales²³. Limiter les « doublés » est censé assurer une reproduction plus forte des sangliers, dont la prolifération crée de nombreux dégâts dans les pâtures agricoles. Ces pratiques populaires et coutumières sont remises en question par un capitalisme cynégétique en forte croissance dans l'est de la France depuis les années 1990²⁴. C'est donc dans son espace domestique et son cercle familial que Gérard continue de faire les choses comme il l'entend, avec la reconnaissance de ses proches. Cette « force de la nature », qui avait impressionné Pialoux « par sa stature, la vigueur et l'espèce d'énergie tranquille qui émanent de lui²⁵ », a vieilli. Mais, dans les petites parcelles de forêt héritées de ses père et beau-père, il a fait son bois

jusqu'à l'année passée. Après nous avoir rejoints et offert une tarte préparée spécialement pour notre venue, sa femme Françoise dévoile l'importance de la reconnaissance familiale dont bénéficie son mari : « Les enfants disent qu'il va nous faire crever. Tu vas couper le bois avec lui, tu travailles avec lui, il t'épuise ! Le gendre respire beaucoup plus fort que toi, hein ? » Il s'implique toujours fortement dans la bricole et les menus services à ses proches, « retape la maison de [s] a fille », entretient et récolte « un gros verger » et « un gros jardin ». « J'ai, combien ? 400 pieds de patates. 300-400 pieds d'haricots. Des choux, des machins pour toute la famille. On n'achète pour ainsi dire aucun légume », explique-t-il.

La descendance de Françoise et Gérard connaît une promotion sociale intergénérationnelle. Françoise précise que « les trois enfants, oui, ça va. Mais on s'est battus aussi pour [*leur apprendre*] : “On tombe, on se relève, on tombe, on se relève.” » Occupant tous trois des professions intermédiaires, leur ascension a précédé celle des petits-enfants, dont les aîné·es sont étudiant·es dans l'enseignement supérieur et aspirent à devenir chercheuse, médecin ou ingénieur. Nécessairement décalé du fait de son absence de diplômes et son passé d'OS, Gérard ne « parle pas » de l'usine aux un·es et aux autres. Françoise, elle, considère qu'« il est trop direct : il se fâche tout de suite ». Dans une telle configuration de désengagement militant et d'une priorité donnée à l'ascension sociale par l'école, comme en témoignait déjà l'entretien réalisé par Pialoux en 1991, au moment où les aîné·es étaient au lycée, la transmission politique ne s'est opérée qu'indirectement. Et uniquement avec l'une de ses filles, qui milite à l'extrême gauche, mais pas au PCF. Celle-ci mise à part, Gérard s'inquiète que ses descendant·es « ne votent plus ». Mais il a averti son petit-fils, « celui qui est à l'école d'ingénieurs, [qui] est déjà plus ambitieux. Il se voit déjà [...] Je lui dis : “Écoute mon petit gars, le jour où t'es directeur ou je sais pas quoi, si je suis dans ton entreprise, je te préviens, je monte un syndicat !” »

À bonne distance de l'usine et du combat syndical, le monde de Gérard possède sa cohérence propre. L'autoconsommation alimentaire, un rapport productif à un espace rural qu'il connaît depuis l'enfance, l'assurance que procure le fait d'avoir une descendance qui a quitté une condition subalterne et sait « se relever » dans les épreuves constituent les bases de son positionnement politique actuel. Dans son secteur, son équipe de chasse, au sein de laquelle il n'y a « jamais eu de problèmes » et qui « savait tout sur [lui] », ne l'a jamais déçue. Mais parce qu'elle vieillit, son existence est remise en question. Gérard, qui voit bien que son mode de vie est concurrencé sur ses propres terres, ressent la profonde évolution de sa « campagne en déclin²⁶ ». Toujours communiste, il attribue cette évolution tant aux « écolos » (« j'ai une horreur de ces gens-là ! » dit-il) qu'à l'abstention et au vote RN. À ses yeux, élus Verts et RN renvoient à un monde lointain, dont les récents succès électoraux ne reposent pas sur l'implantation locale. Gérard rappelle la mémoire de son père pour évoquer les luttes à venir et que devront mener les jeunes :

J'ai sa carte de résistant qui est encore par-là. Oui, bon ben un jour ça s'atténuerà tout ça. Je sais pas comment ça va évoluer, comment... les jeunes sont plus... c'est plus comme nous. J'aurais bien aimé, tu vois, qu'il y ait un des jeunes [*parmi ses petits-enfants*] qui passe son permis de chasse, pour pouvoir lui refiler mes fusils, mes flingues. Seulement...

L'Occupation et la Résistance tiennent une place centrale dans la mémoire et l'histoire de cet ouvrier-paysan qu'est Gérard. Mais celui-ci pense ici tout autant au présent, au devenir de sa descendance et à l'avenir de son secteur, dont les évolutions s'intègrent difficilement à ses repères mémoriels : d'où son « seulement... » lourd de sens. Lorsqu'il évoque l'impossible leg de ses armes, Christian lui répond par une plaisanterie complice qui atténue l'impression d'un fossé entre « les jeunes » et eux : « Garde-les, t'en auras peut-être

besoin. » Pour ces générations marquées par la Seconde Guerre mondiale et ses suites, socialisées à la politique par un agenda où les mouvements antifascistes étaient centraux, l'extrême-droïtisation accélérée de leur région comme du pays dans son ensemble suscite de vives inquiétudes. Hamid, Tunisien arrivé en France depuis cinquante ans et marié, comme il le dit, à une « Française », s'en fait l'écho.

Le désarroi de l'immigré endetté

Trois ans après les lois de contrôle des flux migratoires dites « Pasqua-Debré », le Premier ministre Michel Rocard déclarait le 3 décembre 1989 que « la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». Cette petite phrase, régulièrement reprise dans les débats politiques depuis, a incité Bourdieu à en faire le titre de l'ouvrage paru sous sa direction quatre ans plus tard, afin de renvoyer le monde politique à sa méconnaissance « de tous les malaises qui, faute de trouver leur expression légitime dans le monde politique, se reconnaissent parfois dans les délires de la xénophobie et du racisme²⁷ ». Depuis, l'extrême droite n'a cessé de gagner en assise politique légitime.

La condition d'immigré et le racisme n'étaient pas au centre du propos d'Hamid lorsqu'il a rencontré Michel Pialoux en 1991. Hamid était alors sous le choc d'une pétition demandant l'exclusion d'un ouvrier de Peugeot qui n'arrivait pas à tenir le rythme imposé par la chaîne, dont il avait appris l'existence la veille de l'entretien. Elle avait été signée par une majorité de collègues, y compris par « des "bons copains", de "bons ouvriers" qui [avaient] fait grève en 1981 comme en 1989, sans problème, qui vot[aien]t pour la CGT ». Hamid en était resté « abasourdi, assommé », révolté par la rupture des « règles "élémentaires" de la solidarité ouvrière », signe du succès pernicieux de la politique de la direction de Peugeot « exaspérant l'individualisme, les rivalités, les jalouxies²⁸ ». Sa colère rejoignait celle de Gérard, excédé au même moment par le « mouchardage ».

En mars 1993, deux ans après le premier entretien, Pialoux revenait chez Hamid et sa femme Catherine, fonctionnaire de catégorie B d'origine italienne et également militante syndicale, pour leur offrir et présenter *La Misère du monde*, qui venait de paraître. Hamid acquiesçait à ce que Pialoux lui disait du contenu du chapitre tiré de son témoignage :

Maintenant, pour une prime de 50 francs, ils [*les ouvriers*] sont capables de tout faire. Autrefois, c'était pas ça. Autrefois, les ouvriers défendaient plutôt l'ouvrier contre tout. Maintenant, c'est chacun pour soi. L'égoïsme, ça se ressent de plus en plus. À la limite, on peut dire que le texte que vous avez écrit, il est en avance sur son temps²⁹.

Ce qui, pour Hamid, avait changé en seulement deux ans, c'était l'avènement du règne de l'« égoïsme » entre ouvriers et ouvrières. Se développait dès lors une défiance envers le délégué syndical, « toujours critiqué », accusé de ne pas être disponible quand on en avait besoin, considéré comme « privilégié » parce qu'il disposait d'heures syndicales qui le dispensaient ponctuellement du travail à la chaîne. « Le délégué, il a plus cette légitimité », estimait-il. Mais cette évolution avait un autre corollaire :

- Hamid : Quelqu'un, il m'dit : « Moi, je déteste les Maghrébins, je déteste les Arabes, je suis [pour] Le Pen » [...] Il m'a même pas dit les Arabes, il m'a dit : « J'aime pas les bougnoules. Mais toi, t'es différent. » Je dis : « Comment, par quoi j'suis différent, moi ? » Il me dit : « Oui, parce que toi, tu fais ton boulot, normalement, t'es mieux qu'un délégué français. » Et en même temps, c'était un gars qui...
- Catherine [*le coupe*] : Un vrai con !
- Hamid : Un vrai con, quoi. [...] Au fil des années, pendant que j'ai milité, je me suis rendu compte que c'est vrai, comme le dit ma femme : « Le racisme n'est pas la propriété privée des gens de droite. »
- Catherine : Ah ! Mais non ! Pas du tout.

- Hamid : [...] La haine raciale d'un militant de gauche, elle est aussi insupportable que celle d'un mec de droite. Mais un mec de droite, bon, à la limite, tu te dis : « il est de droite », il dit quelque chose, ça rentre par là, ça... Mais lorsque ça vient d'un militant, surtout d'un gars qui était avec toi à la CGT ou qui était au Parti communiste, tout ça, ça te...
- Michel : Ça blesse peut-être ?
- Catherine : Bien sûr que ça blesse.

Le développement de tensions racistes dans différentes strates ouvrières, y compris celles des syndiqués et/ou communistes, a été analysé par Pialoux et Beaud à la fois comme une réaction au « moralisme » d'une gauche politique moins sensible, dans les années 1990, « aux thèmes de l'inégalité, de l'injustice, des passe-droits », et comme un symptôme de son éclatement face au « temps long de la crise » et à l'affaiblissement des sources d'identification à la classe ouvrière. Ils ont souligné ici l'importance des évolutions du travail ouvrier : « La question du racisme en entreprise pourrait être largement définie comme celle des *jalousies*, des luttes autour des postes³⁰. » Lorsque les systèmes de prime, d'évaluation et de classement des ouvriers et ouvrières se sont diffusés, que les équipes sont devenues instables et changeantes, la familiarité de classe s'est exprimée plus difficilement, les plaisanteries relatives aux appartenances nationales ou régionales, jusqu'alors intégrées à un « chahutage d'atelier³¹ », sont devenues des insultes. Dans le monde ouvrier comme ailleurs, les formes de racisme ont toujours été présentes, mais la stigmatisation des étrangers s'exacerbe de manière cyclique dans les périodes de crise économique et de chômage³². Ainsi, en 1993, la perte de pouvoir du groupe dans l'usine ne permettait plus de subsumer ces appartenances.

« Papa, comment t'as fait pour avoir des amis français ? »

Que dit Hamid de ces tensions racistes trente ans plus tard, alors qu'il est aujourd'hui un retraité de soixante-et-onze ans, père de trois enfants adultes et plusieurs fois

grand-père ? En 2022, quand je le rencontre à son domicile avec Christian, il est retraité depuis huit ans. Il n'a pu faire valoir ses droits qu'à l'âge de soixante-trois ans – rappelons que cet ancien OS, auparavant guide touristique en Tunisie, est arrivé en France à l'âge vingt-deux ans. Il a travaillé sur la chaîne jusqu'à plus de soixante ans, avant d'être mis sur un poste de préparation, moins exigeant physiquement. Les deux ex-délégués se souviennent du chahutage d'atelier et de sa disparition, synonyme d'exasération du racisme. Signe de sa politisation toujours vive, mais aussi de son retrait (relatif) dans son espace familial, quand je lui demande comment il perçoit le racisme à présent, Hamid ne fait pas référence à l'évolution des rapports sociaux dans le quartier populaire qu'il n'a pas quitté : il évoque d'emblée l'image publique des populations issues de l'immigration maghrébine, irrité, comme Gérard mais sous un autre mode, par les discours politiques et médiatiques véhiculés par la télévision et qui attisent la « haine ». Dans ses propos, c'est le vécu de ses enfants qui l'interpelle et qu'il compare au sien :

- Hamid : Le racisme d'autrefois, c'est ce que j'ai dit à mes enfants : les gens qui travaillent avec moi, ils me voient et me disent : « Ah, Tunisien ! » ou bien : « Oh, chameau ! » Mais je leur dis : « Quand il me dit "chameau", c'est pas par mépris, c'est parce que le chameau, c'est quelque chose qui représente le désert en Tunisie, et tout ça. » Et pis ils [avaient] pas la haine comme maintenant [...].
- Nicolas : Parce qu'aujourd'hui, c'est comment ?
- Hamid : Aujourd'hui, il [*le racisme*] est maintenu par la télé. Quand vous ouvrez la télé, c'est : « intégriste », « burka », « terroriste », « musulman », « extrémiste », « radical ». Il y a que ces mots-là. De temps en temps, ils parlent un petit peu de tout ce qui est du moment, par exemple comme maintenant la guerre d'Ukraine. Mais ils consacrent souvent... [*il ne finit pas sa phrase, enchaînant sur une autre idée*] Et puis avant, le journaliste, il pos[ait] des questions, et les invités répond[aien]. Et lui maintenant, le journaliste, il impose. Il dit : « Mais qu'est-ce que

vous voulez faire avec des gens qui sont comme ça ? et patati, patata. Et qu'est-ce que vous allez faire avec les gens qui tuent les autres ? » C'est-à-dire que, eux, ils mettent déjà la pression [...] Et pis, la haine de l'Arabe, ou du musulman, ou de l'immigré, c'est plus comme avant. [...] Les jeunes d'aujourd'hui, par exemple mes enfants, ils ont pas beaucoup de copains... français.

– Nicolas : Ah oui ?

– Hamid : Ils ont... Le grand, il en a deux ou trois, tu vois. Le petit, il en a un ou deux, mais c'est tout. [Tandis que] moi j'ai pas mal de monde. Ils viennent ici pendant le ramadan manger chez moi, et je vais chez eux. Ils nous invitent, moi et mes enfants. [Ces derniers] me disent : « Papa, comment t'as fait pour avoir des amis français ? » Ben, je leur dis : « Parce qu'on a milité ensemble, on a fait des choses ensemble, ils sont restés copains, copines. Ils sont venus chez moi en Tunisie, je suis allé avec eux [...], on a fait le tour de la Tunisie [...] ». C'est quelque chose de normal, y a aucun problème. Avant, c'était comme ça. Maintenant, il y a des réticences. Les Arabes, ils disent : « Celui-là c'est un gaouri » – ça veut dire un Européen –, et pis le Français il dit : « Oui, c'est un immigré celui-là », même s'il est né ici, tout ça. [...]

Par exemple, [chez] le docteur que je connais, un jour je suis arrivé avec ma fille parce qu'on avait peur qu'il y ait quelque chose... Et lui : « Alors, Hamid, comment vas-tu ? qu'est-ce que t'as ? » Après, ma fille me dit : « Mais pourquoi il te manque de respect ? ». Je lui dis : « Non, non, il me manque pas de respect. C'est mon copain. » Elle me dit : « Tu connais un médecin ?! » Ben, j'y dis : « Oui, et alors ? » « Mais comment tu l'as connu ? » « Je le connais parce qu'on faisait le carnaval ensemble, lui et sa femme et ses enfants. » [...] C'était une amitié. Mais eux, ils ont pas su, ils ont pas connu ça. [...] Je suis étonné qu'ils... Ils ont joué au basket, au... ils [étaient] tout le temps ensemble avec d'autres jeunes. Pourquoi ils n'ont pas des amis qu'ils ramènent ici ? Quand ils étaient petits, à un certain âge, jusqu'à douze, treize ans, mon fils il a dormi chez des copains français, des copains français ils viennent chez nous... Ma fille aussi elle ramène ses copines, tout ça.

Ma fille, elle a gardé un peu des contacts avec les autres. Mais les fils, ils ont qu'un ou deux amis, vraiment.

– Nicolas : C'est après, à l'adolescence, à quatorze, quinze ans que ça a commencé ?

– Hamid : Au collège, ils ont commencé à changer. [...] Aujourd'hui, y a des parents, ils veulent plus que leurs enfants aillent dans des écoles publiques. Même les Maghrébins, je veux dire. [...] Mais, ça, le gouvernement, quand même, il a une grande part de responsabilité³³.

Entre son arrivée à Montbéliard et le début des années 1990, période au cours de laquelle il a connu plusieurs ennuis de santé, Hamid a été très impliqué dans plusieurs associations. Jeune ouvrier, il était de cette génération de travailleurs immigrés qui s'opposaient aux circulaires Fontaney-Marcellin^a, considérant que « la lutte des travailleurs tunisiens est partie intégrante de la lutte de la classe ouvrière de France contre la bourgeoisie³⁴ ». Président de la section locale de l'Union des travailleurs immigrés tunisiens, qui a participé avec d'autres associations d'immigré·es à la création en 1990 du festival « Rencontres et racines » d'Audincourt (qui organise carnaval, concerts, débats et expositions), il était également pompier volontaire, arbitre de football (le FC Sochaux lui proposa une formation d'entraîneur amateur, qu'il a refusée) et joueur de handball, secrétaire d'une association de soutien à la Palestine (dont le président était un instituteur militant à la LCR). Hamid a ainsi été au centre de multiples réseaux d'interconnaissance, ses engagements associatifs, civiques et militants lui faisaient côtoyer les membres de différents milieux sociaux, en dehors d'un monde ouvrier encore uni par une même condition, par « le fait de se lever tous les jours à 4 heures du matin », « les débrayages, les conneries ».

Hamid pointe sévèrement les responsabilités politiques des médias et des grands élu·es, qui, en construisant la banlieue

a. En 1972, ces circulaires sont promulguées avec pour objectif de diminuer l'entrée de travailleurs étrangers en France, dans un contexte de montée du chômage.

et l'islam comme problèmes à travers la mise en scène à la télévision de stéréotypes sur les « jeunes de cités » et les « musulmans », font le lit du racisme, en même temps que les politiques publiques contribuent à créer de nouvelles catégories qui essentialisent les descendant·es d'immigrés subsahariens³⁵. L'expérience des enfants d'Hamid donne à voir les conséquences de l'émergence de la figure des jeunes d'origine maghrébine comme « groupe repoussoir³⁶ », que leur nationalité française et une mère d'origine italienne n'ont pas permis d'éviter. Signe d'une socialisation des jeunes générations marquée par des discriminations, le tutoiement d'un médecin, forme de familiarité entre militants des années 1970, est perçu par sa fille comme un « manque de respect ».

Contrairement aux ouvrières et ouvriers retraités dont les enfants ont connu une promotion sociale par l'école et la mobilité géographique, la fille et les deux fils de Catherine et Hamid sont restés dans la région et n'ont pas acquis un capital culturel comparable³⁷. Seul l'aîné, d'abord ouvrier dans le bâtiment, a connu une ascension en devenant entrepreneur. Leur fille s'occupe de ses enfants, son mari est ouvrier frontalier en Suisse. Quant au dernier fils, il « n'a pas de boulot », « travaille des fois en intérim ». La descendance du couple appartient donc à la génération des « temporaires », « ouvriers de passage » « hantés par la perspective de l'“exclusion” » qui, au tournant des années 1990, a « brutalement fait prendre conscience aux OS qu'une distance culturelle irréversible s'était creusée entre les générations ouvrières³⁸ ». Comme Gérard, Hamid regrette l'absence d'engagement politique de ses enfants. Quand ils étaient petits, il les emmenait manifester avec lui : « Les gosses, lorsqu'ils étaient petits, ils voulaient y aller : “On va manifester !” » Mais, aujourd'hui, ils lui demandent des comptes : « Quand ils se rappellent ça, ils me disent : “Mais pourquoi tu nous as amenés ?” » Lorsqu'il répond à son benjamin que « si on maintient la pression et qu'il y a le peuple derrière nous, toujours on aura tout ce qu'on veut », ce dernier lui rétorque que « vous pouvez faire ce que vous voulez, ils changeront pas, c'est

des cons, c'est des cons ». Mais la rupture d'idéal politique semble plus profonde : « Moi, j'ai une vision de travail, tout ça. Eux, ils ont une vision de créer des entreprises, tu vois : être son propre patron. »

Les copains et copines de la chaîne plutôt que les anciens du syndicat

Si Christian avait perdu de vue Hamid ces derniers temps, c'est cependant depuis moins longtemps que Gérard. Hamid n'est plus dans le cercle des cégestistes retraité·es qui fréquentent la section du syndicat et se retrouvent lors des manifestations, et Christian aimerait comprendre ce qui lui apparaît comme un désengagement. Or, dès le début de notre entretien, Hamid revient sur l'importance qu'ont eue pour lui ses mandats de délégué. La retraite n'abolit pas son histoire, et il lui arrive régulièrement de revoir « des jeunes » qu'il a défendus, toujours reconnaissant·es. Hamid était un délégué très apprécié, qui récoltait des scores très élevés lors des élections professionnelles :

- Hamid : C'est pas que moi, et c'est pas pour me vanter, mais j'ai un contact très facile avec les femmes, avec les vieilles, avec les jeunes, avec les Maghrébins, les Turcs... tout le monde. Parce que je commence toujours par saluer les gens, je discute avec eux, je les tape un petit peu sur l'épaule, et voilà. Pour moi, c'est normal, c'est comme ça. Et s'ils me demandent quelque chose, si quelqu'un a un problème, je me mets à sa place. C'est comme si c'est moi qui ai le même problème. Et je le défends. Et les gens, ils aiment bien que je sois à côté d'eux.
- Christian : Ah, non mais t'étais très apprécié ! Moi, j'ai des souvenirs...
- Hamid [*il le coupe*] : Ils m'ont appelé « Monsieur 70 % ». Pourquoi ? Parce que sur les chaînes, j'ai fait 70 % aux élections ! [...]
- Nicolas : Et vous avez conservé des liens alors avec les copains de la CGT ?
- Hamid : Oh oui, moi j'ai gardé des liens. Et puis on se voit régulièrement. Même les filles qui étaient pas

déléguées, mais qui étaient syndiquées chez moi, pour le jour de l'an, on s'envoie des [*messages*], on s'appelle. [...] Et puis quand il y a une manif, je les appelle : « Eh, j'espère que je vais vous voir pour cette manif ! » C'est comme ça, oui. Les gens qu'on a connus, même qui sont pas syndiqués et qui étaient à l'usine, je le vois, ils sont contents de me voir et moi je suis content de les voir.

– Christian : Pourquoi t'es jamais venu à la section retraités ? J'aimerais bien quand même que tu assistes...

– Hamid : C'est pas ça. Souvent les réunions de la section retraités, euh... moi, comme j'ai trois mois [*par an*] en Tunisie, [*je me dis*] : « Voilà, ils ont dit des choses que moi je ne peux pas apprécier. »

Hamid continue à participer aux manifestations sans y voir Christian et ses camarades de la section retraités, qui ouvrent les cortèges de la CGT en compagnie de ses responsables actuels. Il n'entretient pas de liens réguliers avec les un-es et les autres. C'est avec ses anciens copains et copines de chaîne qu'il manifeste, discrètement et irrégulièrement. Il consacre moins de temps aux sociabilités amicales que les célibataires, les veufs ou les veuves, du fait des habitudes liées à son statut matrimonial et à son histoire familiale – il garde ainsi très régulièrement, avec Catherine, les enfants de leur fille. Il vit par ailleurs au rythme des « vacances au bled »³⁹, qui semblent interdire au délégué exemplaire qu'il fut de participer aux activités d'un collectif sans s'y impliquer réellement. « C'est vrai que le voyage, la disponibilité de la retraite, c'est bien, quand même », dit-il. Le temps de la retraite lui permet de se consacrer à ses proches et de cultiver sa sociabilité en Tunisie. Cependant, les liens qui donnaient sens à l'engagement d'Hamid et faisaient sa reconnaissance (« Monsieur 70 % ») n'ont pas été effacés. Hamid n'avait d'ailleurs pas voulu quitter la chaîne en fin de carrière quand son poste avait été supprimé au profit d'un sous-traitant, pour rester avec ses collègues : il restait difficile de quitter un groupe qui avait mis des années à se constituer⁴⁰.

Le temps passant, les liens syndicaux se sont défait, entérinant un désengagement partiel et non définitif : Hamid participe aux mobilisations du Pays de Montbéliard quand son agenda familial le lui permet. Quelques mois après notre entretien, je le croise dans une manifestation contre la réforme des retraites. Et, en novembre 2023, Christian est heureux de m'envoyer une photo d'Hamid, qu'il a retrouvé le temps d'une manifestation « pour une paix juste et durable » entre Israël et Palestine.

*« On n'arrive pas à gérer » :
quand la retraite devient indigne*

Hamid reste donc fidèle au groupe des OS de Peugeot qui travaillaient ensemble à la chaîne. Il demeure aussi un homme de convictions, qui s'emporte avec rage lorsqu'il rend compte des difficultés financières de son ménage. Avant son départ à la retraite, sa femme et lui se sont endettés en achetant l'appartement HLM que le couple louait depuis des années. En 2021, c'est Catherine qui a fait valoir ses droits à la retraite. Les ressources du ménage s'en sont trouvées d'autant plus comprimées que cet évènement a coïncidé avec une forte hausse de l'inflation, particulièrement pour ce qui concerne les postes essentiels que sont l'alimentation et l'énergie^a. Le ménage est endetté et Catherine doit continuer à avoir quelques activités rémunérées, un « deuxième boulot », pour compléter sa maigre pension. Mon entretien avec Hamid ce jour-là se termine d'ailleurs quand Catherine revient du travail pour une affaire urgente : le couple a rendez-vous à la banque pour rééchelonner ses dettes.

Face à moi, Hamid avance des explications politiques à ses difficultés. En 2013, un recalculation de ses pensions a entraîné leur baisse de plus de 10 %, baisse dont il rend responsable l'ancien président François Hollande : la même année a eu lieu la réforme des retraites du gouvernement socialiste de

a. Le taux d'inflation en France a été en hausse de 1,6 % en 2021, 5,2 % en 2022 et 4,9 % en 2023.

Jean-Marc Ayrault. Et, comme pour le racisme, c'est encore une fois les médias télévisés qu'Hamid critique et pointe du doigt :

- Hamid : On n'a pas une grosse retraite. Si tu vis en Tunisie, une retraite d'ici ça vaut le coup. Mais ici, c'est... Moi, de toute façon, tous les mois je suis à découvert, hein.
- Christian [*taquin*] : Parce que tu ne sais pas gérer ta retraite ! T'aurais fait les stages [*de formation*] de l'usine, t'aurais compris comment gérer ton budget ! [rires] Non, mais il y a des retraites toutes petites, je sais pas, combien tu as en retraite ?
- Hamid : J'ai 900 [*euros*] et quelques [...], puis 380 de complémentaire. Ça fait à peu près 1 300. [...] Le problème, c'est que quand j'ai pris ma retraite, j'avais 1 500. J'avais 1 000 et quelques de la retraite et j'avais 400 et quelques de complémentaire. Et d'un seul coup, la sécu, là, me dit : « Vous touchez beaucoup, on va vous enlever ça et ça, et ça sur la complémentaire. » Au bout de deux ans, ils m'ont enlevé 200 euros. [...] On s'est dit : Mitterrand nous a donné la cinquième semaine [*de congés*], Hollande va nous donner quelque chose de bien. Et ben non, il nous a amputé notre paie [*silence*]. Quand j'ai téléphoné à la caisse de retraite, ils me disent : « Mais Monsieur, c'est pas mon problème. C'est l'État qui a décidé. Pour eux, vous touchez beaucoup ! » [Excédé] J'ai dit : « Avec 1 000 euros, je touche beaucoup ? Vous m'enlevez encore quelque chose. Alors comment on va vivre ? Vous avez piqué 200. » Et c'est vrai quand tu gères ton budget en fonction de 1500, d'un seul coup t'as 1 300 : 200 de moins d'un seul coup !
- Christian : Et en plus les charges ne diminuent pas, je veux dire...
- Hamid : Toujours, toujours ! Par exemple, les charges je payais 200 euros.
- Christian : T'es comment là, t'es locataire là ?
- Hamid : non, j'ai... c'est mon ancien...
- Christian : T'as acheté ?
- Hamid : On a acheté, avec ma femme. Parce que elle, elle travaille. Elle est en retraite et pis elle travaille encore. Bon, elle est jeune. Elle est plus jeune que moi, elle a

soixante-deux [ans]... On n'arrive pas à gérer. On payait, par exemple, [pour] les charges, seulement 260 [euros]. Maintenant, ils ont augmenté : 320, c'est pratiquement 100 euros de plus dans les charges. Bon après : l'électricité, ça augmente, l'assurance, ça augmente, le pain et tout ça, ça augmente, tout augmente, et la retraite elle est comme ça [*il indique une petite portion avec son pouce et son index*]. Ma femme a un deuxième boulot, sinon on n'arrive pas à s'en sortir, hein ? [...] Puis le problème, [c'est] lorsque quand tu vois ces journalistes qui [...] expliquent par A plus B que le retraité il a eu sa maison, sa voiture, tout, son jardin... Par conséquent, avec ce qu'il touche, il n'a plus besoin de rien ! Ils croient que tous les retraités, ils sont avec leur maison, leur jardin, piscine, et puis leur voiture ou bien le camping-car et puis... Non ! Tous les retraités sont pas pareils. Y en a des retraités, je sais qu'il y en a qui ont cette chance-là. Oui, mais ils sont minoritaires.

Les propos d'Hamid rejoignent ici les nombreuses discussions informelles entre membres de la section retraités. Car, même au sein de la section, « tous les retraités sont pas pareils ». Les hausses des prix des produits de consommation courante sont commentées, les cas d'endettements connus : ils concernent plus particulièrement celles et ceux qui vivent seuls, divorcés ou célibataires qui ne disposent pas de pension de réversion, ou bien qui sont devenus propriétaires tardivement. Tous et toutes aspiraient à une retraite qui garantirait leur honneur social. Mais à la modicité des petites pensions s'ajoute l'accroissement continu des inégalités d'accès aux droits et de leur contrôle, particulièrement en défaveur des femmes, des personnes les moins diplômées et d'origine étrangère⁴¹. Les systèmes de préretraite qui se sont succédé ces dernières décennies ont également introduit un « brouillage » entre la fin de carrière et l'obtention de la retraite, qui procurait le sentiment d'être considéré⁴². Ce brouillage s'est renforcé avec l'instabilité de la durée de cotisation et de l'âge de départ des actifs et actives entraînée par la succession des réformes depuis 2003. Dans ce contexte, Bruno, par exemple, passe une part non négligeable de son

temps militant à conseiller les (futur·es) retraité·es qui peinent à reconstituer leur carrière, obtenir une pension de réversion ou, tout simplement, s'y retrouver face à l'« absurde » que constitue la fermeture des guichets et la dématérialisation de l'accès aux droits pour des classes populaires qui perdent avec elles un accès familier aux institutions⁴³. Avec des pensions faibles, comment vivre une retraite digne ? Tout indique que la « déstabilisation des stables⁴⁴ » dont parlait Robert Castel au milieu des années 1990 tend aujourd'hui à se généraliser au-delà de la population active : comme les salarié·es, les retraité·es les plus modestes éprouvent directement l'insécurité sociale générée par les politiques libérales qui affaiblissent les droits garantis par l'État et les services publics.

*

Aujourd'hui à la retraite, les générations d'anciens ouvriers et ouvrières Peugeot ont connu le déclin de la classe ouvrière, les réorganisations successives du travail dans les décennies 1980 et 1990, la « casse » des groupes constitués qui faisaient rempart aux « mouchardages » et « jalouxies » dans l'atelier. Cette « casse », certain·es l'emportent avec elles ou eux à leur retraite. Gérard est devenu « allergique » au monde de la grande industrie et vit sa retraite en réinvestissant pleinement son espace résidentiel. Hamid, pour sa part, témoigne de la précarité des « petites retraites », et, lui aussi, d'une nouvelle vie où son couple et ses relations familiales occupent une place centrale. Par contraste avec ces deux cas, les camarades du groupe des « 89 » illustrent la force de l'engagement syndical qui, par les appartenances qu'il prolonge et les solidarités qu'il met en œuvre, entretient des formes de croyance et de vivacité politiques. Le collectif des retraité·es CGT continue, pour celles et ceux qui s'y impliquent, d'être un puissant facteur de socialisation politique et de solidarité.

Mais Gérard et Hamid n'ont pas perdu le fil de leur histoire. Désengagés du militantisme, ils ne renient pas pour autant leurs engagements passés et continuent, chacun

à leur manière, de politiser leur quotidien respectif. L'absence ou la faiblesse de l'engagement de leurs enfants suscite cependant chez l'un et chez l'autre un désarroi, quand ils prennent conscience que l'histoire qu'ils ont connue leur est propre et que leurs descendant-es évoluent dans un monde très différent de celui qui façonnait leurs luttes et leurs rêves. L'arrêt du combat syndical ne signifie donc pas l'oubli du passé : il pose plutôt la question de la difficile transmission de la politicisation au sein de chaque famille, où des « anciens » pensent se sentir à la fois respectés et dépassés, figures d'un temps certes révolu, mais où l'on apprenait à se battre et à s'inquiéter du sort des autres, à commencer par celui de ses camarades.

Épilogue

« L'orchestre sur le *Titanic* » ?

Les ouvrières et ouvriers qui sont aujourd’hui responsables de la CGT de Peugeot-Sochaux ont appris – et parfois découvert – le syndicalisme au contact des « anciens » de la génération des « 89 », qui leur ont mis le pied à l’étrier et continuent de les épauler. Jérôme, son secrétaire général, admet cependant que cette influence indéniable est parfois difficile à assumer : « C'est vrai aussi que t'as le poids de l'histoire, et quand on te donne les clés du syndicat, parce qu'on te donne un peu les clés, t'as ce putain de poids. T'as Christian, Bruno et tout leur groupe de retraité·es constitué qui te regarde, et tu te dis : “Les vieux, ils ont fait plus que moi, si je me loupe, ils vont pas me rater¹ !” »

Parallèlement, ces « vieux » sont bien conscients de leur vieillissement, inquiets des évolutions tant du syndicalisme que de l’emploi industriel ou de la situation politique locale et nationale. Le nombre d’adhérent·es et les résultats de la CGT aux élections professionnelles sont en baisse régulière, le contexte des luttes sociales est morose depuis des décennies : « Des fois, on pense quand même qu’on est l’orchestre sur le *Titanic*² ! », lâche Bruno, à la veille du mouvement social contre la réforme des retraites de 2023. Conscient du rôle crucial des retraité·es dans les mobilisations contemporaines, il reconnaît que « la CGT va mal », éprouvant lui-même chaque jour les difficultés de la transmission du militantisme : « On est inquiets de ce qui suit [...], y a eu une trop longue période sans mouvements sociaux importants, et sans mouve-

ment gagnant. » Cherchant à transmettre tant bien que mal le legs de leurs combats syndicaux, ces retraité·es confient souvent leurs difficultés à poursuivre la lutte tout en formant les plus jeunes pour leur passer le relais. L'expérience des « 89 » leur a appris que pour qu'un nouvel orchestre militant se forme et prenne confiance en ses qualités, il faut l'effervescence d'une grève massive ou d'une large mobilisation. Or c'est précisément ce que les « jeunes » du syndicat n'ont pas connu jusqu'au mouvement social contre la réforme des retraites de l'hiver 2022-2023.

Quelques mois plus tard, juste après la promulgation de la loi par Emmanuel Macron, Bruno analyse la défaite des opposant·es à la réforme, tout en saluant l'ampleur et la ténacité d'une mobilisation qui lui a redonné des raisons d'espérer. Assumant « une forme de doute et d'espoir », il nuance la formule qu'il avait employée avant le conflit : « On est peut-être l'orchestre sur le *Titanic*, mais peut-être que le *Titanic* va s'en sortir [rires]³ ! » Le mouvement contre la réforme des retraites de 2023 a bel et bien changé la donne, localement. De petits indices le suggèrent. Bruno et Christian se réjouissent ainsi de l'évolution des secrétaires du syndicat, particulièrement des plus jeunes, Jérôme, Aurore et Damien, tous âgés d'une quarantaine d'années. Lorsque je le revois en juillet 2023, Christian estime que « les jeunes ont vécu la mobilisation qui leur manquait », et que « Jérôme a éclaté » : « Il est rentré dedans, et ça c'est important. Aurore aussi. Et Damien a le micro de plus en plus facile dans les manifs⁴. » Jérôme, en effet, paraît nettement plus à l'aise dans son rôle de secrétaire général, et c'est à présent lui qui prend la parole devant les médias au nom de la CGT de Peugeot-Sochaux. De son côté, Aurore s'est beaucoup impliquée : c'est elle qui a été à l'initiative du premier tract intersyndical contre la réforme, puis qui a filmé toutes les manifestations de l'hiver et du printemps 2023 pour visibiliser le mouvement et engranger des soutiens au-delà du cercle des convaincus. Cette métamorphose témoigne des retombées individuelles de la lutte collective : « On a fait des distributions communes, ça

a été apprécié par les collègues. [...] J'ai passé des mois qui m'ont fait beaucoup de bien, entre janvier et juillet. Parce que ça a permis de sortir un peu de cette ambiance de merde à l'usine, où chacun est dans son truc⁵ », raconte-t-elle. Le 8 mars 2024, pour la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, Aurore prend, pour la première fois, la parole en public au nom de la CGT, devant une salle comble, pour introduire la soirée organisée par le syndicat avec une association culturelle de la région.

C'est aussi Aurore qui, quinze jours plus tard, se charge de prononcer pour la CGT le discours d'une contre-manifestation organisée à Montbéliard en opposition au meeting de Jordan Bardella, président du RN désigné tête de liste aux élections européennes du 9 juin suivant et que son parti va remporter pour la première fois. Elle a auparavant appelé l'ensemble des organisations syndicales et politiques de gauche locales à participer à cette action unitaire. Aurore s'exprime devant 200 militant·es, quand le meeting réunit 2 000 personnes venues des environs, d'Alsace, des Vosges ou du Territoire de Belfort. Ici comme ailleurs en France et en Europe, le succès d'une extrême droite devenue « débonnaire⁶ » tend à se banaliser. Au RN, ce parti au recrutement élitiste, militent désormais aussi des ouvriers, des ouvrières, des employé·es et des précaires en quête de respect ou de radicalité : bien des enquêtes ont montré que l'ascension irrésistible du FN puis du RN tient moins à une présence militante d'extrême-droite forte qu'à la droitisation générale du jeu politique, à l'embourgeoisement des partis de gauche, à l'érosion de leur base populaire, et surtout à la crise des sociabilités et des formes d'honorabilité qui ont longtemps structuré la classe ouvrière⁷. Face à ce long processus de recomposition, une telle contre-manifestation apparaît nécessaire pour remobiliser les troupes, mais elle reste insuffisante. Pour Christian et Bruno, c'est une évidence : continuer de militer une fois à la retraite implique de ne pas se cantonner à l'orchestration et à la transmission, mais aussi de se consacrer à la tâche,

moins visible, de pérennisation des formes de solidarité primaire auprès des plus jeunes.

C'est ce que j'observe lorsque je rencontre Nordine à la manifestation du 7 mars 2023, après avoir plusieurs fois entendu parler de lui et de son « affaire » depuis les débuts de mon enquête. Nous poursuivons la conversation après le défilé, chez Christian. Titulaire d'un bac professionnel et ouvrier professionnel de Peugeot-Stellantis âgé de quarante-sept ans, Nordine a témoigné dans la presse locale avoir été « humilié, discriminé, menacé » par ses chefs. Christian m'avait déjà parlé de ce « gosse de Béthoncourt » qu'il connaît « depuis toujours » et avec qui il a travaillé quelques temps à l'usine. Il l'a vu frapper à sa porte il y a plusieurs années, d'abord pour réparer la carrosserie de sa voiture abîmée après une pluie de grêle : « Avec Miguel, on lui a rien demandé pour sa bagnole, parce qu'on savait qu'il avait pas de blé. Donc on lui a fait sa bagnole, il était content. Après, il a commencé à parler. Maintenant, je le vois une fois tous les quinze jours, toutes les trois semaines. Il passe et il me raconte, il me raconte son poste de travail¹⁸. »

Et son histoire est édifiante. Nordine a d'abord été affecté du jour au lendemain chez un sous-traitant, au début des années 2010. Puis, à la fin des vacances estivales, il a appris avec les autres ouvriers et ouvrières de son service qu'ils et elles n'étaient plus salariés de Peugeot :

On a été externalisés violemment par l'article L.1224-1 du code du travail, qui dit que lorsque on est externalisé, tout doit partir avec, et donc si les salariés ne sont pas d'accord, ils sont considérés comme licenciés et ils ne touchent pas leur allocation chômage. [...] C'est la première fois que PSA faisait comme ça. D'une violence, hein ! Y avait des personnes, on les a appelées en vacances, sur la plage, hein ! On leur a dit : « Voilà, dès que vous rentrez, vous changez de veste » [...]. Le directeur des ressources humaines [...] a tout bloqué, ils ont bloqué nos potes qui disaient : « Oh, moi, je vais essayer de partir. Je vais demander ma mutation [*dans un autre secteur*]. » Tout était ficelé pour

que les chefs de chaque entité, dès qu'ils recevaient un CV d'une personne qui était au moulage, ils le refusaient automatiquement⁹.

Sans changer de travail ni même d'atelier, Nordine et ses collègues ont donc changé de patron. Puis, en 2016, Nordine est témoin d'un espionnage industriel : il surprend des salariés du sous-traitant dépendant d'un autre site en train de prendre des photos de nouveaux moteurs et de voler des ordinateurs. Il fait une déposition écrite à sa nouvelle hiérarchie, mais cette dernière lui demande de « revoir sa copie ». Il refuse et se tourne vers les responsables de son syndicat d'alors, la CFTC. Mais ceux-ci le désavouent : « Alors, je me suis senti abandonné, personne pour me soutenir psychologiquement, personne qui t'appelle. [...] On m'a dit : "Tu t'es trompé de syndicat, tu as meilleur temps d'aller chez les rouges." » La CFTC l'a démis de ses responsabilités, son chef d'atelier ne lui a plus donné de travail. « Je me suis fait placardiser, on m'a intimidé, je me suis fait insulter », témoigne-t-il aujourd'hui, après avoir porté plainte aux prud'hommes et au civil pour discrimination et harcèlement.

Nordine a sombré un temps. Son employeur ayant arrêté de lui verser un salaire, il s'est vite endetté : « J'ai [fréquenté] l'épicerie sociale à la Croix-Rouge, au Secours catholique. Oui, en tant que salarié ! Oh, je te dis, je reviens de loin ! » Christian a passé des heures à l'écouter, à le soutenir, à l'encourager à retourner au travail après trois ans d'arrêt maladie pour dépression. Il lui a fait rencontrer Bruno et Damien, grâce auxquels il a trouvé un avocat et entamé une bataille judiciaire. Pendant toutes ces années, Nordine s'est plongé dans le code du travail, a été conseiller juridique bénévole dans son quartier HLM. C'est une recrue précieuse pour la CGT, capable de faire le lien avec les ouvriers d'origine maghrébine, comme l'explique Christian :

Là, on a gagné quelque chose. Il me dit : « Quand j'irai mieux, est-ce que tu crois que vous pourrez me donner une formation juridique, que [je devienne délégué] aux

prud'hommes ? Parce que j'ai toujours mes copains dans la merde, mes rebeus, là... » Et je dis : « Oui, mais t'attends d'aller mieux. Tu règles le problème du fric, parce que ça va mettre du temps, et une fois ça réglé, tu deviens quelqu'un d'autre. Et surtout, t'apprends la lutte de classes. Quand tu vois ton adversaire, tu le hais. »

Cette alliance des « vieux » avec les « jeunes » n'a rien d'anodin : cette forme de solidarité de classe primaire, en rendant possible la transmission de valeurs et savoir-faire en dépit de l'attrition des troupes, constitue l'un des derniers moyens d'empêcher le naufrage définitif du *Titanic*. Bruno y croit : « Tu sais, il y a beaucoup de gens, en désespoir de cause, qui finissent par se retourner vers la CGT. T'imagines pas le nombre de gens qui viennent nous voir ! » Christian ne dit pas autre chose : « Il y a un vieux monde qui se défait, et il y aura quelque chose qui va se créer à la place. » Continuer à y croire, et transmettre : quand le fond de l'air est brun, il n'y a sans doute guère d'autre alternative que de considérer, comme ces deux camarades de lutte et des milliers de retraité·es, que le combat continue, malgré tout et jusqu'au bout.

Conclusion

Pour les « vieilles branches » de la section retraités CGT Peugeot de Sochaux-Montbéliard comme pour des millions de salarié·es d'exécution, les conséquences du travail ouvrier sur les corps et les esprits sont durables et néfastes. Les troubles musculosquelettiques s'aggravent, des maladies liées à l'amianté se révèlent, les insomnies des anciennes et anciens OS postés en horaires décalés ne disparaissent pas. Mais malgré les maladies, accidents et suicides, malgré les mauvaises conditions de soins et de suivi médical, on ne peut que constater l'incroyable dynamisme de ces femmes et hommes, qui, à plus de soixante-dix ans, sont toujours en tête du combat syndical et politique. En dépit des prophéties libérales, ni les départs en préretraite, ni les restructurations d'entreprises n'ont entraîné l'extinction des « dinosaures », ces ouvrières et ouvriers militants qui, jusqu'aux années 1990, tenaient en respect l'encadrement. Dans un contexte de plus en plus inquiétant pour l'emploi, les conditions de travail et d'exercice du droit syndical, où le patron de Stellantis peut toucher, en 2023, 518 fois le salaire moyen de ses salarié·es¹ et où, dans le même temps, l'extrême droite gagne du terrain dans les urnes, ces « vieilles branches » continuent d'organiser événements et manifestations, de transmettre le sens et les moyens de la lutte aux générations qui les suivent. Les pratiques manuelles et les coups de main d'un groupe qui, bien qu'affaibli, demeure vivant, cultivent en effet des savoir-faire et des relations, autant que la participation aux mobilisations.

L'enquête menée pour ce livre, qui propose une socio-logie des appartenances sociales et territoriales² appliquée à la question du vieillissement ouvrier, révèle ainsi des continuités entre le temps de l'activité et celui de la retraite, mais aussi l'existence de ressources chez des retraité·es disposant de peu de capitaux économiques et culturels. En prêtant attention aux rapports concrets qui font les groupes primaires, il devient possible de s'affranchir des réifications qu'induisent les présupposés surplombants et les partitions statistiques. Les classifications et identifications n'existent jamais en dehors d'interactions et rapports de force qui leur donnent sens et consistance³, et c'est à l'échelle microscopique que les collectifs continuent de modeler, tout au long de la vie active ou « inactive », les êtres sociaux que nous sommes. Pour Bruno, Christian, Christiane, Clairette et les autres, la condition ouvrière perdure à l'âge de la retraite, non seulement en raison de leurs engagements et souvenirs communs, mais aussi parce qu'elle reste inscrite au plus profond de leur existence.

Du capital militant aux sociabilités du *care*

Contrairement à ce que l'on peut observer dans les classes dominantes, dans le monde ouvrier personne ne cache son vieillissement. On ne cherche pas à montrer qu'on est toujours apte à continuer à travailler après l'âge de la retraite et l'on n'affirme pas à tout prix son autonomie individuelle, ne serait-ce que parce qu'on connaît les risques de l'isolement⁴. Revendiquer le droit au repos plutôt que le dénier, être moins attentif à son corps et à sa santé ne sont cependant pas les signes d'une vieillesse oisive. La pratique maintenue de loisirs productifs témoigne de la prématuré de la condition ouvrière après la retraite ; où le prolongement des sociabilités construites au temps de l'activité reste essentiel. Cette continuité rend possible la poursuite d'engagements militants qui, sans elle, faibliraient ou disparaîtraient sûrement. La sociabilité professionnelle se convertit dès lors

en une sociabilité du *care*, du soin de l'autre. Les nombreux gestes d'amitié que j'ai pu observer sur le terrain témoignent d'une gestion collective des différences, entre femmes et hommes, entre anciens professionnels et ancien·nes OS de chaîne, qui ne sont pas niées, mais assumées et régulées par le groupe. Certaines amitiés sont susceptibles de devenir des ressources insoupçonnées : Christian n'aurait jamais survécu au deuil de Claude sans ses amies qui l'ont écouté et nourri, et sans les copains de la base et du syndicat qui lui ont permis d'occuper son corps et son esprit ; Christiane, qui regrette d'avoir attendu la grève de 1989 pour militer, est une lectrice avide des articles et ouvrages que lui conseille Christian ; Viviane sait qu'elle peut compter sur la fidélité de la bande pour vivre avec sa cécité. « Avec vos copains, on est tranquille », dit à Clairette son fils. La conversion du capital militant en sociabilité du *care* entretient ainsi des liens affectifs et amicaux, mais aussi politiques : revendiquer et pratiquer la solidarité au moment de la vieillesse, ce n'est pas seulement rester fidèle à une mémoire familiale ou à ses engagements passés, c'est d'abord faire état de son quotidien en l'inscrivant dans une perspective collective et lui donner du sens. Et si Gérard et Hamid ne participent plus, ou très irrégulièrement, aux manifestations, ils restent, chacun à leur manière, fiers de leurs engagements passés.

Les bénéfices cumulés du capital d'autochtonie

Que les ouvrières et ouvriers retraités de Sochaux-Montbéliard soient originaires de la région (surtout les femmes, filles d'ouvriers déjà salariés de Peugeot) ou viennent des quatre coins de la France ou de l'étranger (c'est le cas de la majorité des hommes), elles et ils ont passé leur vie active dans le « pays ». Des relations au long cours s'y sont tissées, des interconnaissances s'y sont nouées. Au-delà du seul salariat industriel, un petit capital local, à la fois social et symbolique, s'est progressivement accumulé sur la base de leurs relations professionnelles, des loisirs pratiqués en commun,

des sociabilités de quartier ou des coups de main reçus quand on a par exemple « fait construire » ou « retapé une baraque », du sens et de la reconnaissance qu'ont aussi pu donner leur militantisme, l'implication dans une association sportive, culturelle ou de parents d'élèves. C'est dans la constitution de groupes primaires que s'est éprouvée concrètement une solidarité populaire. À soixante-cinq ans, encore jeune retraité mais devenu brutalement veuf, Christian s'est posé la question de déménager en retournant dans sa région natale après l'avoir quittée en 1968. Il a acquis un mobile home dans un camping de Cherbourg, s'y est rendu plusieurs semaines par an et a ainsi revu plus régulièrement certains de ses frères, sœurs ou neveux et nièces, ainsi que la famille de sa fille installée là-bas. Mais il a fini par le revendre : « J'ai construit ma vie ici », dit-il en faisant allusion au Pays de Montbéliard, comme si son capital d'autochtonie venait compenser le vieillissement. Il peut compter sur sa base en cas de coup dur, la bande des « 89 » continue de donner sens à sa vie, les tournées à l'UL rythment sa semaine, couper son bois dans des forêts qu'il connaît par cœur lui procure à chaque fois un plaisir, il s'intéresse toujours à la vie municipale de sa commune et le nombre de visites qu'il reçoit tous les jours témoigne de la place qu'il occupe encore dans l'espace local. Abandonner ce capital l'aurait contraint à se détourner d'un ensemble de ressources lentement accumulées, qui ne valent pas ailleurs et qu'aucune aide sociale ou institution n'offre aux ex-ouvriers et ouvrières. Contrairement aux anciens cadres qui se déplacent avec leurs capitaux économiques et préservent la légitimité de leurs manières d'être et leurs pratiques culturelles dans la plupart des contextes⁵, les membres des classes populaires perdent beaucoup lorsqu'ils quittent leurs bases. Leur autochtonie n'est pas synonyme d'enracinement identitaire ou de repli sur soi. C'est, au fond, une richesse à protéger et entretenir, comme d'autres le font avec leur patrimoine.

Que sont les alliances de classe devenues ?

Lors d'un ultime entretien réalisé après la lecture du manuscrit de ce livre, Christian me raconte une conversation qu'il a eue il y a quelque temps avec la sociologue Francine Muel-Dreyfus. Parlant des intellectuel·les établi·es en usine dans l'après-Mai 68, elle lui a fait remarquer : « Toi aussi, tu es un établi. Mais chez les intellos. » Une telle propriété le distingue de la plupart des ouvriers. Elle fait de lui un passeur à même de continuer à parler d'une condition ouvrière qu'il n'a jamais quittée, et témoigne de la singularité des années 1970 au cours desquelles les relations inter-classistes entre ouvrières et ouvriers, d'une part, et artistes, chercheurs, chercheuses ou cinéastes, d'autre part, ont joué un rôle prépondérant. Cinq décennies après, l'utopisme des « paumés » des groupes Medvedkine continue de nourrir ses idéaux. Pour celles et ceux qui continuent de militer, avoir fait des rencontres improbables avec des intellectuel·les pendant les « années 68 » a empêché que les horizons culturels et politiques ne se referment. Cette persistance des rêves et, parfois, des relations qui en étaient le support questionne le devenir des liens qui unissent la petite bourgeoisie et les classes populaires et des perspectives d'alliance, à l'heure où les distances sociales semblent s'accroître irrésistiblement. Les avancées sociales ou résistances historiques se sont pourtant toujours faites grâce à un tel rapprochement. Aujourd'hui, les craintes de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, de la fin des équilibres sociaux hérités de l'après-Seconde Guerre mondiale ou des conséquences du dérèglement climatique s'accumulent. Pour peu que des héritières ou héritiers soient prêts à trahir leur héritage⁶, que les intellectuel·les et diplômé·es progressistes repensent en profondeur leurs relations concrètes avec les milieux populaires, de nouvelles alliances de classes sont possibles. Dans ces conditions, la peur peut changer de camp.

Nombre d'enquêtes de sciences sociales ont montré la fermeture sociale progressive de l'espace politique depuis les

années 1980. À gauche comme à droite et à l'extrême droite, l'entre-soi et le style de vie (petit-)bourgeois dominent les partis, marginalisent les membres des classes populaires, qui sont, au mieux, maintenus dans des tâches subalternes et le travail militant de base⁷. Les ouvriers, ouvrières et employé·es ont moins accès à la parole publique, et force est de constater que les Gilets jaunes ont eu assez peu d'alliés lors de leur mobilisation contre le « bloc bourgeois⁸ » particulièrement hostile et répressif en 2018-2019. L'affranchissement politique croissant vis-à-vis des dominés, et les expressions de mépris de classe qui l'accompagnent, y compris à gauche, ne sont-elles pas le symptôme d'un réflexe plus global et profond, qui favorise la reproduction et l'indifférence vis-à-vis des milieux les plus fragiles⁹ ? Où sont aujourd'hui les déclassé·es de la bourgeoisie, petite ou grande, qui, tel Muel et d'autres, ont mis à distance après Mai 68 leurs origines et leurs priviléges de classe pour se lier avec des ouvrières et des ouvriers ? Existe-t-il encore une bourgeoisie progressiste disposée à faire alliance avec les dominé·es, ou tout du moins à apprendre de cette volonté farouche de ne pas s'en laisser conter par les gens de pouvoir et que les « vieilles branches » affirment jusqu'au bout ?

Remerciements

Ce livre et l'enquête qui le fonde n'auraient pas existé sans la participation précieuse et enthousiaste de Christian Corouge et Michel Pialoux. Militant intransigeant d'une générosité débordante, immergé dans sa condition ouvrière et avide d'en rendre compte, Christian s'est impliqué passionnément dans ma recherche, en observateur vif et sensible du monde qui l'entoure. Michel, tout aussi généreux, m'a fait rencontrer Christian, avant de m'ouvrir ses archives et sa mémoire. La possibilité de m'inscrire dans ses pas est un honneur et un immense plaisir. Merci également pour leur accueil chaleureux aux copains et copines de la « base », de la bande des « 89 » et de la CGT-Peugeot Sochaux, ainsi qu'aux intellos revus ou rencontrés à Montbéliard : Stéphane Beaud et Nicolas Hatzfeld, sans oublier Olivier Azam et son œil sensible.

L'enquête et la rédaction de l'ouvrage se sont déroulées avec une grande intensité : un immense merci à Paul Pasquali, copilote chaleureux, vivifiant et érudit à toutes les étapes de ce travail, à Fabien Truong pour ses relectures toujours constructives et stimulantes. Je tiens aussi à remercier l'ensemble des éditions La Découverte pour avoir accompagné ce projet avec engouement, en particulier Stéphanie Chevrier, Carole Lozano et Marie-Soline Royer.

Tout ou partie du manuscrit a également été relu par Laurence Gourdon, Christian et Michel, Ivan Bruneau, Benoît Coquard, Clara Deville, Rose-Marie Lagrave, Ève Meuret-

Campfort et Julian Mischi : je les remercie tous et toutes chaleureusement, ainsi qu'Ana Portilla, Amélie Beaumont, Frédéric Rasera et les membres du séminaire « sciences sociales en pratique » pour la richesse de nos échanges. Merci à l'enthousiasme essentiel de la relève : Perrine Agnoux, Alexandre Barbet, Alexis De Brito, Pierre Deffontaines, Élie Guéraut, Joachim Jornet-Veà, Jérémy Laporte, Anaïs Malié, Chloé Morillas, Angelo Moro, Frédéric Nicolas, Juliette Piketty-Moine, Margaux Rolland, Quentin Schnapper, Yohan Selponi, Charles Tenaud et Lucas Tranchant.

Mon enquête a été menée dans le cadre du projet PubPrivLands, financé par la région Bourgogne-Franche-Comté, que j'ai eu le plaisir d'animer avec Francis Raoul, écologue des désastres industriels. J'ai bénéficié, au CESAE (Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux), d'un cadre de travail particulièrement propice à la recherche en sciences sociales. J'ai pu compter également sur l'aide technique essentielle de Justin Bielle, Abdoul Diallo, Martine Ligliozzolo, Anouk Renahy-Gourdon, ainsi que sur l'appui logistique de Stéphanie Busset et Marie-Claire Noël.

Salut enfin aux collègues des *Classes vertes*, aux ami·es Cédric et Sophie, Dorbax et Valou, Fouf' et Sabine, François, Fred et la bande du 31, Frédy et Jo, Hassan, Jean-Jean et les solidaires du *Black Market*, Laetitia, Vinvin et Mad Marx, Manu, Maud, Max, Psyke, Agnès et Garagehead, Stach et Valérie, Virgilio. Une pensée à Jérôme et Steph, à Séba et les autres de mon premier « coin », aux ami·es de l'Ouest, à ma sœur et aux sien·nes, sans oublier mon père, vieille branche solidement et joyeusement arrimée.

Mes remerciements les plus chers vont au soutien indéfectible de Laurence, et aux rugissements d'Anouk et Lison.

Notes

Notes de l'introduction (pages 7 à 20)

- 1 Stéphane BEAUD et Michel PIALOUX, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, La Découverte, Paris, 2012 [1999].
- 2 Xavier VIGNA et Michelle ZANCARINI-FOURNEL, « Les rencontres improbables dans les “années 68” », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 101, 2009, p. 163-167.
- 3 Yasmine SIBLOT, Marie CARTIER, Isabelle COUTANT, Olivier MASCLET et Nicolas RENAHY, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Armand Colin, Paris, 2015 ; Paul HOBEIKA, « Pensions incomplètes. Production et invisibilisation des inégalités face à la retraite en France », thèse de sociologie, Université Paris-8, 2024, p. 128.
- 4 Paul HOBEIKA, « Pensions incomplètes... », *loc. cit.*, p. 142. Pour une mise en perspective de la sociologie de la vieillesse, proche des institutions d'encadrement du vieillissement et de la gérontologie et qui tend à marginaliser l'analyse des rapports sociaux dans l'étude de l'âge, voir notamment l'introduction de cette thèse.
- 5 Stéphane BEAUD et Michel PIALOUX, *Retour sur la condition ouvrière, op. cit.*
- 6 Pour plus d'informations, voir l'annexe de Nicolas RENAHY, *Les Gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, La Découverte, Paris, 2010 (2005), p. 275-282.
- 7 Pierre BOURDIEU, Jean-Claude CHAMBOREDON et Jean-Claude PASSERON, *Le Métier de sociologue*, EHESS, Paris, 2021 (1968). Les thèses d'Olivier Schwartz et de Florence Weber, que Pialoux intègre alors à son enseignement, et qui utilisent et mettent fortement en avant l'ethnographie, ont été publiées quelques années auparavant. Quatre ans plus tard, Stéphane Beaud et Florence Weber publient le *Guide de l'enquête de terrain* (La Découverte, Paris, 1996), ouvrage qui formalise la sociologie ethnographique.
- 8 Pierre BOURDIEU (dir.), *La Misère du monde*, Le Seuil, Paris, 1993 ; Christian COROUGE et Michel PIALOUX, « Chronique Peugeot », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 52-53, 54, 57-58 et 60, 1984-1985 puis, des mêmes auteurs, *Résister à la chaîne. Dialogue entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue*, Agone,

- Marseille, 2011 ; Michel PIALOUX, *Le Temps d'écouter. Enquêtes sur les métamorphoses de la classe ouvrière*, Raisons d'agir, Paris, 2019. Voir notamment son introduction par Paul Pasquali, p. 7-21.
- 9 Christian COROUGE et Michel PIALOUX, « Engagement et désengagement militant aux usines Peugeot de Sochaux dans les années 1980 et 1990. Pourquoi la “Chronique Peugeot” de 1984-1985 parue dans *Actes s'est-elle interrompue ?* », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 196-197, 2013, p. 20-33.
- 10 Mike SAVAGE, « Working-Class Identities in the 1960s : Revisiting the Affluent Worker Study », *Sociology*, vol. 39, n° 5, 2005, p. 929-946.
- 11 Nicolas RENAHY, « Le village dans l'usine. Trajectoires ouvrières et mises à distance de la hiérarchie », *Sociétés contemporaines*, 2015, n° 99, p. 65-79, et « Un ouvrier qui s'expose », in Nicolas RENAHY et Pierre-Emmanuel SORIGNET (dir.), *Mépris de classe. L'exprimer, le ressentir, y faire face*, Le Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2021, p. 151-178.
- 12 Robert CASTEL, *Les Métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Fayard, Paris, 1995.
- 13 Bruno LEMERLE (préface de Christian COROUGE), *Jeanne et Lucien dans le tourbillon de Mai 68*, Les Mutins de Pangée, Paris, 2018.
- dangereuses, Fayard, Paris, 2003, p. 387.
- Serge BONNET, *Sociologie politique et religieuse de la Lorraine*, Cahiers de la FNSP, Armand Colin, Paris, 1972, p. 359-371.
- 3 Julian MISCHI, *Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Agone, Marseille, 2014.
- 4 « Regards croisés entre les actifs et les retraités : une étude qui démythifie les idées reçues », sondage BDA pour La France Mutualiste, 2021.
- 5 Agnès PÉLAGE et Tristan POULLAOUEC, « Appartenir à une classe sociale ? La question fait encore sens », in France GUÉRIN-PACE, Olivia SAMUEL et Isabelle VILLE, *En quête d'appartenances. L'enquête Histoire de vie sur la construction des identités*, Ined Éditions, Paris, 2009, p. 49.
- 6 Stéphane BEAUD et Michel PIALOUX, *Retour sur la condition ouvrière...*, op. cit., p. 21-24.
- 7 Cédric LOMBA, *La Restructuration permanente de la condition ouvrière*, Le Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2018.
- 8 Carlos TAVARES, « Message to the CEO », Stellantis N.V. Annual Report and Form 20-F for the year ended December 31, 2022, p. 5, consultable sur <www.stellantis.com>.
- 9 Armelle GORGEU, René MATHIEU et Michel PIALOUX, *Organisation du travail et gestion de la main-d'œuvre dans la filière automobile*, La Documentation française/Centre d'études de l'emploi, Paris, 1998.
- 10 Nicolas HATZFELD, *Les Gens d'usine. 50 ans d'histoire à Peugeot-Sochaux*, L'Atelier/Éditions ouvrières, Paris, 2002, p. 7. *Ibid.*, p. 186-191.

- 12 Sources de l'ensemble de ces données : Insee, RP 2009-2014-2020, exploitations complémentaires et principales, géographie au 01/01/2023.
- 13 Patrick RÉRAT *et al.*, *La Mobilité résidentielle transfrontalière et le fonctionnement du marché immobilier dans l'Arc jurassien franco-suisse*, Universités de Neuchâtel et Franche-Comté, 2012, p. 24.
- 14 Voir le beau roman de Thomas FLAHAUT, *Les Nuits d'été*, Éditions de l'Olivier, Paris, 2020. Le Pays de Montbéliard appartient à ce que l'Insee appelle la « bande frontalière » à proximité immédiate de la Suisse, où travaillent en moyenne 36 % des actifs et actives (voir Christine CHARTON et Hélène VILLE, « La bande frontalière : un territoire lié à l'économie suisse », *Insee Analyses Bourgogne-France-Comté*, n° 70, 2020). Mais n'est cependant pas frontalier qui veut : voir Alexandre BARBET, « L'horizon suisse et le piston. Reproduire les mondes ouvriers en contexte frontalier », *Études rurales*, n° 212, 2023, p. 86-105, et, sur le processus historique du travail frontalier, Jean-Luc DESHAYES, *Je travaille au Luxembourg. Une socio-histoire d'un espace trans-frontalier de qualification*, Presses universitaires de Nancy, Nancy, 2021.
- 15 Lucas TRANCHANT, « Les ouvriers du déplacement. Travail en entrepôt et recompositions du salariat populaire en France (1980-2018) », thèse de sociologie, EHESS-ENS, Paris, 2019.
- 16 Virgílio BORGES PEREIRA et José MADUREIRA PINTO, « Espace, relations sociales et culture populaire dans le cœur ancien de la ville de Porto », *Sociétés contemporaines*, n° 86, 2012, p. 113-133.
- 17 En 2014, « 71 % des maladies professionnelles affectent des ouvriers ; ceux-ci constituent aussi l'essentiel des victimes de maladies professionnelles graves (ils représentent respectivement 89 % et 91 % des affections liées à l'amiante et des surdités reconnues en 2014) ». INSEE, « France, portrait social, édition 2017 », *Insee Références*, 2017, p. 176.
- 18 Sur le combat pour faire reconnaître l'origine professionnelle des affections et la perpétuation ou la restructuration du militantisme que la lutte entraîne, voir Pascal MARICHALAR, *Qui a tué les verriers de Givors ? Une enquête de sciences sociales*, La Découverte, Paris, 2017, et Bastien GUILLERMIN, « Avoir “l'amiante” dans le pays roussillonnais. Une analyse localisée des processus de socialisation à la maladie », thèse de sociologie de l'université de Lyon-2, 2023.
- 19 Christian BAUDELOT et Roger ESTABLET, *Suicide : l'envers de notre monde*, Le Seuil, Paris, 2006.
- 20 Juliette RENNES, « Âge biologique versus âge social : une distinction problématique », *Genèses*, n° 117, 2019, p. 109-128.
- 21 Florian BONNET *et al.*, « Les ouvriers vivent moins longtemps que les cadres : combien de temps passent-ils à la retraite et en (in)activité ? », *Population & Sociétés*, vol. 611, n° 5, 2023, p. 1-4 ; Emmanuelle CAMBOIS *et al.*, 2008, « La double peine des ouvriers : plus d'années d'incapacité dans une espérance de vie plus courte », *Population & Sociétés*, n° 441, 2008.
- 22 « L'exemple le plus marquant de cet écart entre nombre de lits et taille de l'aire urbaine est celui

- de la ville de Noyal-Pontivy, en Bretagne : cette aire urbaine de 3 659 habitants compte en 2016 373 lits de MCO [médecine, chirurgie et obstétrique], soit plus que l'aire urbaine de Montbéliard (364 lits) et ses 160 121 habitants (soit 45 fois plus de population). » Sophie BAUDET-MICHEL, Sylvie FOL et Christophe QUÉVA (dir.), « Villes petites et moyennes, évolutions et stratégies d'action. Évolutions nationales et analyses quantitatives », *Les Cahiers de recherche*, n° 2, Caisse des dépôts et consignations, 2019, p. 164.
- 23 OBSERV'AGGLO, *50 indicateurs pour décrypter les dynamiques des grandes agglomérations*, Assemblée des Communautés de France et Fédération nationale des agences d'urbanisme, 2016, p. 41.
- 24 Christel ALIAGA, « Le tabac : vingt ans d'usage et de consommation », *Insee première*, n° 808, 2001 ; Annette LECLERC et al., *Les Inégalités sociales de santé*, La Découverte, Paris, 2000.
- 25 Voir Jean-Pierre CASTELAIN, *Manières de vivre, manières de boire. Alcool et sociabilité sur le port*, Imago, Paris, 1989, et Michel PIALOUX, « L'alcool dans l'atelier : travail ouvrier et sociabilités infrapolitiques à Peugeot-Sochaux », in Michel PIALOUX, *Le Temps d'écouter...*, op. cit., p. 381-422.
- 26 Emmanuelle CAMBOIS, « Entretien avec Anne-Françoise Molinié et Serge Volkoff. Santé au travail : jusqu'où se logent les inégalités sociales ? », *Retraite et société*, vol. 59, n° 3, 2009, p. 164-173.
- 27 Voir notamment Gérard MAUGER, « Les ouvriers : “un monde défait” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 115, 1996, p. 38-43, et Bernard PUDAL, 28 « La beauté de la mort communiste », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 5-6, 2002, p. 545-559.
- 29 Olivier SCHWARTZ, « Des “individus” dans l'ancienne culture ouvrière ? », in Marie-Hélène LECHIEN, Olivier MASCLÉT et Gérard MAUGER (dir.), *Le je, l'entre-soi, le nous dans les classes populaires*, Le Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2023, p. 23.
- 30 « Quel que soit le contexte résidentiel, la participation aux sociabilités de voisinage est toujours d'abord déterminée par l'appartenance sociale. Et ce sont les catégories sociales les plus modestes qui échangent le moins avec leur voisinage, et ce sont les ouvriers qui ont le plus de probabilité de n'entretenir aucune relation avec leurs voisins. » Jean-Yves AUTHIER et Joanie CAYOUETTE-REMBLIÈRE (dir.), *Les Formes contemporaines du voisinage. Espaces résidentiels et intégration sociale*, Rapport de recherche, Centre Max Weber/INED, 2021.
- Edward P. THOMPSON, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Le Seuil, Paris, 2012 [1963]. Le cas français se caractérise par une unification plus tardive et incomplète de la classe ouvrière par rapport au cas britannique. C'est entre les années 1950 et les années 1970 que sa « formation » aboutit : en tant que marque identitaire légitime, la classe ouvrière a « une existence courte dans un temps long ». Julian MISCHI et Nicolas RENAHY, « Classe ouvrière », *Dictionnaire de sociologie*, Encyclopaedia Universalis, édition 2008, p. 129-136.

- 31 Alexandre LAMBELET, *Des âgés en AG*, Antipodes, Lausanne, 2014, p. 206.
- 32 Voir Stéphane BEAUD et Michel PIALOUX, *Retour sur la condition ouvrière*, op. cit. (p. 82 pour ce qui concerne la grève de 1989), et Christian COROUGE et Michel PIALOUX, *Résister à la chaîne...* op. cit. (pour ce qui concerne celle de 1981).
- 33 Hubert TRUXLER (sous le pseudonyme de Marcel DURAND), *Grain de sable sous le capot. Résistance et contre-culture ouvrière : les chaînes de montage de Peugeot (1972-203)*, Agone, Marseille, 2006 [1990], p. 326.
- 34 La vidéo est disponible en ligne sur le site internet de la section CGT-retraités Peugeot : <http://retraitescgtpsa.free.fr/E_Histoire_0_Index.html>.
- 35 Entretien avec Christiane réalisé le 17 juillet 2023, à son domicile.
- 36 Ève MEURET-CAMPFORT, *Lutter « comme les mecs ». Le genre du militantisme ouvrier dans une usine de femmes*, Le Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2023.
- 37 Entretien avec Christian, Christiane et Clairette réalisé le 31 août 2022, chez Clairette.
- 38 Voir Hélène STEINMETZ, « Les chalandonnettes. La production par le haut d'une accession bas de gamme », *Politix*, n° 101, 2013, p. 21-48.
- 39 Ce sevrage le rend réflexif et fait de lui, à la fin des années 1980, l'informateur privilégié de Pialoux sur le lien entre consommation d'alcool, condition ouvrière à l'usine et capacité à prendre la parole en tant que militant. Voir Michel PIALOUX, « L'alcool dans l'atelier... », loc. cit.
- 40 Entretien avec Christian réalisé le 16 juillet 2023, à son domicile.
- 41 Sur le charisme populaire, forme de personnalisation de la puissance du groupe ouvrier qui se construit tant à l'usine que sur les scènes familiales, résidentielles et de loisirs, voir Nicolas RENAHY, « Le village dans l'usine... », loc. cit.
- 42 Ève MEURET-CAMPFORT, *Lutter « comme les mecs »...*, op. cit., 2023.
- 43 Voir Christian COROUGE et Michel PIALOUX, *Résister à la chaîne...*, op. cit.
- 44 Karine ROUDAUT, *Ceux qui restent. Une sociologie du deuil*, PUR, Rennes, 2012.
- 45 Entretien avec Clairette et Christian réalisé le 18 juillet 2023 chez Clairette.
- 46 Entretien avec Christian réalisé le 15 juillet 2023, à son domicile.
- 47 Entretien avec Clairette et Christian réalisé le 18 juillet 2023, chez Clairette.
- 48 Observation réalisée le 7 mars 2023 à Étupes.
- 49 Entretien collectif réalisé le 21 juillet 2023, chez Clairette.
- 50 Julian MISCHI, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, PUR, Rennes, 2010, p. 166-172.
- 51 Bernard PUDAL, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, PFNSP, Paris, 1989.
- 52 Ariane ZAMBIRAS, « Les sens de l'humour. Enquête sur les rapports ordinaires au politique », *Politix*, n° 96, 2011, p. 139-160.
- 53 Florence WEBER, *Le Travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*, INRA/EHESS, Paris, 1989.
- 54 Richard HOGGART, *La Culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Minuit, Paris, 1970 [1957], p. 138. Sur les évolutions récentes de cet entre-soi

- populaire, voir notamment Marie-Hélène LECHIEN *et al.* (dir.), *Le je, l'entre-soi, le nous dans les classes populaires*, op. cit.
- 55 Benoît COQUARD, « Faire partie de la bande. Le groupe d'amis comme instance de légitimation d'une masculinité populaire et rurale », *Genèses*, n° 111, 2018, p. 50-69.
- 56 Entretien collectif réalisé le 21 juillet 2023, chez Clairette.
- 57 Et bien sûr au-delà lors des mobilisations intersyndicales, comme celles que j'ai pu observer contre la réforme des retraites pendant l'hiver 2022-2023, où il s'agit de créer un collectif apaisé et mobilisateur.
- 58 Siegfried KRACAUER, *Sur l'amitié. Et autres écrits*, Éditions La Tempête, Bordeaux, 2022 [1915], p. 65, 73 et 78.
- 59 Julie PAGIS, *Mai 68, un pavé dans leurs histoires. Événement et socialisation*, Presses de Sciences Po, Paris, 2014 ; Olivier FILEULE, Isabelle SOMMIER, Sophie BÉROUD, Camille MASCLÉT, Thomas HIRSCH et le collectif SOMBRERO (dir.), *Changer le monde, changer sa vie*, Actes Sud, Arles, 2018.
- 4 Solène BILLAUD, Sibylle GOLLAC, Alexandra OESER et Julie PAGIS (dir.), *Histoires de famille. Les récits du passé dans la parenté contemporaine*, Rue d'Ulm/Presses de l'ENS, Paris, 2015.
- 5 Sur la vulgate explicative de la « hantise du déclassement social qui animerait [en 1968] des étudiants floués dans leur investissement scolaire par la dévaluation des diplômes », voir Boris GOBILLE, « Mai-Juin 68 : crise du consentement et ruptures d'allégeance », in Dominique DAMAMME, Boris GOBILLE, Frédérique MATONTI et Bernard PUDAL (dir.), *Mai-Juin 68*, L'Atelier, Paris, 2008, p. 18-19.
- 6 Michelle ZANCARINI-FOURNEL, *Le Moment 68. Une histoire contestée*, Le Seuil, Paris, 2008.
- 7 Annie COLLOVALD et Karel YON, « Des ouvriers au centre de toutes les attentions », in Olivier FILEULE *et al.*, *Changer le monde...*, p. 132. Dans *Mai 68*, op. cit., 2014, Julie PAGIS se concentre comme beaucoup sur les « dominés des dominants ».
- 8 Xavier VIGNA, *L'Insoumission ouvrière dans les années 68. Essai d'une histoire politique des usines*, PUR, Rennes, 2007.
- 9 Gérard NOIRIEL, *Les Ouvriers dans la société française, XIX-XX^e siècle*, Le Seuil, Paris, 1986.
- 10 Pour une synthèse sur cette question, richement traitée dans ses différentes composantes, voir Julian MISCHI, *Le Parti des communistes. Histoire du PCF de 1920 à nos jours*, Hors d'atteinte, Paris, 2020, chapitre 7.
- 11 Boris GOBILLE, « La vocation d'hétérodoxie », in Dominique DAMAMME *et al.*, (dir.), *Mai-Juin 68*, op. cit., p. 276 ; Xavier VIGNA et Michelle ZANCARINI-FOURNEL,

Notes du chapitre 2 (pages 55 à 82)

- 1 Vincent CARADEC, *Vieillir après la retraite. Approche sociologique du vieillissement*, PUF, Paris, 2004, p. 162.
- 2 Norberto BOBBIO, « Au ralenti : vieillesse, mémoire, mort », *Diogène*, n° 190, 2000 [1996], p. 101-125.
- 3 Extrait du journal de terrain du 1^{er} septembre 2022.

- « Les rencontres improbables dans “les années 68” », *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, n° 101, 2009, p. 163-177.
- 12 Robert LINHART, *L’Établi*, Minuit, Paris, 1978 ; Marnix DRESSEN, *De l’amphi à l’établi. Les étudiants maoïstes à l’usine (1967-1989)*, Belin, Paris, 1999.
- 13 Nicolas HATZFELD et Cédric LOMBA, « La grève de Rhodiacaeta en 1967 », in Dominique DAMAMME et al., *Mai-Juin 68, op. cit.*, p. 103.
- 14 Bruno MUEL, « Les riches heures du groupe Medvedkine... », (Besançon-Sochaux, 1967-1974) », *Images documentaires*, n° 37-38, 2000, p. 15 et 23. Les films, rassemblés sous forme de coffret DVD, ont été réédités et sont disponibles sur le site des Mutins de Pangée, <<https://lesmutins.org/http-lesmutins-org-les-groupes-medvedkine-1967-1974>>.
- 15 *Ibid.*
- 16 Entretien avec Bruno Muel, réalisé par Michel Pialoux en juin 1986. © Archives privées de Michel Pialoux.
- 17 Pierre BOURDIEU, *Homo academicus*, Minuit, Paris, 1984.
- 18 Bruno MUEL, « Les riches heures du groupe Medvedkine... », *op. cit.*, p. 33.
- 19 À chaque grande entreprise ses formes d’adhésion, à divers degrés, aux logiques d’appartenance salariale et de reconnaissance patronale, et la stigmatisation de celles-ci. Chez Renault, « avoir le losange à la place du cœur », « c’est le signe de l’esprit d’entreprise, une sorte de patriotisme ou d’attachement familial qui touche la plupart des salarié·es de la firme. La forme extrême s’habille aussi de fayotage » (Fabienne LAURET, *L’Envers de Flins. Une féministe* révolutionnaire à l’atelier, Sylepse, Paris, 2018, p. 49).
- 20 Entretien avec Christian réalisé le 15 juillet 2023, à son domicile.
- 21 Nicolas HATZFELD, « L’école d’apprentissage Peugeot (1930-1970) : une formation d’excellence », *Formation Emploi*, n° 27-28, 1989, p. 115-128.
- 22 Gérard NOIRIEL, *Les Ouvriers dans la société française...*, *op. cit.*, p. 218.
- 23 Nicolas HATZFELD, « Peugeot-Sochaux : de l’entreprise dans la crise à la crise dans l’entreprise », in René MOURIAUX et al. (dir.), 1968. *Exploration du Mai français*, t. 1, *Terrains*, L’Harmattan, Paris, 1992, p. 51-72.
- 24 Entretien avec Bruno et Christian, réalisé le 9 décembre 2022, au domicile de Bruno.
- 25 Voir Christian COROUGE et Michel PIALOUX, *Résister à la chaîne...*, *op. cit.*, p. 248-249.
- 26 Nicolas HATZFELD, « Peugeot-Sochaux... », *loc. cit.*
- 27 Ludivine BANTIGNY, 1968. *De grands soirs en petits matins*, Le Seuil, Paris, 2018.
- 28 Entretien avec Bruno réalisé le 9 décembre 2022, à son domicile.
- 29 Pierre BOURDIEU et Jean-Claude PASSERON, *La Reproduction*, Minuit, Paris, 1970, p. 260.
- 30 Entretien avec Christian réalisé le 29 août 2022, à son domicile.
- 31 Michelle ZANCARINI-FOURNEL, « 1973, le 68 stéphanois, symbole des luttes des années 68 ? », *Gremmos*, 2013 (10 p.).
- 32 Abdelmalek SAYAD, « L’immigré, “OS à vie” », in *La Double Absence*, Le Seuil, Paris, 1999 [1995], p. 233-253.
- 33 Voir Michel PIALOUX, « Le désarroi du délégué », in Pierre BOURDIEU (dir.), *La Misère du monde*, Le Seuil, Paris, 1993,

- p. 633-663. Nous retrouverons Hamid dans le chapitre 5.
- 34 Entretien avec Hamid réalisé le 25 janvier 2023, à son domicile.
- 35 Margaret MARUANI et Monique MERON, *Un siècle de travail des femmes en France. 1901-2011*, La Découverte, Paris, 2012. On retrouve ce processus sur de nombreux sites métallurgiques : l'industrie sert alors d'entrée sur le marché du travail féminin aux filles d'ouvriers, même si les femmes sont ensuite nombreuses à quitter ce premier emploi et la région. Voir Nicolas RENAHY, Cécile DÉTANG-DESENDRE et Séverine GOJARD, « Deux âges d'émigration ouvrière. Migration et sédentarité dans un village industriel », *Population*, vol. 58, 2003, n° 6, p. 707-737.
- 36 Danièle KERGOAT, *Les Ouvrières*, Le Sycomore, Paris, 1982, p. 96.
- 37 Entretien avec Françoise réalisé le 25 janvier 2023, au domicile de Christian.
- 38 Entretien avec Annie réalisé le 24 juillet 2023, au domicile de Christian.
- 39 Rose-Marie LAGRAVE, *Se ressaisir*, La Découverte, Paris, 2021, p. 21. Par ces mots, Lagrave fait référence aux *Mémoires* de Simone DE BEAUVOIR, et particulièrement à *Tout compte fait* (Gallimard, Paris, 1972).
- 40 Sur cette question, voir le travail pionnier et circonstancié de Johanna SIMÉANT, *La Cause des sans-papiers*, Presses de Sciences Po, Paris, 1998.
- 41 Entretien avec Jean-Luc réalisé le 19 juillet 2023, chez Christian.
- 42 Entretien avec Georges réalisé le 19 juillet 2023, à l'Union locale.
- 43 Entretien avec Françoise réalisé le 25 janvier 2023, chez Christian.
- 44 Christian COROUGE et Michel PIALOUX, *Résister à la chaîne...*, op. cit., p. 319.
- 45 Entretien avec Annette Paléo et Christian réalisé le 22 juin 2022, chez Annette.
- 46 Catherine LECLERCQ, « La relégation. Un ouvrier communiste “quitté par le parti” », in Olivier FILLEULE, Catherine LECLERCQ et Rémi LEFEBVRE, *Le Malheur militant*, De Boeck Supérieur, Louvain-la-Neuve, 2022, p. 198.
- 47 Comme l'écrivait Michael Pollak, « en l'absence de tout sentiment de pouvoir arriver à se faire comprendre, le silence sur soi – différent de l'oubli – peut être une condition nécessaire (présumée ou réelle) pour le maintien de la communication avec l'environnement ». Voir la sociologie du concept psychologique de syndrome des survivants (qui inclut notamment un fort sentiment de culpabilité), basée sur la dialectique entre identité individuelle et appartenances successives à différents groupes (familial, concentrationnaire, puis de nouveau familial) que propose Michael Pollak dans « La gestion de l'indicible » et « L'expérience concentrationnaire », in Michael POLLAK, *Une identité blessée*, Métailié, Paris, 1993 [1986 et 1990], p. 140-148 et 149-175.
- 48 Raphaëlle BRANCHE, « *Papa, qu'as-tu fait en Algérie ?* Enquête sur un silence familial », La Découverte, Paris, 2020.
- 49 Entretien avec Christian réalisé le 14 janvier 2020.
- 50 Francine MUEL-DREYFUS, *Le Métier d'éducateur*, Minuit, Paris, 1983, p. 10-11. Muel-Dreyfus forge cette notion pour donner à comprendre les choix professionnels. Pour une application

- aux engagements politiques, voir Bernard PUDAL, « La vocation communiste et ses récits », in Jacques LAGROYE (dir.), *La Politisation*, Belin, Paris, 2003, p. 147-161, et Ivan BRUNEAU, « La Confédération paysanne : s'engager à “juste distance” », thèse en science politique, Université Paris-10, 2005, p. 405 sq. (« Savoir hériter, ou s'inscrire dans la continuité d'un passé familial »).
- 51 Rejet du mariage et des rôles établis de parents et d'enfants, refus de l'héritage, confection d'un arbre généalogique où l'on sélectionne les aïeux et aïeules, inscription des enfants dans des écoles expérimentales, etc. Voir les contributions de Séverine CHAUVEL et Julie PAGIS à Solène BILLAUD *et al.*, *Histoires de famille*, op. cit.
- 52 Entretien avec Christian réalisé chez lui le 7 mars 2023.
- 53 Entrevue avec Erwan, à son domicile, le 6 août 2023.
- 54 Entretien avec Christian réalisé le 18 juillet 2023, chez Clairette. Bruno Lemerle parle de transmission de valeurs : « Nous, avec les mômes, on a habité aux Buis. La meilleure copine de ma gamine, c'est Métap, c'est une petite Turque... Donc, si tu veux, c'est des valeurs sur le monde dans lequel on est, le monde auquel on appartient, la façon dont on se comporte avec les autres, la façon dont on est : on n'est pas racistes. On est... Voilà, on fait pas de discrimination [...], c'est une transmission de valeurs. » Clairette dit la même chose avec ses mots : « De toute façon, Greg [son fils] il a été élevé comme nous, comme moi surtout [son mari ouvrier n'était pas militant].
- 55 Donc il vote à gauche, il est de gauche Greg » (entretien collectif réalisé le 21 juillet 2023, chez Clairette).
- 56 Maurice HALBWACHS, *La Mémoire collective*, Albin Michel, Paris 1997 [1950], p. 112.
- 57 Pour une étude fine et approfondie de la manière dont la transmission de la mémoire de la guerre d'Algérie vient « renégocier » les liens familiaux intergénérationnelle des anciens appelés devenus retraités, voir Raphaëlle BRANCHE, *Papa...*, op. cit.
- 58 Entretien avec Christian réalisé à son domicile le 29 août 2022.
- 59 Entretien avec Christian réalisé à son domicile le 7 mars 2023.
- 60 Voir le reproche de Christian à Michel Pialoux en 1983 : « Alors mes mains, dans tout ça, qu'est-ce qu'elles deviennent, mes mains ? [Avec une grande violence.] On veut plus en parler, on les ignore, ça n'intéresse plus. » (Christian COROUGE et Michel PIALOUX, *Résister à la chaîne...*, op. cit.)
- 60 Voir Christian COROUGE et Michel PIALOUX, « Engagement et désengagement militant aux usines Peugeot de Sochaux... », loc. cit.

Notes du chapitre 3 (pages 83 à 114)

- 1 Claude GRIGNON, *L'Ordre des choses. Les fonctions sociales de l'enseignement technique*, Minuit, Paris, 1971 ; Bernard PUDAL, *Prendre parti...*, op. cit.
- 2 Fanny GALLOT, *En découdre. Comment les ouvrières ont révolutionné le travail et la société*, La Découverte, Paris, 2015.
- 3 Beverly SKEGGS, *Des femmes respectables. Classe et genre en*

- milieu populaire*, Agone, Marseille, 2015 [1997].
- 4 Rose-Marie LAGRAVE, *Celles de la terre. Agricultrice : l'invention politique d'un métier*, EHESS, Paris, 1987 ; Clémentine COMER, « Luttes d'agricultrices ou d'épouses au travail ? Retour sur l'histoire d'un féminisme paradoxal (1970-2010) », *Entreprises et histoire*, n° 107, 2022, p. 110-123.
- 5 Margaret MARUANI, *Les Syndicats à l'épreuve du féminisme*, Syros, Paris, 1979.
- 6 Ève MEURET-CAMPFORT, *Lutter « comme les mecs »... op. cit.*
- 7 Erik NEVEU, *Des soixante-huitards ordinaires*, Gallimard, Paris, 2022, p. 121. Camille MASCLET, « Sociologie des féministes des années 1970. Analyse localisée, incidences biographiques et transmission familiale d'un engagement pour la cause des femmes en France », thèse de science politique et sociologie, Universités de Lausanne et Paris-8, 2017, p. 304. Au moment de leur engagement, les féministes étudiées par Camille Masclet sont à 38 % étudiantes, 29 % professions intermédiaires ou cadres, et seulement 2 % ouvrières.
- 8 Michelle ZANCARINI-FOURNEL, *Le Moment 68*, op. cit.
- 9 Sylvie CHAPERON, « La radicalisation des mouvements féminins français de 1960 à 1970 », *Vingtième Siècle*, n° 48, 1995, p. 61-74.
- 10 Voir Nicolas HATZFELD, *Les Gens d'usine...*, op. cit., p. 196.
- 11 Entretien réalisé avec Lili le 15 décembre 2022, à son domicile.
- 12 Dominique LOISEAU, *Femmes et militantismes*, L'Harmattan, Paris, 1996.
- 13 Nicolas HATZFELD, *Les Gens d'usine...*, op. cit., p. 217-222.
- 14 Danièle KERGOAT, *Les Ouvrières*, Le Sycomore, Paris, 1982, p. 123.
- 15 Paul BOULLAND et Julian MISCHI, « Promotion et domination des militantes dans les réseaux locaux du Parti communiste français », *Vingtième siècle*, n° 126, 2015, p. 73-86.
- 16 Voir Laure BÉRÉNI, « De la cause à la loi. Les mobilisations pour la parité politique en France (1992-2000) », thèse de science politique, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, 2006, p. 57 et 346.
- 17 Anne-Marie DAUNE-RICHARD, « Travail professionnel et travail domestique : le travail et ses représentations au sein de lignées féminines », *Travail et emploi*, n° 17, 1983, p. 49-55. Plus largement, l'imbrication entre sphère de production et sphère de reproduction a donné lieu à de nombreuses recherches dans les années 1975-1985. Voir notamment : Danièle KERGOAT, « Ouvriers = ouvrières ? Propositions pour une articulation théorique de deux variables : sexe et classe sociale », *Critiques de l'économie politique*, n° 5, 1978, p. 65-97 (repris dans Danièle KERGOAT, *Se battre disent-elles...*, La Dispute, Paris, 2012, p. 33-62) ; Alice BARTHEZ, *Famille, travail et agriculture*, Economica, Paris, 1982 ; COLLECTIF, *Le Sexe du travail. Structures familiales et système productif*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 1984.
- 18 Bibia PAVARD, Florence ROCHEFORT et Michelle ZANCARINI-FOURNEL, *Ne nous libérez pas, on s'en charge. Une histoire des féminismes de 1789 à nos jours*, La Découverte, Paris, 2020.
- 19 Catherine ACHIN et Delphine NAUDIER, « Les féminismes

- en pratiques », *in* Dominique DAMAMME et al., (dir.), *Mai-Juin 68, op. cit.*, p. 383-399 ; Camille MASCLET, *Sociologie des féministes des années 1970, op. cit.*, p. 327-328.
- 20 Entretien avec Clairette réalisé le 18 juillet 2023, à son domicile.
- 21 Entretien avec Christiane réalisé le 17 juillet 2023, à son domicile.
- 22 Claire BLANDIN, « Le courrier du cœur, chronique indiscrète », *Sigila*, n° 39, 2017, p. 51-61. Certains magazines de la presse féminine s'ouvrent alors à des discours féministes et peuvent aborder directement la question du plaisir féminin. Voir Bibia PAVARD, Sandrine LÉVÈQUE et Claire BLANDIN, « *Elle et Marie Claire* dans les années 1968 : une “parenthèse enchantée” ? », *Le Temps des médias*, n° 29, 2017, p. 65-78.
- 23 Camille MASCLET, *Sociologie des féministes des années 1970, op. cit.*, p. 333.
- 24 André VILLENEUVE, « L'accoutumance à l'automobile », *Économie et statistiques*, n° 23, 1971, p. 5-6.
- 25 Yoann DEMOLI, « Les femmes prennent le volant. Diffusion du permis et usage de l'automobile auprès des femmes au cours du xx^e siècle », *Travail, genre et sociétés*, n° 32, 2014, p. 119-140.
- 26 Entretien avec Viviane réalisé le 15 mars 2023, à son domicile.
- 27 Entretien avec Viviane réalisé le 16 juillet 2023, à son domicile.
- 28 Jean-Noël RETIÈRE, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n° 63, 2003, p. 121-143 ; Nicolas RENAHY, « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion », *Regards sociologiques*, n° 40, 2010, p. 9-26 ; Quentin SCHNAPPER, « L'économie symbolique du capital d'autochtonie. Commerce et formes distinctives d'appartenance locale dans un bourg périurbain », *Genèses*, n° 127, 2022, p. 104-127.
- 29 Perrine AGNOUX, « Du côté de chez soi. L'entrée dans la vie adulte des femmes de classes populaires dans les espaces ruraux », thèse de sociologie, Université Bourgogne Franche-Comté, 2022.
- 30 Catherine ACHIN et Delphine NAUDIER, « Les féminismes en pratiques », *loc. cit.*, p. 393.
- 31 Entretien avec Annie réalisé le 24 juillet 2023, au domicile de Christian.
- 32 Christine DÉTREZ et Karine BASTIDE, *Nos mères. Huguette, Christiane et tant d'autres, une histoire de l'émancipation féminine*, La Découverte, Paris, 2020.
- 33 Entretien avec Clairette réalisé le 31 août 2022, à son domicile.
- 34 Sur cette double dimension et son évolution depuis les années 1970-1980, voir la synthèse de Thomas AMOSSÉ, Marie CARTIER et Olivier SCHWARTZ, « Rapports de genre et espace domestique », *in* Olivier MASCLET et al., *Être comme tout le monde. Employées et ouvriers dans la France contemporaine*, Raisons d'agir, Paris, 2020, p. 205-223.
- 35 Fanny GALLOT et Eve MEURET-CAMPFORT, « Des ouvrières en lutte dans l'après-1968 », *Politix*, n° 109, 2015, p. 34. La situation est encore différente dans les usines d'équipementiers automobiles qui, après la reprise économique de 1998-2001, embauchent nombre de jeunes femmes et hommes mis en concurrence, et où s'observe une dévalorisation de la force physique comme force de travail, concurrencée par le « bon

- état d'esprit » des jeunes femmes. Voir Stéphane BEAUD et Michel PIALOUX, « Jeunes ouvrier(e)s à l'usine. Notes de recherche sur la concurrence garçons/filles et sur la remise en cause de la masculinité ouvrière », *Travail, genre et sociétés*, n° 8, 2002, p. 73-103.
- 36 Fabienne LAURET, *L'Envers de Flins...*, op. cit.
- 37 Voir notamment, pour l'automobile, Robert LINHART, *L'Établi*, Minuit, Paris, 1977, et Fabienne LAURET, *L'Envers de Flins...*, op. cit. qui constitue un très rare témoignage de femme établie en usine.
- 38 Hubert TRUXLER (sous le pseudonyme de Marcel DURAND), *Grain de sable sous le capot...*, op. cit., p. 26.
- 39 *Ibid.*
- 40 Christian COROUGE, Michel PIALOUX, « Chronique Peugeot », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 57-58, 1985, p. 115.
- 41 Stéphane BEAUD et Michel PIALOUX, *Retour sur la condition ouvrière...*, op. cit., p. 29-36.
- 42 Christelle AVRIL, *Les Aides à domicile. Un autre monde populaire*, La Dispute, Paris, 2014.
- 43 Ève MEURET-CAMPFORT, *Lutter « comme les mecs »...*, op. cit.
- 44 Entretien avec Christiane réalisé le 17 juillet 2023, à son domicile.
- 45 Alf LÜDTKE, « Ouvriers, Eigensinn et politique dans l'Allemagne du xx^e siècle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 113, 1996, p. 91-101 ; Nicolas RENAHY, « Le village dans l'usine... », loc. cit.
- 46 Michel PIALOUX, préface à Marcel DURAND, *Grain de sable sous le capot...*, op. cit., p. 15.
- 47 Réalité mesurée à l'échelle nationale : « De 1962 à [1989], ouvriers et ouvrières voient leur qualification suivre des mouvements inverses : tandis que les classifications supérieures (ouvriers qualifiés de type industriel en particulier) se masculinisent, les catégories d'ouvriers non qualifiés se féminisent encore davantage » (Danièle KERGOAT, *Se battre disent-elles...*, op. cit., p. 195).
- 48 La CGT mène à la fin des années 1990 un combat victorieux contre la discrimination syndicale dont ses membres sont victimes. Nicolas HATZFELD, « Une lutte syndicale exemplaire chez Peugeot-Sochaux (1995-2000). La remise en cause d'un système discriminatoire », *Travail et emploi*, n° 145, 2016, p. 173-196.
- 49 Entretien avec Christian et Françoise réalisé le 25 janvier 2023, chez Christian.
- 50 Ève MEURET-CAMPFORT, *Lutter « comme les mecs »...*, op. cit., p. 223-246.
- 51 Cécile GUILLAUME et Sophie POCHIC, « Quand les politiques volontaristes de mixité ne suffisent pas : les leçons du syndicalisme anglais », *Cahiers du Genre*, n° 47, 2009, p. 145-168 ; Angelo MORO, « Un métier syndical au féminin ? Rôles et pratiques des déléguées ouvrières dans une usine mixte », *Sociologie du travail*, vol. 61, n° 3, 2019.
- 52 Stéphane BEAUD et Michel PIALOUX, *Violences urbaines...*, op. cit.
- 53 Entretien collectif réalisé le 16 avril 2023.
- 54 Paul HOBEIKA, « Pensions incomplètes... », loc. cit., p. 149.
- 55 Entretien avec Annie réalisé le 24 juillet 2023, au domicile de Christian.
- 56 Raphaël CHALLIER, *Simples militants. Comment les partis*

- démobilisent les classes populaires*, 7
PUF, Paris, 2021.
- 57 Sur la « jalouse » comme symptôme du « refus de s'identifier à un collectif femmes », voir Danièle KERGOAT, « Le syllogisme de la constitution du sujet sexué féminin. Le cas des ouvrières spécialisées », *Travailler*, n° 6, 2001, p. 105-114.
- 58 Frédéric RASERA et Nicolas RENAHY, « Virilité : au-delà du populaire », *Travail, genre et sociétés*, n° 29, 2013, p. 169-173.
- 59 Thomas AMOSSÉ *et al.*, « Rapports de genre et espace domestique », *loc. cit.*
- Karl JACOBY, *Crimes contre la nature. Voleurs, squatteurs et braconniers : l'histoire cachée de la conservation de la nature aux États-Unis*, Anacharsis, Toulouse, 2021 [2001].
- 8 Sur l'analyse de ce processus, voir Nicolas RENAHY, « “Avec les écolos, c'est l'individualisme forcené”. Une chronique affouagère en milieu ouvrier », journées *Écologie et classes sociales* du collectif Classes vertes, Jourdan, 1^{er} juin 2023 (*proceeding* des journées disponible sur : <https://hal.science/hal-04458479>).
- 9 Agnès FORTIER, « Pratiques traditionnelles et rationalité économique »..., *loc. cit.*, p. 41.
- 10 Catherine TOURRE-MALEN, « Évolution des activités équestres et changement social en France à partir des années 1960 », *Le Mouvement social*, n° 229, 2009, p. 41-59 ; Mélie FRAYSSE et Christine MENNESSON, « Genre et pratiques journalistiques dans la presse VTT », *Travail, genre et sociétés*, n° 38, 2017, p. 133-150. Sur l'opposition entre loisirs productifs et loisirs récréatifs, voir notamment Florence WEBER, *Le Travail à côté*, *op. cit.*
- 11 Robert KOSMANN, *Sorti d'usines. La « perruque », un travail détourné*, Syllepse, Paris, 2018, p. 13.
- 12 Entretien avec Miguel réalisé le 18 juillet 2023, au domicile de Christian.
- 13 Michel de CERTEAU, *L'Invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Gallimard, Paris, 1990 [1980], p. 47 ; Gérard NOIRIEL, *Les Ouvriers...*, *op. cit.*, p. 205.
- 14 Stéphane BEAUD et Michel PIALOUX, *Retour sur la condition ouvrière*, *op. cit.*, p. 119 *sq.*

Notes du chapitre 4 (pages 115 à 139)

- 1 Florence WEBER, *Le Travail à côté*, *op. cit.*
- 2 Michel BOZON et Jean-Claude CHAMBOREDON, « L'organisation sociale de la chasse en France et la signification de la pratique », *Ethnologie française*, vol. 10, n° 1, 1980, p. 65-88.
- 3 Edward P. THOMPSON, *Les Usages de la coutume. Traditions et résistances populaires en Angleterre XVI^e-XIX^e siècles*, Éd. de l'EHESS/Gallimard/Le Seuil, Paris, 2015 [1991], p. 60.
- 4 Agnès FORTIER, « Pratiques traditionnelles et rationalité économique, l'exemple de l'affouage », *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, n° 3, 1990, p. 37-44.
- 5 Andrée CORVOL, « L'affouage au XVIII^e siècle : intégration et exclusion dans les communautés d'Ancien Régime », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, vol. 36, n° 3, 1981, p. 390-407.
- 6 Extraits du journal de terrain du 12 février 2022.

- 15 Entretien avec David réalisé le 30 août 2022, au domicile de Martine.
- 16 Entretien d'octobre 1996. © Archives privées de Michel Pialoux.
- 17 Cédric LOMBA, *La Restructuration permanente de la condition ouvrière*, op. cit.
- 18 Michel ANTEBY, « La “perruque” en usine : approche d'une pratique marginale, illégale et fuyante », *Sociologie du travail*, vol. 45, n° 4, 2003, p. 453-471.
- 19 Gérard NOIRIEL, *Immigrés et Prolétaires, Longwy (1880-1980)*, PUF, Paris, 1984, p. 363-367.
- 20 Entretien avec Jean-Pierre, réalisé à son domicile le 30 avril 2021.
- 21 Gerald MARS, *Cheats at Work : Anthropology of Workplace Crime*, Allen & Unwin, Londres, 1982.
- 22 Christian COROUGE et Michel PIALOUX, *Résister à la chaîne...*, op. cit., p. 27.
- 23 Sur la « méthode Clerc », du nom de l'ouvrier cégepiste de Sochaux qui a porté la lutte devant les tribunaux, voir Vincent-Arnaud CHAPPE, « La preuve par la comparaison : méthode des panels et droit de la non-discrimination », *Sociologies pratiques*, n° 23, 2011, p. 45-55. Plus largement sur le prolongement des pratiques managériales de stigmatisation des syndicalistes, voir Vincent-Arnaud CHAPPE, Jean-Michel DENIS, Cécile GUILLAUME et Sophie POCHIC, *La Fin des discriminations syndicales ? Luttes judiciaires et pratiques négociées*, Le Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2019.
- 24 Entretien collectif du 29 avril 2021, réalisé chez Clairette.
- 25 Extrait du journal de terrain du 17 décembre 2022.
- 26 Voir Sophie BÉROUD, Jean-Michel DENIS, Guillaume DESAGE, Baptiste GIRAUD et Jérôme PELISSE, *La lutte continue ? Les conflits du travail dans la France contemporaine*, Le Croquant, Bellecombe-en-Baugé, 2008, et Cédric LOMBA, « Les petites mains des petites entreprises : gestion informelle et fractures ouvrières », *Sociologie du travail*, vol. 52, n° 4, 2010, p. 503-520.
- 27 COLLECTIF ROSA BONHEUR, *La Ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire*, Éditions Amsterdam, Paris, 2019.
- 28 Entretien avec Akram et Christian réalisé le 15 juillet 2023, chez Christian.
- 29 Extraits du journal de terrain, 19-24 juillet 2023.
- 30 Fanny HUGHES, « Getting by in rural France : la débrouille as a form of quiet popular resistance ? », *European Journal of Cultural and Political Sociology*, vol. 10, n° 1, 2023, p. 127-151 ; Nicolas RENAHY, « Un ouvrier qui s'expose », loc. cit.
- 31 Extrait du journal de terrain du 7 mars 2023.
- 32 Frédérique MATONTI et Franck POUPEAU, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004, p. 4-11.
- 33 Extraits du journal de terrain des 6 et 7 mars 2023.
- 34 Raphaël CHALLIER, *Simples militants*, op. cit., p. 291.
- 35 À l'image des secrétaires administratives de la CGT se plaignant du mépris de certains cadres syndicaux, qui les voient comme « de simples meubles ». Voir Nicolas SIMONPOLI, « Les petites mains du syndicalisme. Le rôle des employées administratives dans la mise en œuvre du travail syndical à la CGT », *Politix*, n° 136, 2021, p. 27-53.

- 36 Michel BOZON et Yannick LEMEL, « Les petits profits du travail salarié. Moments, produits et plaisirs dérobés », *Revue française de sociologie*, vol. 31, n° 1, 1990, p. 115.
- 37 Pierre BOURDIEU, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 62-63, 1986, p. 69-72.
- 38 Laurent WILLEMEZ, « *Perseverare diabolicum* : l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social », *Lien social et politiques*, n° 51, 2004, p. 71-82.
- 7 misère du monde : témoignage d'un enquêteur étudiant », *Revista Inter-Ação*, vol. 48, n° 2, 2023, p. 282 – 306.
- 8 Robert CASTEL, *Les Métamorphoses de la question sociale...*, op. cit.
- Stéphane BEAUD et Michel PIALOUX, « Permanents et temporeux », in Pierre BOURDIEU (dir.), *La Misère du monde*, op. cit., p. 317-329.
- 9 Michel PIALOUX, « Le vieil ouvrier... », loc. cit., p. 336-337.
- 10 *Ibid.*, p. 344-345.
- 11 Entretien avec Gérard réalisé le 8 décembre 2022, à son domicile.
- 12 Michel PIALOUX, « Le vieil ouvrier... », loc. cit., p. 336.
- 13 *Ibid.*
- 14 Catherine LECLERCQ, « La relégation... » loc. cit., p. 202. Voir aussi Jean-Paul MOLINARI, *Les Ouvriers communistes. Sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF*, L'Harmattan, Paris, 1996.
- 15 Jean VIGREUX, *Waldeck Rochet. Une biographie politique*, La Dispute, Paris, 2000.
- 16 Julian MISCHI, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, PUR, Rennes, 2010.
- 17 Bernard PUDAL, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Le Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2009.
- 18 Sources : Insee-RP1990-1999 sondages RP 2009 (1/4), RP 2020 (1/5). Exploitations complémentaires réalisées par Abdoul Diallo, assistant ingénieur au CESAER.
- 19 Michel PIALOUX, « L'alcool dans l'atelier... », loc. cit.
- 20 Sur ce processus, voir Olivier FILLIEULE (dir.), *Le Désengagement militant*, Belin, Paris, 2005, et plus particulièrement le chapitre de Catherine LECLERCQ, « "Raisons de sortir". Les militants du Parti communiste français », p. 156.

Notes du chapitre 5 (pages 141 à 170)

- 1 Pierre BOURDIEU, « La fin d'un monde », in Pierre BOURDIEU (dir.), *La Misère du monde*, Le Seuil, Paris, 1993, p. 408-409.
- 2 Michel PIALOUX, « Le désarroi du délégué », loc. cit., p. 413.
- 3 Michel PIALOUX, « Le vieil ouvrier et la nouvelle usine », in Pierre BOURDIEU (dir.), *La Misère du monde*, op. cit., p. 333.
- 4 Voir Julian MISCHI, « Essor du FN/RN et décomposition de la gauche en milieu populaire », in Gérard MAUGER et Willy PELLETIER (dir.), *Pourquoi tant de votes RN dans les classes populaires ?*, Le Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2023.
- 5 Archives Pierre Bourdieu, « Note de la réunion fin juin 1990 sur le projet d'enquête "Malaises" », 1 ARCH 37-5, Humathèque Condorcet.
- 6 Du nom de la commande de la Caisse des dépôts et consignations, qui souhaitait initialement une enquête par sondage sur la pauvreté et évoquait un « malaise social ». Voir Charles SOULIÉ, « *La*

- 21 Bernard PUDAL, « Gérard Belloin, de l'engagement communiste à l'auto-analyse », in Olivier FILLIEULE (dir.), *Le Désengagement militant*, op. cit., p. 155-169.
- 22 Jean-Louis FABIANI, « Quand la chasse populaire devient un sport. La redéfinition sociale d'un loisir traditionnel », *Études rurales*, n° 87-88, 1982, p. 309-323 ; Héloïse FRADKINE, « Chasse à courre, relations interclasses et domination spatialisée », *Genèses*, n° 99, 2015, p. 28-47.
- 23 Jean-Claude CHAMBOREDON, « La diffusion de la chasse et la transformation des usages sociaux de l'espace rural », in Jean-Claude CHAMBOREDON, *Territoires, culture et classes sociales*, Rue d'Ulm, Paris, 2019 [1982], p. 129-154.
- 24 Benoît COQUARD, « L'embourgeoisement des sociétés de chasse au grand gibier », journées *Écologie et classes sociales* du collectif Classes vertes, Jourdan, 1^{er} juin 2023 (*proceedings* des journées disponible sur : <<https://hal.science/hal-04458479>>).
- 25 Michel PIALOUX, « Le vieil ouvrier... », loc. cit., p. 331.
- 26 Benoît COQUARD, *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, La Découverte, Paris, 2019.
- 27 Pierre BOURDIEU, « Postscriptum », in Pierre BOURDIEU (dir.), *La Misère du monde*, op. cit., p. 941.
- 28 Michel PIALOUX, « Le désarroi du délégué », loc. cit., p. 415-416.
- 29 Entretien avec Hamid réalisé en mars 1993, inédit. © Archives privées de Michel Pialoux.
- 30 Stéphane BEAUD et Michel PIALOUX, « Notes de recherche sur les relations entre Français et immigrés à l'usine et dans le quartier », *Genèses*, n° 30, 1998, p. 101-121.
- 31 Stéphane BEAUD et Michel PIALOUX, *Retour sur la condition ouvrière*, op. cit., p. 332-415, *Violences urbaines, violences sociales*, op. cit., et « Notes de recherche sur les relations entre Français et immigrés... », loc. cit.
- 32 Gérard NOIRIEL, *Le creuset français : histoire de l'immigration XIX^e-XX^e siècle*, Le Seuil, Paris, 1988.
- 33 Entretien avec Hamid réalisé le 25 janvier 2023, à son domicile.
- 34 « Pourquoi l'UITT ? », *Al-Ittihad*, n° 3, spécial, août 1974, p. 1. Sur ces circulaires, la genèse de la conversion du gouvernement Chaban-Delmas à une politique de « maîtrise des flux » et les mobilitations auxquelles elles ont donné lieu, voir Sylvain LAURENS, *Une politisation feutrée. Les hauts fonctionnaires et l'immigration en France (1962-1981)*, Belin, Paris, 2009.
- 35 Jérôme BERTHAUT, *La Banlieue du « 20 heures ». Ethnographie de la production d'un lieu commun journalistique*, Agone, Marseille, 2013 ; Julien BEAUGÉ et Abdellali HAJJAT, « Elites françaises et construction du “problème musulman”. Le cas du Haut Conseil à l'intégration (1989-2012) », *Sociologie*, vol. 5, n° 1, 2014, p. 31-59. Sur l'évolution des partis de gauche quant au traitement politique des descendants de l'immigration postcoloniale, passé d'une lecture classiste des mouvements immigrés à une lecture de type culturaliste, voir, pour le PCF, Olivier MASCLET, *La Gauche et les Cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, La Dispute, Paris, 2003, et, pour le PS, Vincent GEISSE, « De l'islam comme marqueur de classe à sa construction partisane comme problème social. Le Parti

- socialiste face aux mouvements de l'immigration (1983-2008) », *Sociétés contemporaines*, n° 127, 2022, p. 147-176.
- 36 Stéphane BEAUD et Michel PIALOUX, « Notes de recherche... », *loc. cit.*
- 37 On pense à la bande des « 89 », mais aussi aux familles issues de l'immigration qui privilégièrent une ascension sociale par l'école. Voir Stéphane BEAUD, *La France des Belhoumi. Portraits de famille (1977-2017)*, La Découverte, Paris, 2018.
- 38 Stéphane BEAUD et Michel PIALOUX, « Permanents et temporaires », *loc. cit.*, p. 328.
- 39 Jennifer BIDET, *Vacances au bled. La double présence des enfants d'immigrés*, Raisons d'agir, Paris, 2021.
- 40 Entretien avec Bruno Lemerle réalisé le 26 janvier 2023, à l'UL d'Audincourt.
- 41 Paul HOBEIKA, « Pensions incomplètes... », *loc. cit.*
- 42 Nicolas HATZFIELD, « La préretraite et le brouillage de l'âge du départ en retraite (des années 1960 aux années 2000) », colloque *Les âges au travail*, Université Gustave Eiffel-IEA, 2022.
- 43 Clara DEVILLE, *L'État social à distance. Dématérialisation et accès aux droits des classes populaires rurales*, Le Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2023. Sur les barrières au conseil personnalisé aux droits à la retraite mises en place par la CNAV, voir Paul HOBEIKA, « Pensions incomplètes... », *loc. cit.*
- 44 Robert CASTEL, *Les Métamorphoses de la question sociale...*, *op. cit.*
- 2 Entretien avec Bruno réalisé le 9 décembre 2022, à son domicile.
- 3 Entretien collectif réalisé le 16 avril 2023.
- 4 Entretien avec Christian réalisé le 14 juillet 2023, à son domicile.
- 5 Entretien avec Aurore réalisé le 22 juillet 2023, à l'UL d'Audincourt.
- 6 Martina AVANZA, « La Ligue du Nord, ou la force de la xénophobie “débonnaire” », *Savoir/Agir*, vol. 5, n° 3, 2008, p. 153-159.
- 7 Parmi une bibliographie aujourd'hui riche, voir Armèle CLOTEAU *et al.*, « La banalisation du Front national au village. Les relais informels des référents frontistes dans un territoire rural et populaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 232-233, 2020, p. 70-85 ; Raphaël CHALLIER, *Simples militants*, *op. cit.*, p. 100-116 ; et Julian MISCHI, « Essor du FN/RN... », *loc. cit.*
- 8 Entretien avec Christian réalisé le 9 décembre 2022, au domicile de Bruno.
- 9 Entretien avec Nordine réalisé le 7 mars 2023, au domicile de Christian.

Notes de la conclusion (pages 177 à 182)

Notes de l'épilogue (pages 171 à 176)

- 1 Entretien avec Jérôme réalisé le 22 juillet 2023, à l'UL d'Audincourt.

- 1 Selon les comptes financiers de Stellantis. En réintégrant les paiements différés, un cabinet de conseil aux actionnaires calcule un montant deux fois supérieur de sa rémunération. Sophie FAY, « La rémunération de Carlos Tavares chez Stellantis atteint 36,5 millions d'euros pour 2023 », *Le Monde*, 23 février 2024.
- 2 Dans la lignée des travaux initiés par Jean-Claude Chamboredon dans les années 1970. Voir la

- rédédition de nombre d'entre eux dans Jean-Claude CHAMBOREDON, *Jeunesse et classes sociales*, Rue d'Ulm, Paris, 2015, et Jean-Claude CHAMBOREDON, *Territoires, culture et classes sociales*, Rue d'Ulm, Paris, 2019.
- 3 Marcel MAGET, « Remarques sur le village comme cadre de recherche anthropologique », *Bulletin de psychologie*, n° 8, 1955 ; Patrick CHAMPAGNE, « La restructuration de l'espace villageois », in Patrick CHAMPAGNE, *L'Héritage refusé. La crise de la reproduction sociale de la paysannerie française 1950-2000*, Le Seuil, Paris, 2002 [1975] ; Rogers BRUBAKER, « Au-delà de l'identité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 139, 2001, p. 66-85 ; Martina AVANZA et Gilles LAFERTÉ, « Dépasser la “construction des identités” ? Identification, image sociale, appartenance », *Genèses*, n° 61, 2005, p. 134-152.
- 4 Alexandre PILLONEL, « Ni vieux ni jeunes : les vieillesse boursgeoises et la recherche d'un troisième terme », *Gérontologie et société*, vol. 43/166, n° 3, 2021, p. 219-232.
- 5 Anne-Catherine WAGNER, *La Mondialisation des classes sociales*, La Découverte, Paris, 2020.
- 6 Danièle LÉGER et Bertrand HERVIEU, « Les immigrés de l'utopie », *Autrement*, numéro spécial « Avec nos sabots... La campagne rêvée et convoitée », n° 14, 1978, p. 49-72.
- 7 Voir notamment Rémi LEFEBVRE et Frédéric SAWICKI, *La Société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Le Croquant, Bellecombe-en-Baugé, 2006 ; Julian MISCHI, *Servir la classe ouvrière*, op. cit. ; Raphaël CHALLIER, *Simples militants*, op. cit.
- 8 Zakaria BENDALI et Aldo RUBERT, « Les sciences sociales en gilet jaune. Deux ans d'enquêtes sur un mouvement inédit », *Politix*, n° 132, 2020, p. 177-215.
- 9 Élie GUÉRAUT, *Le Déclin de la petite bourgeoisie culturelle*, Raisons d'agir, Paris, 2023.

COLLECTION L'ENVERS DES FAITS

dirigée par Paul Pasquali et Fabien Truong

Plus que jamais, les sciences sociales doivent jouer leur rôle de « poil à gratter », qui les rend si fécondes. Contre l'essayisme et l'académisme, il y a aujourd'hui urgence à défendre une certaine idée des sciences sociales qui allie créativité et combativité, imagination et vigilance sociologiques. En proposant des travaux originaux fondés sur des données ethnographiques, statistiques ou archivistiques, « L'envers des faits » entend éclairer les grands débats contemporains pour remettre à l'endroit des réalités sociales trop souvent pensées à l'envers.

La collection privilégie le croisement des méthodes et des récits, la richesse et la diversité des matériaux recueillis, l'inventivité des questionnements, la capacité à investir autrement des terrains connus ou à entrer de plain-pied dans ceux qui le sont moins. Elle met à l'honneur des enquêtes de première main, à la fois exigeantes et réflexives, aux résultats solides et accessibles.

Penser l'envers des faits, c'est donner à voir les ressorts les mieux dissimulés du monde social, en restituant toute son épaisseur humaine. C'est revisiter ces faits qui semblent déjà « tout faits » pour aller à rebours des représentations ordinaires. C'est, en définitive, une invitation à pénétrer dans l'envers du décor de l'enquête. Là où se font et se défont, pas à pas, les hypothèses, les traces, les preuves.

Dans la même collection

- Fabien TRUONG, *Jeunesse françaises. Bac + 5 made in banlieue*, 2015 ; nouv. éd. 2022.
Romain PUDAL, *Retour de flammes. Les pompiers, des héros fatigués ?*, 2016 ; nouv. éd. 2020.
François HÉRAN, *Avec l'immigration. Mesurer, débattre, agir*, 2017.
Pascal MARICHALAR, *Qui a tué les verriers de Givors ? Une enquête de sciences sociales*, 2017.
Stéphane BEAUD, *La France des Belhoumi. Portraits de famille (1977-2017)*, 2018 ; nouv. éd. 2020.
Élodie LEMAIRE, *L'Œil sécuritaire. Mythes et réalités de la vidéosurveillance*, 2019.
Gérard NOIRIEL, *Le Venin dans la plume. Édouard Drumont, Éric Zemmour et la part sombre de la République*, 2019 ; nouv. éd. 2021.
Benoit COQUARD, *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, 2019 ; nouv. éd. 2022.
Céline BESSIÈRE et Sibylle GOLLAC, *Le Genre du capital. Comment la famille reproduit les inégalités*, 2020 ; nouv. éd. 2022.
Christine DÉTREZ et Karine BASTIDE, *Nos mères. Huguette, Christiane et tant d'autres, une histoire de l'émancipation féminine*, 2020.
Rose-Marie LAGRAVE, *Se ressaisir. Enquête autobiographique d'une transfuge de classe féministe*, 2021 ; nouv. éd. 2023.
Paul PASQUALI, *Héritocratie. Les élites, les grandes écoles et les mésaventures du mérite (1870-2020)*, 2021.
Sylvain PATTIEU, *Panthères et pirates. Des Afro-Américains entre lutte des classes et Black Power*, 2022.
Alizée DELPIERRE, *Servir les riches. Les domestiques chez les grandes fortunes*, 2022.
Camille FRANÇOIS, *De gré et de force. Comment l'État expulse les pauvres*, 2023.

Ashley MEARS, *Very Important People. Argent, gloire et beauté : enquête au cœur de la jet-set*, 2023.

Julie PAGIS, *Le Prophète rouge. Enquête sur la révolution, le charisme et la domination*, 2024.



Cet ouvrage est imprimé
sur du papier issu de forêts
gérées durablement.